

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°331

OCTOBRE 2012

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE : DES RAPPORTS PESSIMISTES SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION**
- **KURDISTAN D'IRAK : VERS UNE AUTO-GESTION DES HYDROCARBURES KURDES**
- **SYRIE : MASHAAL TAMMO A BIEN ÉTÉ ASSASSINÉ SUR ORDRE DE L'ÉTAT**
- **CULTURE : « FAIRE TAIRE LA MUSIQUE EN TURQUIE »**

TURQUIE : DES RAPPORTS PESSIMISTES SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Sorti en octobre, le rapport de l'Union européenne faisant état des avancées de la Turquie en vue de son adhésion, pointe des « efforts importants » à fournir en ce qui concerne non seulement la liberté d'expression, mais aussi la liberté de réunion et d'association et la liberté de culte, et enfin ne voit que peu d'avancées, voire aucune, sous certains aspects, concernant le conflit avec les Kurdes.

Droits linguistiques :

Il n'est toujours pas permis d'user d'une langue autre que le turc dans les services administratifs et publics, malgré les recommandations du Congrès du Conseil de l'Europe des autorités régionales et locales, contre lesquelles les tribunaux turcs se sont prononcés concernant l'usage de plus d'une langue par les services municipaux. En dépit de

plusieurs abandons de poursuites et d'acquittements, des procédures judiciaires contre des maires et des conseillers municipaux ont été rapportées, visant l'usage d'autres langues que le turc dans les municipalités.

55 représentants des collectivités locales ont été temporairement suspendus par le ministre de l'Intérieur, dont les maires de Van, Şırnak, Silopi, İdil, Uludere et Cizre, avec des membres de conseils municipaux et provinciaux, dans le cadre de l'enquête sur le KCK. Dans un seul cas – celui du maire de Siirt – la suspension a été annulée avec l'entrée en vigueur de la 3ème réforme judiciaire.

Les prisons :

Le nombre et la qualité des centres pour détention de mineurs demeurent insuffisants. À la suite d'allégations de mau-

vais traitements dans la prison pour mineurs d'Adana Pozanti, des enfants ont été transférés à Ankara, loin de leur famille. Par ailleurs, les enfants ne sont pas séparés des adultes dans toutes les prisons, et particulièrement les filles.

Il y a toujours des restrictions abusives sur l'accès aux journaux, aux magazines, aux livres et sur l'usage du kurde lors des visites aux prisonniers et dans leur correspondance. Beaucoup de détenus malades, certains en stade terminal, ne bénéficient pas de soins médicaux appropriés. Il y a eu des plaintes sur les conditions de vie dans les prisons de haute-sécurité (type F) causant des dégâts psychologiques et physiologiques.

Liberté d'expression :

Un certain nombre de journalistes ont passé un temps excessif

en détention en attendant la tenue de leur procès.

Si la troisième réforme judiciaire interdit la saisie d'écrits avant leur publication, elle facilite des restrictions sur la couverture médiatique d'enquêtes criminelles. Le rapport note cependant qu'il est toujours possible de débattre de certains sujets sensibles comme la question arménienne et le rôle de l'armée, et que l'opposition exprime régulièrement ses idées.

Malgré cela, la réforme échoue à améliorer réellement la liberté d'expression et le nombre de violations de cette liberté, ainsi que celle des media, ne cesse de croître. Il y a aussi une augmentation de l'emprisonnement des journalistes, des professionnels des media et des distributeurs.

La Cour européenne des droits de l'homme a reçu un grand nombre de requêtes concernant les violations de la liberté d'expression en Turquie. Beaucoup de ces cas concernent des auteurs et des journalistes, mais aussi des universitaires et des chercheurs écrivant et travaillant sur la question kurde. Plusieurs journalistes kurdes et de gauche ont été arrêtés pour propagande en faveur du terrorisme et certains sont restés emprisonnés. Par ailleurs, plus de 2 800 étudiants sont aussi détenus pour les mêmes motifs. Le cadre juridique lié au crime organisé et au terrorisme est toujours imprécis et contient des définitions qui laissent le champ libre à de nombreux actes d'accusation et condamnations, d'autant que l'interprétation de ces lois par les procureurs n'est pas en conformité avec la Convention européenne des droits de l'homme et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. La Turquie doit réformer son code pénal et sa législation anti-

terreur afin d'établir une distinction claire entre les incitations à la violence et l'expression d'idées non-violentes.

Ainsi l'application des articles 6 et 7 de la loi Anti-Terreur combinés avec les articles 220 et 314 du code pénal turc mène à des abus : écrire un article ou prononcer un discours peut entraîner une action en justice et une peine lourde de prison pour "appartenance à une organisation terroriste" ou "direction d'une organisation terroriste".

Liberté de rassemblement :

Les manifestations du 1er Mai ont eu lieu dans une atmosphère pacifique, dans tout le pays. Plusieurs activités, dont la Journée de commémoration du génocide arménien, organisée par plusieurs groupes de la société civile pour commémorer les événements de 1915, se sont aussi déroulées pacifiquement. Mais des restrictions persistent sur la liberté de rassemblement, et des entraves administratives aux manifestations, telles que des choix de lieux et de dates inappropriés. Les célébrations du Newroz (Nouvel An kurde) sont permises seulement pour une journée.

À plusieurs reprises, des scènes de violence, de perturbation de manifestations et un usage disproportionné de la force contre les manifestants de la part des forces de sécurité se sont déroulées, principalement lors des rassemblements liés à la question kurde, aux droits des étudiants et des droits des syndicats. Deux étudiants ont été condamnés à 8 ans de prison pour avoir déployé une bannière protestant contre les frais de scolarité, lors d'un rassemblement auquel assistait le Premier Ministre.

Dans certaines provinces, des communiqués de presse diffusés

par des ONG et des défenseurs des droits de l'homme ont fait l'objet d'amendes en vertu de la loi n° 2911 sur les manifestations, ou bien de celle sur les délits.

Les allégations de violences excessives de la part des forces de sécurité n'ont toujours pas fait l'objet de poursuites ou d'enquêtes approfondies. Par contre, des poursuites judiciaires ont visé des défenseurs des droits de l'homme et des représentants de la société civile qui avaient exercé leur droit de rassemblement pacifique. Les mêmes défenseurs des droits de l'homme font aussi face à des accusations et procédures judiciaires pour "propagande terroriste" suite à des manifestations ou bien pour avoir participé à des conférences de presse.

Liberté d'opinion, de conscience et de culte :

De façon générale, la liberté de culte continue d'être respectée. Un certain nombre de "crypto-arméniens" ont repris leurs noms d'origine et ont recommencé à pratiquer leur religion. Des leaders religieux ont reçu une protection policière ainsi que plusieurs églises durant les services religieux.

À Ankara, un tribunal de première instance a rejeté une demande de condamnation d'une association qui avait aidé à la construction de 'maison de cem' (célébration religieuse des alévis). La décision a été infirmée en juin par la Cour de cassation. Le cas a alors été porté devant la justice par le ministère de l'Intérieur.

De nouveaux manuels d'enseignement religieux contenant des informations sur les alévis ont été conçus par le ministère de l'Éducation nationale pour l'année 2012-2013.

Mais le jugement rendu en 2007 lors du procès Zengin contre la Turquie, par la Cour européenne des droits de l'homme sur la culture religieuse et les cours de morale qui restent obligatoires dans les écoles primaires et secondaires, n'a pas encore été appliqué. Les enfants qui n'y assistent pas font l'objet de discriminations et aucune alternative ne leur a été proposée.

Les communautés non-musulmanes continuent de faire face à des problèmes liés à leur absence de personnalité juridique, qui a des effets négatifs sur leur droit à la propriété, leur droit d'accès aux tribunaux, la possibilité d'obtenir un permis de travail, ou un permis de résidence pour les prêtres étrangers, ainsi que la possibilité de collecter des fonds. Les recommandations de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe en 2010 n'ont pas été appliquées.

Les restrictions portant sur la formation du clergé demeurent. Ni la législation turque ni le système éducatif public ne prévoient un enseignement religieux supérieur privé pour les communautés. En dépit des annonces faites par les autorités, le séminaire grec orthodoxe de Halki (Heybeliada) est toujours fermé. La proposition du patriarche arménien d'ouvrir un département universitaire pour l'enseignement de la langue arménienne est en attente depuis 5 ans. La communauté syriaque orthodoxe n'a le droit que de fournir une formation informelle, en dehors des écoles.

Les documents personnels tels que les cartes d'identité contiennent des informations sur la religion [de naissance] ce qui induit des pratiques discriminatoires ou de harcèlement de la part des autorités locales surtout contre des personnes qui, de l'islam, se

sont converties à une autre religion et cherchent ensuite à faire inscrire ce changement sur leurs papiers d'identité. La décision de la Cour européenne des droits de l'homme ayant statué, en 2012, que l'indication de l'appartenance religieuse sur les cartes d'identité était une violation de la Convention des droits de l'homme n'a toujours pas été appliquée.

"L'ouverture" promise aux alévis en 2009 n'a pas été suivie d'effets. Les maisons de Cem ne sont pas officiellement reconnues et les alévis rencontrent des difficultés pour créer de nouveaux lieux de culte. Les alévis sont aussi inquiets après le marquage de plusieurs de leurs maisons dans quelques provinces et la survenue d'incidents les menaçant. Des associations alévis ont porté plainte et des enquêtes administratives et judiciaires sont en cours. La demande d'ouvrir une maison de Cem au parlement a été rejetée, sous le prétexte que les députés alévis peuvent se rendre à la mosquée. Plusieurs cérémonies de commémoration alévis ont été interdites par la police, parfois par la force. Des alévis subissent une discrimination dans l'accès à des emplois publics.

De façon générale, les communautés religieuses non-musulmanes font état de discrimination, d'incertitude et d'obstacles administratifs apportés à l'ouverture de lieux de culte. Dans le sud-est [kurde] tout particulièrement, le renouvellement du permis de séjour de membres du clergé étrangers a été refusé, sans explication adéquate et de manière incohérente. Des critères clairs pour le refus de renouvellement des permis de résidence ou de travail doivent être établis.

Les alévis et les autres communautés religieuses non-musul-

manes doivent payer l'électricité et l'eau de leurs bâtiments de culte, alors que l'État couvre ces frais pour l'entretien des mosquées. Ces mêmes communautés ont été visées par plusieurs crimes de haine. L'incitation à la haine et à l'antisémitisme se rencontre aussi dans des séries TV et des films, sans être sanctionnée. Il y a une "culture de l'intolérance envers les minorités".

Le procès contre les assassins de trois protestants à Malatya en avril 2007 se poursuit et des liens avec l'organisation Ergenekon ont été allégués suite aux arrestations de 2011. Aucune conclusion claire n'a été encore faite au sujet du meurtre à Trabzon, en 2006, du père Santoro, un prêtre catholique. Concernant le meurtre de l'évêque Padovese à Iskenderun en 2010, l'affaire est toujours en cours d'instruction.

La communauté syriaque continue d'être en butte à des difficultés concernant leur droit de propriété et les enregistrements fonciers. Des procès sont en cours, impliquant à la fois des particuliers et des institutions religieuses. Le monastère orthodoxe de Mar Gabriel est toujours en procès au sujet de ses titres de propriété : La Cour de cassation a rendu un jugement très critiqué qui a annulé la décision préalable d'un tribunal local en faveur du monastère. Un litige entre les Eaux et forêts contre ce même monastère a été porté devant la Cour européenne des droits de l'homme qui doit statuer sur son admissibilité. Tous ces procès ont été intentés par l'État, qui a de même confisqué un grand nombre de propriétés appartenant à l'Église catholique latine, laquelle, comme les autres communautés religieuses non-musulmanes, n'a pas de personnalité juridique.

Des progrès ont été enregistrés

depuis l'adoption en 2008 de la loi sur les fondations, mais cette législation n'inclut pas les fondations "fusionnées" (prises en charge par la Direction générale des fondations) ou les propriétés confisquées aux fondations aléviennes. Le cas de Mar Gabriel a suscité des inquiétudes et la Turquie doit garantir le plein respect des droits à la propriété des communautés religieuses non-musulmanes et autres.

Respect et protection des minorités, droits culturels :

La Turquie n'a toujours pas signé la Convention-Cadre pour la protection des minorités nationales, ni la Charte européenne des langues régionales et minoritaires.

Plusieurs groupes, kurdes ou d'autres langues, des organisations civiles, ont soumis des demandes à la Commission de Conciliation au parlement pour que soient levées, dans la nouvelle constitution, les restrictions apportées à l'usage de leur langue maternelle.

En juin 2012, le ministère de l'Éducation nationale a publié un nouveau programme pour les écoles primaires, qui comprend l'obligation, pour les écoles, d'ajouter un cours sur des langues vivantes telles que le kurde ou le tcherkesse, ou des dialectes, si au moins 10 élèves en faisaient la demande.

L'université Artuklu de Mardin poursuit son programme d'enseignement supérieur en zaza et kurde kurmançî. Le département de langue et de littérature kurdes de l'université Alparslan de Muş poursuit son cycle de cours optionnels de langue kurde. En raison d'un manque d'enseignants, les cours de troisième cycle ne sont pas assurés.

En décembre 2011, le Conseil de

l'enseignement supérieur (YÖK) a approuvé une demande de l'université de Dersim (Tunceli) pour ouvrir un département de langues et de littératures orientales, incluant le zaza et le kurde kurmançî pour une formation universitaire de 4 ans. Un recrutement supplémentaire de personnel est nécessaire pour rendre ce département pleinement opérationnel.

Un mensuel en langue syriaque (le premier en Turquie) a commencé ses publications en mars.

La Turquie a accompli des progrès en matière de droits culturels et il existe moins de restrictions à l'usage de la langue kurde en prison ou dans la correspondance des détenus. Mais des lois restreignent encore l'usage des langues autres que le turc, notamment dans les tribunaux.

La situation à l'Est et au Sud-Est (Kurdistan de Turquie) :

Un ensemble de mesures incitatives a été annoncé en avril 2012, pour accroître les investissements dans les régions les moins développées et réduire les disparités régionales. Le projet du GAP pour "améliorer le développement socio-économique de la région" a été prolongé de 5 ans. Les projets de barrage se poursuivent, mais sont critiqués car accusés de menacer le développement durable en détruisant les conditions de vie de la population locale, ainsi qu'un patrimoine historique, les habitats naturels, les espèces animales et végétales et les terres agricoles.

Le déminage des terres continues :

Sur la question kurde, les rapporteurs constatent qu'elle demeure le "principal défi pour la démocratie en Turquie" et que l'ouverture démocratique" annoncée en 2009 sur cette question n'a pas été suivie d'effets.

"Les attaques terroristes du PKK, qui est sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne" ont connu une augmentation significative et sont "fortement condamnées" par l'Union européenne. L'enquête sur l'Union des communautés du Kurdistan (KCK), présumée comme étant la "branche urbaine" du PKK et son extension amène un nombre croissant d'hommes politiques kurdes affiliés au BDP, des maires et des membres de conseils municipaux en détention, ce qui affecte la démocratie aux niveaux régional et local ainsi que l'administration et la gestion. Selon les chiffres officiels, 31 maires et 226 représentants locaux sont actuellement sous les verrous.

La mort de 34 civils à Uludere (Şirnak), le 28 décembre 2011, lors de frappes aériennes militaires en décembre 2011 et l'absence de transparence et d'enquête publique dans cette affaire ont aussi affecté la confiance [des citoyens]. Les autorités ont empêché des ONG de visiter les lieux des bombardements. En février, une sous-commission parlementaire des droits de l'homme a été mise en place et des enquêtes judiciaires et administratives ont eu lieu. Mais il y a des préoccupations au sujet de leur transparence et de leur efficacité. À la fin de février, le procureur de Şirnak a renvoyé le dossier d'Uludere au procureur de Diyarbakir (qui est investi d'une autorité spéciale) en disant que cela ne relevait pas de sa compétence. Il n'y a eu aucun débat sur les responsabilités politiques, sur les erreurs des renseignements et des militaires, ni excuse directe aux habitants, de la part des autorités militaires comme civiles.

L'UE recommande donc qu'une attention particulière soit prêtée au maintien de la primauté du

droit dans l'enquête sur le KCK et qu'une enquête publique ait lieu concernant le drame d'Uludere.

La question kurde, comme d'autres problèmes de longue date en Turquie, pourrait cependant être résolue par une révision constitutionnelle.

Une Commission de Conciliation a ainsi tenu des consultations publiques auprès d'un large éventail de parties, entre novembre 2011 et avril 2012, qui ne sont pas représentées au parlement : organes d'État, corps de métier, syndicats, organisations non-gouvernementales. Pour la première fois, des représentants de minorités religieuses ont été officiellement reçus au parlement.

Les défis majeurs de la réforme constitutionnelle sont la séparation des pouvoirs, les relations entre l'État, la religion et la société civile, et enfin la question kurde (la citoyenneté, l'usage de la langue maternelle, la décentralisation) sur laquelle le parti kurde BDP a été le seul parti politique à prendre une "position ferme" en présentant en juillet 2012 une note détaillée sur les droits fondamentaux et les libertés.

La nouvelle constitution doit consolider la stabilité des institutions garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, le respect et la protection des minorités, et résoudre les problèmes de longue date, en particulier la question kurde. "Dans l'ensemble, le gouvernement s'est engagé à une démocratisation du pays et à des réformes politiques via les travaux sur la nouvelle constitution, mais la législation a été rédigée et adoptée sans préparation et consultations suffisantes."

Le procès concernant le JITEM et le colonel Temizöz, jugeant leurs

exécutions extra-judiciaires et les disparitions de personnes dans les années 1990 se poursuit à la Cour pour les crimes graves de Diyarbakir. Mais de nombreux dossiers se rapprochent du délai de prescription.

Aucun plan n'a été fait pour démanteler le système des Gardiens de village, cette force para-militaire de plus de 45 000 miliciens payés et armés par l'État.

Les réfugiés et personnes déplacées internes :

La période de mise en œuvre de la loi de dédommagement des pertes résultant de "du terrorisme et de la lutte contre le terrorisme" a été prolongée d'un an en avril. En septembre, 361 391 demandes ont été soumises à la Commission d'évaluation des dommages. 305,758 ont été évaluées, 166,158 dossiers ont été rémunérés et 139,600 ont vu leur demande rejetée. La Commission a accordé un total de 1 230 000 000 € aux requérants qui ont signé pour un règlement à l'amiable. Mais il y a toujours des retards dans les paiements. Diverses réclamations ont été rejetées par les tribunaux administratifs et certains dossiers sont en instance devant la Cour européenne des droits de l'homme. Il est nécessaire de bien évaluer l'efficacité de la législation et de la procédure d'octroi de compensation.

Le nombre de personnes déplacées internes a augmenté à la suite de deux tremblements de terre à Van en octobre et novembre 2011. Le camp de personnes déplacées de Tuzla à Mersin, qui a été mis en place il y a 15 ans, a besoin d'être amélioré en termes de fourniture de services et d'hébergement. Les personnes déplacées vivent souvent dans des conditions inférieures aux normes, que ce soit dans les

camps ou ailleurs. Beaucoup ne peuvent retourner à leur ancien lieu de résidence, principalement pour des raisons de sécurité, du système des Gardiens de village, de la présence de mines, un manque d'infrastructures de base, ainsi que des possibilités d'emploi limitées. Les autorités n'ont pas encore d'informations à fournir concernant un plan de reconstruction urbaine et de réaménagement de Van.

Par contre, le rapport juge que « les autorités turques ont fait preuve d'un haut niveau de compétence et de capacité opérationnelle pour faire face à l'afflux continu de ressortissants syriens en Turquie, depuis le début de la crise en Syrie. Le statut de Protection temporaire, accordé à la fin d'octobre 2011 à tous les résidents du camp implique maintenant des frontières ouvertes, l'aide humanitaire et l'impossibilité de renvoyer de force les citoyens syriens dans leur pays.

Selon les estimations officielles, le nombre de citoyens syriens résidant en Turquie a atteint près de 100.000 personnes. La plupart d'entre eux sont dans des camps et des sites de conteneurs mis en place dans quatre provinces du sud. Les conditions générales de vie dans ces camps ont été saluées par un certain nombre d'observateurs internationaux, y compris le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) et la Direction générale de l'aide humanitaire (ECHO). Le HCR a aidé les autorités turques sur le terrain : il a suivi et surveillé les opérations du camp et pris en charge, à titre consultatif, les procédures d'enregistrement dans le centre d'enregistrement de Hatay (Antakya).

Un nombre croissant d'observateurs a été en mesure de surveiller et de faire rapport sur la situation

dans les camps. Toutefois, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour assurer la pleine transparence et de permettre à d'autres acteurs concernés, notamment les organisations de la société civile actives dans le domaine de l'asile, l'accès aux installations du camp.

La situation critique de la liberté des media s'est vue confirmée par un autre rapport, celui du Comité de protection des journalistes (CPJ) intitulé « Crise de la liberté de la presse en Turquie - Jours sombres pour les journalistes emprisonnés et les dissidents criminalisés ».

Le CPJ indique que la rédaction du rapport a été faite après trois missions d'observation et d'enquête en Turquie, conduites en 2011 et 2012, et de multiples rencontres avec des journalistes, des observateurs politiques, et des avocats. Il indique un total de 76 journalistes détenus à la date du 1er août 2012, dont 61, au moins, le sont pour avoir exercé leur profession, principalement avoir traité des questions politiques sensibles, en rapport avec le « terrorisme » et rapporté ou couvert les activités de groupes et d'associations interdits. 15 autres dossiers sont moins clairs et continuent de faire l'objet d'investigations sur les raisons de leur emprisonnement.

30% de ces prisonniers sont accusés d'avoir pris part à des « complots » anti-gouvernementaux ou d'appartenir à des organisations interdites. Certains sont accusés d'être liés à Ergenekon, cette conspiration ultra-nationaliste qui avait pour but un coup d'État ; mais des journalistes ayant simplement enquêté sur la procédure ont été accusés de vouloir créer un « chaos social » au moyen de leurs articles. Ce fut le cas d'Ahmet Şık et de Nedim Şener, qui restèrent détenus plus d'un an avant d'être remis en

liberté, mais en attendant toujours d'être jugés. Ils avaient en effet écrit un livre sur l'affaire Ergenekon. Ahmet Şık a aussi publié un livre sur l'influence croissante de la confrérie religieuse Fetuhllah Gülen dans la société turque et Nedim Şener un autre ouvrage où il pointait les négligences de l'État dans l'enquête sur le meurtre de Hrant Dink.

L'utilisation massive de la détention préventive est aussi à relever, beaucoup de journalistes passant de longs mois en prison en attendant leur jugement, ou bien même au cours de l'enquête. Ainsi, plus des 3/4 des journalistes dont le cas a été étudié par le CPJ, n'ont pas été reconnus coupable mais attendent derrière les barreaux l'issue de la procédure. En 2011, entre 3000 et 5000 dossiers criminels concernant des journalistes, qui attendaient d'être jugés. Cette détention « provisoire » peut, parfois, durer aussi longtemps que la peine de prison encourue : Füsün Erdoğan, directeur général d'une radio de gauche, Özgür (Liberté) a ainsi passé 6 ans derrière les barreaux, sans procès. Durant tout ce temps, les accusés peuvent être mis au secret, privés de rencontre avec leur avocat et d'accès à leur dossier.

Ce chiffre de 76 journalistes détenus ramène la Turquie au niveau des années 1990, au moment de la « sale guerre » contre les Kurdes, puisqu'en 1996, on atteignait celui de 78. Si l'on prend ce nombre comme critère, la Turquie surpasse maintenant l'Iran (42), l'Érythrée (28) et la Chine (27) et de plus, tout indique une accélération spectaculaire de cette politique : Les 2/3 de ces 76 journalistes ont été arrêtés entre 2011 et 2012.

Le rapport confirme la prédominance des Kurdes parmi ces jour-

nalistes (autour de 70%), généralement tous accusés d'appartenance au PKK ou au KCK, ou bien de relayer leur propagande. Les organes de presse les plus visés sont l'agence Dicle, le journal en langue turque Özgür Gündem et le journal en langue kurde Azadiya Welat. La loi Anti-Terror et son « usage prolifère » permettent à des procureurs de poursuivre et d'emprisonner des journalistes, assimilant un soutien ou une sympathie politiques à l'appartenance active à des actions « terroristes ». Écrire sur le PKK revient à « collaborer avec le PKK ». Rencontrer et interviewer certaines personnalités politiques peut être assimilé à un crime. Tayip Temel, le rédacteur en chef d'Azadiya Welat encourt ainsi 22 ans de prison car il est accusé d'appartenir au KCK. Les preuves présentées contre lui sont ses publications, des conversations téléphoniques avec des collègues et des sources dont des membres de partis politiques kurdes.

« Le gouvernement use toujours des lois désuètes de la période du 12 Septembre (1980, date du coup d'État militaire) », explique Mehmed Ali Birand, rédacteur en chef du département de l'information du Kanal D. « Ces lois ont été rédigées de telle façon qu'elles prêtent la main à toute sorte d'interprétation. Un juge peut les lire de gauche à droite, un autre de droite à gauche. Vous ne savez jamais. C'est pourquoi nous avons toujours peur d'avoir des ennuis, d'une façon ou d'une autre. »

Les termes que doit employer la presse pour décrire le conflit kurde sont de plus en plus soumis à la censure. C'est ainsi que cette année, le Conseil d'État a interdit à la télévision l'usage du mot « guerilla » estimant que cela pouvait « légitimer les terro-

ristes et le terrorisme ». Autre réforme adoptée, menant à une auto-censure, est la possibilité de suspendre les poursuites contre un journaliste, à condition qu'il ne récidive pas dans le même crime pendant trois ans. L'AKP a par ailleurs présenté un autre amendement constitutionnel qui veut restreindre la liberté de la presse afin de « protéger la sécurité nationale, l'ordre public, l'ordre moral, les droits d'autrui, la vie familiale et privée, éviter les crimes, assurer l'indépendance et l'impartialité de la Justice, prévenir le bellicisme et la propagation de toute forme de dis-

crimination, d'hostilité, de rancœur et de haine ».

L'éditorialiste Nuray Mert a ainsi subi les attaques personnelles du Premier Ministre Recep Tayyip Erdoğan, qui n'avait pas apprécié sa critique de la politique kurde du gouvernement devant le Parlement européen et l'a assimilée à un acte de « trahison ». Nuray Mert a alors fait l'objet d'un lynchage public, avec menaces physiques, et amenant finalement ses employeurs à annuler son émission télévisée et la publication de ses édito-

riaux. Elle a ainsi déclaré aux rapporteurs du CPJ avoir fait l'objet d'intimidations, avoir reçu des courriers haineux ou sexistes, être accusée de soutien aux « Kurdes terroristes » avoir constaté que ses bagages avaient été inexplicablement fouillés lors de ses déplacements et que ses conversations téléphoniques privées avaient été écoutées, et parfois retapées et publiées sur des sites Web et des journaux, pour preuve de sa collusion avec le KCK. D'autres chaînes de télévision ont cessé de l'inviter sur leurs plateaux par crainte de représailles.

KURDISTAN D'IRAK : VERS UNE AUTO-GESTION DES HYDROCARBURES KURDES

Les paiements des compagnies pétrolières travaillant au Kurdistan, que l'Irak avait laissés en souffrance depuis avril dernier, ont commencé d'être réglés début octobre, comme l'a annoncé, le 2 octobre, le Vice-Premier Ministre Roj Nuri Shawais, parlant d'un montant de 650 millions de dollars US.

Trois jours après, le 5 octobre, le président de la compagnie pétrolière Genel Energy, Mehmet Sepil, déclarait qu'en cas de non règlement de ses dettes par l'Irak, il conseillerait au Gouvernement régional du Kurdistan de stopper, une fois de plus, les exportations de brut. Le 8 octobre, cependant, ce discours s'était adouci et Genel Energy faisait marche arrière, en annonçant son intention de continuer les exportations, puisque les versements avaient été effectués. Le GRK a par ailleurs précisé qu'il attendait un autre versement, de 350 milliards de dinars irakiens.

Sur les 170 000 barils par jour que le Kurdistan fournit au gouvernement central, ceux produits par Genel Energy s'élèvent à 110

000, provenant des champs de Taq Taq et Tawke (qui pourrait atteindre une production de plus de 90 000 b/pj). La compagnie se plaint de n'avoir pas été payée pour tout le pétrole exporté de 2009 à 2011, ainsi que d'autres exploitants, comme la norvégienne DNO.

Mais le relatif apaisement du conflit irako-kurde au sujet des contrats étrangers peut n'être que de courte durée, au fur et à mesure que les investisseurs seront sommés de choisir entre l'agrément de Bagdad et la coopération avec Erbil, ou bien opteront d'eux-mêmes pour l'une ou l'autre de ces options. Très souvent, des affirmations contradictoires sont lancées respectivement par Bagdad et Erbil sur le maintien ou l'annulation de contrats passés entre le Kurdistan et des sociétés étrangères ayant des intérêts à la fois en Irak et dans la Région kurde.

C'est le cas d'ExxonMobil, dont le gouvernement central a annoncé plusieurs fois le renoncement à ses investissements au Kurdistan, tandis que le GRK

soutient le contraire, et que les investisseurs concernés se refusent à tout commentaire. Le géant américain est un des premiers à avoir signé des contrats avec les Kurdes sans l'aval du gouvernement Maliki et des « sources diplomatiques » ont fait état, le mois dernier, d'un possible l'abandon par cette compagnie de ses participations en Irak, pour investir plus amplement au Kurdistan. ExxonMobil serait insatisfait des bénéfices apportés par l'exploitation du champ Qurna-Ouest 1 et espère des investissements plus avantageux dans la Région kurde, d'autant que le gouvernement central menace constamment d'annuler ce contrat si les Américains persistent dans leurs tractations avec les Kurdes. La compagnie s'est aussi plainte, comme d'autres exploitants étrangers, des infrastructures déficientes en Irak, des retards de paiements et des tracasseries bureaucratiques qui plombent son activité. Exxon pourrait ainsi céder 60% de sa participation dans l'exploitation du champ de Qurna Ouest 1, à condition qu'un acquéreur se présente pour lui permettre de se dégager rapidement.

Par ailleurs, selon l'hebdomadaire *Nefte Compass*, spécialisé dans les questions d'énergies, Bagdad a pu envisager d'évincer ExxonMobil par des sociétés russes, comme LUKOIL et Gazprom Neft, après une rencontre entre le Premier Ministre Nuri Maliki et Vladimir Poutine, même si aucune annonce officielle n'a été faite à ce sujet. Un porte-parole de LUKOIL a même démenti toute intention d'accroître leurs investissements en Irak, notamment par l'acquisition de parts supplémentaires dans le champ de Qurna-Ouest 1, et déclaré qu'ils se satisfaisaient de leur participation actuelle en Irak. Gazprom, pour sa part, s'est une fois de plus refusé à toute confirmation ou dénégation.

Ajoutant à la confusion, d'autres voix irakiennes s'élèvent pour que Washington incite Exxon à demeurer dans le sud. C'est le cas de l'ambassadeur d'Irak aux États-Unis, qui a averti que le repli de la compagnie au Kurdistan pourrait aggraver les tensions avec les Kurdes :

« Il faut que le gouvernement américain fasse pression sur cette compagnie » a ainsi déclaré à la presse Jabir Habeb, lors d'une conférence qui se déroulait au Centre des Études internationales et stratégiques.

Relatant un entretien qu'il a eu avec un responsable politique américain en charge des questions de l'énergie, l'ambassadeur irakien s'est entendu répondre que l'État n'avait pas une grande marge de manœuvre sur la politique d'Exxon dont les décisions dépendaient en majeure partie de ses actionnaires, ce à quoi Jabir Habeb avait rétorqué que le conflit en cours pouvait avoir des répercussions politiques et sociales qui pourraient finalement devenir aussi un sujet de

préoccupation pour les actionnaires. Prenant ainsi le contrepied de certaines affirmations vindicatives au sein de son gouvernement, notamment de la part du Vice-Premier ministre Hussein Sharistani, l'ambassadeur a affirmé la volonté de son pays de garder Exxon comme exploitant dans le sud-irakien : « Nous préférons qu'ils y soient, eux, et je pense que le potentiel pétrolier du sud de l'Irak est sans comparaison avec le nord de l'Irak, je pense qu'ils comprennent ce fait. »

Quant à la société russe Gazprom Neft, mise en avant comme possible remplaçant d'Exxon, des rumeurs toutes aussi contradictoires ont couru sur ses investissements au Kurdistan. Des sources proches du gouvernement irakien affirmaient qu'elle avait gelé ses projets dans la Région, mais d'autres voix, émanant de la compagnie elle-même (sans que son porte-parole s'exprime directement sur cette question) ont démenti, indiquant cependant qu'ils étaient aussi intéressés par le pétrole kurde. Et le porte-parole du GRK, pour sa part, déclarait que Gazprom Neft leur avait fait savoir que les contrats signés entre eux restaient d'actualité. (Reuters)

De son côté, non content de signer ses propres contrats avec les sociétés étrangères, le Gouvernement Régional du Kurdistan a commencé de vendre directement son brut sur les marchés internationaux, ouvrant davantage la voie à une auto-gestion économique, qui ne le ferait plus dépendre des relations plus ou moins bonnes qu'Erbil entretient avec les gouvernements de Bagdad pour le bon fonctionnement de la Région. Et si, jusqu'ici, les menaces de rétorsion contre ExxonMobil n'ont guère été sui-

vies d'effet, il est encore plus douteux que Bagdad puisse sanctionner Trafigura et Vitol, les deux plus importantes sociétés de courtage pétrolier au monde, dont l'Irak dépend tant pour ses importations d'essence et de diesel que pour la vente de son propre brut.

Trafigura a ainsi chargé, le mois dernier, sa première cargaison de pétrole léger brut (condensat), qui a été au préalable convoyée en camions du Kurdistan via la Turquie. Vitol a suivi avec 13 228 tonnes de condensat (pour une valeur de 890 \$ par tonne), le tout sans aucun aval de Bagdad, dont les protestations usuelles n'ont suscité, là encore, aucun commentaire de la part des deux sociétés.

Rien ne semble vraiment infléchir la détermination des Kurdes à gérer et vendre leurs propres ressources naturelles et, pour le moment, force est de reconnaître que les différentes phases du conflit énergétique, avec ses trêves et ses bras de fer, leur ont permis d'avancer leurs pions, même si leurs ressources naturelles peuvent sembler encore moindres par rapport à l'énorme production irakienne. Mais la région apparaît de plus en plus comme très prometteuse à explorer et exploiter et sa situation politique et économique est incomparablement plus stable que celle de l'Irak.

De plus, les choix politiques de Maliki, par exemple son soutien au régime syrien ou la proximité qu'on lui prête avec l'Iran, peuvent nuire aux relations de l'Irak avec les autres pays de la région. Ceux-ci, à l'instar de la Turquie, peuvent laisser tomber plus facilement leurs réticences à traiter directement avec la Région kurde, longtemps vue comme un facteur de désordre et de séparatisme.

Le même mois, Dubaï et les Émirats Arabes Unis ont annoncé qu'ils aideraient le Kurdistan d'Irak à ouvrir prochainement son propre marché financier. Abdullah Abdulrahim,

à la tête de la bourse d'Erbil a confirmé au journal Rudaw la signature d'un protocole d'entente d'une durée de 3 ans avec le Marché financier de Dubaï (DFM) pour bénéficier

d'une assistance et d'une expertise techniques, pour la mise en place d'un bureau de change et, dans 6 mois, celle d'une bourse des valeurs.

SYRIE :

MASHAAL TAMMO A BIEN ÉTÉ ASSASSINÉ SUR ORDRE DE L'ÉTAT

La chaîne de télévision Al-Arabiyya a fait état de documents prouvant que l'État syrien était l'auteur de l'assassinat du politicien kurde Mashaal Tammo.

Un document divulgué par la chaîne établit qu'un ordre avait été donné le 3 octobre 2011, émanant du colonel Saqr Mannoun qui lui-même obéissait au palais présidentiel. Cet ordre a été transmis au colonel Jawdat Hasan, qui appartient aux services de renseignements de l'armée de l'Air, lui enjoignant de se rendre sans tarder dans la province de Hassaké, d'exécuter Mashaal Tammo et de revenir immédiatement.

Mashaal Tammo avait déjà échappé à deux tentatives d'assassinats et son parti, comme d'autres leaders politiques, tel Eman Eddin Rasheed, qui dirige le Bureau politique du Rassemblement national syrien et qui, sur les plateaux d'Al-Arabiyya, a raconté avoir eu le leader kurde au téléphone le matin de sa mort et lui avoir demandé de quitter le pays. Mashaal Tammo lui a répondu qu'il resterait pour les manifestations du vendredi et qu'il partirait ensuite. Il a été tué à 2 heures de l'après-midi.

Un document estampillé 'top secret', non daté, a été envoyé par le colonel Saqr Mannoun à Bashar Al-Assad, confirmant

le meurtre de Tammo et mentionnant un ordre émanant du président datant du 22 septembre 2011.

Des informations reçues par les services secrets sur une réunion de l'opposition kurde comprenant Mashaal Tammo, son fils et Zahida Rashkilio à Qamishlo ont amené les forces militaires à faire un raid sur le lieu de cette réunion et le document indique que toutes les personnes présentes avaient été 'éliminées'.

De plus, le document fait état des motifs de l'opération : 'Amener le pouvoir turc à une attitude neutre et coopérante à l'égard de la crise la Syrie'.

CULTURE :

« FAIRE TAIRE LA MUSIQUE EN TURQUIE »

Les 25 et 26 octobre 2012 a eu lieu, à Oslo, la première Conférence internationale sur la liberté d'expression artistique, intitulée « All that is banned is desired » (tout ce qui est interdit est désiré) organisée par la fondation norvégienne Fritt Ord et l'ONG Freemuse - The World Forum on Music and Censorship, dont le siège est à Copenhague et qui milite pour la liberté d'expression des musiciens, chanteurs, interprètes et compositeurs dans le monde.

À cette occasion, l'Initiative pour la liberté d'expression à Istanbul a préparé une brochure de 18 pages, qu'elle a distribuée lors de

la conférence : « Silencing Music in Turkey » (faire taire la musique en Turquie), qui recense les violations de cette liberté d'expression et les intimidations et pressions, tant envers les artistes que leur public, qui ont eu lieu en Turquie au cours des 12 derniers mois.

Les Kurdes – et tout particulièrement dans la région de Dersim – sont parmi les plus en butte à ces violations, que ce soit de la part des autorités ou de la population.

– Le 23 décembre 2011, à Izmir, un jeune Kurde, Gazi Akbayır, a été tué dans un bar, pour avoir demandé à entendre une chan-

son en zaza. À la fin de la chanson, il a été pris à partie par d'autres spectateurs et a répliqué qu'il avait le droit d'écouter une chanson dans sa langue maternelle. Il a alors été attaqué à coups de couteaux et on lui a finalement tiré dessus alors qu'il tentait de s'enfuir en regagnant sa voiture. Il est mort à son arrivée à l'hôpital.

– Le 12 février 2012, 6 étudiants ont été condamnés à des peines de prison allant de 1 à 3 ans pour "appartenance à une organisation terroriste", parce qu'ils avaient vendu des billets pour un concert du groupe Yorum (groupe non interdit) à Malatya.

– Le 24 février 2012, le maire de Pertek (Dersim), Kenan Çetin, a aussi fait l'objet d'une poursuite judiciaire pour avoir assisté à un concert de ce même groupe au stade Atatürk de Dersim (Tunceli) le 10 juillet 2011. En plus d'avoir assisté au concert, il a été vu en train de crier des slogans, de chanter et d'agiter des bannières : Kenan Çetin risque 2 ans de prison s'il est reconnu coupable d'apologie de criminels et de crimes.

– La Seconde chambre criminelle d'Erzurum a condamné le chanteur kurde Hemé Geci à 10 mois de prison pour « propagande en faveur d'une organisation terroriste ». Il avait chanté au Newroz 2010 à Kars des chansons que l'artiste nie être de la propagande mais des textes en faveur de la liberté d'expression. Il a fait appel.

– Le 8 mars 2012, 17 co-détenues de la prison de Kocaeli ont écopé de 3 mois supplémentaires de détention pour raisons disciplinaires, c'est-à-dire avoir « chanté et dansé illégalement. Hatice Sahin et Dogan Sahin Ermis auraient dû, par ailleurs, sortir les 23 et 24 février 2012 mais leur détention a été prolongée le temps de l'enquête interne dans la prison, suite à ces prestations artistiques peu appréciées, comme Hatice l'a expliqué dans une lettre

adressée à l'IHD (association pour les droits de l'homme) d'Istanbul : *"Cela fait près de 7 ans que je suis en prison. Ma peine s'est terminée le 23 février mais je n'ai toujours pas été libérée. Les gardiens ont commencé une enquête parce que j'ai chanté dans ma langue natale, le kurde, et c'est pourquoi je suis toujours là. Ils disent que je ne sortirai tant que l'enquête ne sera pas terminée."*

– Le 11 mai 2012, de nouvelles poursuites ont été lancées contre Pinar Aydınlar et deux membres du groupe Munzur, Özlem Gerçek et Erkan Duman, avec des réquisitions de 1 à 5 ans de prison pour propagande terroriste lors du festival de Munzur à Dersim (Tunceli). Le procureur s'est appuyé sur le fait que les noms de Ali Haydar Yıldız et Ibrahim Kaypakkaya (membres du mouvement révolutionnaire TIKKO, morts en 1973) ont été évoqués dans les chansons : 'Ibrahim'e Agıt', 'Ali Haydar', 'Kırmızı Gül'. De plus, un groupe de spectateurs a brandi des posters du même Ibrahim Kaypakkaya et de Mao Tse Toung, en criant d: "Les martyrs d'Ovacik sont immortels", "Mahir, Hüseyin, Ulas, combat jusqu'à la libération", "Güler Zere est immortelle", "l'oppression ne peut nous arrêter", "notre leader est Ibrahim Kaypakkaya" et sont donc accusés d'avoir changé un concert en

manifestation politique, ce dont les chanteurs auraient remercié l'assistance. L'affaire a été suspendue pour 3 ans en vertu de la réforme judiciaire qui permet à de tels auteurs de délits de n'être plus poursuivis s'ils ne récidivent pas dans un délai de 3 ans.

– Le 25 mai 2012, les étudiants Zülküf Akelma, Yavuz Kılıç et Özgür Yıldırım ont fait l'objet d'une enquête pour avoir chanté, lors d'un meeting organisé par l'Union des médecins turcs, la chanson kurde "Herne Pesh" et sont donc accusés de propagande pour le PKK. En fait, si Herne Peş est bien une chanson populaire de la guerilla, c'est à l'origine un poème de Cergerxwîn datant des années 1940 et c'est surtout le chanteur Şivan qui l'a popularisée en 1977. Le groupe Yorum l'a enregistrée en 1995 (avec l'approbation du ministre de la Culture) et c'est une chanson que l'on trouve en vente absolument partout.

– Le 29 juin 2012, le chanteur kurde Ferhat Tunç a été condamné par la 3ème chambre criminelle de Malatya à 2 ans de prison pour propagande en faveur du mouvement illégal MKP (Parti communiste maoïste). Il avait déclaré, lors d'un concert du 1er mai, salué "l'esprit révolutionnaire de Deniz Gezmiş, Mahir Çayan, et Ibrahim Kaypakkaya.

Syria's Kurds prepare for life after Assad

By **LOVEDAY MORRIS**
in al-Hassaka, Syria

A single patrol car sits outside the new police station in the town of Girkilige in Syria's oil-producing heartland, the lettering on its side freshly painted in the Kurdish language.

From the dilapidated three-roomed building, once a government-owned pumping station, Rayzan Turkmani, a clean-cut young man toting a Kalashnikov rifle, heads a rag-tag force of 140 local volunteers. He explains plans to open a training academy for recruits within the month.

"It's an emergency situation, so we have to move fast," he says. "We are working for autonomy, and to manage ourselves ... We must be ready when the regime falls."

Syria's approximately 1.7m Kurds, nearly 10 per cent of the population, are the only group with a history of organised opposition to President Bashar al-Assad's regime but while many towns have seen anti-government protests during the 18-month uprising, they have refrained from joining the armed opposition.

As the uprising has evolved, however, the Kurds – largely concentrated in the country's north-east, which holds a significant portion of Syria's limited but vital oil reserves – have been quietly preparing for a post-Assad future, opening police stations, courts and local councils that they hope will form the foundations of an autonomous region.

The proliferation of newly hung Kurdish flags and signs in the mother tongue in al-Hassaka province give the impression of liberation after years of rule under the Ba'ath party, which expropriated land in Kurdish areas, suppressed expressions

of Kurdish identity and arrested thousands of Kurdish activists, especially after riots shook the Kurdish areas in 2004.

But the effort at self-governance is taking place while the regime troops maintain a presence in many of the region's towns and cities, appearing to turn a blind eye to what would have previously been an unthinkable threat to its power.

Mr Turkmani points to a building a few hundred metres away, where the two-starred Syrian state flag flutters overhead.

"Bashar's police station," he says. "They just play cards all day. They have nothing to do."

The state's inaction may be a strategic move to avoid opening up another front of conflict or, as many in the Syrian opposition say, could be designed to invigorate the Kurdish separatist movement in Turkey in order to rattle Ankara as it funnels support to the rebel Free Syrian Army.

Turkey, once a friend of the Assad regime but now one of its chief outside opponents, has expressed concerns that new institutions in the region are dominated by the Democratic Union party (PYD), which is known for its close links to the Kurdistan Workers' party (PKK). The PKK is listed as a terrorist organisation by the EU and US, and its militants have stepped up their campaign in eastern Turkey in recent months.

Tensions have been rising along the Turkish-Syrian border in recent weeks. On Tuesday a government official from the Turkish province of Mardin said that Turkish troops had shot and killed two "terrorists" and wounded a third while returning fire on militants who were attempting to enter the country.

Rami Abdel Rahman of the Syrian Observatory for Human



A handout image made available by Syrian Arab News Agency shows President Bashar al-Assad attending the Eid al-Fitr prayers at the Al-Hamad Mosque in Mohajirin quarter, in Damascus

Rights, an activist group, told the French news agency, AFP, that the three men were PYD members.

Portraits of Abdullah Ocalan, the incarcerated PKK leader, gaze down from the walls of newly opened local council buildings in Girkilige, where citizens queue to sign up for handouts sent from Iraq or to seek arbitration in local disputes.

"He is a hero for all Kurds," says Daham Ali, a committee member at the freshly opened Mala Gel, or People's House, in the town of Derik, which lies in the foothills of the mountains on the Turkish border, reeling off the names of Syrians who have died in the insurgency against Turkey.

Rival parties say the group lacks significant support and accuse the PYD of working in collaboration with the Assad regime – a claim the party denies.

"We cannot kiss the hand that kills us," PYD leader Saleh Muslim Mohammed, says, adding that hundreds of the party's members still languish in regime jails.

But as fledgling institutions take root, the PYD's political dominance is causing friction on the ground.

"Ocalan's school works only in oppression and propaganda for the youth to take guns and fight," said Mohammed Ismail, leader of the Kurdish Democratic party. A picture of him meeting the president of Iraqi Kurdistan, Masoud Barzani, who is backing some of

the Kurdish rivals to the PYD, sits on a shelf behind him. "Barzani has never used terrorism, never bombed a restaurant," he says.

As Mr Ismail talks he receives a phone call, after which he says a young activist from his party has been detained by the PYD at a demonstration.

"This happens – they take people, they disappear for a few days," he says. "Maybe they release them, maybe they don't."

Opposing parties now hold separate demonstrations against the regime, and some express concern that friction might spill over into conflict.

But in the meantime the PYD is the one that appears to be consolidating control.

At a party youth rally in Derik, the speaker rouses the crowd with a message from Mr Ocalan to the Syrian Kurds, which he says was given to a lawyer on a recent prison visit.

"You must not be with Assad, you must not be with the opposition, you must be the third power in Syria," he quotes Mr Ocalan as saying. "You must prepare 15,000 soldiers to protect the Kurdish areas. If you don't take this strategy you will be crushed ... Every young Kurd must prepare themselves to join up and protect their motherland."

Syria's Kurds Build Enclaves as War Rages

Oppressed Group Gains New Freedoms With Help of Political Alliance, Militia



By JOE PARKINSON

DERIK, Syria—A teacher's request sends a dozen young arms skyward, with high-pitched pleas to showcase new skills. One by one, the excited pupils walk to the front of their dusty classroom to recite or write in Kurdish—a language outlawed from public life in Syria.

While civil war has shut many schools across the country, here in the Kurdish-dominated northeast, education is expanding into new territory—just one way in which the Assad regime's focus on fighting rebels in the biggest cities has allowed the emergence of autonomous Kurdish enclaves.

"Until now the regime closed Kurdish eyes and mouths. Now we are shouting to them that we will have our rights and they won't be taken away," said Civan Derik, a 50-year-old teacher.

A profound shift in political power is taking place in this remote corner of Syria, reshaping the country in ways that will be very difficult to reverse, and sending shock waves through the region.

Kurdish political parties backed by paramilitary groups have taken control of much of the 250-mile-wide swath of northern Syria, from Iraq in the east to Turkey in the West, that is the heartland of the country's oil industry.

Syrian forces are still keeping watch in the area, and their military bases remain. But many troops have left as President Bashar al-Assad concentrates his military on battling opposition fighters in the largest cities, Aleppo and Damascus. The few troops remaining are keeping a low profile.

Syria's long-oppressed Kurds have wasted no time filling the vacuum.

Before the uprising began, members of Syria's Kurdish population of about two

million people were denied full citizenship rights, forcibly displaced and arbitrarily detained.

Now, red, green and yellow-banded Kurdish flags can be seen above municipal buildings. Kurds are policing their own towns and cities. Kurdish political parties control the distribution of food, water and fuel, and have set up their own makeshift courts. Kurdish paramilitary forces are training in camps in northeastern Syria and across the border in northern Iraq.

Teaching Kurdish, which was illegal for four decades under the Assad regime and could bring in imprisonment and torture, is now a growth industry.

In the province around Derik, known in Arabic as al-Hassaka, Kurdish classes are now offered five times a week, while the number of students has swelled from a handful in November to more than 600 in the city and surrounding villages.

Syrian Kurds' aspirations for self-rule have potentially seismic consequences for Syria's neighbors, which have long suppressed nationalist sentiments among their own sizable Kurdish populations.

More than 30 million Kurds live across an area that includes parts of Turkey, Iraq and Iran as well as Syria. Kurds speak multiple dialects and are represented by a plethora of often opposing political parties and organizations. Yet they have also managed to maintain a separate identity, if partly due to the lines Arabs, Turks and Iranians have drawn to separate themselves from Kurdish communities.

The emergent political power in this Kurdish region of Syria is the Democratic Union Party, or PYD, founded in 2003 by Kurdish nationalists. The PYD is the senior partner in a delicate alliance with a long-time rival, the Kurdish National Council, following a deal brokered in July by



Ayla Albayrak/The Wall Street Journal

Students study the Kurdish language in Derik.



Ayla Albayrak/The Wall Street Journal

Kurds in Qamishi, Syria, call on Turkey to release rebel leader Abdullah Ocalan.

Massoud Barzani, the president of Iraq's Kurdistan Regional Government.

The Syrian Kurdish alliance has since asked Iraqi Kurdish officials to let them use two paramilitary training camps in northern Iraq.

Meanwhile, Turkish officials have repeatedly said they were alarmed by the PYD's close ties to the Kurdistan Workers' Party, or PKK, which has been fighting for Kurdish self-rule in southeast Turkey since 1984. Ankara has accused Mr. Assad of arming the PYD and has threatened military intervention to stem any threat to Turkey.

Kurdish leaders in Syria deny any nationalist intentions. But there is growing talk of independence, and Syrian state buildings now house signs of emerging Kurdish power.

At the village of Gerbala on the border with Iraq, a government military post is now guarded by scores of Kurdish militiamen loyal to the PYD, and armed with Kalashnikovs and a 47-calibre machine gun mounted on a pickup.

Beyond the checkpoints, the Kurdish villages that dot the yellowed-grass hills are using newfound freedom to raise crops on land their forefathers worked decades ago before President Assad's father and predecessor insisted their farmland could only be cultivated by the military.

Previously restricted to building mud brick houses, villagers are also building concrete homes for friends and family who have fled fighting elsewhere in Syria.

Iman Hamadi, a 36-year-old Kurdish housewife from the besieged majority Sunni town of Zabadani near the Lebanese border, said she paid 100,000 Syrian pounds (\$1,490) to be smuggled to the Kurdish region with her husband and nine children. "We came here because ➤

➤ people were dying from the shelling and we have family here and it is safer," she said, as three builders laid blocks for two new houses in the searing sun.

Optimism may be in greater supply here than other parts of Syria, but the economic cost of war has still taken its toll. Spending and the value of the Syrian pound have collapsed, while employment has dried up. Thousands of young men have fled to refugee camps in Iraq to seek shelter and to look for jobs.

Abdullah Dumu, 38, said demand at his hardware store in Derik has fallen more than 70% while costs have surged.

But he sees a silver lining. "We used to be reliant on the rest of the country for everything and now we're learning something different; that is good practice for the future," he said.

In Derik, known as al-Malikiyah in Arabic, a town of around 80,000 some 20 miles from the Iraqi border, a former state courthouse and a military training school have been converted into a Kurdish center by the PYD. Party officials each morning offer arbitration on disputes over money, marriage and other matters.

The goal is to make Kurdish autonomy a permanent political reality. "We are trying to expand our influence very slowly, that is the strategy," said PYD leader Salih Muslim Mohammed, 64. "Now we have our influence in the Kurdish areas and we will try to keep them quiet, until the regime changes. If we need to fight to defend ourselves, we can."

At the entrance to town, Kurdish volunteers armed with Kalashnikovs manned a checkpoint. "After the state left, there was chaos and we set up this checkpoint. Everyone here is ready to defend ourselves if we need to," said Ekrem Kefi, a 48-year-



Ayla Albayrak/The Wall Street Journal

Ekrem Kefi, left, a 48-year-old plasterer from Derik, works a 12-hour shift every three days at the checkpoint at the entrance to the town.

old plasterer from Derik who works a 12-hour shift at the checkpoint every three days.

The power Kurdish groups have amassed here remains diffuse and precarious. In Kurdish-controlled towns, the apparatus of the Syrian state operates in tandem with the new administration. Damascus still collects taxes and pays the wages of most state employees. Christian mayors and bureaucrats loyal to President Assad still ply their trade, while the portraits of Syria's president remain on the walls of some state buildings.

Asked who was running government services in Derik, Jwan Tatar, a 25-year-old state-employed engineer, said simply: "It is 50-50."

On the Turkish border, in Qamishli, the regional capital, Kurds make up the majority of the 200,000 residents, but they control only portions of the city, a patchwork of Kurds, Christians and Arabs. Mr. Assad's forces are present in large numbers. Government checkpoints ring the city, and

men from the feared state intelligence agency, the mukhabarat, walk the streets.

The visibility of the regime and the largely bloodless manner in which the PYD emerged to lead the Kurds' push for autonomy have sparked accusations. Turkish officials said Mr. Assad allowed Syrian Kurds greater sway in a plot to empower the PKK rebels in Turkey, as retaliation against Ankara for letting the rebel Free Syrian Army operate on its southern border.

The PYD rejects that claim, stressing that its members were persecuted by the regime for four decades, with many imprisoned or still missing. The party says it is closely affiliated with the PKK but denies that PKK fighters have been called to Syria to bolster its forces. Kurdish groups and residents said the PYD is strengthening its capacity by actively recruiting and collecting donations from residents.

Nevertheless, once-banned PKK propaganda has proliferated across the region. Images of PKK leader Abdullah Ocalan, jailed in Turkey jail since 1999, are plastered across municipal buildings controlled by Kurdish politicians. Locals wear pins with the face of the leader, who is referred to here by the more affectionate abbreviation, "Apo."

The expanding militarization of militia groups also marks a source of tension between Kurdish parties and could likely be viewed as a provocation by Syria's neighbors.

"Of course, our defense forces are getting stronger. They are now in the thousands. We are collecting money from the Kurds to fund them," said Sophi Ali Alias, a construction company owner and member of a PYD-affiliated group called Tevdem, now working as a public official in Derik.

□□□

Bloomberg

October 4, 2012

The Kurdish Problem In Turkey's Syria Problem

By Marc Champion

IT ISN'T yet clear who fired shells from Syria into Turkey, killing a mother and four children, or why. But if Turkey is going to launch a major incursion across the border between the two countries, be sure that the proximate reason wouldn't simply be border security or support for the rebel Free Syrian Army -- it would also be about crushing Kurdish militants.

Turkey's government had little choice but to respond in kind to the shelling from Syria, otherwise it would have come in for a shellacking at home for being weak. It's worth pointing out, though, that it acted in altered political circumstances at home. Today parliament passed of a bill that, for the next year, gives Prime Minister Recep Tayyip Erdogan the right to send troops into "foreign countries" without legislative approval.

Significantly, the date on the draft bill is Sept. 20. This means it pre-dates the shelling incident. And next week parliament will take up the extension of a similar bill authorizing Turkish forces to enter Iraq. And bear in mind that the biggest security issue under discussion among

Turks in recent weeks and months has not been Syria's uprising, but militant ethnic Kurds. And with reason.

The Syria crisis has reopened the region's Kurdish question, rekindling hope among some Kurds that their 30 million-strong nation, divided between Turkey, Syria, Iraq and Iran, could emerge from the chaos with their own state, or at least a lot more autonomy.

Since the Syrian crisis developed into a civil war, insurgents from the Kurdistan Workers' Party, better known as the PKK, have launched their most intense guerrilla campaign against Turkish security forces since the 1990s. At the same time, Kurds in Syria have taken advantage of the turmoil there to start planting Kurdish flags in towns along Turkey's border and declaring a de facto autonomy.

Turkey believes Syria's Kurds are abetting the PKK, with encouragement from Syrian President Bashar Al-Assad.

Erdogan isn't ready to invade any of Turkey's neighbors. But the mix is increasingly volatile, bringing the potential for larger Turkish military action closer. ♦



Turquie: 12 rebelles kurdes tués lors de combats à la frontière irakienne

DIYARBAKIR (Turquie), 02 octobre 2012 (AFP)

DOUZE REBELLES kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été abattus mardi lors de combats avec les forces de sécurité turques à la frontière irakienne, dans le sud-est de la Turquie, ont affirmé des sources locales.

L'accrochage s'est produit près de la localité de Semdinli, dans la province de Hakkari, où d'intenses affrontements opposent armée et rebelles depuis plusieurs semaines, selon ces sources.

Les forces de sécurité ont ouvert le feu sur les rebelles alors que ceux-ci s'apprétaient à entrer en Turquie depuis l'Irak, tuant douze d'entre eux dont deux femmes, ont-elles ajouté.

Plusieurs armes et de nombreuses munitions ont été récupérées auprès des

corps des rebelles tués, ont indiqué les services du gouverneur de Hakkari dans un communiqué cité par l'agence de presse Anatolie.

Le PKK a multiplié cet été ses attaques contre les forces de sécurité, qui ont répondu par des déploiements de troupes massifs, de vastes opérations et des bombardements de positions des rebelles dans le nord de l'Irak.

Les rebelles utilisent les montagnes du nord de l'Irak comme bases de repli après leurs opérations en Turquie.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé la semaine dernière que 144 membres des forces de sécurité et 239 rebelles du PKK avaient été tués depuis le début de l'année.

Deux rebelles ont également été abattus mardi à la frontière syrienne alors qu'ils tentaient de pénétrer en Turquie, selon les autorités turques. □

Newsday OCTOBER 5, 2012

Turkey authorizes military operations in Syria

Turkey fires artillery at Syria after 5 civilians killed in Turkish border village



A Turkish soldier steps out of an armoured vehicle in the southern border town of Akcakale on Thursday. Turkish parliament has given approval for the deployment of Turkish troops beyond its borders.

By MEHMET GUZEL & SUZAN FRASER / Associated Press

Turkey sanctioned further military action against Syria on Thursday and bombarded targets across the border with artillery for a second day, raising the stakes in a conflict that increasingly is bleeding outside Syrian territory.

Although both sides moved to calm tensions, Turkey's parliament approved a bill allowing the military to conduct cross-border operations into Syria - making clear that Ankara has military options that do not involve its Western or Arab allies.

It was the most dramatic escalation in tensions between the countries, which were close allies before the revolt against Syrian President Bashar Assad began in March 2011. Over the past 18 months, however, Turkey has become one of the strongest critics of the Syrian regime, accusing it of savagery and massacres against the opposition.



Smoke rises after the shelling attack in Akcakale, Turkey, on Wednesday. (Anatolia/Associated Press)

The rebels who are trying to bring down Assad have used Turkey as their base, enraging a regime that accuses foreign countries of fomenting the unrest inside Syria.

The spark for the latest hostility was a mortar shell fired from Syria that slammed into a house in the Turkish border village of Akcakale on Wednesday, killing two women and three children.

"(The shell) hit my neighbor next door. His wife, his children died," villager Bakir Kutlugil told The Associated Press. "Now I worry whether the next one will hit me or my neighbor."

Mehmet Yasin, another villager, said he feared Turkey will get drawn into more violence. "They are warring over there anyway. Why should we battle against anyone?" he asked.

The Turkish response to the Syrian shelling was swift - it fired salvos of artillery rounds inside Syria, contacted its NATO allies and convened Parliament for a vote authorizing further cross-border military operations if necessary.

The bill opens the way for unilateral action by Turkey's armed forces inside Syria. Turkey has used a similar provision to repeatedly attack suspected Kurdish rebel positions in northern Iraq.

At the U.N., the Security Council overcame deep divisions to unanimously approve a statement Thursday condemning Syria "in the strongest terms."

Council members managed to bridge differences between the strong statement demanded by the U.S. and its Western supporters and backed by their NATO ally Turkey, and a weaker text pushed by Russia, Syria's most important ally. ■

AFP

Le réputé savon d'Alep victime du conflit syrien

AFRIN (Syrie), 3 octobre 2012 (AFP)

LES SAVONS D'ALEP, de réputation internationale pour leurs qualités hydratantes et apaisantes, ne peuvent plus s'exporter en raison du conflit syrien et Juan Semo, fabricant kurde d'Afrin, dans le nord-est du pays, réduit de plus en plus la production.

Dans l'entreprise familiale, fondée en 1850 sur les collines kurdes peuplées d'oliviers, Juan Semo, 33 ans, stocke ses savons, déjà emballés individuellement pour l'export, dans des cartons, sous les toiles d'un hangar aux murs de ciment.

"Nous ne fabriquerons peut-être pas de savons cette année. Nos stocks sont de plus en plus importants car la plupart des magasins d'Alep sont fermés. Et les voies d'exportation à l'étranger, notamment pour le nord (kurde) de l'Irak et la France sont coupées".

Deux qualités de ce savon sont fabriquées avec de l'huile d'olive, de laurier, et de la soude. Le savon de qualité supérieure -avec davantage d'huile de laurier, plus chère que celle d'olive- est destiné à l'export et l'autre, plus modeste, part, en temps de paix, par la route vers Alep.

La deuxième ville de Syrie est en proie depuis plus de deux mois à de violents combats entre les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) et les forces gouvernementales.

"Pour livrer, nous empruntons de petites routes, nous évitons les grands axes pour ne pas tomber sur l'armée et ses bombardements. Mais beaucoup de nos clients ont de toute façon fui Alep", explique Juan Semo.

Lui-même a quitté un jour sa maison d'Alep, située en bordure du quartier Salaheddine, "quand des balles ont atterri dans mon salon et que des tanks sont passés sous mes fenêtres". Il s'est replié dans le domaine familial, dans l'enclave kurde d'Afrin, composée de 360 villages et qui, pour l'instant, maintient une neutralité dans le conflit syrien qui a débuté en mars 2011.

Pour l'étranger, le savon partait via Alep par la route jusqu'au port de Lattaquié, puis en cargo jusqu'à Marseille, et en camion vers Paris.

Lattaquié, sur la Méditerranée, se trouve en pays alaouite, une branche de

l'islam chiite à laquelle appartient le président Bachar al-Assad. Les rebelles qui veulent le renverser sont pour la plupart sunnites, la communauté majoritaire dans le pays.

L'autre problème des fabricants de savon dans Afrin, qui sont une quinzaine, est l'augmentation vertigineuse des prix de la matière première.

L'olive de la fabrique Semo est produite sur place, dans des oliveraies qui comptent une dizaine de milliers d'arbres, mais pas le laurier et la soude.

"Même si j'arrive à obtenir de l'huile de laurier d'Antakya, en Turquie, son prix a doublé en un an", dit le fabricant.

Même chose pour la soude, qui provient du Koweït, d'Irak et de la lointaine Chine.

Le prix du litre était en 2011 de 25 livres syriennes, il est passé à 50 livres.

Juan Semo n'arrive même plus à obtenir des emballages soignés, pour l'export.

Avant la guerre il produisait 50 tonnes pour l'étranger, et 250 pour le marché intérieur. 150 tonnes attendent actuellement dans son hangar.

Certes, en vieillissant et séchant, le savon affine ses qualités pendant six ans, mais le fabricant ne "sait pas combien de temps le conflit va durer". Et il n'engrange pas de rentrée d'argent frais.

Début octobre, les olives mûrissent encore sur les arbres. L'ensemble du processus dure quatre mois, de la récolte au produit fini.

La cueillette commence dans un mois, elle mobilise cinq à six personnes. Puis, la fabrication dure jusqu'en février, dans une grande centrifugeuse, après plusieurs pressions et mélange des produits, avant la découpe de la pâte obtenue en savons.

Cette fabrication nécessite des techniciens venus d'Alep. "Je ne sais s'ils pourront venir cette année", dit le fabricant.

Son voisin, Ahmad Kefo, plus âgé et le visage barré d'une moustache répandue chez les Kurdes, soupire en offrant pistaches fraîches et grenades: "Cette situation dure trop longtemps. Cette année, je vais arrêter 80% de la production de savon". □

AFP

Bagdad veut le départ des troupes turques du Kurdistan irakien

BAGDAD, 2 octobre 2012 (AFP)

BAGDAD EST DÉCIDÉ à voir les soldats turcs stationnés au Kurdistan irakien plier bagage, au moment où Ankara demande à son Parlement de renouveler son feu vert pour mener des raids contre les positions des rebelles kurdes en Irak.

Nouveau chapitre dans les relations houleuses entre les deux pays, le gouvernement irakien a demandé mardi l'abrogation d'accords autorisant notamment la présence de bases militaires turques dans le nord de l'Irak.

Peu connues, ces bases sont installées à Dohouk, l'une des quatre provinces de la région autonome du Kurdistan irakien.

Leur existence a été rendue possible par un traité signé en 1995 par l'ancien président Saddam Hussein. Le texte "permet à l'armée turque d'avoir une présence dans les régions septentrionales de l'Irak afin de traquer le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)", a souligné un responsable irakien sous couvert d'anonymat.

Le PKK dispose de positions sur le sol irakien qui sont régulièrement la cible de bombardements de l'aviation turque.

Le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan a d'ailleurs réclamé lundi aux députés turcs de renouveler pour un an leur feu vert pour mener ces raids. L'approbation des élus est attendue dès jeudi.

Le conflit kurde connaît un net regain de violence dans le sud-est de la Turquie depuis le début de l'été, marqué par la multiplication des attaques armées du

PKK, des opérations militaires de représailles et la répression du mouvement politique kurde par les autorités.

"Violation de la souveraineté irakienne"

Excédé, mardi, le gouvernement de Nouri al-Maliki a qualifié de "violation de la souveraineté et de la sécurité de l'Irak" la décision d'Ankara de demander une prorogation de ces raids. En juillet déjà, l'Irak avait enjoint son voisin de mettre fin aux "violations" de son territoire et de son espace aérien, commises selon lui par les avions turcs lorsqu'ils bombardent les positions du PKK au Kurdistan.

Joignant l'acte à la parole, le gouvernement a réclamé au parlement d'abroger "les traités signés par le passé avec des pays étrangers qui permettent la présence de forces et de bases militaires étrangères sur le sol irakien ou l'accès de ces forces" au territoire national.

Selon un haut responsable irakien, cette décision vise implicitement les bases militaires turques du Kurdistan.

Déjà houleuses ces derniers mois, les relations entre Bagdad et Ankara ont encore gagné en âpreté cet été, avec le refus de la Turquie d'extrader le vice-président irakien Tarek al-Hachémi, condamné à mort par contumace à Bagdad pour avoir commandité deux meurtres.

De même, M. Maliki avait fulminé après la visite au Kurdistan irakien puis dans la ville disputée de Kirkouk (nord) du chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu, effectuée sans que Bagdad en ait été avisé.

Autre pomme de discorde: les exportations de pétrole vers la Turquie en provenance du Kurdistan irakien, que Bagdad considère "illégal" puisqu'elles se font sans son accord.

Pour tenter d'apaiser les tensions, M. Erdogan avait convié son homologue irakien au congrès de son parti dimanche. M. Maliki a décliné l'invitation. Raison officielle invoquée: un agenda surchargé. □

AFP

Turquie: Les rebelles kurdes défient Ankara avec une stratégie de choc

ISTANBUL, 3 octobre 2012 (AFP)

DANS LE SUD-est de la Turquie, les rebelles kurdes défient Ankara depuis deux mois avec une nouvelle stratégie de choc: l'occupation et la défense de "zones libres". La victoire militaire est improbable mais l'impact psychologique important, estiment les analystes.

Le 23 juillet, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui lutte depuis 1984 pour l'indépendance du sud-est anatolien peuplé en majorité de Kurdes, a annoncé une vaste opération de "maîtrise du terrain" dans les zones montagneuses entourant la localité de Semdinli, aux confins de l'Irak et de l'Iran.

"L'objectif n'est plus seulement de frapper la partie adverse, c'est de réaliser l'autonomie démocratique, de construire l'administration autonome démocratique du peuple kurde", a déclaré un des cadres du PKK, Duran Kalkan, cité par l'agence de presse Firat News, proche des rebelles.

Depuis, le PKK a revendiqué la "maîtrise" de trois autres réduits montagneux, tous situés le long de la frontière avec l'Irak, un pays dans le nord duquel les rebelles disposent de bases.

Concrètement, la "maîtrise du terrain", "cela ne veut pas dire que ces zones sont sous le contrôle total des guérilleros et que les troupes ont été chassées", affirme à l'AFP la députée Gülten Kisanak, du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), pro-kurde.

"Cela veut dire que les troupes sont cantonnées dans leurs casernes et ne sortent pas pour des opérations, parce que la guérilla est là. Ils (les rebelles) ont le contrôle des routes, effectuent des contrôles d'identité à des barrages routiers, plantent parfois des drapeaux", poursuit-elle.

La plupart des analystes doutent toutefois de la capacité --et de la volonté-- du PKK à défendre durablement ces positions face à la deuxième armée la plus puissante de l'Otan.

"Pour un groupe comme le PKK, qui dispose d'un nombre limité de militants

armés, il n'est pas possible de défendre physiquement un territoire, c'est contre nature et contre toute logique", estime Nihat Ali Özcan, spécialiste des questions de sécurité à l'institut de recherches TEPAV.

Avantage psychologique

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a d'ailleurs déjà annoncé la défaite du PKK à Semdinli, après le lancement en septembre dans la région d'une opération impliquant quelque 5.000 militaires.

"La leçon qu'ils ont reçue là-bas a été très lourde", a déclaré M. Erdogan le 26 septembre, évoquant un bilan de 239 rebelles et 144 membres des forces de sécurité tués depuis le début de l'année.

Pour Irfan Aktan, journaliste spécialiste de la question kurde, les opérations de l'armée n'ont cependant pas mis fin à la présence du PKK dans ces zones. "D'après nos informations, ce sont quelque 1.000 militants (du PKK) qui sont arrivés dans les campagnes de Semdinli, Daglica, Cukurca et Yuksekova (province de Hakkari, sud-est). Même si 200 ont été tués, il en reste encore 80%", affirme M. Aktan.

Surtout, le PKK, en dépit des pertes, a marqué des points sur le plan psychologique, ajoute le journaliste: "Il a démontré que s'il le voulait, il pouvait organiser de très grosses opérations".

Des opérations qui ne sont pas restées sans effet sur l'opinion publique, ce qui était sans doute l'objectif recherché par les rebelles, complète M. Özcan.

"Quand le nombre des pertes s'accroît, ça influe sur l'opinion publique qui exerce des pressions sur le gouvernement", affirme l'analyste, rappelant que dans son discours du 26 septembre, le Premier ministre, après avoir constaté l'échec supposé du PKK, n'en avait pas moins évoqué la possibilité de négociations avec les rebelles.

"Si (des) discussions nous permettent de régler quelque chose, faisons-le", avait déclaré M. Erdogan. □

DW Deutsche Welle

5 octobre 2012

Le dossier kurde inquiète toujours Ankara

Si le risque d'un conflit entre la Turquie et la Syrie semble pour le moment écarté, le gouvernement à Ankara n'en a pas moins déployé des unités turques à la frontière entre les deux pays .

Des militaires turcs ont été déployés notamment dans la région du village d'Akçakale, touché mercredi par des obus syriens qui y ont coûté la vie à cinq civils turcs. Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a réaffirmé que son pays n'avait "pas l'intention de déclencher une guerre avec la Syrie". De son côté, l'ambassadeur syrien à l'ONU Bachar Jaafari, a assuré que son pays ne "cherche pas l'escalade avec ses voisins, y compris la Turquie".

L'état major turc sur le qui-vive

Toutefois le gouvernement turc a obtenu le feu vert du Parlement pour poursuivre les opérations militaires en territoire syrien au nom de la "sécurité nationale". Et l'état major turc n'a pas attendu les événements des derniers jours pour renforcer son dispositif militaire à la frontière avec la Syrie. Or, cela pourrait bien avoir à faire avec la question kurde. Ankara craint en effet que des militants séparatistes kurdes dans le nord de la Syrie se servent du chaos pour renforcer leurs bases dans la région d'où ils pourraient mener des actions contre le territoire turc.

La question kurde, épine dans le pied d'Ankara

La presse turque elle-même évoque la crainte que les Kurdes de Syrie profitent des problèmes du gouvernement syrien pour renforcer leurs activités séparatistes et anti-turques. Cela, même si Ankara soutient ouvertement les insurgés syriens et condamne le régime du président Bachar al Assad



D'ailleurs, selon des journaux régionaux turcs, des Kurdes de Syrie auraient déjà pris sous leur contrôle certains villages du nord du pays proche de la frontière turque. Il s'agirait de militants du PYD, le Parti de l'Union Démocratique, parti kurde syrien proche du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan. Le PKK est classé comme organisation terroriste par Ankara. La presse locale a publié des photos de drapeaux kurdes (du PYD comme du PKK) flottant sur plusieurs de ces villages. Quant au grand quotidien national turc « Hurriyet », il décrit même le tracé de la frontière turco-syrienne comme "un front de plus de 800 kilomètres avec le PKK". Il faut savoir que l'un des vieux cauchemars d'Ankara est que les Kurdes d'Irak, d'Irak et de Syrie ne s'allient aux Kurdes de Turquie pour fonder un Kurdistan libre et indépendant. □

Syria accuses 5 countries of supporting terrorism

UNITED NATIONS

REUTERS

Syria on Monday accused the United States, France, Qatar, Saudi Arabia and Turkey of hijacking its 18-month conflict between government forces and rebel groups by supporting "terrorism" with arms, money and foreign fighters.

The Syrian foreign minister, Walid al-Moualem, told the U.N. General Assembly that outside calls for President Bashar al-Assad to step down were a "blatant interference in the domestic affairs of Syria, and the unity of its people and its sovereignty."

Earlier on Monday, the U.N. secretary general, Ban Ki-moon met with Mr. Moualem and strongly criticized the Syrian government for killings, rights abuses, and aerial and artillery attacks, and expressed frustration that the conflict was worsening.

Speaking on the final day of the annual gathering of the 193-nation assembly, Mr. Moualem said that Qatar, Saudi



LUCAS JACKSON/REUTERS

Walid al-Moualem on Monday at the United Nations, where he addressed the assembly.

Arabia, Turkey, the United States and France "clearly induce and support terrorism in Syria with money, weapons and foreign fighters."

"Under the pretext of concepts such as the 'responsibility to protect,' drums of war are beaten, and sedition and unrest are spreading and damaging the structure of national societies," Mr. Moualem said.

He was referring to a concept about governments' responsibility to protect civilians that has become increasingly popular in Western diplomatic and academic circles. The concept was used to justify last year's military intervention in Libya.

"Worst of all is to see permanent members of the Security Council, who launched wars under the pretext of combating terrorism, now support terrorism in my country," Mr. Moualem said.

Russia, backed by China, repeatedly vetoed Western- and Arab-backed resolutions by the U.N. Security Council that criticized the Syrian government and threatened it with sanctions.

Mr. Ban "raised in the strongest terms the continued killings, massive destruction, human rights abuses, and aerial and artillery attacks committed by the government," his spokesman said in a statement.

"He stressed that it was the Syrian people who were being killed every day, and appealed to the government of Syria to show compassion to its own people," the spokesman said.

In Syria on Monday, rebels and government forces continued their battle for the ancient heart of the country's biggest city, Aleppo, opposition activists said.

The rebels last week announced a fresh attempt to seize the wider city, home to 2.5 million people, which until July was firmly under the control of Mr. Assad.

With government forces holding the large medieval citadel in the heart of the Old City, the fighting that has already claimed more than 30,000 lives across Syria seems certain to destroy more cultural treasures, too. Over the weekend, fire swept through Aleppo's central souk, or marketplace, a Unesco World Heritage site.

"Rebels control more that 90 percent of the Old City now," said Ameer, an opposition activist working with rebel brigades. But he said they were struggling to hold their positions under heavy artillery fire.

The Syrian Observatory for Human Rights, which has a network of activists across Syria, said at least 100 people had been killed nationwide on Monday, including 18 members of the security forces in an ambush on a convoy heading from the central city of Homs to the eastern desert town of Palmyra.

In Aleppo, Ameer said rebels still held the souk. Fires that damaged more than 1,500 shops had been put out, he said, but new fires had broken out in the Old City's Zahrawi, Aqaba and Bab Al Nasr markets. Plumes of black smoke were rising from many districts, and gunfire could be heard.

The rebels are sensitive to suggestions that they might have brought the conflict to one of Syria's greatest historical and commercial centers. Aleppo was once the last stop before Europe for traders plying the ancient Silk Route from Asia.

"It's urban warfare," Ameer said via Skype. "I cannot blame any side specifically for the fires."

The Syrian uprising, which has become a civil war, has pitted Mr. Assad's minority Alawite sect against rebels who are mostly from the Sunni majority. Mr. Assad has painted the conflict as a Sunni Muslim conspiracy, which many Syrians say is a tactic to deter minority groups from joining the revolt.

Iran blames sanctions for plunge in value of rial

TEHRAN

Buying foreign currencies will only aid 'the enemy,' president tells citizens

BY THOMAS ERDBRINK

President Mahmoud Ahmadinejad acknowledged Tuesday that the U.S.-led economic sanctions on Iran were partly to blame for a breathtaking 40 percent fall in value of the national currency, the rial, over the past week. He pleaded with Iranians not to exchange their money for dollars and other foreign currencies.

Speaking during a news conference broadcast live by several domestic and international Iranian news channels, Mr. Ahmadinejad said that his country was facing a "psychological war" waged by the United States and aided by what he described as internal enemies.

The drop of the national currency is partly caused by the sanctions preventing Iran from selling oil and transferring money, he said. Mr. Ahmadinejad also blamed a domestic band of "22 people in three separate circles" who with "one phone call" could manipulate foreign-exchange trades in Iran.

One Web site, Mashregh News, reported Tuesday that Mr. Ahmadinejad had ordered the arrests of those "disturbing the currency market."

The fall in the currency's value has confronted Iran with enormous economic risks, including the possibility of starting a severe bout of inflation, which is already high. A rising sense of economic crisis in Iran could also pose political challenges to the country's leaders.

Mr. Ahmadinejad dramatically addressed the teachers, bus drivers, businessmen and others who in the last days have been frantically converting their savings into dollars and euros at the dozens of unofficial currency-exchange shops in the center of Tehran.

"I ask you, dear people, do not change your money into foreign currency," Mr. Ahmadinejad said, stressing that such moves would only help "the enemy."

But on the streets, a fresh day of roller coaster currency drama played out, in which the rial first fell, then surprisingly strengthened and sank again, to settle

around its Monday record low of about 37,000 to the dollar. The rate had been 24,600 rials to the dollar as of the previous Monday.

Playing into the mixed emotions expressed by many Iranians, who are confused over whether to blame economic mismanagement by the government or the Western sanctions, Mr. Ahmadinejad fully put the blame on the United States and "internal enemies."

He described the United States government as plotting to make the lives of all Iramians miserable, stressing that the sanctions were hurting ordinary

"The enemies are trying to blame the economic problems on the government. No. Never."

people instead of Iran's leaders. "They are telling you lies," he said. "Their pressures are on the people, not on the government."

Foreign-exchange supplies in the country are sufficient to quench all needs, he said, and he lauded the Central Bank, which, in his words, had managed to "find ways" around the obstacles.

"The enemies are trying to blame the economic problems on the government," Mr. Ahmadinejad said. "No. Never. There is no economic reason for these erratic ups and downs. I have no doubt that we will return to normal conditions."

But he did not offer any specific solution to the crisis, and the rial's value weakened after he spoke. The reaction prompted one money changer to predict that the rial would continue to lose value against the dollar and other currencies.

Mr. Ahmadinejad said the economic pressures on Iran caused by the sanctions would never force it to compromise on the country's uranium enrichment program, which Iranian leaders say is purely peaceful but the West suspects is a cloak for developing nuclear weapons capability. But the president repeated an earlier Iranian offer to stop enriching uranium to 20 percent purity, if world powers would be willing to provide Iran with that grade of nuclear fuel.

"We have announced that if they give us the fuel, we will stop production," Mr. Ahmadinejad said. "But so far no one is prepared to do so."

Also Tuesday, an Iranian lawmaker threatened that Iran would enrich uranium to 60 percent purity — much closer to bomb-grade material — if talks with world powers failed.

The lawmaker, Mansour Haqiqatpour, deputy head of the Foreign Policy and National Security Committee in Parliament, said Iran needed the higher enriched fuel for still-to-be-designed nuclear submarines and ships, Iran state television and the English-language news channel Press TV reported.

Merchants in Tehran reopen after a crackdown

Currency speculators are the target after unrest over rial's sharp decline

BY RICK GLADSTONE

Most merchants in the Tehran grand bazaar reopened for business on Thursday as an unusually large number of police officers were deployed around the city's black-market money trading district, witnesses reported, a day after a crackdown on suspected speculators led to civil disturbances and a large protest march by Iranians demanding relief from the plummeting value of the currency.

The semi-official Fars news agency reported that 16 people, described as "elements of disorder in the currency market," had been arrested during the Wednesday protests, the first outbreak of public anger over the devalued rial and other acute economic problems that have been building in Iran for the past few years. Economists have attributed the problems to government mismanagement and the onerous Western sanctions imposed on Iran in response to its

"Elements of disorder in the currency market" were arrested during the demonstrations.

contentious nuclear program, most notably a severe restriction on the country's ability to sell oil and its expulsion from the global banking network.

Witnesses in Tehran said there was no resumption of protests over the rial. The currency has fallen by about 40 percent since last week, contributing to

panic selling on the black market by Iranians worried as they watch the value of their rials evaporate.

But there were also few or no black-market transactions in Tehran on Thursday, as traders and their prospective customers stayed away, after having been scattered by riot police officers on Wednesday.

Fars quoted the Tehran prosecutor's office as saying the 16 suspects had been charged with "extensive exchange of hard currency beyond the banking system, of buying, selling and smuggling hard currency, forming organized gangs, making fake and unreal currency deals in order to increase the price of hard currency and to disturb public order and disrupt trade and bazaar, and gaining illegal capital by the aforementioned actions." As a result, the prosecutor's office was quoted as saying, foreign currency values had spiked against the rial to unreasonable levels and the suspects had caused a "severe violation of people's rights."

There was no word on the identity of the suspects. The semi-official Mehr news agency reported on Wednesday that two Europeans had been among those arrested.

Political economists have called the Wednesday protests a harbinger, particularly if the politically powerful merchant class in Iran loses confidence in the government. But there have been no public demands for the government to be more flexible over the nuclear issue, which could lead to an easing of the West's anti-nuclear sanctions.

President Mahmoud Ahmadinejad and other Iranian leaders have called the sanctions the equivalent of blackmail and have vowed never to capitulate on what they call Iran's right to peaceful uranium enrichment. Western powers say they suspect Iran's real purpose in uranium enrichment is to develop the ability to make nuclear weapons.

Reverberations from the currency crisis in Iran have extended to neighboring Afghanistan, a major conduit for Iranian foreign-exchange smuggling, where the governor of the central bank, Noorullah Delawari, confirmed in a telephone interview on Thursday that it had placed a \$20,000 limit on the amount of dollars that individuals could take out of the country.

THURSDAY, OCTOBER 4, 2012

Shadow war in Iraq is run by a general from Tehran

WASHINGTON

He is linked to aspects of war and diplomacy in classified documents

BY MICHAEL R. GORDON

When a senior Iraqi intelligence official traveled to Tehran in the summer of 2007 to meet with the Iranian leadership, he quickly figured out who was in charge of Iran's policy toward its neighbor to the west.

It was not the Iranian president, Mahmoud Ahmadinejad. It was Qassim Suleimani, the shadowy commander of Iran's paramilitary Quds Force, who calmly explained that he was the "sole authority for Iranian actions in Iraq," according to an account the Iraqi official later provided to U.S. officials in Baghdad.

A soft-spoken, gray-haired operative who carries himself with the confidence that comes from having the backing of Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, General Suleimani is the antithesis of the bombastic Iranian president. Now a major general — the highest rank in the Islamic Revolutionary Guards Corps — after a promotion last year, he has been the mastermind behind two central Iranian foreign policy initiatives, exerting and expanding Tehran's influence in the internal politics of Iraq and providing military support for the rule of President Bashar al-Assad of Syria.

That role has put him in direct conflict with U.S. policy makers hoping to ensure Iraq's future as an ally of the United States, to bring about the fall of Mr. Assad and to curb Iran's attempt to gain influence in the region. Last year, the U.S. Treasury Department put General Suleimani on its sanctions list because U.S. officials said he had been involved in a plot to kill the Saudi ambassador to Washington.

For the U.S. officials who had to contend with the shadow war waged by Iran during the nearly nine years U.S. forces were in Iraq, that role is hardly a surprise. Their communications with General Suleimani and their own internal discussions, detailed in classified documents obtained for a new book on Iraq, provide a vivid picture of a persist-

ent and effective executor of Iran's international objectives.

Gen. David H. Petraeus, who came to know the Quds Force commander's influence when he served in Iraq, once described General Suleimani as "a truly evil figure" in a letter to Robert M. Gates, then the defense secretary. In another letter, he acknowledged the influence General Suleimani had brought to bear in Iraq. "The most sobering surprise of the week was probably the extent of direct Iranian involvement in Iraqi political intrigue," General Petraeus wrote in an April 2008 letter to Mr. Gates.

To a greater degree than other U.S. officials in Iraq, General Petraeus, through intermediaries, had his own back-channel interactions with General Suleimani. He became convinced that being able to send a message to him was useful, but that meeting with the Iranian general, even secretly, would have elevated the Iranian's stature and reinforced his notion that he was entitled to a say over Iraq's future.

General Suleimani first came to the attention of Iraqis during Iran's eight-year war with Iraq. As commander of the Revolutionary Guards' 41st Division, he gained a reputation for leading reconnaissance missions behind Iraqi lines — so much so that the Iraqi military would single him out in its radio broadcasts, according to Ali Alfoneh, a senior fellow at the American Enterprise Institute who has made a career out of studying General Suleimani.

The war shaped his attitude toward Iraq, according to Ryan C. Crocker, the former U.S. ambassador to Baghdad. "For Qassim Suleimani, the Iran-Iraq war never really ended," Mr. Crocker said in an interview. "No human being could have come through such a World War I-style conflict and not have been forever affected. His strategic goal was an outright victory over Iraq, and if that was not possible, to create and influence a weak Iraq."

In the late 1990s, General Suleimani was picked to lead the Quds Force, a Revolutionary Guards special operations unit. The Revolutionary Guards was formed to support revolutionary movements abroad, including in Afghanistan, Iraq and Lebanon.

After the 2003 U.S. invasion of Iraq, General Suleimani took on the mission of expanding Iran's influence in the country, tying down the U.S. military and, ultimately, encouraging its exit: paramount objectives for an Iranian government that was determined to be a major power in the region and that felt threatened by expanding U.S. military presence on its western and eastern flanks.

"This was the Quds Force's assessment: 'We have a golden opportunity. Now we can keep the Americans busy in this country, and as much as we can we should make chaos in this country,'" said Mohsen Sazegara, a founding member of the Revolutionary Guards who now lives in exile in the United States.

When the Green Zone in Baghdad

was being pummeled by rockets in 2008, Adel Abdul Mahdi, Iraq's vice president, asked General Suleimani in a meeting in Tehran whether he was behind the militia attacks. General Suleimani joked that if the fire "was accurate, it was his," Mr. Abdul Mahdi later told Mr. Crocker, according to a U.S. Embassy cable.

Even as the Quds Force under General Suleimani armed and trained Shiite militias in Iraq, he hosted some of Iraq's most senior politicians. By stoking violence and then mediating the conflict, former U.S. officials say, he could make himself indispensable and keep the Iraqis off balance.

"Further internecine Shia bloodshed is all but inevitable," Mr. Crocker wrote in a June 2008 cable after General Suleimani played a role in brokering a ceasefire that enabled the battered Shiite militias in the Sadr City neighborhood of Baghdad, which Iran was supporting, to withdraw. "When such violence occurs, it seems likely that the parties will again trudge to Tehran and ask Qassim Suleimani to sort out the chaos that he has been instrumental in creating and perpetuating."



Qassim Suleimani, right, in 2006 in Tehran with its mayor, Mohammad Baqer Qalibaf.

One of the first messages U.S. officials received from General Suleimani was in January 2007. American commandos had apprehended five midlevel Quds Force officers in Erbil, a city in the Iraqi Kurdistan region.

The next week, General Suleimani met with Jalal Talabani, Iraq's president, in Syria and gave him a message for Zalmay Khalilzad, then the U.S. ambassador in Baghdad: Iran was prepared to open a dialogue with the United States provided that General Suleimani was the conduit.

The Quds Force chief, Mr. Talabani reported, acknowledged that he had hundreds of agents in Iraq, some of whom had conspired to attack British troops, but he insisted that they had not been involved in encouraging attacks against Americans, a claim U.S. officials thought was blatantly false.

President George W. Bush approved meeting with the Iranian representatives on Iraq, but not with General Suleimani. When the United States held three-way talks with Iranian and Iraqi diplomats in the summer of 2007 in Baghdad, Mr. Crocker and General Petraeus reported that the Iranian representatives had no real authority.

Soon after the meetings, General Suleimani reached out to the U.S. commander

with a proposal. In a meeting in a Tehran hotel with Shirwan al-Waeli, the head of one of Iraq's competing intelligence services, General Suleimani instructed the Iraqi official to tell General Petraeus that attacks by Shiite militias in Iraq would be reduced if the Americans released Qais al-Khazali, whom British commandos had captured in March. "You will see results in two months," General Suleimani said, according to Mr. Waeli.

For General Petraeus, the offer was out of the question. Mr. Khazali, the leader of a Shiite militia, had been linked to a raid that led to the deaths of five American soldiers in Karbala, and General Petraeus demanded that the Quds Force stop training and arming Shiite militants in Iraq.

"To provide a bit more jolt, I said that I am considering telling the president

that I believe Iran is, in fact, waging war on the United States in Iraq," General Petraeus wrote to Mr. Gates, recounting the response he had told Mr. Waeli to convey to General Suleimani. "For what it's worth, I do believe that Iran has gone beyond merely striving for influence in Iraq and could be creating proxies to actively fight us, thinking that they can keep us distracted while they try to build W.M.D. and set up JAM to act like Lebanese Hezbollah in Iraq," he added, referring to weapons of mass destruction and the largest of the Shiite militias, the Mahdi Army.

But the shadow war continued.

After Iran began supplying its militia partners with deadly rocket-assisted mortars — what the U.S. military called IRAMs — General Petraeus sent a message of his own. Lt. Gen. Michael D.

Barbero, General Petraeus's operations officer, met with Hadi al-Amari, a Shiite politician and the former head of the Badr Organization, a Shiite militia founded to fight President Saddam Hussein of Iraq with the backing of the Quds Force.

If Mr. Amari's "friends to the east" did not stop their attacks, General Barbero said, the Americans would drastically escalate their raids against the Quds Force's suspected proxies and agents in Iraq, including with Task Force 17, a secret commando unit dedicated to countering Iranian influence. The attacks stopped for more than a year, a former military official said, but they later resumed and would remain a problem until American forces left Iraq in 2011.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

FRIDAY, OCTOBER 5, 2012

Syrian rebels say inaction could cost West

SAMAS, SYRIA

As war drags on, leaders warn that populace could become radicalized

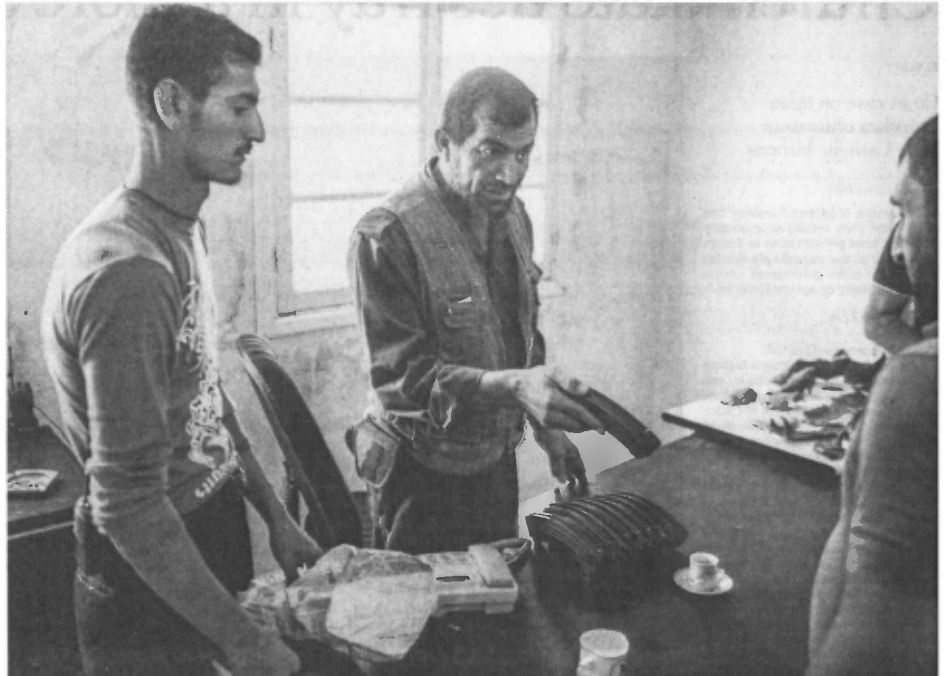
BY C. J. CHIVERS

Majed al-Mohammed, the commander of a group fighting the Syrian government, slammed his hand on his desk. "Doesn't America have satellites?" he said, almost shouting. "Can't it see what is happening?"

A retired Syrian Army medic, Mr. Mohammed had reached the rank of sergeant-major in the military he now fights. He said he had never been a member of a party, and loathed jihadists and terrorists.

But he offered a warning to the West now commonly heard among fighters seeking the overthrow of President Bashar al-Assad: the Syrian people, he said, are being radicalized by a combination of a grinding conflict and their belief that they have been abandoned by a watching world.

If the West continues to turn its back on Syria's suffering, he said, Syrians will turn their backs in return, and this may imperil Western interests and security at a crossroads of the Middle East. This is a theme that has resonated in the last 24 hours, not just in Syria, but in Turkey where the government for the second day fired artillery into northern Syria after a Syrian mortar hit a Turkish town and killed five civilians. The Turk-



Majed al-Mohammed, the commander of a Syrian anti-government fighting group, center, negotiating an arms sale. Mr. Mohammed is a retired medic in the Syrian Army.

ish Parliament approved a motion Thursday that authorized further military action.

In Turkey, there is a growing sense of frustration shared by the Syrian rebels that the West, Washington in particular, called for Mr. Assad to leave power, only to sit quietly on the sidelines as the crisis has transformed into a bloody civil war.

"We are now at a very critical juncture," said a commentary in the Turkish

newspaper Melih Asik. "We are not only facing Syria, but Iran, Iraq, Russia and China, behind it as well. Behind us, we have nothing but the provocative stance and empty promises of the U.S."

Across northern Syria, in areas that rebels have wrested from government control, such sentiments have become an angry and routine element of the public discourse. Worn by violence, heading into another winter of fighting,

and enraged by what they see was the inaction and hypocrisy of nations that are powerful, front-line leaders of the rebellion say that the West risks losing a potential ally in the Middle East if the Assad government should fall.

The corollary is frequently sounded, too: The West may be gaining enemies where it might have found friends. As anger grows, armed groups opposed to the United States may grow in numbers and stature, too.

"The United Nations and international community are making a big mistake," said Ghassan Abdul Wahib, 43, a truck driver and now a leader in Kafr Takharim, a village in the north. "By letting this be a long war, they are dragging Syria toward radicalism, and they will suffer from this for a long time."

The origins of these sentiments are typically the same — a widely held view that Washington and European capitals are more interested in maintaining the flow of oil from Libya and Iraq, or in protecting Israel, than in Syria and its people's suffering. The view is supported, Syrians opposed to Mr. Assad say, by the West's stubborn refusal to provide arms to the rebels, or to protect civilians and aid the rebels with a no-fly zone.

The contrast with the West's military assistance to and vocal political support of the uprising last year in Libya is frequently drawn.

The donations of nonlethal aid to the Syrian opposition by Washington is often called small scale, so much that none of the half-dozen fighting groups visited by journalists for The New York Times, or many commanders interviewed in Turkey, claimed not to have seen, much less received, American aid.

"We haven't received anything from the outside," said Thayar, a member of the ad hoc governing body in Kafr Takharim who asked that his last name be withheld to protect him and his family. "We read in the media that we are receiving things. But we haven't seen it. We only received speeches from the West."

Others echoed this sentiment, and accused the United States and Europe of playing a double game, of conspiring with the Kremlin to ensure that no nation has to act against the Assad government or on the rebels' or civilians behalf.

In this view, the Kremlin's insistence that it will not support further action against Syria is regarded as convenient to the White House, which, many commanders and fighters said, issues statements supporting the uprising and condemning the Assad government knowing it will not have to back up words with deeds. Russia has provided weapons and diplomatic support to the Assad government, blocking action by the United Nations Security Council.

Mr. Wahib dismissed the discussions in the United Nations as a choreographed show. "The whole world is now trying to destroy Syria," he said. "The international community knows that



A man holding the body of his son near a hospital in Aleppo, Syria, after 3 car bombs killed more than 40 people. A militant group, Al Nusra Front, took responsibility on Thursday.

Assad is dead, but they want war so it destroys Syria and puts us back 100 years. In this way, Israel will be safe."

"The United Nations," he added, "is a partner in destroying Syria."

Like many activists and fighters, he had a derisive view of what had once been hailed in Western capitals as an achievement by NATO — the military intervention in Libya last year, which Western leaders have said protected civilians and which enabled disorganized rebels to defeat their country's conventional military.

That campaign was not perfect. The alliance killed and wounded many civilians that it has refused to acknowledge or to help, and its decision to select targets from afar and not to use ground controllers allowed the war to last longer than it otherwise might have.

Moreover, as the war dragged on and NATO stuck to its tactics, many more

armed groups formed. The proliferation of these groups has cast the country's long-term security in doubt and, after the attack last month on the American diplomatic mission in Benghazi, has jeopardized Western engagement, too.

But Syrians opposed to Mr. Assad still crave Western military assistance, even if it would only be a no-fly zone to

"By letting this be a long war, they are dragging Syria toward radicalism, and they will suffer from this."

ground the Syrian Air Force, whose aircraft have been attacking cities and towns since this summer. The United States, however, has so far ruled out military involvement in Syria.

These fighters said the difference between the West's actions in Libya and inaction in Syria confirm local suspicions that the West rushed to help Libya because it coveted Libya's oil and worried about the effects of a long war on in-

ternational supplies. The Syrian opposition, they said, is on its own.

Many Syrian men also bristled under what they called common descriptions in the news media and by the Syrian government that their uprising is driven by foreign fighters, or is hosting groups linked to Al Qaeda.

While there have been jihadist elements visible in the war, they say, the uprising is organic to Syria and wants to oust the Assad family's brutal and centralized state and form a new government, not an Islamic state.

"We are not terrorists like the regime says," said Abu Mohammed, a teacher in Deir Sonbul. "We are fighting for dignity, which has been raped for 40 years."

In this environment of acrimony and charge and countercharge, the anger of Mr. Mohammed, the retired sergeant major, was of a type. It was an emotion fueled by frustration and loss.

A few days before he received journalists in his office is Samas, from where he commands 200 fighters in the northern highlands of Jebel al Zawiyah, he had learned that his sister had been killed in Damascus. A photograph of her bloodied remains, crumpled on the ground, was on his cellphone; he displayed the image with rage.

Then he moved to a collection of ordinance remnants on a table beside his desk and held up an expended tank shell. "Is it possible for the government to use this against the people?" he asked.

He lifted the remains of S-5 rocket, an air-to-ground weapon in common use by the Syrian Air Force's helicopters and jets. He wanted to know if citizens of the United States would tolerate what Syria's opposition has tolerated, and not ask for arms and help, too.

"Is it possible for your helicopters to fire this into the crowds?" he said, fuming. His voice rose again: "Do we have the right to live, or not?"

M. Erdogan se fait le chantre du modèle turc pour mieux affirmer ses ambitions

Istanbul
Correspondance

Après une décennie au pouvoir comme chef du gouvernement, le destin de Recep Tayyip Erdogan est de plus en plus intimement mêlé à celui de la Turquie. Au point de les confondre. Le slogan qui annonçait le grand congrès du Parti de la justice et du développement (AKP), dimanche, «une grande nation, une grande puissance, objectif 2023», semblait d'ailleurs autant écrit pour l'inoxidable responsable turc que pour le pays qui fêtera alors le centenaire de sa république.

Les organisateurs de ce congrès, volontiers annoncé comme «historique», avaient vu les choses en grand : un show de plusieurs heures avec des dizaines d'hommes d'Etat étrangers invités, et un discours de deux heures trente pour la vedette du jour. M. Erdogan a été accueilli en héros dans le palais des sports d'Ankara, acclamé par 30 000 supporters et 1500 délégués du parti, et a finalement été reconduit sans surprise pour un

troisième mandat à la tête de l'AKP.

«Ce sera le dernier», a-t-il promis. «Si Dieu me maintient en vie, nous aurons d'autres missions à mener», a-t-il ajouté, moins d'un an après avoir été victime d'une sérieuse alerte de santé et d'une opération de l'intestin.

De cette manière, le premier ministre a confirmé son intention de briguer la présidence de la république, son objectif ultime depuis 2007. Une élection au suffrage universel direct aura lieu, pour la première fois, en 2014. M. Erdogan, qui s'est prononcé à plusieurs reprises en faveur d'une réforme des institutions pour les faire évoluer vers un régime présidentiel taillé à sa mesure, pourrait ainsi prolonger son bail à la tête du pays. A condition toutefois d'être élu.

La question kurde éludée

Dans cette course, son plus sérieux rival pourrait être l'actuel occupant du poste, Abdullah Gül, son ancien compagnon de route devenu concurrent. En cas d'affron-

tement, selon un sondage récent, 51% des Turcs disent qu'ils choisiraient M. Gül contre 22% seulement pour M. Erdogan. Dans cette perspective, le premier ministre prépare déjà sa succession et tente de dessiner ce que sera l'AKP dans les années à venir.

Avec ce congrès, qui devrait être suivi d'un remaniement ministériel, M. Erdogan a mis sur la touche, entre autres, le très controversé ministre de l'intérieur Idris Naim Sahin. Il a, au contraire, promu Nurban Kurtulmus, transfuge d'un petit parti islamiste qui vient d'être avalé par l'AKP et qui fait figure de favori pour prendre la tête du gouvernement.

Au cours d'une allocution fleuve, ponctuée de références patriotiques, historiques et religieuses, le chef du gouvernement a dressé un bilan satisfait de la décennie écoulée, insistant notamment sur le spectaculaire développement économique plus que sur les réformes à conduire.

Attendu sur la question kurde, quelques jours après avoir affirmé

que des discussions directes avec la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan étaient envisageables, M. Erdogan a érudé le sujet. Il a en revanche appelé «la Russie, la Chine et l'Iran» à lâcher le régime syrien : «L'histoire ne pardonnera pas ceux qui soutiennent ce régime cruel.»

Devant ses invités étrangers, il a vanté le «modèle démocratique turc», soulignant «la fin de l'ère des coups d'Etat». «Nous avons concentré notre action sur les droits fondamentaux et sur les libertés. (...) Cette politique a franchi les frontières de notre pays et elle est devenue un exemple pour tous les pays musulmans», a-t-il déclaré. Le président égyptien Mohamed Morsi a, lui, invoqué le «besoin d'aide de la part de la Turquie pour accompagner le processus post-révolution du "printemps arabe"». La famille de Mohamed Bouazizi, dont l'immolation avait déclenché les premières manifestations en Tunisie, était également présente à Ankara. ■

GUILLAUME PERRIER

L'OTAN s'efforce de rester en dehors du conflit syrien malgré l'implication de la Turquie, membre de l'Alliance

Bruxelles (OTAN)
Correspondant

Les ambassadeurs auprès de l'OTAN se sont réunis en urgence, mercredi 3 octobre, à la demande des autorités turques. Celles-ci ont invoqué l'article 4 du traité de l'Atlantique Nord qui permet à un pays membre de convoquer ses alliés s'il estime que sa sécurité ou son intégrité territoriale sont menacées.

Ankara n'a pas utilisé l'article 5 du traité, qui stipule qu'une attaque contre l'un des membres de l'Alliance est considérée comme une attaque contre l'ensemble de ceux-ci. Les ambassadeurs ont dès lors salué la «retenue» de la Turquie, qui n'a pas recouru à une disposition qui n'a servi qu'une seule fois : au lendemain des attaques anti-américaines du 11 septembre 2001.

Sans surprise, le tir de mortier d'origine syrienne sur un village turc a été «fermement condam-

né» et décrit comme une «source de grande préoccupation». Un appel à la fin des «tirs agressifs» et une énième invite au respect des droits humains a complété le communiqué publié dans la soirée. La rencontre n'a duré qu'une quarantaine de minutes mais a fourni à l'ambassadeur turc, Haydar Berk, l'occasion de détailler d'autres incidents récents à la frontière entre son pays et la Syrie.

«Ankara voulait surtout adresser un signal fort à Bachar Al-Assad. A voir les premières réactions et les appels au calme venus de Damas, l'objectif est atteint», commentait, jeudi matin, une source diplomatique à l'OTAN.

C'est la deuxième fois qu'Ankara réclame une réunion de ce type. Au mois de juin, un avion F4 Phantom turc non armé avait été abattu par la défense syrienne. Selon des sources divergentes, l'appareil testait soit des nouveaux systèmes de radar de

l'OTAN en Turquie, soit des systèmes russes de protection installés en territoire syrien.

La réunion d'urgence convoquée à l'époque avait débouché sur un communiqué d'une très grande prudence, traduisant toutes les réticences du secrétaire général, Anders Fogh Rasmussen, et de plusieurs capitales à l'égard d'une éventuelle intervention de l'Alliance.

La Libye a laissé des traces

Quoi qu'il en soit, l'OTAN est de fait impliquée dans le conflit depuis cette agression contre un appareil d'un pays allié. Mais aussi parce que la Turquie livre des armes à l'opposition syrienne – sans doute avec l'aide des services secrets américains –, ainsi que l'ont indiqué plusieurs sources. L'Alliance continue cependant à affirmer qu'elle n'ira pas au-delà des condamnations et des déclarations de soutien à un allié sans nouvelle résolution de

l'ONU. Et elle se garde bien de la moindre allusion à une option militaire comme un outil susceptible de faire cesser la répression. Tous les plans élaborés en interne aboutissent à la conclusion que les conditions d'une éventuelle intervention ne sont pas réunies, hormis un hypothétique recours à l'article 5 du traité.

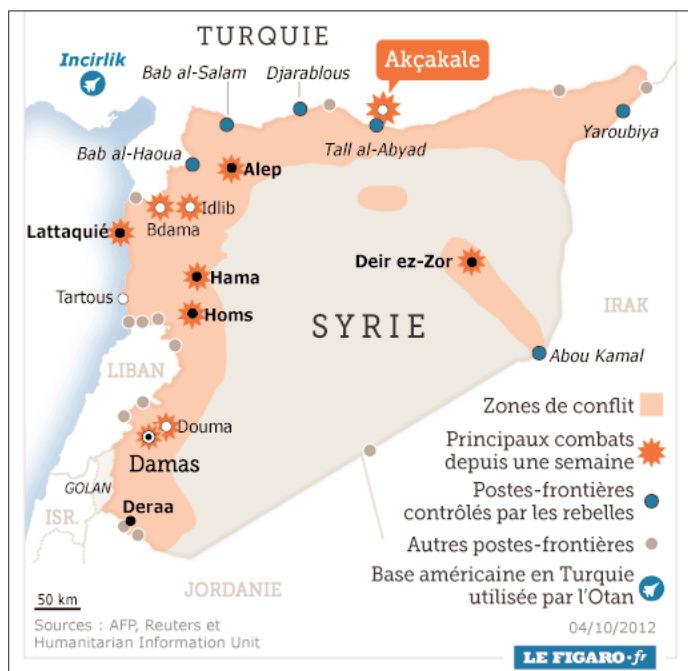
Aucune envie ou projet d'action mais un examen constant de la situation sur place : c'est, depuis le début, la position officielle à Bruxelles.

L'intervention en Libye, dans laquelle les dirigeants de l'OTAN ont été entraînés par Paris et Londres contre leur gré, a laissé des traces. Elle a compliqué les relations de l'organisation avec une série de pays de la région et avec la Russie, alors que M. Rasmussen avait fait d'une bonne coopération avec Moscou l'un des principaux axes de son programme. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

Syrie : la Turquie adresse un avertissement musclé

L'aviation et l'artillerie turques ont riposté à des tirs de mortiers syriens qui ont tué cinq civils sur son territoire.



Par Georges Malbrunot

A lors que le Parlement turc, réuni jeudi en session extraordinaire, a autorisé l'armée à intervenir en Syrie, le pouvoir politique a tenu à apaiser la tension avec Damas. Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a assuré qu'Ankara ne comptait pas déclarer la guerre à la Syrie, qui a présenté ses excuses, via l'ONU, et a assuré que le Parlement n'avait pris sa décision qu'à des fins de «dissuasion». Quelques heures plus tôt, l'armée turque bombardait toutefois des cibles syriennes, identifiées à l'aide de radars, près de Tall al-Abyad, laissant craindre une dangereuse escalade entre les deux pays. Ankara ripostait ainsi à des tirs de mortiers d'origine syrienne, qui avaient coûté la vie mercredi à cinq civils turcs dans la localité frontalière d'Akçakale. Immédiatement après, le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, s'est entretenu par téléphone avec le secrétaire général de

l'ONU, Ban Ki-moon, et plusieurs chefs de la diplomatie de pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU, qui ont apporté leur soutien à Ankara. Moscou est même allé jusqu'à réclamer de son allié syrien qu'il reconnaisse ce «tragique incident». «La Turquie ne laissera pas sans réponse de telles provocations du régime syrien contre (sa) sécurité nationale», affirme un communiqué officiel à Ankara.

Mais que peut faire concrètement la Turquie? Le vote du Parlement se veut surtout un «avertissement» adressé à Damas, avec qui les relations se sont profondément détériorées depuis que le régime syrien s'est lancé dans une répression sanglante de ses opposants. La Turquie, qui accueille des dizaines de milliers de réfugiés syriens, est en pointe dans la lutte pour renverser Bachar el-Assad.

Proche des Frères musulmans, l'un des principaux groupes de l'opposition syrienne, le pouvoir turc laisse passer sur son

sol des combattants et des armes destinées aux rebelles syriens, mais pas d'armes lourdes, qui pourraient tomber entre les mains de ses ennemis jurés, les Kurdes du PKK, alliés en Syrie avec de nombreux Kurdes. Au-delà d'un affichage prorévolution, Ankara se montre en effet extrêmement prudent dans sa gestion de la crise syrienne. La Turquie, qui possède plus de 800 kilomètres de frontière commune avec la Syrie, doit compter avec une opinion publique majoritairement hostile à toute intervention militaire en Syrie, ainsi qu'avec une minorité alévi traditionnellement proche des alaouites syriens, la minorité dont est issu Bachar el-Assad.

LE FACTEUR KURDE

Mais c'est surtout le facteur kurde qui guide l'action d'Ankara en Syrie. Or, depuis deux mois, les autorités turques s'inquiètent des développements de la situation au nord de la Syrie, où les Kurdes ont pris le contrôle de nombreuses municipalités. Pour la Turquie, les Kurdes syriens du PYD (parti de l'Union démocratique) sont liés au PKK, le Parti des travailleurs kurdes qui a multiplié les attaques ces dernières semaines contre des cibles en Turquie. Ce n'est pas un hasard si cette brusque flambée de violence a été précédée par une série d'accrochages entre Kurdes syriens et militaires turcs le long de la frontière. Mardi, un combattant kurde syrien a été tué et deux autres blessés par des tirs de l'armée turque dans le village de Derbassiyé, dans la province de Hassaka, au nord-est de la Syrie. Membres des «Unités de la protection du peuple», une milice proche du PYD, les trois hommes patrouillaient le long de la frontière. Il s'agissait du premier incident frontalier de

ce genre depuis le début du conflit en Syrie.

LA MISE EN GARDE DE L'IRAN

«Les Turcs ne supportent pas que les Kurdes syriens aient adopté une stratégie du ni-ni, ni Bachar ni l'Armée syrienne libre», décrypte Khaled Issa, un opposant syrien d'origine kurde à Paris. Ces derniers mois, en effet, les Kurdes ont profité du soulèvement pour repousser les troupes syriennes de leurs bastions, mais ils se sont bien gardés de s'impliquer militairement aux côtés des rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL), qui luttent contre les troupes loyales à Bachar el-Assad. Déjà confronté à un réchauffement de son front intérieur kurde, sans doute alimenté par Damas, Ankara ne peut tolérer la présence à son flanc sud de régions kurdes syriennes, qui serviraient de bases arrière aux Kurdes de Turquie. Une hantise qui rappelle la situation un peu plus à l'est, dans les régions kurdes d'Irak, où Ankara intervient régulièrement militairement contre les poches du PKK local. «La Turquie va faire du chantage sur Damas, comme elle l'a fait dans le passé avec Bagdad», prévient Khaled Issa, qui ne croit pas toutefois à un changement drastique dans la stratégie turque vis-à-vis de la Syrie: poursuite de l'aide aux rebelles, renforcement de la surveillance de la frontière, mais pas d'intervention terrestre.

Ankara s'inquiéterait également de la situation à Alep, dans le nord de la Syrie, où les insurgés ne parviennent pas à avancer. L'attentat suicide commis la semaine dernière dans la ville kurde syrienne de Qamishli - quatre morts - pourrait avoir été téléguidé par les services de renseignements turcs, qui disposent d'un vaste réseau chez leur voisin. Face à Damas, les autorités turques doivent également compter avec l'Iran. Téhéran a fait savoir à Ankara que toute offensive militaire turque en Syrie serait considérée comme le dépassement d'une ligne rouge. ○

Kurdish autonomy in Syria troubling for rebels, Turkey

With the Syrian rebellion has come a rise in Kurdish autonomy. The rebels have tense relations with the Kurds, and Turkey fears northern Syria may become a haven for the Kurdish militia the PKK.

By Los Angeles Times

AFRIN, Syria — This tranquil town in northwest Syria is a haven from the warfare convulsing much of the country, but the calm points to profound challenges facing the country — and the entire region — when the fighting ends.

The laid-back guards at the checkpoints are Kurdish militiamen. The mustachioed man whose image greets visitors is Abdullah Ocalan, who is serving a life sentence in a Turkish prison for his leadership role in the Kurdistan Workers Party, or PKK, a group deemed a terrorist organization by Turkey, the United States and the European Union.

Here, the PKK is widely lauded as the vanguard of Kurdish nationalism, a movement that has unsettled countries in the area for decades. In recent months, the de facto "liberation" of Syrian Kurdish communities like Afrin has ranked among the most unanticipated and broadly significant outcomes of the Syrian rebellion.

Newly established Kurdish control here presents a quandary for Syria's Sunni Arab-led rebel movement, which has a tense relationship with the Kurds, and for whatever government emerges should Syrian President Bashar Assad fall. It also has troubled Turkey, which this week fired artillery into Syria after apparently errant cross-border shelling killed Turkish villagers. Turkey, a regional power and NATO member, appears to have few good options.

The cross-border shelling illustrated how Turkey's relationship with Assad, who had kept Syria's Kurds in check, has crumbled. But Assad's weakness and possible fall from power present Turkey with an even more dismaying prospect: a swath of northern Syria firmly under control of the PKK.

Turkey has waged a long and bloody war against the Kurdish group on its own territory, and has suffered a recent surge in PKK attacks. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has threatened to attack Kurdish areas of Syria if they become a haven for the PKK, one-third of whose fighters, according to a recent study, are of Syrian origin.

For now, conflict seems far away from Kurdish towns like this agricultural hub, known for its olives and pomegranates and dotted with craggy hills featuring the toppled remnants of Roman temples, early Christian basilicas and medieval citadels.

While battles rage in Aleppo, just 40 miles to the southeast, markets here are lively and, in the evenings, men at animated eateries sip arak, the clear, anise-flavored liquor that turns cloudy when mixed with ice and water.

Assad's stretched forces gradually withdrew, culminating in a near-total pullout in July that occurred with barely a shot being fired, Kurdish leaders say.

"We didn't suffer a drop of blood," boasts Atouf Abdo, a coordinator here with the Democratic Union Party, or PYD, a close ally of the PKK and the dominant Kurdish faction here.

Nearby, rebel-held Arab cities like Azzaz and Al Bab have become doleful and depopulated battlegrounds, rubble-strewn ghost towns where remaining residents dart for cover when fighter jets buzz overhead. But the main evidence here of the war raging nearby are thousands of Arab refugees, most of them women and children. Kurdish leaders say that non-combatants have been welcomed, but that they have kept out armed rebels.

Kurdish aspirations for more autonomy, or outright independence, have long perturbed Turkey, Syria, Iraq and Iran.

Officially, Syria has more than 2 million Kurds, about 10% of the national population. Kurdish activists claim the real number approaches 20%.

At least 4,000 Syrian Kurds have been killed while fighting for the PKK, according to Kurdish activists here.

Many Turkish officials view the PYD as nothing more than a front for their archenemy, the PKK. Some Turkish officials call the Syrian government's withdrawal a deliberate strategy by Assad to embolden PKK sympathizers here to strike back at Turkey to retaliate for Ankara's support of the rebellion. Kurdish leaders here reject suggestions that they collaborated with Assad.

Kurdish representatives said they seek



a measure of self-rule within Syria, not independence. The dispersed nature of Syria's Kurds — the densest population lives nearly 300 miles east of Afrin — makes a separate Kurdish Syrian state unlikely. One aim of Kurdish leadership is to begin formal Kurdish-language instruction in schools.

"We're looking for a democratic, pluralistic state and to isolate the state from religion," said Mustafa Hussein, an activist here with the Kurdish National Council, an umbrella group.

Mutual mistrust characterizes relations between the Kurds and Syria's Sunni Arab majority. Kurds say they also have faced discrimination during much of the 40-plus-year reign of the Assad family, who are members of the Alawite minority, an offshoot of Shiite Islam.

Once Syria's rebellion erupted in March 2011, Assad's administration generally sought to placate the Kurds, part of a broader effort to present the government as a defender of minorities. Still, many Kurds blamed the government for the assassination last year of a celebrated Kurdish pro-democracy activist, Mashaal Tammo.

Kurdish officials say they sympathize with efforts to overthrow Assad. But wariness abounds about Arab nationalism in general, and what many here view as the increasingly Islamist face of the Syrian rebellion. Kurds, like most Syrians, are predominantly Sunni Muslims, but Kurdish activists here say their region has a strong secular tradition.

"As the revolution has continued over a long period, it has opened the door ➤

» to more extreme ideology," said Hussein of the Kurdish National Council.

Many Kurds see the rebel Free Syrian Army and its supporters in the Muslim Brotherhood, the pan-Arab political movement, as hostile to their aspirations.

Checkpoints manned by Kurdish militiamen line the roads and deny access to rebel forces. Kurdish "self defense" units have been receiving basic military training in Iraq's quasi-autonomous Kurdistan.

PYD forces provide police and other services and appear in control of the

infrastructure, somewhat to the chagrin to other Kurdish groups. The PYD, the most militarized Kurdish faction, has faced charges of using strong-arm tactics to put down rival Kurdish factions, allegations it generally denies.

Asked about the rebel fight to oust Assad, Mohammad Jarnas, 42, a teacher here affiliated with the PYD, responded, "Their struggle is a legitimate one, but it is a bit chaotic. It is not our fight now."

Kurdish leaders view Assad's fall as a matter of time, and they are preparing for what they view as an inevitable violent

scramble for power among various Sunni Arab factions, all hostile to Kurdish self-governing aspirations.

"We will not hesitate to defend the rights of the Kurdish people," says Abdo, the PYD coordinator here. "The arming of the Kurdish people is a fact, in every Kurdish village. We will defend ourselves." ○



October 6, 2012

Syria's Kurds flock to Iraq to prepare for Assad's onslaught

Secret training camps are revealed as Turkish forces open fire again

Loveday Morris / Iraq

IN SECRET training camps in the mountains and plains of northern Iraq, Kurdish Syrian army defectors are being drilled to protect the oil-rich areas in the north-east of their home country, which have so far managed to avoid being dragged into the civil war. Hundreds of Syrian Kurds are training with Iraq's Kurdistan Regional Government (KRG) Peshmerga forces, and there are plans to send the men back to protect the Kurdish regions of Syria should clashes break out in those areas with the government or the rebel Free Syrian Army (FSA).

"It's defence training in order for these people to defend their own communities ... not for offensive purposes to go and attack," Falah Mustafa Bakir, the KRG's minister for foreign relations, told The Independent.

Syria's 1.7 million Kurds have largely taken a back seat in the 18-month struggle to oust President Bashar al-Assad, despite being one of the traditional bastions of opposition to his rule. After clashes in July, Syrian army

forces pulled back from many of the region's towns and cities, leaving the Kurds free to begin building their own institutions such as police forces and local councils.

Mr Bakir said the Syrian Kurds should learn from the experience of the Iraqis, who gained de facto autonomy in 1991 after a no-fly zone was established in the north of the country and Saddam Hussein's forces pulled out of the area.

"There is a lot they can use for homework before the collapse of the regime," he said.

However, there are fears that it is only a matter of time before the chaos that has enveloped much of the country reaches Syria's Kurdish areas, particularly given that the Al-Hassaka province in which they are concentrated produces most of the country's oil.

The inevitable spillover has already begun. Oil pipelines have been attacked and last Sunday a bomb in a cement truck detonated outside a government building in Al-Hassaka's regional capital of Qamishli, killing four people.

Local Kurdish politicians speculate that the attack – the biggest blast in the city so far – was the work of an outside group.

In the canvas tents of Iraq's Domiz refugee camp, which now house around 25,000 Syrian Kurds, Abu Ali, a burly 28-year-old who works in camp security, says dozens of his friends are now in military training with the KRG.

"They are paid a small allowance by the KRG, but I don't know a lot about what they are doing there," he says, explaining that while they are in training the recruits are not allowed to make calls or leave the camps.

However, plans to return the trained soldiers to Syria appear to have been delayed by political infighting between Kurdish factions over the border. In July, the KRG president, Massoud Barzani, called the fractious Syrian Kurdish parties to Erbil to sign a power-sharing agreement.

Despite the agreement, opposition groups complain that Syria's Kurdish regions are being held within the tight grip of the Democratic Union Party (PYD), a group with close links to the Kurdish Workers' Party, which is

fighting a separatist insurgency against the Turkish government and has been designated a terrorist group by the US and the EU.

Mustafa Juma, the secretary general of the Syrian Kurdish Azadi Party, claims the PYD has been blocking the return of the Iraqi-trained men because "they want to control the region alone".

The PYD denies having any armed elements. However, the new police forces which are springing up manned by armed volunteers are under their control.

In the desolate scrubland on the Syrian border, checkpoints on the Syrian side, once manned by the Assad regime, are now in the control of a new Kurdish armed group, the Popular Protection Units, known by its Kurdish acronym YPG. It is a secretive organisation, whose members refuse to speak to the press. And although they claim to be independent, they appear to be aligned with the PYD. Local politicians say they number somewhere around 1,000 men.

"The experience for us, the Kurdish history ... was that always the Kurdish people were soldiers for the others, so we decided to be soldiers for ourselves, for the Kurdish people only," said Saleh Muslim Mohammed, the PYD leader. "If somebody attacks us we will defend ourselves." ●

La Turquie riposte pour la première fois à des tirs d'obus syriens sur son territoire

Ankara demande au Parlement turc d'autoriser le déploiement de troupes en Syrie

Istanbul

Correspondance

C'est l'incident de trop, « la goutte d'eau qui fait déborder le vase », selon le vice-premier ministre turc Bülent Arınç. Des obus syriens étaient déjà tombés à plusieurs reprises ces dernières semaines sur la ville turque d'Akçakale, située le long de la frontière. Le dernier tir reçu, cinq jours auparavant, avait fait trois blessés, endommagé des bâtiments et obligé les autorités à fermer temporairement les écoles de la région.

Mercredi 3 octobre, le tir de mortier en provenance des lignes syriennes a atterri sur une maison, tué une femme et ses quatre enfants, tandis qu'une dizaine d'autres personnes ont été blessées. « On ne compte même plus les bombes et les balles perdues qui frappent notre village depuis dix jours et les officiels ne prennent aucune mesure », s'est emporté le maire du village, Abdülkadir Ayhan.

Après cette nouvelle violation de sa frontière, la Turquie pouvait difficilement ne pas réagir. En juin, un avion de chasse turc et ses deux pilotes avaient été abattus au-dessus des eaux de la Méditerranée, au large des côtes syriennes. En avril, un autre incident avait fait deux morts parmi les réfugiés syriens en Turquie, après des tirs contre un camp d'accueil.

Une bonne partie de la nuit et de la matinée de jeudi, l'artillerie turque a visé, en représailles, des cibles côté syrien : des positions de l'armée régulière dans les villages sous son contrôle. Ces répliques auraient tué plusieurs soldats syriens dans un poste militaire près de la ville de Tal Al-Abyad, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, ce qu'Ankara n'a pas confirmé.

« Ces provocations contre la sécurité de notre territoire ne resteront pas sans réponse, nous avons répondu à cette attaque », a lancé le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, dans les heures qui ont suivi le tir meurtrier, mercredi, après avoir réuni ses principaux conseillers. Le poste frontière situé près d'Akçakale et de Tal Al-Abyad, côté syrien, repris récemment par les forces pro-Assad à l'Armée syrienne libre, est l'objet d'une rude bataille et constitue un point d'approvisionnement stratégique pour les rebelles.

La presse turque arborait, jeudi matin, des titres vengeurs après cette « grave provocation de la Syrie », selon le journal *Zaman*. « Assad nous a encore frappés », réagissait Haber Türk ; « Aux obus d'Assad, nous répondons par des missiles », clamait pour sa part le quotidien pro-gouvernemental *Sabah*. Mais l'escalade rapide de la tension et les risques de confrontation entre les deux voisins inquiè-

tent une bonne partie de l'opinion publique turque, majoritairement opposée à une guerre. Des manifestations contre l'engagement turc dans le conflit devaient être organisées jeudi à Istanbul et à Antakya, proche de la frontière. « La Turquie a répliqué sans déclarer la guerre à la Syrie. Les initiatives politiques et diplomatiques continuent », a commenté Ibrahim Kalin, proche conseiller du premier ministre Erdogan.

« Ces provocations contre la sécurité de notre territoire ne resteront pas sans réponse »
Recep Tayyip Erdogan

Damas a présenté, par la voix de son ministre de l'information, Omran Zoabi, ses condoléances au peuple turc et a annoncé une enquête pour déterminer l'origine des tirs. Mais Ankara veut montrer sa détermination à réagir après cette nouvelle « agression ». Mercredi soir, le gouvernement a signé un mandat aux forces armées turques, les autorisant à mener des actions militaires de l'autre côté de la frontière. Le feu vert définitif à de telles opérations est du ressort de l'Assemblée turque qui était réunie, jeudi matin, en ses-

sion extraordinaire. Un vote favorable – l'hypothèse la plus probable – donnerait à l'état-major turc la possibilité de déployer des troupes en Syrie, dès lors qu'il juge la sécurité du pays menacée, à l'instar de ce qu'il fait régulièrement dans le nord de l'Irak contre les camps du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

La Turquie a reçu le soutien appuyé de ses alliés de l'OTAN, dont les ambassadeurs se sont réunis en urgence mercredi soir à Bruxelles. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, s'est dite « indignée » par les tirs de mortier syriens et a promis « le soutien déterminé des Etats-Unis à la souveraineté et à l'intégrité territoriale » de la Turquie. Ces derniers mois, l'OTAN s'était refusée à envisager une intervention militaire en Syrie mais avait garanti la protection du territoire de son membre turc.

Les 15 membres du Conseil de sécurité des Nations unies devraient publier, jeudi, une déclaration condamnant vigoureusement les tirs syriens et demandant à Damas de respecter le territoire de ses voisins. Ce texte aurait dû être entériné mercredi soir. Mais à la dernière minute, la Russie, fidèle alliée du régime syrien, a demandé un report à jeudi 10 heures (14 heures GMT) afin que la mission russe à l'ONU puisse consulter Moscou. ■

GUILLAUME PERRIER

Le Monde

Vendredi 5 octobre 2012

Un triple attentat-suicide dévaste le centre d'Alep

A Alep, la grande ville du nord de la Syrie que se disputent depuis la fin juillet rebelles et forces gouvernementales, au moins 48 personnes ont été tuées, en majorité des soldats de l'armée régulière, et une centaine d'autres blessées, mercredi 3 octobre, dans un triple attentat à la voiture piégée. Ces attaques-suicides ont été

revendiquées par le Front Al-Nosra, un groupe islamiste qui a perpétré certains des attentats les plus spectaculaires depuis le début du soulèvement syrien, en mars 2011. Les explosions, qui ont dévasté une partie du centre-ville, visaient le club des officiers, la mairie de la ville et un hôtel touristique utilisé par les forces du régime. A travers le pays, les violences ont fait en tout près de 147 morts mercredi, dont 52 civils. – (AFP.)



Un Alépin pleure son fils tué, mercredi 3 octobre, dans un attentat-suicide. MANU BRABO/AP

Le Monde
 Samedi 6 octobre 2012

La crise économique attise les tensions en Iran

Le bazar de Téhéran était fermé jeudi 4 octobre, au lendemain d'une grève et d'une manifestation qui ont pris une ampleur inédite, contre la crise économique et l'effondrement du rial, la monnaie nationale, durement touchée par les sanctions occidentales prises en rétorsion au programme nucléaire controversé de la République islamique. A Mashhad également, dans le nord-est du pays, une manifestation a été durement réprimée mercredi.

A l'origine, le bazar de Téhéran, qui a toujours joué un rôle important dans la vie politique du pays, ne devait observer qu'une grève à laquelle appelaient de mystérieux SMS envoyés la veille au soir. Un mot d'ordre destiné à protester contre la dégringolade du rial, qui a



Des Iraniens défilent contre la dépréciation du rial, dans une rue du centre de Téhéran, mercredi 3 octobre.

Les slogans ont visé deux sujets tabous : le programme nucléaire et l'engagement stratégique de l'Iran au côté du régime syrien

perdu un tiers de sa valeur durant le week-end. Cette nouvelle chute porte à 80% la dépréciation de la monnaie iranienne depuis décembre 2011. Du coup, il est devenu quasiment impossible d'importer quoi que ce soit en Iran, faute de devises et à cause de l'inflation.

Mais la manifestation, à laquelle quelque 20 000 personnes ont participé selon le site d'information Kalame, a rapidement tourné à l'émeute avec pneus brûlés et slogans antirégime. Première cible des manifestants, le président Mahmoud Ahmadinejad, qui avait tenu une conférence de presse mardi pour calmer les inquiétudes, sans convaincre. M. Ahmadinejad, qui quittera ses fonctions en 2013, est la cible d'attaques de plus en plus violentes des clans ultra-conservateurs gravitant autour du Guide suprême, Ali Khamenei, pour sa gestion calamiteuse des finances. Le président du Parlement, Ali Larijani, l'avait durement tancé dans un entretien accordé à l'agence Pars, proche des pasdars (Gardiens de la révolution), la garde prétorienne du régime, don-

nant pour ainsi dire le signal de la protestation.

Mais M. Ahmadinejad n'offre plus un paratonnerre suffisant au régime. Très vite, les slogans ont visé mercredi deux sujets tabous : le programme nucléaire (« *L'énergie nucléaire, on n'en veut pas!* »), et l'engagement stratégique de l'Iran au côté du régime syrien (aux cris de « *Oublie la Syrie et pense à nous!* »). Plus grave, des manifestants ont scandé « *A bas le dictateur!* », une formule désignant le Guide suprême, pilier institutionnel de la République islamique.

Ces slogans rappellent la protestation de rue de juin 2009, qui avait ébranlé le régime comme jamais depuis la révolution de 1979. Toutefois, la manifestation de mercredi a été rapidement jugulée à coups de gaz lacrymogènes, de matraques. Quelque 150 arrestations ont été effectuées.

Faut-il voir dans cet accès de grogne, qui a manifestement pris de court le régime, le début d'un scénario de déstabilisation du régime iranien, comme se plaisent à l'envisager les hauts responsables israéliens? Le ministre israélien des finances, Youval Steinitz, estime que l'économie iranienne est « *sur le point de s'effondrer* » et son homologue des affaires étrangères, Avigdor Lieberman, prédit « *une révolution de la place Tahrir à la mode iranienne* ».

C'est aller vite en besogne : le pouvoir, qui disposerait de réserves en devises de 75 milliards de

dollars (environ 58 milliards d'euros), notamment alimentées par un réseau sophistiqué de contrebande, reste fermement aux manettes. La question est de savoir si les effets – bien réels – des sanctions sur l'économie affaiblissent plus le régime ou la société.

L'appauvrissement accéléré de l'Etat, dont le système bancaire est désormais déconnecté du reste du monde et qui a vu ses exportations pétrolières chuter des deux tiers en un an avec l'embargo européen entré en vigueur le 1^{er} juillet, inquiète au plus haut point les responsables, qui s'en rejettent la responsabilité avec d'autant plus de virulence qu'un nouveau président doit être élu.

Jusqu'à présent, le régime avait acheté la paix sociale grâce à l'argent des hydrocarbures. L'embargo pétrolier européen, qui pourrait être suivi d'un boycottage du gaz iranien, réduit sa marge de manœuvre, à un moment où son allié stratégique régional, la Syrie de Bachar Al-Assad, demande tou-

jours plus d'aides, militaire et économique. L'isolement financier de l'Iran a poussé ses fidèles clients (Turquie, Afrique du Sud, Corée du Sud, Inde, Chine, etc.) à réduire leur approvisionnement pétrolier.

Même si les difficultés attisent les dissensions internes, le régime iranien n'a, pour l'instant, pas ralenti son programme nucléaire, et il ne donne aucun signal d'une plus grande souplesse dans les négociations. « *Les dirigeants ira-*

niens sont persuadés que les Occidentaux cherchent à les reverser, quelles que soient les concessions qu'ils feront, concède un diplomate européen. Ils voient dans l'armée nucléaire le seul moyen de rester au pouvoir. » La crise économique pourrait donc avoir pour effet paradoxal d'accélérer le programme nucléaire clandestin.

Quant à la population, ce sont surtout les classes moyennes urbaines qui souffrent, celles-là mêmes qui étaient descendues dans la rue en 2009. En une semaine, le prix du fromage a augmenté d'un tiers et celui du pain de moitié. Nombre d'étudiants à l'étranger sont contraints de rentrer au pays faute de bourses suffisantes. Difficile, pour autant, de juger de l'état d'esprit général, tant le pays est fermé. Il est plus à la dépression qu'à la révolte, comme le résume M., 50 ans, instituteur à Téhéran : « *J'ai le sentiment qu'un trou s'est ouvert sous mes pieds et que je plonge dedans. Je ne peux me raccrocher à rien.* » ■

CHRISTOPHE AYAD
 ET ASSAL REZA

Russia seals \$4.2b in arms deals with Iraq

Further discussions under way for acquisition of MiG-29 jets, armoured vehicles

Moscow/Baghdad: Russia confirmed on Tuesday to signing more than \$4.2 billion (Dh15.42 billion) in arms deals with Iraq during the second half of the year to make it the nation's largest weapons supplier after the US.

A joint statement issued after talks between visiting Iraqi Prime Minister Nouri Al Maliki and Russian counterpart Dmitry Medvedev said the deals were agreed during delegation visits this year and totalled "more than \$4.2 billion".

Earlier Russian reports in advance of Al Maliki's first visit to Moscow in nearly four years said the contracts would all be signed jointly this week and totalled about \$4.3 billion.

The negotiations reportedly covered Iraq's purchase of 30 Mi-28 attack helicopters and 42 Pantsir-S1 surface-to-air missile systems that can also be used to defend against attack jets.

Further discussions were said to be under way for Iraq's eventual acquisition of MiG-29 jets and heavy armoured vehicles along with other weaponry.

The joint statement said the deals were initially discussed as early as April and revisited again in July and August during visits to Russia by Iraqi delegations that included Defence Minister Sa'adoun Al Dulaimi.

"The delegation members familiarised



Russian Prime Minister Dmitry Medvedev (left) and Iraqi Prime Minister Nouri Al Maliki in Moscow on Tuesday.

themselves with the Russian military production, discussed the technical and commercial options of the offer with Rosoboronexport [state] supplier, and signed contracts worth more than \$4.2 billion," the joint statement cited by Russian news agencies said.

Al Maliki's talks with Medvedev were due to be followed on Wednesday by a meeting with President Vladimir Putin that was expected to also focus on new Russian energy deals in the oil-rich Middle East state.

Meanwhile, a series of attacks across Iraq on Tuesday killed six people, including three soldiers and a judge, police and

health officials said.

A roadside bomb struck an army patrol in Baghdad's western suburb of Abu Ghraib in the early morning, killing three soldiers and wounding three others, police said.

In the northern Iraqi city of Mosul, gunmen fatally shot judge Abbas Al Abadi in a drive-by-shooting. Three policemen were wounded when a roadside bomb struck their patrol in the western part of the city, Mosul police said.

Another roadside bomb explosion killed two Kurds from the Kurdish Democratic Party as they were driving their car near the town of Tal Afar, 420km northeast of Baghdad.

Health officials at nearby hospitals confirmed the casualties. All officials spoke on condition of anonymity because they were not authorised to talk to the media.

Meanwhile, a parked car bomb exploded as a mini-bus drove by it in the central town of Sulaiman Bek, wounding 10 passengers, said Brigadier General Sarhat Qadir.

Violence has ebbed in Iraq in the past years, but insurgent still frequently target the country's security forces and government officials in efforts to undermine the Shiite-led government. ♦ (AFP & AP)

PM strictly rules out education in Kurdish

ANKARA - Hürriyet Daily News

Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan on Oct. 9 clearly ruled out the possibility of public education in languages other than Turkish, including such "mother tongues" as Kurdish.

"Education in the mother tongue. There is no such thing. Our country's official language is Turkish," Erdoğan said, addressing the parliamentary group of his ruling Justice and Development Party (AKP).

Education in mother tongues is one of the demands the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is exploiting in its campaign of separatist terrorism,

Erdoğan said. The government has fulfilled its duty by granting students the right to study Kurdish as an elective course, which was introduced this school year, he said. Some European countries have also been exploiting the issue of education in mother tongues, although Turkish is not being taught as a mother tongue in those countries, Erdoğan said.

Peace and Democracy Party (BDP) Co-Chair Selahattin Demirtaş swiftly responded to Erdoğan's comments about European countries' attitude on the issue.

"He [Erdoğan] cites [Europe as] an example, saying 'Is there education in mother tongues [Turkish] in Germany

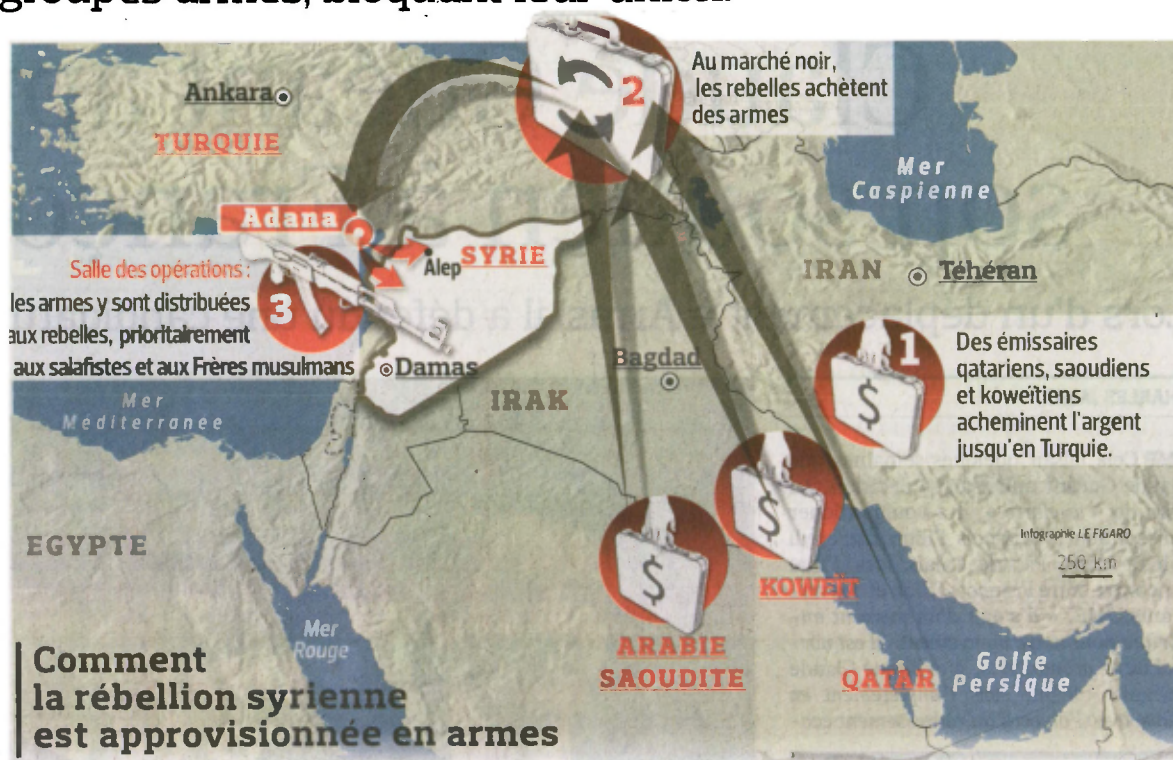


Education in mother tongues is one of the demands the PKK, Erdoğan says. DAILY NEWS photo, Selahattin SÖNMEZ

and France?' Look, there is not a Turkey in Germany; there is not a Turkey in France. But there is a Kurdistan in Turkey. That's why Kurds have the right to education in their mother tongue from birth. You cannot eliminate this reality just because you don't understand it," Demirtaş said. ●

Syrie : la révolte éclatée face au régime

L'Arabie saoudite et le Qatar rivalisent à coups de dollars auprès des groupes armés, bloquant leur union.



GEORGES MALBRUNOT
ENVOYÉ SPÉCIAL À DAMAS

MOYEN-ORIENT Issam est en colère. « La Syrie se talibanise, sous la pression des extrémistes islamistes et personne ne dit rien », peste cet opposant, actif clandestinement. Ses hommes, à la périphérie de Damas, n'ont reçu ni armes ni argent depuis plusieurs semaines.

Début septembre, raconte Issam, « une querelle a opposé Qatariens et Saoudiens qui participent, sous l'égide des Turcs, à la distribution des armes aux insurgés dans la salle des opérations à Adana, près de la frontière syrienne ». Depuis, chacun des parrains de la rebel-

Dans la Syrie des révoltes, c'est le plus fortuné qui se procure les meilleures armes

lion anti-Bachar el-Assad œuvre en solo et n'aide plus que ses partisans sur le terrain : le Qatar essentiellement des

volontaires liés aux Frères musulmans, les Saoudiens surtout des militants salafistes. Les autres - notamment de nombreux militaires qui ont fait défection, comme les hommes d'Issam - se retrouvent au pain sec. « En laissant faire, les Turcs, les Américains et les Français veulent-ils transformer la Syrie en nouvel Afghanistan ? », se lamente Issam.

Mise sur pied au printemps, cette « salle des opérations » permet aux Turcs de superviser le flot des armes, essentiellement légères - des kalachnikovs, plus quelques lance-roquettes antichars et antiaériens - que les rebelles se procurent au marché noir grâce à l'argent que leur livrent des émissaires saoudiens, libanais ou qatariens. À Adana, les Frères musulmans, soutenus par le Qatar et la Turquie, voulaient contrôler cette filière logistique, histoire de renforcer leurs protégés islamistes sur le terrain. Ce qui provoqua la colère des Saoudiens.

Abou Hamza, un activiste venu de l'ouest du pays, confirme : « Je suis allé récemment à Istanbul pour négocier l'appui financier des Frères musulmans syriens, mais les discussions ont échoué.

Lorsqu'ils donnent de l'argent, les Frères veulent contrôler les opérations », regrette cet insurgé, qui a décidé localement de s'allier avec des salafistes.

Les chefs de guerre prolifèrent

Dans la Syrie des révoltes, c'est le plus fortuné qui se procure les meilleures armes, dans l'espoir d'infliger les plus lourdes pertes à l'ennemi, lors d'attaques qui seront relayées par les chaînes satellitaires du Golfe. Une notoriété qui rassurera ses bailleurs de fonds, en Arabie saoudite ou au Koweït, et grossira les rangs des volontaires prêts à rejoindre son groupe armé.

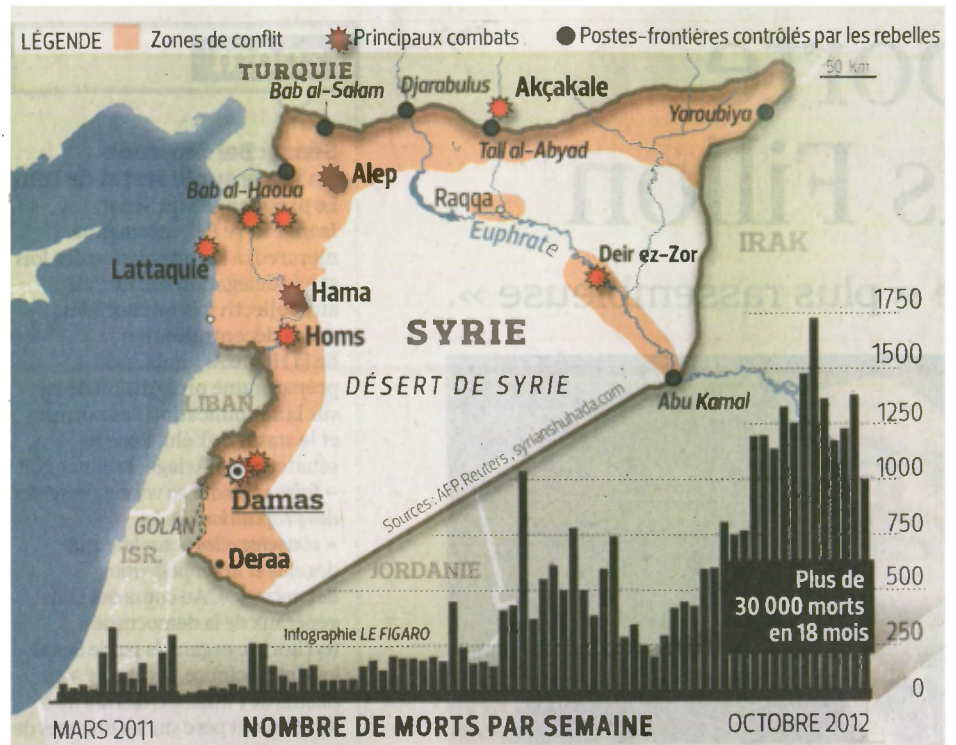
Éclatée en un chapelet de brigades, la rébellion s'est transformée en un immense bazar. « Lorsque le chef d'un bataillon refuse de travailler avec le Qatar, affirme un expert étranger en contact avec les rebelles, les émissaires qatariens vont voir son adjoint en lui proposant une importante somme d'argent. En général, ajoute-t-il, celui-ci accepte, ce qui renforce hélas l'émiettement de l'insurrection. » Cette atomisation accroît de fait la prolifération des chefs de guerre - à l'image d'Abou Brahim, (de son vrai

nom Ammar Dakiki), un ancien trafiquant, qui détient onze otages proches du Hezbollah libanais à Azzaz, près de la frontière turque.

Inquiets de cette dérive, les Occidentaux réclament, depuis des mois, un commandement unifié de la révolte. Mais, pour l'instant, toutes les initiatives en ce sens ont échoué. La première eut lieu le 28 août, lorsque les Turcs convoquèrent le ban et l'arrière-ban de l'insurrection: les généraux réfugiés en Jordanie autour de Mohammad Haj Ali, ceux passés en Turquie derrière Moustapha Sheikh, les principaux chefs de l'intérieur, comme Qassem Saadedine et Abdul Jabar Akydi, auxquels se joignirent les inévitables courtiers qatariens et saoudiens, ainsi que des dirigeants des Frères musulmans, dont le francophone Nazir al-Hakim.

Sur l'insistance des Turcs, ceux de l'intérieur acceptèrent que tout bataillon soit dirigé par un militaire ayant fait défection, et non par un volontaire ayant récemment pris les armes. « Pas question », répondirent les islamistes, peu représentés parmi les déserteurs, puisque l'armée laïque d'Assad compte très peu d'islamistes, et qui de toute façon ne veulent pas lâcher la structure d'aide logistique qu'ils ont déjà mise en place. Sans compter les réticences des déserteurs de la première heure à passer la main aux plus récents, qui « collaboraient avec le régime il y a quelques mois encore ».

Bref, entre hommes en armes, la méfiance est profonde. « Les islamistes sont convaincus que les autres pourraient tôt ou tard négocier avec le régime, comme cela s'est déjà produit localement, et de cela, ils ne veulent surtout pas », constate Issam. En Syrie, fin septembre, la plupart des chefs armés étaient injoignables: hors du pays, répondaient leurs proches. Ils avaient été convoqués pour une nouvelle réunion en territoire turc. Avec les mêmes participants. Via Skype, l'un d'eux raconte: « Un représentant du Qatar s'est plaint d'avoir donné des ar-



mes que les insurgés libyens n'ont pas rendues à la chute de Kadhafi. Il nous a dit que nous ne pouvions pas répéter la même erreur en Syrie et nous a priés de créer une direction cohérente et unifiée de l'Armée libre. » Peu après, deux hommes furent dépêchés auprès du commandant Maher Nouaimi, responsable de l'Armée libre près d'Idleb, qui « demanda à tous les insurgés de constituer de nouveaux conseils militaires locaux, en échange de quoi leurs membres recevraient de l'argent ».

Des agendas différents

Cette initiative irrita les Saoudiens, qui demandèrent à leurs partisans de créer à leur tour des conseils locaux, sous l'égide d'un de leurs hommes, Louaï Moukddad, et du député libanais représentant de Saad Hariri en Turquie, Okab

Sakr, qui facilite la distribution de l'argent saoudien à la rébellion. Résultat: une double, voire même une triple structure combattante sur le terrain.

« L'unification est pourtant un besoin urgent pour le salut de notre pays », insiste Zaidoun Zoabi, un opposant dans la banlieue de Damas. « Ainsi pourrait-on négocier un cessez-le-feu si nos brigades étaient unies. Mais c'est impossible, déplore-t-il, tous ces groupes armés n'ont pas la même idéologie. Certains déserteurs veulent renverser le régime. Les volontaires islamistes, eux, veulent carrément démanteler l'État. Et puis, comment voulez-vous unifier des groupes qui ne peuvent même pas se rencontrer à l'intérieur de la Syrie ? » ■



Des rebelles syriens du groupe djihadiste Hamza Abd al-Muttalib, près d'Alep, le 19 juillet dernier. B. KILIC/AFP

Les combattants islamistes gagnent en influence dans les zones « libérées » du Nord

ET SI LES DÉSERTEURS étaient en train de se faire voler leur révolution par des volontaires islamistes mieux armés qu'eux ? « Le Qatar et l'Arabie saoudite n'ont aucun intérêt à ce que la crise syrienne s'arrête », avertit un diplomate européen à Damas.

L'enlèvement nourrit la mouvance la plus radicale de la révolte, soutenue par les chaînes de télévision al-Jazeera (du Qatar) et al-Arabiya (à capitaux saoudiens). Devant le Conseil de sécurité de l'ONU, Lakhdar Brahimi, le médiateur international, a estimé à un peu « moins de 2 000 » le nombre des djihadistes étrangers en Syrie, dont l'agenda va bien au-delà de la chute de Bachar el-Assad.

Ils étaient environ trois fois moins il y a six mois. Vont-ils - comme en Irak à partir de 2003, où nombre d'entre eux furent formés - unir leurs forces avec des salafistes syriens dans un Conseil des moudjahidins, qui verrait les combattants locaux désigner les cibles à

frapper et les étrangers œuvrer, surtout, au recrutement et au financement de leur mouvement ?

Quoi qu'il en soit, les derniers attentats revendiqués par leur branche locale, le Front al-Nosra, commencent à sérieusement inquiéter les Occidentaux, qui - fait rarissime - ont condamné vendredi 5 octobre à l'ONU la triple attaque d'Alep à la voiture piégée (48 tués).

Les salafistes en embuscade

« La présence djihadiste, surtout dans le Nord, a créé un malaise parmi la population, ajoute ce diplomate. Les gens d'Alep s'en plaignent ouvertement. Mais c'est trop tard, le ver est maintenant dans le fruit. La révolution est passée à une autre échelle, car certains groupes ont désormais une stratégie complètement autonome. »

Ce pourrait être le cas également des salafistes syriens, dont le principal groupe, Ahrar al-Sham, a su capter à

2000

C'est, selon l'ONU, le nombre approximatif de djihadistes étrangers en Syrie

IRAN

Observateur 11 octobre 2012

Le bazar contre les mollahs



Manifestation à Téhéran, le 3 octobre

Et si la vraie bombe atomique qui menace l'Iran était celle de l'effondrement de sa monnaie ? Touchée de plein fouet par les sanctions économiques internationales, la République islamique a vu le rial déprécié de 80% face au dollar en un an, tandis que pour la même période ses exportations pétrolières - qui représentent 80% des recettes de l'Etat - ont baissé des deux tiers. Avec

une inflation réelle de 40%, c'est toute l'économie iranienne qui vacille. Le prix des produits de première nécessité ne cesse d'augmenter.

Mercredi 3 octobre a été un jour de panique et de révolte au bazar de Téhéran, le poumon commercial du pays, tant il est devenu impossible de fixer un prix aux marchandises proposées, faute de devises et en raison de l'inflation incontrôlable. Une manifestation de près de 40 000 personnes - la première depuis celles de 2009 au plus fort de la révolte du mouvement vert - a été réprimée. Mais les slogans scandés étaient édifiants : « Laisse la Syrie tranquille et pense plus à nous ! », « Ahmadinejad, le traître, tu as ruiné le pays ! », « Le nucléaire, on n'en veut pas ! » Le lendemain, pour la première fois depuis 1979, le bazar se mettait en grève. Et s'il a rouvert le samedi

son profit le rejet que suscite la pression exercée par ses rivaux, les Frères musulmans, depuis leur base arrière turque. « Les salafistes sont plus proches des gens », assurent certains insurgés. Ils sont bien implantés dans la région conservatrice d'Idleb, laissée-pour-compte du régime, où des tribunaux islamiques ont remplacé les institutions judiciaires étatiques. Mais, contrairement aux Frères musulmans, engagés dans une stratégie claire de conquête du pouvoir, les salafistes se contenteraient, dans un premier temps, de régner sur des enclaves territoriales dans une Syrie de l'après-Assad fractionnée.

Outre leurs propres groupes armés, « les Frères ont tout construit à part », souligne Hussein al-Odat, un vieil opposant damascène. Ils ont leur réseau financier, leur réseau d'aide sociale. À Homs par exemple, ils aident 10 000 familles qui doivent, ensuite, leur être loyales. Leurs détracteurs leur reprochent d'avoir imité la stratégie de leur fossoyeur, Hafez el-Assad : infiltrer la rébellion et la diviser, pour mieux la contrôler. Ainsi les Frères aident-ils également des brigades d'orientation salafiste, comme al-Tahwid (près d'Alep), al-Farouk (à Homs et Hama) ou Ansar al-Islam (près de Damas). Ce qui rend suspecte leur profession de foi en faveur d'un État laïque.

Mais « il ne faut pas en avoir peur », tempère al-Odat. Leur poids dans la société ne dépasserait pas 15% ou 20%. Toutes leurs tentatives pour négocier un retour en Syrie dans les années 1990 ont échoué. Au cours de cette période, les salafistes, eux, ont pu rapatrier certaines familles, parties il y a longtemps en Arabie saoudite. D'où un terreau plus favorable, même si les services de renseignements pourchassèrent ensuite des membres de cellules dormantes salafistes. ■ G. M. (A DAMAS)

6 octobre, c'était encore dans la confusion la plus totale, y compris pour ce qui concerne les denrées d'origine locale. Le prix du poulet, par exemple, a triplé en un an et ne cesse chaque jour d'augmenter.

Bien sûr, les autorités dénoncent « un complot international » et une « guerre psychologique » menée par l'étranger, mais la réalité économique, elle, est sourde aux slogans du pouvoir. L'économie iranienne, dont le système bancaire est aujourd'hui déconnecté du reste du monde, est bien au bord de l'effondrement. Certes, les caisses de l'Etat disposent encore de 90 milliards de dollars de réserves de devises, mais celles-ci fondent de jour en jour. Le billet vert finira-t-il par abattre les mollahs ?

GILLES ANQUETIL



KRG gets oil payment from Baghdad, exports to flow

LONDON - October 8, 2012 - By Peg Mackey - (Reuters)

IRAQI KURDISTAN'S leading oil producer, Genel Energy (GENL.L), said it would keep crude exports flowing after the Kurdistan Regional Government (KRG) finally received an initial payment from Baghdad.

The central government and the autonomous region agreed last month to settle a dispute over oil payments after the KRG promised to continue exports and Baghdad pledged to pay foreign companies working there.

Iraq's finance ministry issued an initial payment early last week, but the funds had not landed in the KRG account by Friday, prompting Genel to say it would halt exports if the money did not arrive soon.

On Monday, the first installment of 650 billion Iraqi dinars (\$558.9 million) was received, a KRG spokesman said.

"We won't cut exports now," Genel Energy President Mehmet Sepil told Reuters. "The KRG will reconcile (the payments) with all the contractors, and then we will get paid."

The KRG spokesman said the northern region expected a second payment of 350 billion Iraqi dinars to arrive imminently.

"We trust there will not be the same delays with the second tranche,"

he said.

Exports from Kurdistan have risen to 170,000 barrels per day (bpd), and the fields of Taq Taq and Tawke, where London-listed explorer Genel Energy has a stake, are contributing about 110,000 bpd.

In April, the KRG halted oil shipments in protest over what it said were overdue payments from the central government to companies in the Kurdish region.

It later resumed exports through a Baghdad-controlled pipeline from Kirkuk to the Turkish port of Ceyhan but threatened to cut them off again if no agreement was reached on payment.

Iraqi Deputy Prime Minister Rosh Nuri al-Shawish said on Tuesday the Finance Ministry had issued an initial payment to the KRG. [ID:nL6E8L2BI4]

Genel has complained it has not been paid for most of the oil exported in 2009 and 2011. Other operators, including Norway's DNO (DNO.OL), have voiced similar grievances.

Taq Taq and Tawke form the backbone of KRG exports, and Sepil said deliveries from Taq Taq alone could be ramped up to around 95,000 bpd.

Deliveries from Tawke could climb to 90,000 bpd, industry sources said. Khurmala, the northernmost part of the giant Kirkuk oilfield, makes up the remainder of exports.

Kurdistan has angered Baghdad by signing deals with foreign oil majors, such as Exxon (XOM.N) and Chevron (CVX.N), which the central government rejects as illegal.

The oil contracts row is part of a broader battle between the Baghdad government and Kurdistan over oil rights, territory and regional autonomy, which is straining Iraq's uneasy federal union. □

AL ARABIYA NEWS

10 October 2012

Assad ordered killing of Kurdish activist Mashaal Tammo: Leaked files

By Al Arabiya Exclusive

Prominent Syrian Kurdish politician and activist Mashaal Tammo was murdered on Oct. 7, 2011 with direct orders from President Bashar al-Assad, leaked files aired by Al Arabiya on Wednesday revealed.

Four gunmen broke into the home of Tammo, a vocal critic of President Assad, in the eastern city of Qamishli, killing him and wounding his son Marcel and a fellow activist in the liberal Kurdish Future Movement Party, which Tammou had founded in 2005.

A leaked file with the subject line "operational order" signed on Oct. 3, 2011 was issued by Col. Saqr Mannoun, upon a request from the presidential palace, and was sent to Col. Jawdat Hasan, of the air force intelligence division. Col. Hasan was ordered to travel immediately to the province of Hasaka, execute Tammo and then return back immediately.

Tammo was a member of the opposition Syrian National Council (SNC) and had been released recently after spending three and a half years in prison.

Tammo's killing sparked indignation at home



and abroad. More than 50,000 people rallied in his funeral, on which government forces opened fire, killing five people

The United States condemned Tammo's killing as a "clear escalation of regime tactics." France said it was "shocked" by the news of Tammo's assassination.

Eman Eddin al-Rasheed, head of the Political Bureau in the Syrian National Rally, told Al Arabiya that there were previously two failed attempts to assassinate the Tammo and that his fellow Future Movement Party members were pressing him to leave Syria. Al-Rasheed said that he personally spoke to Tammo on Thursday, Oct. 6, 2011 and asked him to leave



A Syrian intelligence "operational order" to dispatch an agent to the province of Hasaka and kill Kurdish activists Mashaal Tammo. (Al Arabiya)

the country. Tammo responded that he would just attend protests on the following day, Friday, and leave, according Rasheed.

"I called him on Friday morning, before prayers, and stressed that he had to leave on time. He said I am ready to leave on time as agreed. At 2 p.m. I was informed that he was martyred," Rasheed said.

A document stamped "top secret" and undated, for apparently security reasons, was sent to President Bashar al-Assad from Col. ➤

➤ Saqr Mannoun. The document confirms the assassination of Tammo based a presidential order dated Sept. 22, 2011.

Information was received about the whereabouts of Kurdish activist Mashaal Temmo, who is considered a source of concern for the Turkish government. That day, information received indicated the presence of Temmo, his

son Marcel, and Kurdish activist Zahida Rashkilio at an anti-Assad meeting. Following a direct order from Brigadier Jamil Hassan, head of the Air Force Intelligence Service, the house where the meeting was taking place in al-Qamishli was stormed and all that were present were eliminated," the document stated.

The file reveals clues of why Tammo was target-

ted. The document pointed to "an operation that will put the Turkish leadership in a neutral and cooperative position with regards to the crisis in Syria."

Turkey has fighting Kurdish separatists for decades and the killing of a Kurdish leader, from Damascus's view as shown in the file, would be welcome by Ankara. ●



13 October 2012

Talk to Al Jazeera

Murat Karayilan: Hoping for a Kurdish Spring

The leader of the PKK's armed wing explains the role of Kurds in the Syrian conflict.



On many fronts in the Middle East major geopolitical and military changes are taking place.

Syria is more or less out of control, and a potential conflict with Turkey is now looming. In Iraq, the fighting continues, and the regime in Iran is facing sanctions and possible Israeli military action.

One group of people straddling the upheaval are the Kurds. You find them in all these countries and they have long fought to create their own country.

So, could geopolitical changes taking place in the Middle East give them a chance to finally reach their goal?

There are an estimated 40 million of them seeking recognition as Kurdish people, but it is not a coordinated effort under one command. One of the most important Kurdish groups is the PKK, the Kurdistan Workers' Party, which is based in northern Iraq. In Iran there is the Party of Free Life of Kurdistan (PJAK) and in Syria there is the Democratic Union Party (PYD).

After seeing reports that the PKK has recently become more involved in attacks in Turkey and after hearing that Kurdish fighters have been seen in battles going on in Syria, we decided to seek out the PKK leader to discuss what he and his fellow Kurds are doing now.

But finding the man leading the PKK in Iraq is not easy. Constantly under threat from Turkish jet fighters dropping bombs on PKK targets, the commander, Murat Karayilan and his team, are constantly on the move, hiding. After driving to an agreed upon meeting point in northern Iraq, however, we met his people who

escorted us to a lush area where we finally met him and invited him to talk to Al Jazeera.

"Turkey does not want us to be part of the changes in the Middle East Turkey is afraid of the changes in the region. They are afraid that the Kurds will wake up and also rise like the rest of the people in the Middle East ..."

"There are no PKK fighters inside Syria. This is Turkish propaganda. As far as I know and I follow the Syrian situation very closely, there are PYD forces in that area but they are not cooperating with the regime or the government forces. PKK is an organization that wants peace and democracy in the region. PKK has been fighting for peace for 40 years. PKK supports change and democracy in Syria. But PKK does not accept Turkish interference in Syria. That's the main problem ..."

"There are many Kurdish political parties inside Syria and they don't cooperate with either the Syrian government or opposition, they have chosen a third path, in the middle. For example in Aleppo, the Kurds decided to stay outside the fight because they see that the opposition in Syria is backed by Turkey. The opposition has not recognised Kurdish rights. They have not reached an agreement. So the Kurds in Syria have decided to stay neutral. But they also want change Generally speaking if the opposition recognise the rights of the Kurds in that area, then the Kurds might join the opposition there ..."

"Now the Kurds in the area are not fighting any battles or getting involved because their goal is not to take over the Damascus regime. The Kurds just want to have their own natural rights. This is the Kurdish reality We want a revolution and we are on the side of the revolution. But we believe in a different way of achieving the revolution. We do not support the regime, we are on the side of change and democracy ..."

"The region is heading towards a sectarian war. This is very dangerous. We will not get involved in the Sunni Shia divide. Kurds will stay neutral. We would like to see constructive politics. Turkey is trying to twist our position. Because they want to finish the PKK and they want us to become a target in the current war ..."

"It's a path for democracy and freedom that started in Tunisia and Egypt. We will take part in this path. The Kurds will not be anybody's army. We have to stay independent and work with the people. We will be on the side of democracy, if the West brings democracy we will take part in it. But if the West has hidden agendas then we will not take part. This is what we are preparing for"

"This is the time to end those kinds of regimes. Sooner or later they will fall. But the use of force alone will only bring more destruction now and later. Change is a must and Assad should not insist on staying in power."

Murat Karayilan, PKK's leader

The right way for Turkey to deal with Syria

The cost of intervention in Syria may be high now, but delay will only increase it.

Soner Cagaptay

WASHINGTON Turkey was the first country to take direct military action against the government of Bashar al-Assad since Syria's uprising began in the spring of 2011.

And tensions are escalating further: earlier this week, the Turkish government sent 25 F-16 fighters to an air base near the border with Syria and on Wednesday it forced a Syrian passenger plane to land in the Turkish capital, Ankara, where suspected military aid shipments were taken off the plane.

The shelling along the Turkish-Syrian border is a critical development. The Assad regime is already busy fighting the Free Syrian Army near the Turkish border, where it has been bombing towns and villages. Precision artillery targeting is difficult, and the Syrian military is not known for its accuracy.

What's more, many rebel-held areas lie right next to the Turkish border. Hence even if the Syrians try not to shell Turkish territory, they are quite likely to cause inadvertent damage, potentially killing Turkish citizens — as happened on Oct. 3, when Syrian artillery landed in Akcakale, a Turkish border town.

As long as Syrian shells continue to fall on Turkish territory, Turkey will respond in kind. As Prime Minister Recep Tayyip Erdogan said, "although Turkey does not want war, it is close to war." If the situation continues to escalate, Turkey's history suggests that it is likely to

follow one of three paths: continued low-intensity shelling, cross-border strikes or an actual invasion.

The first response for Ankara would be to continue the current pattern of shelling across the border every time Syria targets Turkey. This would weaken Syrian forces in some areas near the Turkish border, letting the F.S.A. fill the

If Syria radicalizes, becoming a jihadist safe haven, it could become a Sisyphian task to normalize it.

vacuum. This wouldn't create a contiguous safe haven, but it would lead to pockets of F.S.A.-held territory inside Syria under a de facto Turkish security umbrella.

The second would combine shelling with cross-border raids to target Kurd-

ish militants in Syria. Turkey's policy, after all, is not just about Syria. It also depends on the Kurdistan Workers' Party, known as the P.K.K., and its Syrian affiliate, the Party for Democratic Unity, or P.Y.D. Turkey views the P.K.K. as an existential threat, and the P.Y.D. is reportedly already active in Syrian towns near the Turkish border, though the group has said it does not plan to fight Turkey.

If Turkey believes that Kurdish militants are turning Syria into a staging ground for operations against Turkey, the Turkish military would strike decisively, as it did against Kurds in northern Iraq after Saddam Hussein's rule effectively ended there in the 1990s. Ankara might go for the "northern Iraq option" once again to prevent Kurdish militants

from taking control of northern Syria.

Finally, if things get worse along the border, causing more Turkish casualties, Turkey may go even further, staging a limited invasion to contain the crisis as it did in Cyprus in the 1970s. At that time, Ankara waited patiently for the United States and the international community to come to its aid in Cyprus. When such help did not materialize, Turkey took matters into its own hands, and landed troops on the island.

NATO has already issued a statement that it will defend Turkey against Syria. Yet if Turkey decides that the international community is not going to actually help stave off the Assad regime's aggression, it may choose the Cyprus option. The Turkish president, Abdullah Gul, has suggested that Ankara may be getting closer to its threshold, declaring on Oct. 8 that "worse-case scenarios" are looming in Syria and calling upon the international community to act.

The Cyprus scenario is the least desirable for Turkey. Full-scale war is not in its interest, especially if Turkey launches such a campaign without American backing. And NATO support under Article 5 of the alliance's charter, which calls for all NATO members to come to the defense of any member that is attacked, would be harder to muster.

Article 5 has been activated only once in NATO's history and that was after the 9/11 attacks. Moreover, European nations like France haven't in the past been keen to come to Turkey's defense. A unilateral war against the Assad regime would also irritate the United States and anger Russia and Iran, Ankara's rivals in Syria — a serious con-

cern because Moscow and Tehran have a track record of supporting Kurdish militants.

The northern Iraq option would not necessarily raise America's ire, but it would expose Turkey to further P.K.K. attacks, including ones backed by Iran. Tehran already appears to be encouraging the P.K.K. to punish Turkey for its stance in Syria. Major attacks could hurt Turkey's economy and erode Mr. Erdogan's popularity.

This leaves Turkey with the status quo — retaliating to Syrian artillery fire by shelling across the border. Yet this will not solve the Syria crisis. Only an effective arms embargo and a multilateral intervention to create safe havens for civilians will stop the slaughter.

The cost of intervention in Syria may be high now, but the price will only increase for all nations if civilian massacres continue unabated.

Currently, Syria looks eerily similar to Bosnia in the early 1990s. When the world did not act to end the slaughter of Muslims there, jihadists moved in to join the fight, and they sought to convince the otherwise staunchly secular-minded Bosnian Muslims that the world had abandoned them and that they were better off with jihadists.

In Bosnia, the international community intervened before it was too late. If Syria radicalizes, becoming a jihadist safe haven, it could become a Sisyphian task to normalize it. Afghanistan is a case in point.

SONER CAGAPTAY is a fellow and the director of the Turkish Research Program at the Washington Institute for Near East Policy.

Le gouvernement turc a forcé à atterrir un Airbus venu de Moscou, soupçonné d'apporter des armes à Damas.

Ankara tenté par l'escalade

EDITORIAL

Par **YVES LACOSTE**
Géographe, fondateur de
la revue *Hérodote*

Tragédie

En Syrie, la première manifestation réprimée de façon sanglante eut lieu fin mars 2011 à Deraa, tout au Sud, en pays druze. Il s'agissait de jeunes qui criaient «Assad dégage!» pour imiter ce qui venait de se passer à Tunis en janvier et au Caire en mars. Ben Ali était aussitôt parti et Moubarak démissionna (ce qu'Obama venait de leur enjoindre par téléphone), alors que les deux armées étaient ovationnées par la foule. C'était ce que les médias du monde entier ont appelé le «printemps arabe», la facile fin des dictateurs. Et les jeunes Syriens de Deraa ont pu penser qu'il en serait de même en Syrie. Mais la violence de la répression à Deraa a entraîné d'autres manifestations, à Damas et à Homs, qui ont été réprimées de façon de plus en plus sanglante, alors que Bachar al-Assad promettait de nouvelles réformes.

Mais il n'est pas parti, et la violence s'est peu à peu transformée en une guerre civile de plus en plus compliquée, bien que, pour le moment, elle ne soit pas générale. Les druzes se tiennent maintenant à l'écart du conflit, et à Damas il en est de même des chrétiens. Tout au Nord, les Kurdes profitent des embarras de l'armée pour conquérir leur autonomie et renforcer

Les échanges de tirs d'artillerie sont quotidiens ou presque le long des 800 kilomètres de la frontière turco-syrienne depuis qu'un obus syrien a tué cinq civils le 3 octobre dans un village frontalier. Un nouveau pas a été franchi dans l'escalade – impliquant cette fois la Russie – après que la chasse turque a contraint, mercredi soir, un Airbus de la compagnie Syrian Airlines en provenance de Moscou – transportant une trentaine de passagers, dont 17 Russes – à se poser à

Une écrasante majorité de la population turque est, selon un sondage, hostile à toute ingérence en Syrie.

Ankara, au motif qu'il transportait une cargaison suspecte. Après une fouille minutieuse l'avion a redécollé hier matin pour Damas.

«Nous exigeons des autorités turques des explications sur la justification de tels actes à l'égard de citoyens russes», a protesté hier le ministère russe des Affaires étrangères, accusant Ankara d'avoir mis en danger les vies de ses ressortissants en contraignant l'avion à atterrir. Les Syriens clament que leur équipage a été «agressé» avant de pouvoir remonter dans l'avion, ce que nie Ankara. Hier en

fin de journée, le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a assuré que l'avion transportait des munitions et du matériel militaire sans plus de détail. «Nous sommes déterminés à contrôler les livraisons d'armes à un régime qui mène une répression aussi brutale contre sa population et il est inacceptable que ces livraisons utilisent notre espace aérien», a déclaré Ahmet Davutoglu, son ministre des Affaires étrangères.

Les experts restent cependant perplexes: pourquoi intercepter un avion de ligne alors que la Russie alimente Damas depuis des mois en matériel de guerre non seulement par la voie des airs (utilisant

à l'occasion ses bases militaires en Arménie), mais aussi par mer. «J'espère que les autorités turques vont trouver quelque chose de sérieux pour justifier ce qu'elles ont fait», note Soli Ozel, éditorialiste et spécialiste des relations internationales

«Seuil». Ce n'est certes pas la première fois qu'Ankara contrôle des cargaisons aériennes ou des cargos à destination de Damas. Mais cet incident avec un avion civil arrive dans un contexte de plus en plus tendu entre les deux pays.

«La Turquie a franchi un nou-

veau seuil», constate Sinan Ulgen, ancien diplomate turc et président d'Edam, un think tank de politique étrangère et de stratégie. L'inquiétude est d'autant plus forte que l'intensification des incidents armés fait craindre de possibles dérapages. Jusqu'ici Ankara semblait surtout enclin à bomber le torse pour rétablir sa crédibilité et sa capacité de dissuasion vis-à-vis de Damas, sérieusement entamée en juin après qu'un avion de reconnaissance turc a été abattu par un missile syrien sans susciter de représailles militaires.

«Zone tampon». «Certes, l'obus de 120 mm tiré le 3 octobre faisant cinq morts dans un village turc l'a été par les forces du régime qui sont les seules à posséder de telles armes lourdes. Mais les obus de mortier tirés ces tout derniers jours en territoire turc peuvent l'avoir été aussi bien par la rébellion par erreur, ou pour inciter la Turquie à accroître son engagement», explique Kadri Gürsel, éditorialiste du quotidien *Milliyet*. Ces tirs répétés sont autant d'arguments permettant à Ankara de justifier l'instauration d'une «zone tampon» le long de la frontière, qui permettrait aussi de fixer le flot de réfugiés à l'intérieur du territoire syrien. Mais il est hors de question pour la Turquie d'y aller seule, sans mandat international. Or le Conseil de sécurité de l'ONU reste toujours bloqué par les vetos russe et chinois...

«La Turquie appelle de ses vœux une telle zone tampon mais personne, ni à l'Otan ni à l'ONU, ne la suit», souligne Soli Ozel. La marge de manœuvre du gouvernement islamo-conservateur est d'autant plus étroite qu'une écrasante majorité de la population, selon un récent sondage de l'institut Metro-poll, est hostile à toute ingérence en Syrie (76%), y compris dans le cadre de l'Otan (58%). A peine 28% des sondés soutiennent la politique syrienne du Premier ministre Erdogan.

MARC SEMO

leurs liens avec les Kurdes de Turquie. Les alaouites soutiennent évidemment leur Président, malgré le jeu de grandes familles rivales des Al-Assad. En fait, les principales forces qui combattent le pouvoir syrien se fondent sur la majorité sunnite de la population, mais elles ne sont pas unies, bien qu'elles soient surtout influencées par le

renouveau des Frères musulmans, vainqueurs en Egypte et en Tunisie. Dans cette guerre civile, les jihadistes et divers tenants d'Al-Qaeda se manifestent de plus en plus, notamment par le nombre croissant des attentats-suicides. En Syrie, le printemps arabe est devenu une tragédie, dont les conséquences internationales s'élargissent de plus en plus.

Le rideau de fer oriental de la frontière turco-syrienne

Territoire disputé, guerre froide, conflit kurde... voisins sur plus de 800 kilomètres, les deux pays ont multiplié les sources de tensions.

La Turquie et la Syrie partagent une frontière de plus de 800 km qui s'étend de la Méditerranée au Tigre. A l'extrême ouest, le tracé est assez compliqué car il épouse le relief tourmenté des premiers contreforts de l'Amanus, mais rapidement il se contente de suivre la voie de chemin de fer du Bagdadbahn. Frontière contemporaine et non historique ou culturelle, encore moins « naturelle », elle est le produit des négociations entre la France, mandataire de la Syrie, et la Turquie kémaliste, au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Définie officiellement par le traité de Lausanne en 1923, la frontière turque fut repoussée plus au sud que ne le prévoyait celui de Sèvres, en 1920. La défaite militaire française face à l'armée de Mustafa Kemal prive Alep de son arrière-pays naturel (Mardin, Gaziantep et Ourfa) et provoque l'exode des populations chrétiennes de ces territoires, tandis que les rescapés arméniens du génocide perdent tout espoir de retour. En 1939, la cession par la France du sandjak (district) d'Alexandrette à la Turquie est un nouveau traumatisme pour les nationalistes syriens. Soixante-treize ans plus tard, Damas exige toujours la restitution de ce territoire, dont la population est majoritairement arabe et de confession alaouite.

Revirement. En raison du différend sur Alexandrette, la Syrie indépendante a quasi fermé sa frontière avec la Turquie, limitant les échanges au strict minimum. Dans les années 50, la guerre froide a envenimé les rapports entre une Syrie devenue un allié stratégique de l'Union soviétique et une Turquie membre de l'Otan depuis 1952. Un rideau de fer oriental était tombé avec son cortège de barbelés, miradors et champs de mines.

Les rapports entre la Syrie baasiste et la république turque furent longtemps inexistantes puis devinrent franchement hostiles à partir de la création en 1978 du parti séparatiste kurde, le PKK, largement soutenu par Hafez al-Assad. La chute de l'URSS en 1991 ne provoqua pas de détente entre les deux pays, bien au contraire, il fallut qu'Ankara menace d'une intervention militaire en 1998, pour que Damas cesse d'appuyer le PKK. Le revirement syrien permit au jeune président Bachar al-Assad de régler de nombreux contentieux avec la Turquie. La Syrie devenait le symbole de la nouvelle politique étrangère turque « zéro problème avec les voisins », destinée à ouvrir des marchés à une économie en

plein essor. En revanche, pour Al-Assad, il s'agissait davantage de rompre l'isolement politique de la Syrie.

Le rideau de fer oriental devint beaucoup plus perméable à partir de la signature du traité de libre-échange syro-turc, en 2004. Jusqu'à cette date, les échanges entre les deux pays étaient très limités. A l'exception du poste frontalier de Bab el-Hawa, au nord d'Alep, par où transitaient les norias de camions turcs en direction de la péninsule arabe, les autres douanes avaient un très faible trafic, au point qu'elles étaient fermées durant la nuit. De plus, les procédures douanières prenaient des heures et la suspicion de part et d'autre rendait l'ambiance pesante. Pour se rendre en Syrie, les Turcs avaient besoin d'un visa délivré à Ankara ou à Istanbul. Quant aux Syriens, ils disposaient d'un consulat de Turquie à Alep, mais les requérants se voyaient souvent refuser le visa au motif que leur nom avait une origine arménienne ou kurde. En 2008, la suppression des visas fit tomber un obstacle majeur à la circulation et dynamisa véritablement les échanges : la discontinuité devint provisoirement une interface.

Affrontement indirect. Les rapports entre la Syrie et la Turquie sont devenus de nouveau hostiles à partir d'août 2011, du fait du soutien d'Ankara à l'opposition syrienne. La destruction d'un avion militaire turc en juin par l'armée syrienne et les échanges de tir d'artillerie en ce début octobre font même craindre une intervention militaire turque. Cependant, une telle escalade est peu probable pour la simple raison que nous sommes sur la frontière de l'Otan et des alliés de la Russie, ce qui a pour conséquence de geler toute confrontation directe. Mais cela n'interdit pas un affrontement indirect avec des combattants de l'Armée syrienne libre et les jihadistes qui passent en Syrie, tandis que les peshmergas du PKK s'infiltrèrent en Turquie. La caractéristique du rideau de fer oriental est d'être propice à la guerre irrégulière.

FABRICE BALANCHE

Directeur du Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (Gremmo)

La doctrine «zéro problème avec les voisins» de l'AKP, parti islamiste modéré au pouvoir, est un échec.

Nuages sur le modèle turc

Jusqu'à ces derniers mois, tout semblait sourire à la Turquie : performances économiques, affirmation politique d'un «modèle turc» proposé aux révolutions arabes. A partir de ses succès économiques, la Turquie a cherché à s'affirmer sur le plan politique. Le Parti de la justice et du développement (AKP) de Recep Tayyip Erdogan, qui se présente comme islamiste modéré, gouverne la république laïque depuis 2003. Le pays a élaboré une doctrine, formalisée par Ahmet Davutoglu, son ministre des Affaires étrangères, de «zéro problème avec les voisins».

C'est à partir de ces diverses facettes de l'activité, voire de l'activisme politique de la Turquie via l'AKP, qu'on a pu mettre en avant un «modèle turc» qui concilierait laïcité et appartenance au monde musulman, démocratisation politique et sociale et affirmation de puissance, le tout dans le cadre d'une ouverture internationale tous azimuts. Mais de graves difficultés s'accumulent pour menacer ces ambitions. L'illusion de pouvoir vivre sans problème avec les voisins a fait long feu. Il est vrai qu'il y avait, a priori, des sources de conflit possible avec tous les voisins, qui se réactivent à tour de rôle, sur les trois horizons vers lesquels la Turquie regardait : l'Europe, l'espace post-soviétique et le Moyen-Orient.

Pays candidat. La «faim d'Europe» s'est exprimée dès l'accord d'Ankara de 1963 qui faisait du pays un candidat potentiel au Marché commun, et même auparavant par l'entrée dans des institutions européennes plus larges, comme le Conseil de l'Europe, ou oc-

cidentales sous leadership américain, comme l'Otan. Elle a conduit la Turquie, après son entrée dans l'union douanière le 1^{er} janvier 1996 et sa reconnaissance comme pays candidat, à entreprendre, sous les gouvernements précédents puis sous les gouvernements AKP, des réformes profondes dans tous les domaines pour se rapprocher de l'Union européenne – qui reste à la fois son premier partenaire commercial et l'espace principal de séjour des migrants turcs, premier groupe d'étrangers non communautaires. La lenteur de l'avancée vers l'Europe et la vigueur des oppositions dans divers domaines – y compris des lois contre-productives sur le génocide arménien, qui mettent en danger le mouvement engagé pour sa reconnaissance en Turquie même – font naître un découragement certain et favorisent un retour

à la crispation nationaliste ou aux délires panturquistes.

Rivalités. Une «autre Europe» sur le pourtour de la mer Noire constitue avec l'Asie centrale un autre espace de référence pour les Turcs, à la fois habitat des peuples «turciques», parlant des langues plus ou moins proches, dispersés à partir du foyer originel de l'Altai, et vaste marché englobant la Russie et l'Ukraine pour les entreprises de BTP turques. Si la poussée de fièvre antiturque après la chute du communisme en Bulgarie, qui avait fait affluer plus de 300 000 membres de la minorité turque de ce pays en 1989, n'a pas eu de lendemain, les sympathies des Turcs pour les Abkhazes refroidissent leurs relations avec la Géorgie. Les tentatives d'*aggiornamento* avec la république d'Arménie piétinent du fait du conflit persistant entre Bakou et Erevan à propos du Haut-Karabakh. La rivalité traditionnelle avec l'Iran chiite est exacerbée par les efforts de pénétration culturelle de ce dernier dans les républiques d'Asie centrale.

Dans une troisième direction, vers le Sud et l'Est, s'étendent les pays du Proche et Moyen-Orient avec lesquels la Turquie constitue le «bloc central» de l'aire de civilisation musulmane : pays arabes longtemps subordonnés aux Turcs dans le cadre de l'Empire ottoman et Iran rival historique, sans oublier Israël, avec lequel le gouvernement d'Ankara a longtemps été le seul de la région à entretenir des relations diplomatiques et diverses formes d'échanges.

Le Kurdistan irakien enclavé est vu comme un marché potentiel pour les entreprises de BTP et de logistique turques, mais aussi comme la base arrière de la guérilla du PKK. Après avoir tenté d'exercer sa médiation entre pouvoir et rébellion en Syrie, la Turquie accueille désormais les cadres de l'Armée syrienne libre et a riposté pour la première fois

aux tirs d'obus syriens lorsqu'un de ceux-ci a tué cinq personnes dans un village turc le 3 octobre. Avec Israël, les relations se sont brutalement dégradées après l'arraisonnement, en mai 2010 au large de Gaza, du *Mavi Marmara*, bateau amiral d'une flottille affichant un but humanitaire.

Rebuffades. C'est paradoxalement avec la Grèce, qui fait parfois figure d'ennemi héréditaire, que les relations sont les moins mauvaises, malgré la pomme de discorde que continue à représenter la situation de Chypre. On peut d'ailleurs s'étonner que l'Union européenne ait accueilli ce dernier pays en son sein avant que les laborieux pourparlers intercommunautaires, un temps soutenus par Kofi Annan, aient pu porter leurs fruits, la situation semble être maintenant pour longtemps au point mort.

Le plus préoccupant est sans doute le va-et-vient entre ces difficultés extérieures et la vie politique intérieure, marquée par le renforcement de la pression islamiste des réseaux de confréries et la montée de l'autoritarisme avec des entraves répétées à la liberté d'expression. Peut-être ne mesure-t-on pas pleinement en Occident le risque que l'on a pris à multiplier les rebuffades vis-à-vis de la Turquie, qui mettent en difficulté les partisans d'une ouverture accrue et d'une démocratisation plus complète.

MARCEL BAZIN

Professeur émérite à l'université de Reims et co-auteur, avec Stéphane de Tapia, de «la Turquie, géographie d'une puissance émergente», Armand Colin, 2012.

A priori, il y avait des sources de conflit possible avec tous les voisins. Ils se réactivent à tour de rôle, sur les trois horizons vers lesquels la Turquie regardait...

Le conflit syrien - Le pire scénario?

Serge Truffaut

On douterait que le conflit syrien soit en constante mutation qu'il suffirait de s'attarder sur le regain de tension, prononcé et récent, entre deux pays qui ont rarement eu des relations sereines. De qui s'agit-il ? La Turquie et la Russie. Pour reprendre les mots du président turc Abdullah Gül, « les scénarios du pire » sont en train de « se matérialiser ». C'est dire.

Dans la nuit de jeudi, l'état-major Turc n'a pas fait dans le détail. Il a envoyé une escadrille de jets détourner un avion de ligne, un avion civil portant les couleurs de la compagnie nationale syrienne et qui faisait la navette entre la Russie et Damas. Le prétexte évoqué par Ankara ? Cet avion transportait des armes destinées au gouvernement de Bachar al-Assad. On s'en doute, si le premier ministre turc, Recep Erdogan, assure que de l'équipement et des munitions ont été trouvés, les dirigeants russes ont argué le contraire et annoncé dans la foulée que la visite du président Vladimir

Poutine, prévue à l'agenda du court terme, avait été remise aux calendes grecques.

Cela rappelé, la « découverte » turque a eu une conséquence à retenir comme à méditer : elle a enflammé l'opinion publique turque. Histoire de ne pas être en reste, le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a tenu à marteler que « tous les plans nécessaires à la défense et à la protection de la Turquie sont en place ». Et ce, au lendemain et juste au lendemain d'une sortie publique remarquée. Celle du patron des armées turques qui a prévenu la Syrie que si un autre obus tombe en sol turc, là où sont regroupés les exilés syriens, la riposte serait beaucoup plus musclée que celles commandées jusqu'alors. On se rappellera qu'au début de la semaine, cinq civils turcs ont été tués par un engin tiré à partir du territoire syrien.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour avancer que les acteurs en présence sont en train de mettre la table de l'escalade du con-

flit. Un conflit, dans le pire des cas, propre à déstabiliser un Moyen-Orient que tout un chacun sait très fragile, propre à transformer une guerre circonscrite à la Syrie en une guerre régionale. Un conflit, dans le pire des cas, si l'on ose dire, qui déboucherait sur ce que des experts appellent une « irakisation » du dossier. Autrement dit, un conflit qui serait plus sanglant qu'il ne l'a été jusqu'à présent parce qu'animé par une foule d'acteurs.

Déjà, au cours des récentes semaines, on a observé que des salafistes-djihadistes avaient rejoint l'armée de libération syrienne (ALS), que le Qatar et l'Arabie saoudite étaient plus présents, plus actifs, notamment sur le plan financier, qu'ils ne l'avaient été jusqu'à présent, que les Kurdes syriens profitent du vacuum afférent à la guerre civile pour mieux coller, mieux se rapprocher des Kurdes irakiens. Quoi d'autre ? Pas plus tard qu'hier, le Parlement turc a voté la prolongation des frappes militaires contre les Kurdes de Turquie retranchés

dans le Kurdistan irakien. Quoi d'autre (bis) ? Le Conseil national syrien (CNS) est sur la sellette.

En effet, ce dernier a fait la preuve, mille fois plutôt qu'une, de son immaturité politique, de son incompétence sur beaucoup de fronts pour la bonne et plate raison qu'il regroupe une myriade de chefs aux petits pieds. Autrement dit, de personnalités qui gèrent davantage leur fonds de commerce respectif au lieu de s'attarder à la défense comme à la promotion du bien commun. Malgré les soutiens apportés notamment par le gouvernement turc et certaines chancelleries, ils sont loin d'avoir atteint les objectifs politiques qu'ils s'étaient fixés à l'été 2011. Ce faisant, ils se sont aliénés bien des dirigeants, on pense en particulier aux Européens, très agacés par leurs incessants louvoisements. Et cela, les Russes l'ont bien compris, ainsi qu'en font foi leurs récentes provocations qui ont d'ailleurs convaincu Erdogan d'affirmer ces jours-ci : « Qui veut la paix prépare la guerre. » Vertigineux ! ♦

13 OCTOBRE 2012



Syrie: le Kurdistan se prépare dans l'inquiétude à l'après-Bachar el-Assad

Par RFI, Avec notre envoyé spécial en Syrie, Jérôme Bastion

A l'heure où l'Union européenne envisage de nouvelles sanctions contre la Syrie alors que les combats y font toujours rage, la contestation se poursuit dans la partie kurde du pays. La région, qui n'a pas subi les ravages de la guerre civile, s'inquiète des conséquences de la chute annoncée du régime.

Journée traditionnelle de mobilisation et de contestation du pouvoir baasiste à Kobané dans le Kurdistan syrien. Ici pourtant, rien n'est comme dans le reste de la Syrie. Après dix-huit mois d'un soulèvement populaire violemment réprimé partout ailleurs - et qui a tourné à l'insurrection armée -, cette vaste région a, elle, échappé à la guerre civile.

Autonomie de fait

Pas un coup de feu n'a été tiré. Mieux que cela, les troupes régulières et toute l'administration du pouvoir central se sont subitement retirées, permettant aux Kurdes de jouir d'une autonomie de facto tout à fait inattendue. C'était le 19 juil-

Un Kurde portant les couleurs du PKK à la frontière turco-syrienne, en août 2012.
AFP PHOTO / ARIS MESSINIS



let dernier. Le départ de Bachar el-Assad et l'autonomie dans une future Syrie fédérale, voilà ce que réclament les manifestants.

Depuis, les quatre millions de Kurdes de Syrie gèrent pour la première fois, seuls, leur région, collée à la Turquie et à l'Irak. Mais ils savent qu'ils ne sont pas tout à fait maîtres de leur destin.

Les milices se préparent

S'il n'y a ici ni force loyaliste, ni insurrection armée, ni armée syrienne libre, ni terrorisme islamiste, personne ne doute que dès que sur-

viendra la chute de Bachar el-Assad et de son régime, les armes parleront et le sang coulera dans le Kurdistan occidental, comme on dit en référence à la Turquie et à l'Irak. Car « nous sommes entourés d'ennemis », dit ce notable de Kobamé.

En prévision de ce conflit, les milices armées se multiplient, comme la brigade Saadec, dont la formation a été annoncée ce jeudi 11 octobre. Elle reste pour l'instant discrète, à peine visible dans les rues, mais bien présente dans l'esprit inquiet des populations de cette région, qui vivent sur le fil du rasoir. ■

Border Tensions

Syrian Conflict Raises Kurdish Specter For Turkey

By Daniel Steinvorth

As the confrontation between Turkey and Syria escalates, Ankara is readying not only for possible war against Syrian President Bashar Assad, but also against Kurdish separatists. Turkey fears they may be emboldened by the situation in Syria and resurrect their cause.

Necdet Özel, the chief of the Turkish General Staff, pulled his visor cap deep down over his face and placed his right hand on his holster. In Akçakale, where a Syrian shell killed five civilians in early October, and which has come under more artillery fire from the neighboring country since then, the commander of the Turkish army threatened to strike back with "full force" if the shelling from Syria didn't stop. "We are here," he said, "and we are standing tall."

Several tank groups rumbled up to a few meters from the border, and at least 25 additional fighter jets landed at the Diyarbakir air base. Özel's message was that Turkey, whose army of 612,000 troops is the largest in the Middle East, is preparing for war with Syria.

Aircraft Ban

The general's army, second in size only to that of the United States within NATO, would likely defeat the regime of Syrian President Bashar Assad within a few days. But an attack could drag NATO into the conflict, and it also poses substantial risks. The few shells that are landing on Turkish soil should be the least of Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's worries. Indeed, he should be more concerned over a strategic maneuver on the part of Syria, whereby Assad is allowing the Kurds to do as they please on his side of the border, fueling the Turks' fears of a new uprising by the Kurdish minority in their own country.

In principle, an enabling sta-

tute for military campaigns would allow Prime Minister Erdogan to strike at any time. The situation in the region is already volatile. Syrian artillery shells continue to strike near refugee camps that now house up to 100,000 Syrians. And with the forced landing last week of a Syrian passenger jet, which apparently had ammunition and missile parts from Russia in its cargo hold, Turkey irritated the Assad regime and antagonized Syria's ally, Russian President Vladimir Putin.

The incident prompted Turkey to ban all Syrian aircraft from its airspace. Meanwhile, on Monday, an Armenian plane flying to the Syrian city of Aleppo was ordered to land. After its cargo was searched, the plane was allowed to continue on its way once it was confirmed the plane was carrying humanitarian aid as Armenian officials had stated.

Playing With Fire

Erdogan is also playing with fire by granting safe haven to the Syrian opposition in exile, providing the Free Syrian Army with space to retreat and probably helping resupply the rebels with weapons. Erdogan was the first foreign leader to call for the establishment of a buffer zone in northern Syria.

Assad took revenge in his own way, by withdrawing his military from Syria's Kurdish areas in the northeastern part of the country bordering Turkey in recent months. The area is now controlled by an organization affiliated with the banned Kurdistan Workers' Party (PKK), the Democratic Union Party (PYD) which reportedly has already proclaimed a "West Kurdistan Autonomous Region."

The possibility of a second Kurdish republic taking shape -- next to the semiautonomous Kurdish region of northern Iraq -- is a nightmare for Erdogan. He already has his hands full with the chronic Kurdish problem in



Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan (left), and Turkey's Chief of Staff General Necdet Özel have warned that Turkey will not shrink from a conflict with neighboring Syria.

his own country. In fighting between the Turkish Army and PKK units, more than 700 people died this year alone, in what was the bloodiest summer in 20 years.

The True Targets?

Kurdish separatists in Turkey, who are already looking to Syria with envy, could now see a resurrection of their cause, even to the point of achieving a "Greater Kurdistan, which includes the southern borders of Turkey," as the daily newspaper Milliyet writes.

So are the freedom-loving Kurds, more than the Assad regime, the true targets of Turkey's potential war plans? There is a good reason that Erdogan's new military law only vaguely mentions "operations outside Turkish borders." Similar language was used in the past to legitimize operations against presumed PKK positions in northern Iraq that were dubious under international law.

It is clear that a military strike against Kurds in northeastern Syria could be easier to sell to the Turkish public than a war against the entire country. "We don't want our children's blood to be shed in Arab deserts," Turkish opposition leader Kemal Kiliçdaroglu said in par-

liament.

Personal Hostility

But it is also clear that if Turks are killed in another Syrian shelling incident, Erdogan could feel compelled to act. His personal hostility toward Assad would likely help him overcome any qualms. The Turkish premier feels personally deceived by his former "brother," after Assad promised reforms several times and then proceeded against his people with unchanged severity. Erdogan's best friend in the Arab world became his worst enemy.

To prepare his war-weary people for the worst, the Turkish premier has also appealed to their patriotic spirit, saying: "A country that is not prepared to go to war at any time is not fully developed."

Erdogan berates cautious people like Kiliçdaroglu as traitors to the Turkish people, noting that the opposition leader is, after all, an Alevi, which, of course, would make him a supporter of the Assad's Alawite regime. Alevis and Alawites are both sects of Shiite Islam. ○

Translated from the German by Christopher Sultan

Who benefits from bombing Syria's Kurdish region?

Syrian Kurds will likely abandon the position they have adopted throughout the uprising: remaining peaceful during the revolution.

By SIRWAN KAJJO

For the first time in Syria's 19-month uprising, there have been explosions in the Kurdish regions. Although the target was not civilian, Kurdish parties realize that their relatively calm regions have already slipped into the swamp of violence their fellow Syrians have been experiencing for long months now.

The Qamishli explosion occurred at the headquarters of regime security forces in the city. Eight Syrian soldiers were killed and dozens more wounded, including a few civilian passersby. The car bomb also damaged nearby residential buildings.

The state media, as always, accused terrorists of committing "this act of sabotage."

However, the Free Syrian Army claimed responsibility for the bombing. A high-ranking commander of FSA said, "This attack was the first of many that will target government sites in this [Kurdish] region."

In addition to FSA and regime forces, there are other elements that would be



Syrian Kurds wearing Syrian opposition flags Photo: REUTERS

part of a looming conflict. Armed men affiliated with Democratic Union Party (PYD) have already taken control of several areas of the city as well as other Kurdish towns. The PYD and FSA evidently don't get along. Several incidents occurred in Aleppo and Efrin (north) showed the growing tensions between the two sides. Observers believe that similar clashes might occur in Qamishli, where the FSA's presence is surprisingly increasing.

The reason for this tension is mutual accusations. PYD, which is close to Kurdistan Workers' Party (PKK), strongly opposes any kind of FSA presence in the Kurdish regions.

Leaders of the Kurdish party claim the FSA, backed by Turkey, wants to be stationed in the Kurdish north to facilitate possible future Turkish control of the area. In contrast, the FSA claims that the Kurdish regions are good launching points for attacks on the Syrian regime.

The Qamishli attack not only indicates

an expansion of Syria's civil war, but also illustrate other complexities in this part of the war-torn country.

The Kurdish National Council (KNC), an umbrella for several Syrian Kurdish parties, strongly condemned the bombing and accused the Assad regime of executing the attack. KNC's statement said the regime strives to drag the Kurds into the current conflict as an attempt to plunge the Syrian revolution into a more sectarian dispersion.

The two main political bodies representing Syrian Kurds (Kurdish National Council and People's Defense of West Kurdistan) met in Iraqi Kurdistan last month. Under direct supervision of the Kurdistan Regional Government of Iraqi Kurdistan, they signed a memorandum of understanding, known as Erbil Agreement, resulting in the creation of the Supreme Kurdish Commission in Syria. The newly-established commission is the first ever attempt at unification among Syria's Kurds. It allows Kurdish forces to rigidly stand in the face of any threat, internal or external, against the Kurdish population of Syria.

Furthermore, the commission has announced preparations for an autonomous region in the northern part of the country.

With this in mind, Syrian Kurds will likely abandon the position they have adopted throughout the uprising in the country: remaining peaceful during the revolution. Having armed men of the PYD already, Kurdish political forces seem to be making a major shift in its political mechanism toward the new dynamics.

The writer is a Syrian Kurdish journalist based in Washington, DC. He is a freelance writer and also a co-founder of the Kurdish Review, a monthly publication based in Washington, DC. ♦

Iraqi Kurdish leader calls for dialogue with PKK

TODAY'S ZAMAN, İSTANBUL

Nechirvan Barzani, prime minister of the semi-autonomous Kurdish administrative region in northern Iraq, has urged Turkey to engage in dialogue with the terrorist

Kurdistan Workers' Party (PKK) to solve the country's long-standing Kurdish conflict.

In an interview with the BBC, Barzani said the Kurdish issue cannot be solved through military means, adding that the problem is political.

"The only solution is dialogue and negotiation," Barzani stated, noting that Turkey has taken many positive steps under the leadership of Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan.

Yet, the long-standing problem cannot be solved overnight; the solution will take a lot of time, Barzani told the BBC.

"So, the critical question is "Does Turkey want to solve the issue? If it does, it has to



sit down at the negotiating table with the PKK."

The Kurdish leader also called for a cease-fire between the Turkish military and the PKK and the improvement of prison conditions for PKK leader Abdullah Öcalan.

Arms for Syria rebels said to help jihadists

WASHINGTON

Secular forces backed by Washington lag behind hard-line groups

BY DAVID E. SANGER

Most of the arms shipped at the behest of Saudi Arabia and Qatar to supply Syrian rebel groups fighting the government of Bashar al-Assad are going to hard-line Islamic jihadists, and not the more secular opposition groups that the West wants to bolster, according to U.S. officials and Middle Eastern diplomats.

That conclusion — of which President Barack Obama and other senior officials are aware from classified assessments of the Syrian conflict, which has now claimed more than 25,000 lives — casts doubt on whether the White House's strategy of minimal and indirect intervention in the Syrian conflict is accomplishing its intended purpose of helping a democratic-minded opposition topple an oppressive government, or is instead sowing the seeds of future insurgencies hostile to the United States.

"The opposition groups that are receiving the most of the lethal aid are exactly the ones we don't want to have it," said one U.S. official familiar with the outlines of the findings, commenting on an operation that in American eyes has increasingly gone awry.

The United States is not sending arms directly to the Syrian opposition. Instead, it is providing intelligence and other support for shipments of second-hand light weapons like rifles and grenades into Syria, mainly orchestrated from Saudi Arabia and Qatar. The reports indicate that the shipments organized from Qatar, in particular, are largely going to hard-line Islamists.

The assessment of the arms flows comes at a crucial time for Mr. Obama, in the closing weeks of the election campaign with two debates looming that will focus on his foreign policy record. But it also calls into question the Syria strategy laid out by Mitt Romney, his Republican challenger.

In a speech at the Virginia Military Institute last week, Mr. Romney said he would ensure that rebel groups "who share our values" would "obtain the arms they need to defeat Assad's tanks, helicopters and fighter jets." That suggested he would approve the transfer of weapons, like anti-aircraft and anti-tank systems, that are much more potent than any the United States has been willing to

put into rebel hands so far, precisely because U.S. officials cannot be certain who will ultimately be using them.

But Mr. Romney stopped short of saying that he would have the United States provide those arms directly, and his aides said he would instead rely on Arab allies to do it. That would leave him, like Mr. Obama, with little direct control over the distribution of the arms.

U.S. officials have been trying to understand why hard-line Islamists have received the bulk of the arms shipped to the Syrian opposition through a shadowy pipeline with roots in Qatar and, to a lesser degree, Saudi Arabia. The officials, voicing frustration, say there is no central clearinghouse for the shipments and no effective way of vetting the groups that ultimately receive them.

Those problems were central concerns for the head of the C.I.A., David H. Petraeus, when he traveled secretly to Turkey last month, officials said.

The C.I.A. has not commented on Mr. Petraeus's trip, made to a region he knows well from his days as the U.S. Army general in charge of Central Command, which is responsible for all American military operations in the Middle East. Officials of countries in the region say that Mr. Petraeus has been deeply involved in trying to steer the supply effort, though U.S. officials dispute that assertion.

One Middle Eastern diplomat who has dealt extensively with the Central Intelligence Agency on the issue said that Mr. Petraeus's goal was to oversee the process of "vetting, and then shaping, an opposition that the U.S. thinks it can work with." According to American and Arab officials, the C.I.A. has sent of-

"The opposition groups that are receiving the most of the lethal aid are exactly the ones we don't want to have it."

ficers to Turkey to help direct the aid, but the agency has been hampered by a lack of good intelligence about many rebel figures and factions.

Another Middle Eastern diplomat whose government has supported the Syrian rebels said his country's political leadership was discouraged by the lack of organization and the ineffectiveness of the disjointed Syrian opposition movement, and had raised its concerns with U.S. officials. The diplomat, who spoke on the condition of anonymity because he was discussing delicate intelligence issues, said the various rebel groups had failed to assemble a clear military plan,

lacked a coherent blueprint for governing Syria afterward if the Assad government fell, and quarreled too often among themselves, undercutting their military and political effectiveness.

"We haven't seen anyone step up to take a leadership role for what happens after Assad," the diplomat said. "There's not much of anything that's encouraging. We should have lowered our expectations."

The disorganization is strengthening the hand of Islamic extremist groups in Syria, some with ties or affiliations with Al Qaeda, he said: "The longer this goes on, the more likely those groups will gain strength."

U.S. officials worry that, should Mr. Assad be ousted, Syria could erupt afterward into a new conflict over control of the country, in which the more hard-line Islamic groups would be the best armed. That depends on what happens in the arms bazaar that has been feeding the rebel groups. In several towns along the Turkey-Syria border, rebel commanders can be found seeking weapons and meeting with shadowy intermediaries, in a chaotic atmosphere where the true identities and affiliations of any party can be extremely difficult to ascertain.

Late last month in the Turkish border town of Antakya, at least two men who had recently been in Syria said they had seen Islamist rebels buying weapons in large quantities and then burying them in caches, to be used after the collapse of the Assad government. But it was impossible to verify those accounts, and other rebels derided the reports as wildly implausible.

Moreover, the rebels often adapt their language and appearance in ways they hope will appeal to those distributing weapons. For instance, many rebels have grown the long, scraggly beards favored by hard-line Salafî Muslims after hearing that Qatar was more inclined to give weapons to Islamists.

The Saudis and Qataris are themselves relying on intermediaries — some of them Lebanese — who have struggled to make sense of the complex affiliations of the rebels they deal with.

"We're trying to improve the process," said one Arab official involved in the effort to provide small arms to the rebels. "It is a very complex situation in Syria, but we are learning."

Robert F. Worth and Eric Schmitt contributed reporting from Washington.

La Turquie n'interviendra pas malgré ses menaces et la mobilisation militaire d'Ankara

SYRIE : LA DIFFICILE ÉQUATION KURDE

La Tribune d'Algérie
Par Lyès Menacer

La chute en 2003 du régime du défunt président irakien, Saddam Hussein, a changé bien des choses dans les rapports entre les communautés en place. Réprimées pendant des décennies, par une minorité sunnite, d'où était issu l'ancien homme fort de Baghdad, les communautés kurdes et chiites ont su profiter de l'invasion américaine de l'ancienne Babylone pour revenir au devant de la scène. Les Chiites ont pris les rênes du pouvoir en Irak, tout en composant avec les Kurdes, qui ont fait du nord du pays un territoire autonome, avec son propre Parlement et exerçant son pouvoir sur la gestion des ressources naturelles, bien qu'il demeure sous la coupe du gouvernement central de Baghdad. Le basculement des rapports de force en Irak, qui fait d'ailleurs craindre la scission de ce pays en trois mini-Etats (chiite, sunnite et kurde), a fait grincer des dents les voisins iraniens, turcs et syriens, où vit une communauté kurde réduite au silence et éliminée du circuit du développement économique et social. C'est à Ankara que les soucis se sont accentués. Les indépendantistes kurdes ont repris confiance en eux et continuent donc à rêver d'un grand Kurdistan qui intégrera les territoires kurdes irako-iraniens, ainsi que celui de la Syrie. La crise politico-militaire syrienne vient compliquer la situation et une donne qui, jusque-là, est restée presque ignorée. En effet, la déstabilisation du régime de Bachar al-Assad à Damas a réveillé la communauté kurde, qui pense l'avenir de la Syrie autrement que les autres communautés, qui se sont regroupées au sein de l'opposition.

Les Kurdes syriens veulent une reconnaissance officielle avant de s'engager dans n'importe quel projet de dialogue avec l'opposition syrienne et le prochain gouvernement de Damas, au cas où Bachar al-Assad quitterait le pouvoir. Ce dernier, conscient de l'importance de cette communauté, qui vit dans les provinces frontalières avec la Turquie, avait tenté un rapprochement dès les premiers mois de la révolte populaire, qui a fini par se transformer en une lutte armée causant, depuis la mi-mars 2011, plus de 30 000 morts, des milliers de disparus et plongé la Syrie dans le chaos.

Mais les Kurdes ont posé des conditions que le régime de Damas sait ne pas pouvoir satisfaire. Aussi, les Kurdes ne sont pas dupes pour croire en les promesses d'un régime qui les a les réprimés de la manière la plus meurtrière dans le passé. Qu'est-ce qui l'empêcherait donc de récidiver si Bachar al-Assad venait à arriver à bout de l'opposition armée, pour ne plus revivre la même révolte que celle qui risque aujourd'hui de les emporter lui et son clan, qui continuent de bénéficier du soutien de Moscou, de Pékin et de Téhéran.

Pourquoi il n'y aurait pas de guerre turco-syrienne ?

L'éveil politique kurde en Syrie s'est accompagné par la création d'une force armée, dont le nombre de soldats demeure un secret de polichinelle. Cette force armée kurde a été créée en 2004, suite à la sanglante répression dont a été victime cette communauté, le 12 mars 2004 dans la province de Quamishli. Cette armée dit se baser sur le principe de «la légitime défense». Dans un entretien accordé au quotidien électronique français Mediapart, un responsable des Unités de défense du peuple (YPG), créées «officiellement» le 20 juillet 2012, Sipan Hamo, ne mâche pas ses mots. Il a parlé d'armée kurde qui est prête à livrer bataille à quiconque oserait s'attaquer à ce qu'il considère comme le Kurdistan occidental, par rapport au Kurdistan irakien et turc. Interrogé sur l'éventuelle attaque turque sur leur territoire, Sipan Hamo affirme que les Kurdes n'ont pas de problème particulier avec Ankara. «Par contre, (...) les terres du Kurdistan s'étendent d'Afrin à Dêrik, et au moindre faux pas de la part de la Turquie, nous sommes prêts à montrer une grande résistance». L'armée d'Ankara, qui a reçu l'autorisation de son Parlement de s'engager en guerre contre la Syrie en cas de nécessité, réfléchira à deux fois avant de mener une telle aventure, qui serait périlleuse aussi bien pour la Turquie que pour l'avenir de toute la sous-région. À lire donc l'entretien de Sipan Hamo, on comprend combien il est difficile d'évoquer une guerre turco-syrienne. Ankara, qui œuvre pour le départ d'Al-Assad n'est toutefois pas intéressée par la création d'un territoire kurde autonome. Elle espère donc peser de tout son poids pour éviter cette éventual-



ité en Syrie et lutter contre toute tentative d'indépendance de ce territoire.

Pourtant, le responsable kurde semble pencher pour la création d'un Etat kurde qui naitrait de la scission de la Syrie. C'est ce qu'il insinue en affirmant que «si l'Etat turc est compréhensif et de bonne foi, les Kurdes pourraient développer des relations amicales avec leurs voisins». Autrement dit, les Kurdes sont dans l'après-départ d'Al-Assad, puisqu'ils croient peu en l'opposition politique syrienne qui n'est pas encline à les reconnaître officiellement. Pour rappel, le Conseil national syrien dispose de son quartier général à Istanbul. La Turquie a donc son influence directement sur les décisions politiques concernant la place des Kurdes dans le futur gouvernement de transition et la Syrie de l'après-Bachar al-Assad. Dans un Irak menacé par l'éclatement en mini-Etats, ce qui donnerait inévitablement naissance à un Kurdistan irakien, et à une Syrie où les Kurdes espèrent disposer de leur propre Etat, les Kurdes turcs n'auraient donc qu'à déclarer unilatéralement leur indépendance d'Ankara, il n'est pas aisé d'intervenir militairement pour mettre fin au drame syrien. Que ce soit la Turquie, qui mène une guerre sans merci contre ses Kurdes, ou les pays occidentaux favorables à une intervention étrangère en Syrie, de nombreux analystes voient dans cette guerre turco-syrienne l'embrasement de la région et une instabilité durable de l'ancien empire Ottoman, dont le territoire pourrait donc être amputé d'une partie. ♦

L. M.



October 3, 2012

Iraq tells Turkey to stop pursuing Kurdish rebels over border

by Ahmed Rasheed

BAGHDAD (Reuters) – Iraq asked Turkey on Tuesday to stop attacking Kurdish rebel forces sheltering across the border in northern Iraq, as Turkey prepares to extend its internal mandate for the raids.

The Baghdad government's power over Iraq's autonomous Kurdistan region is limited, but the comments are an indication of tensions with Turkey, which has given refuge to Iraq's fugitive vice president.

The Turkish government on Monday asked parliament to renew the mandate, expiring on October 17, under which it has mounted mostly aerial raids on Kurdistan Workers' Party (PKK) bases in Iraq's Kurdish region. Parliament is due to discuss it on Thursday.

"The cabinet objects to this motion, which contradicts the principle of good

neighbourly relations," Iraqi government spokesman Ali Dabbagh said in a statement.

"It rejects the presence of any foreign bases or troops on Iraqi territory and the incursion of any foreign military forces into Iraqi lands on the pretext of hunting down rebels," he added, complaining of a "violation of Iraqi sovereignty and security".

He said the cabinet had advised parliament to cancel or refuse to renew any pre-existing agreements that would permit foreign states to enter Iraqi territory.

The past few months have seen some of the heaviest fighting between Turkish forces and the PKK since the PKK took up arms in 1984 with the aim of carving out a Kurdish state in southeastern Turkey.

Turkey has sent ground forces into Iraq in pursuit of rebels, most recently in 2008, and has some 1,000 troops based there under an agreement with Iraq dating from

the 1990s.

Relations between largely Sunni Muslim Turkey and Iraq, led by Shi'ite Prime Minister Nuri al-Maliki, have soured in the past year over mutual allegations of sectarianism.

Iraq was furious when Turkey refused last month to send back Iraq's fugitive Sunni vice president, Tareq al-Hashemi, who was sentenced to death in his absence on charges of running death squads, which he denied.

But the PKK's hideouts are out of Baghdad's reach, in the virtually impassable mountainous north of Iraqi Kurdistan, which has been autonomous since 1991 and has its own armed forces, who are responsible for defending Iraq's border with Turkey.

The Kurds, protective of their autonomy, do not allow Iraqi central government forces into their area and have been brought closer to their Turkish neighbour by economic interests.

Nonetheless, Kurdish President Masoud Barzani has repeatedly condemned Turkish military operations against the PKK in Iraq and says Turkey's Kurdish problem can only be solved peacefully. ♦

McClatchy

16 October 2012

Diplomats see Kurds, not Assad, as likely target of Turkish border buildup

By Roy Gutman
McClatchy Newspapers

ISTANBUL -- Turkish tanks are deployed on hilltops overlooking Syria and additional combat aircraft have been moved to bases close to that war-torn country in an escalation that began Oct. 3, when a Syrian artillery round landed in the border town of Akcakale, killing five Turkish civilians.

But while the developments have all the appearance of two countries heading for a major clash, the Turkish government's moves may relate not so much to the civil war now raging across Syria, but to what is for Turkey a far deadlier conflict: The long-running war against militant Kurdish separatists, whom the Turkish government sees as a threat to the existence of the state itself.

Since July, when the outlawed Kurdistan Workers' Party, or PKK by its Kurdish initials, launched its latest offensive, at least 112 Turks have died, 99 of them from the army and other security forces and 13 civilians, according to a McClatchy compilation of Turkish news accounts. Government forces claim to have killed 325 separatists, and casualties mount.

One of the most serious assaults

occurred early last month, when some 70 PKK guerrillas stormed the center of Beytussebab in southeastern Sirkat province, blew up the town's only bridge and opened rifle and rocket fire from four different directions on the governor's office, a military barracks and police offices. They killed 10 security personnel. The army deployed a special commando unit and claims to have killed 50 of the attackers. Continuing incidents have rattled the country.

Turkey also sees a growing PKK threat immediately across the border.

In apparent retaliation for Turkey's backing of the rebellion against Syrian President Bashar Assad, Syria has transferred control of many Kurdish towns in northern Syria to the Syrian affiliate of the PKK, causing alarm in Ankara. Moreover, the PKK is said to have deployed a sizable number of fighters – possibly 2,000 or more – into Kurdish Syria to bolster its local affiliate there, the Democratic Union Party.

Turkey, the United States and the European Union all view the PKK as a terror organization whose aim is to break up the Turkish state. Turkish leaders say they will not permit a PKK-led entity to be set up on its border.

In the view of many diplomatic obser-

vers here, if Turkey does use force in or around Syria, it will not be seeking the overthrow of Assad, which is not a core security concern for Turkey, but the demise of the PKK, whose hope to set up an independent Kurdish state would impinge on the sovereignty of Turkey, Iran, Syria and Iraq.

The war against the PKK, which began in 1984 and has claimed as many as 40,000 lives, became a good deal more complex as a result of the Arab Spring. Assad not only has refused to curb PKK activities within his borders, but there are signs he has actively encouraged the PKK's latest offensive.

A defector, who broke with the PKK in late June, told Turkish officials that "large amounts of money" flowed from Syria into PKK coffers in the first half of 2012, according to documents that McClatchy was allowed to read.

Additionally, Turkish officials now believe the commander of the current PKK assaults in Turkey is Fehman Huseyn, who's also known as Bahoz Erdal, a Syrian Kurd who is based in northern Iraq.

Meanwhile, Syria's close ally, Iran, has done nothing to discourage the use of its territory by PKK guerrillas. ♦

«Le PKK va intensifier la lutte armée»

Les affrontements entre l'armée turque et les rebelles kurdes n'avaient pas atteint un tel degré de violence depuis 1999. Murat Karayilan, le chef exécutif du PKK, explique sa stratégie

BORIS MABILLARD

Après une longue attente dans le noir, quelqu'un vient enfin. Il valide le mot de passe. Début du voyage sur une piste défoncée entre les précipices pour éviter les checkpoints de l'armée qui restreignent l'accès à cette zone. Devant, ce sont les pentes du Qandil, un massif montagneux dans la région autonome du Kurdistan en Irak, à la frontière iranienne, dont les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont fait leur sanctuaire. Fouille, atermoiements, Murat Karayilan, le chef exécutif du PKK, est sur ses gardes. Il a choisi la clandestinité depuis que le groupe est considéré comme terroriste par l'Union européenne, les Etats-Unis et la Turquie où il mène ses attaques. Après s'être d'abord battu pour l'indépendance du Kurdistan turc, le PKK réclame désormais la reconnaissance des droits des Kurdes et une autonomie relative. Les téléphones sont confisqués, les détails du rendez-vous restent mystérieux, il faut patienter. L'homme est précédé de ses gardes du corps, une équipe de presse du parti suit. L'événement est rare.

L'été dernier a été le plus meurtrier depuis 1999, l'année où le leader historique du PKK, Abdullah Ocalan, s'est fait arrêter. Selon Ankara, le conflit aurait fait plus de 44 000 morts en près de trente ans et, depuis des semaines, il ne se passe pas un jour sans que des combats éclatent entre l'armée turque et le PKK. Une recrudescence de violence qui fragilise le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, dont beaucoup attendaient qu'il apporte une solution aux revendications des Kurdes et mette fin aux activités du PKK. Le gouvernement d'Ankara y voit une conséquence de la crise syrienne, et accuse Damas d'aider le PKK en représailles au soutien que lui-même apporte aux rebelles syriens.

Les dernières escarmouches entre l'armée syrienne et l'armée turque ont fait monter la tension d'un cran. Désormais, Ankara évoque ouvertement la possibilité d'une action militaire en Syrie. Ce qui pourrait potentiellement impliquer les Kurdes de Syrie, qui se sont partiellement affranchis, de la tutelle de Damas. Mais aussi le PKK qui a promis son soutien aux Kurdes syriens. A mots très clairs, Murat Karayilan menace la Turquie.

Le Temps: Cet été a vu le PKK mener



Murat Karayilan (à g.): «Le PKK est solidaire des aspirations de tous les Kurdes et nous offrons notre soutien aux Kurdes syriens. Si l'armée turque s'en prenait à eux, ou aux institutions qu'ils se sont choisies, nous mènerions des représailles très violentes sur le territoire turc.» (Boris Mabillard)

une offensive massive. Pourquoi?

Murat Karayilan: Ankara a abandonné les négociations d'Oslo. Nous étions parvenus avec la délégation turque à un protocole d'accord. Recep Tayyip Erdogan, le premier ministre turc, devait avaliser le protocole. Mais il n'y a jamais répondu. Au contraire, se croyant fort, pensant pouvoir nous vaincre par les armes, il a redoublé ses attaques sur tous les fronts. Nous poursuivons jusqu'ici, à Qandil, en territoire irakien. Nous avons subi des grosses pertes, notamment l'hiver dernier. Puis nous nous sommes réorganisés au printemps et, au début de l'été, nous avons contre-attaqué.

– Etes-vous plus forts aujourd'hui que vous ne l'étiez avant?

– En même temps que nous nous réorganisons, nous avons changé d'approche tactique. Avant, nous frappions et nous disparaissions ensuite. L'armée nous poursuivait en nous infligeant des pertes. Désormais, nous ne fuyons plus. Nous n'attaquons plus les bases militaires, là où l'armée est forte et nous attend. Nous nous déployons dans des régions où les forces turques sont absentes et nous attendons qu'elles viennent. En fait, nous occupons des territoires et nous les tenons, même lorsque l'armée tente de nous en déloger.

– Pourquoi ne pas avoir développé cette tactique plus tôt?

– Nous nous posons aussi la question. Car elle s'est montrée efficace au-delà de nos espérances. L'armée aussi a été surprise. Nous sommes gagnants à tous les coups: si

l'armée intervient pour reprendre les contrées que nous contrôlons comme, par exemple, des campagnes dans la province d'Hakkari, elle doit se battre sur notre terrain, des montagnes que nous connaissons parfaitement, où nous pouvons avoir l'avantage. Si elle ne fait rien, nous avons conquis un territoire. Nous allons poursuivre dans cette direction et même intensifier notre lutte armée.

– Restez-vous ouverts au dialogue?

– Oui, mais tout dépend du gouvernement turc. Recep Tayyip Erdogan a annoncé il y a quelques semaines que le dialogue d'Oslo pouvait reprendre. Fort bien, cependant ce ne sont que des mots, il ne montre pas dans les faits sa volonté de trouver une solution au problème kurde. Nous restons absolument ouverts à toutes les négociations, à tous les dialogues, mais nous ne stopperons pas nos attaques armées.

– Quel est le préalable à la fin de la violence?

– Le PKK, les différents partis politiques et la société civile kurdes ont désigné Abdullah Ocalan comme le plus à même de les représenter dans des négociations avec Ankara. Nous demandons que les conditions de détention d'Abdullah Ocalan soient modifiées, qu'il ait accès aux soins dont il a besoin, que sa sécurité soit garantie ainsi qu'une certaine liberté de mouvement. Cela pourrait se faire sous la forme d'une assignation à résidence. Notre leader pourrait ainsi mener des négociations avec le gouvernement. C'est une condition ➤

➤ sine qua non à l'arrêt des violences.

– **Voyez-vous en la personne même du premier ministre un obstacle à la paix?**

– Recep Tayyip Erdogan s'est fait élire sur le dos des Kurdes en promettant une solution à la crise. Il était plutôt modéré au début de son mandat, mais son vrai visage est vite apparu. Un dictateur dont les ambitions hégémoniques rappellent celles d'Adolf

Hitler.

– **La Turquie a menacé d'intervenir dans la région kurde de Syrie au cas où ses intérêts et sa sécurité seraient menacés. Que feriez-vous dans ce cas?**

– La Turquie doit se tenir à l'écart de ce conflit, cesser ses manigances. Les Kurdes ont un désir légitime d'une autonomie démocratique, ils veulent la reconnaissance de leurs

droits. Le PKK est solidaire des aspirations de tous les Kurdes et nous offrons notre soutien aux Kurdes syriens. Si l'armée turque s'en prenait à eux, ou aux institutions qu'ils se sont choisies, nous mènerions des représailles très violentes sur le territoire turc. ■



Turquie: trois soldats, trois rebelles tués dans des combats (agence)

ANKARA, 17 octobre 2012 (AFP)

TROIS SOLDATS TURCS ET TROIS REBELLES kurdes ont été tués dans la nuit de mardi à mercredi lors d'attaques des rebelles contre un poste militaire et une caserne dans le sud-est de la Turquie, a rapporté l'agence de presse Anatolie.

Les affrontements lors de ces deux attaques simultanées lancées par les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) près de la localité de Cukurca dans la province de Hakkari, aux confins de l'Irak et de l'Irak, ont duré jusqu'à l'aube, a affirmé Anatolie, citant un communiqué du gouvernorat de la

province.

Un soldat a été blessé dans les combats, a ajouté l'agence.

La région de Cukurca fait partie d'un petit nombre de zones montagneuses du sud-est anatolien où le PKK a intensifié depuis le mois d'août ses opérations contre les forces de sécurité, affirmant mettre en oeuvre une nouvelle stratégie de "maîtrise du terrain".

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays.

Le conflit kurde en Turquie a fait quelque 45.000 morts depuis que le PKK a pris les armes en 1984 dans le sud-est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes. □



Attentat contre un gazoduc Iran-Turquie: 28 soldats turcs blessés

ANKARA, 19 octobre 2012 (AFP)

"Les terroristes ont organisé une attaque contre le gazoduc d'Irak près de village de Türkeli, dans le district d'Eleskirt. A la suite de l'explosion, nous avons eu des camarades blessés par l'incendie", a déclaré à l'agence de presse Anatolie Mehmet Tekinarlan, le gouverneur de la province d'Agri, dont dépend le district d'Eleskirt.

"Au total, 28 de nos militaires ont été blessés", dont un a été gravement brûlé, a ajouté le gouverneur, qui désignait par le terme de "terroristes" les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les forces de sécurité ont lancé une opération pour intercepter les auteurs de l'attaque, a indiqué M. Tekinarlan, précisant que l'incendie provoqué par l'attentat avait été éteint.

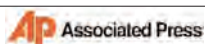
Le flux de gaz iranien était cependant interrompu, a affirmé la chaîne d'information NTV.

Plusieurs attaques similaires contre ce gazoduc ont été imputées ces derniers mois aux rebelles du PKK. Une précédente explosion survenue le 8 octobre dans la même province d'Agri a interrompu les livraisons de gaz iranien jusqu'à



dimanche dernier.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays, se bat pour l'autonomie du sud-est de la Turquie, peuplé en majorité de Kurdes. Le conflit a fait plus de 45.000 morts depuis le début de l'insurrection du PKK, en 1984, selon l'armée turque. □



Suspected Kurdish rebels attack school in Turkey with home-made bombs; 3 injured

ANKARA, Turkey - October 9, 2012 - Associated Press

TURKISH media say suspected Kurdish militants have hurled small homemade bombs and fire bombs at a school in southeast Turkey, slightly injuring a student and two tea-

chers.

The Anadolu Agency says masked men on Tuesday targeted the administrative office and teachers' room of a school in a town in Diyarbakir province, causing panic at the school. The Dogan news agency said the assailants, who escaped, are believed to be Kurdish militants.

Kurdish rebels, who are fighting for self-rule in southeast Turkey, have targeted teachers and civil servants in the region in the past. ●

Turkey, Syria and the Kurds

South by south-east

The fiercely anti-Assad stance Turkey is taking in Syria is aggravating long-running troubles with its own 14m-odd Kurds

NUSAYBIN AND SENYURT



A GIANT Kurdish flag undulating atop a raised plateau inside Syria faces the town of Senyurt in Turkey's mainly Kurdish south-east. At the local headquarters of the ruling Justice and Development (AK) party, a grey slab engraved with Atatürk's aphorism "Happy is he who calls himself a Turk" gathers dust under a stairwell. Across the street at the gendarmerie, another slogan—"Loyalty to the army is our honour"—glints through barbed wire.

The scene encapsulates Turkey's Kurdish (and Syrian) impasse. The Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, has long called for Syria's president, Bashar Assad, to go. Turkey now hosts over 100,000 refugees from Syria. Tensions between the two countries have almost tipped into open war. Yet there is no sign of an early end to the Syrian conflict. And the withdrawal of Syrian forces from mainly Kurdish towns along the border has raised the stakes in the Turkish state's 28-year battle with the Kurdistan Workers' Party (PKK).

The towns are now run by the PKK's Syrian franchise, the Democratic Union Party (PYD). As well as setting up Kurdish-language schools and Kurdish outfits, the PYD is busily arming itself, forming three battalions so far. It claims this is to defend against the chaos that may ensue after Mr Assad's fall. But in the eyes of an increasingly hawkish Mr Erdogan, the PYD is the PKK—and its main enemy is Turkey.

The Kurds fear they, not Mr Assad's forces, are the target of Turkish troops and tanks deployed along the border. They think a bill just adopted by the Turkish parliament to authorise the army to intervene abroad is aimed at them. This is overwrought. Yet

Turkey is clearly rattled by the prospect of a quasi-independent Syrian-Kurdish entity emerging beside the Iraqi-Kurdish statelet in northern Iraq.

In Nusaybin, farther along the border, the Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) mayor, Ayse Gokkan, gestures at the Syrian town of Kamishli, partly under PYD control. When the Kurdish flag was raised over Kamishli, thousands of locals took to the streets in celebration. "These borders are artificial, for centuries we lived as one, our hearts are one, our aims are one, our suffering is one," she sighs. At the BDP-run Mitanni cultural centre, young Kurds are making up for lost time, performing dramas and songs in the most widely spoken Kurdish dialect, Kurmanji. "Independent maybe, autonomy definitely," grins a teenager playing the role of Hamlet.

The PKK often seems less concerned with Kurdish rights than with undermining the AK party. The rebels have escalated their violent campaign inside Turkey, killing scores of soldiers and policemen. And right across the south-east, the PKK has embarked on a terrorist spree, burning government buildings, raiding schools, wounding children and kidnapping teachers to weaken the state's grip.

The fiercest fighting has been in the mountains around Semdinli, a town wedged between Iran and Iraq. Cemil Oter, leader of the powerful Jirki tribe, which has fought on the side of the army against the PKK, suggests that Turkish rule over Semdinli has become a polite fiction. Mr Oter, once an ardent supporter of Mr Erdogan, used to tell his people to vote AK. "He gave us more hope than any other Turkish leader," acknowledges Mr Oter. But

"now he has become just like the others, we won't vote for him again."

AK is the BDP's sole rival in the region. It swept up half the Kurdish votes in the south-east in 2007. In 2009 Mr Erdogan came tantalisingly close to peace, first by taming Turkey's meddlesome generals and then by introducing reforms that gave the Kurds greater linguistic and cultural freedoms. He also began secret talks with the imprisoned PKK leader, Abdullah Ocalan, in hopes of ending an insurgency that has cost nearly 50,000 lives. But Mr Erdogan's 2009 "Kurdish opening" was closed after he was re-elected last year.

Critics claim that Mr Erdogan ditched the Kurdish opening in a cynical bid to court nationalist votes that may carry him to the presidency when it becomes free in 2014. They also say his promises of a new democratic constitution will come to nothing. The government retorts that, by stepping up its terrorist attacks, the PKK has made it impossible to get the Turkish public on board. Even as Turkish fighter jets rained bombs on PKK camps in northern Iraq this week, the government was unveiling textbooks for Kurmanji classes in state schools. An official Kurdish-Turkish dictionary is in the works, and defendants will be allowed to speak Kurdish in court.

Yet with each new concession, the PKK keeps raising the bar. The rebels now insist they will not resume talks unless Mr Ocalan is moved out of solitary confinement and placed under "humane conditions" (ie, house arrest). Hundreds of PKK prisoners have gone on indefinite hunger strike to this end. Mr Ocalan, who is revered by Kurds, could yet be the key to peace. But after 13 years of solitary confinement his health is waning and so is his grip.

Indeed, as the PYK consolidates its hold in Syria, a solution seems to be slipping out of Turkey's hands. Many believe that Mr Erdogan's Syrian policy, especially his support for the opposition Free Syrian Army, is to blame. "They freed the border from Assad, only for the PKK to step in," says one opposition MP. Moreover, by seeking to oust Mr Assad, Turkey has antagonised his chief allies, Iran and Iraq, prompting them to rekindle their alliances with the PKK.

The economic cost is also rising. Turkey has lost an estimated \$3 billion in annual trade. Nusaybin, a former hub for suitcase traders, has been hit hard since its border with Syria was sealed in December. Shuttered shops line the streets. Unemployment, says Mrs Gokkan, has rocketed to 90%. With few prospects, Nusaybin's youths are natural recruits for the PKK. □



Three Turkish soldiers killed in PKK attacks on outposts

17 October 2012 by Seyhmus Cakan (Reuters)

DIYARBAKIR, Turkey Kurdish militants attacked military outposts in southeast Turkey overnight, killing three Turkish soldiers, security sources said on Wednesday.

Armed with mortars and rifles, the Kurdistan Workers Party (PKK)

guerrillas launched the raids at Cukurca in Hakkari province, a mountainous area bordering Iraq and Iran, the sources said.

They said the Turkish military were searching for the militants in the Turkey-Iraq border region.

The PKK - designated a terrorist group by Turkey, the United States and European Union - has carried out a steady stream of attacks on military targets in recent months, stepping up a 28-year-old insurgency.

More than 40,000 people have been killed in the conflict since the PKK took up arms in 1984 with the aim of carving out a Kurdish state.

Fighting between the army and the PKK intensified over the summer, a development which Ankara sees as linked to the chaos in neighboring Syria. Prime Minister Tayyip Erdogan has accused Syria's President Bashar al-Assad of arming the PKK militants. □



Blast halts Iran gas flow to Turkey, 28 troops wounded

October 19, 2012 - By Orhan Coskun - (Reuters) -

ANKARA - Unidentified saboteurs have blown up a pipeline in eastern Turkey carrying Iranian natural gas, halting the flow of gas and wounding 28 soldiers in a passing military vehicle, Turkish officials said on Friday.

The overnight attack, less than a week after gas flow was restarted following a previous attack, prompted Russia's top natural gas producer Gazprom to increase its gas supplies to Turkey to offset the shortfall.

The blast occurred in the area of Eleskirt, a town in Agri province. It was not clear when gas flow through the pipeline would resume.

"Sabotage carried out late last night on the pipeline caused damage and triggered a fire. Twenty-eight soldiers on duty in the area were wounded," an official from the Agri governor's office told Reuters.

The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militant group has

claimed responsibility for repeated attacks on pipelines in Turkey in its 28-year-old armed campaign for Kurdish self-governance, which has intensified over the last few months.

The soldiers were being treated in various local hospitals for minor injuries, burns and smoke inhalation, the official said, adding that the fire had been extinguished.

"Damage assessment will be conducted on the pipeline. After the extent of the damage is determined, we'll be able to say when the flow will resume," an energy official said.

Gas flow from Iran was halted on October 8 after an explosion in eastern Turkey, and resumed a week later.

Flows have also been halted several times on the Kirkuk-Ceyhan pipeline carrying crude oil to Turkey from Iraq in recent months due to suspected sabotage by the PKK, designated a terrorist organisation by Turkey, the United States and the European Union.

After the latest blast, Gazprom's exporting arm, Gazprom Export, said the Turkish company Botas had requested an increase in the gas supply via the underwater Blue Stream pipeline to 48 million cubic metres a day.

"Gazprom Export approved the request," it said in an e-mailed statement.

Turkey is Gazprom's second-largest natural gas consumer after Germany. □



20 October 2012

9 Killed in Clashes between 'Turkish forces and PKK'

Officials say nine people dead in two overnight clashes between army, village guards and Kurdish fighters in southeast.

NINE PEOPLE have been killed in two separate clashes overnight, including six members of Turkey's security forces and three Kurdish fighters, officials have said.

Three special force police officers and three

Kurdistan Workers Party (PKK) fighters were killed on Saturday when gunbattles broke out along a highway in the remote province of Hakkari bordering Iraq and Iran, security sources said.

In a separate incident in Bitlis province, north-west of Hakkari, three state-backed Kurdish village guards were killed

when clashes broke out between PKK fighters around 30km from the provincial capital, the governor's office said.

One Turkish soldier and three village guards were also wounded.

Village guards are part of a local force that operates in towns and villages in eastern and southeastern Turkey where PKK fighters are most active.

The PKK, considered a terrorist group by Turkey, the US and the European Union, has

carried out a spate of attacks on military targets in the past few months, stepping up a conflict that has entered its 28th year.

Fighting between the army and the PKK intensified over the summer, a development which Ankara sees as linked to the chaos in neighboring Syria.

Recep Tayyip Erdogan, Turkey's prime minister, has accused Syria's President Bashar al-Assad of arming the PKK fighters. A claim the PKK denies.

The fighting in Turkey over the past months was some of the heaviest since the PKK took up arms against the state in 1984.

More than 40,000 people have been killed in the conflict. ♦

Les Kurdes de France victimes d'un "amalgame ethnique" avec le PKK ?

Par Gaëlle LE ROUX

Adem Uzun, membre du Congrès national du Kurdistan, a été arrêté en France le 6 octobre et accusé d'être l'un des cadres de l'organisation séparatiste kurde PKK en Europe. L'affaire provoque l'indignation des associations kurdes.

En plein tumulte provoqué par le coup de filet de la police française dans les milieux islamistes radicaux, une seconde opération antiterroriste est passée inaperçue samedi 6 octobre. Ce jour-là, la police, sous les ordres des juges antiterroristes Thierry Fragnoli et David Benichou, a arrêté plusieurs membres de la communauté kurde en Mayenne, à Paris et en région parisienne. Tous sont soupçonnés de trafic d'armes – d'un montant de 1,2 million d'euros selon des informations du quotidien "20 Minutes" – destiné à alimenter la branche armée du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en Irak. Ils étaient surveillés depuis le mois d'avril par la Sous-direction antiterroriste (Sdat).

Parmi les personnes appréhendées, se trouve Adem Uzun, l'un des membres du comité exécutif du Congrès national du Kurdistan (KNK), regroupant des organisations politiques, sociales et culturelles du Kurdistan, basé à Bruxelles. Présenté par les autorités françaises comme étant un "important dirigeant du PKK en Europe", l'homme a été arrêté dans un café à Montparnasse, à Paris, puis écroué le 9 octobre. "Adem Uzun était à Paris [...] pour des activités diplomatiques", s'insurge le KNK dans un communiqué. Il devait participer à un colloque consacré à la situation des Kurdes en Syrie, prévu le 13 octobre à l'Assemblée nationale.

QUELQUE 200 KURDES ARRÊTÉS EN FRANCE DEPUIS 2007

"La détention d'Adem Uzun n'a rien, strictement rien à voir avec les accusations sans fondement qui lui sont reprochées", poursuit le KNK, accusant la Turquie de vouloir "empêcher toute activité politique kurde". "Par cette arrestation, la France a répondu aux attentes d'Erdogan [le Premier ministre turc] en portant atteinte aux fondements du système démocratique français", assure le Congrès national du Kurdistan, qui égratigne au passage le juge Fragnoli, "particulièrement connu pour ses arrestations d'hommes politiques kurdes". Ce magistrat du pôle antiterroriste du parquet de Paris s'illustre en effet régulièrement dans des affaires liées au PKK.



En 2007, notamment, une quinzaine de ressortissants turcs d'origine kurde avaient été arrêtés en région parisienne et inculpés pour "association de malfaiteurs, financement et blanchiment d'argent en relation avec une entreprise terroriste". Parmi les suspects se trouvait Riza Altun, présenté comme le représentant du PKK en Europe. Une opération similaire avait été menée à Marseille en janvier 2009, puis en février et décembre 2010. Ces derniers mois, les opérations de police semblent s'être intensifiées. En mars 2012, sept Kurdes sont arrêtés à Reims. En juillet, 26 jeunes manifestants kurdes sont placés en garde à vue à Strasbourg. En août, cinq autres sont arrêtés à Marseille... Selon le Réseau d'informations libres de la Mésopotamie (ActuKurde), plus de 200 Kurdes ont été arrêtés depuis 2007. La plupart, dont Riza Altun, ont été libérés faute de preuves de leur appartenance au PKK.

ANKARA FAIT PRESSION

Les dernières opérations en date interviennent moins de deux semaines après une nouvelle salve de critiques de Recep Tayyip Erdogan contre Paris et Berlin, les accusant de ne pas aider la Turquie à lutter contre les séparatistes kurdes du PKK. "Les Occidentaux ne veulent pas que nous réglions ce problème, je le dis clairement, l'Allemagne ne le veut pas, la France ne le veut pas et elles ne nous aident pas sur cette question", a déclaré le chef du gouvernement turc, le 27 septembre dernier au cours d'un entretien accordé à la télévision NTV. "D'un côté, [ces pays] s'expriment devant l'Union européenne et classent le PKK dans leur liste des organisations terroristes et de l'autre, ils autorisent leurs représentants à circuler librement dans leurs pays", a-t-il également lancé, avant d'invectiver les autorités allemandes et françaises : "Ils [les chefs du PKK] sont sous votre protection et vous tolérez leurs activités".

Ces dernières années pourtant, la France a fait de larges concessions à la Turquie en matière de lutte antiterroriste. Le 7 octobre 2011, le ministre de l'Intérieur d'alors, Claude Guéant, s'est notamment rendu à Ankara pour signer un accord de "coopération contre le terrorisme", facilitant les extraditions. Lors d'une conférence de presse, il a assuré au chef du gouvernement turc "la détermination totale, indéfectible de la France, à lutter [contre le terrorisme] aux côtés de la Turquie".

"SOUTENIR LA CAUSE DU PEUPLE KURDE"

En inscrivant le PKK sur la liste des organisations terroristes en 1993, Paris et Berlin ont interdit toutes les organisations qui se réclamaient du Parti des travailleurs du Kurdistan. Mais elles ont toutes refait surface peu de temps après sous d'autres noms. "Il existe en Europe tout un réseau d'associations pro-PKK mais qui n'appartiennent pas au PKK et dont les membres ne sont pas membres du PKK, explique Olivier Grojean, maître de conférence en sciences politiques à l'Université d'Aix-Marseille, spécialiste des mouvements kurdes. Cependant, ces associations sont parfois managées – mais pas dirigées – par des militants clandestins du PKK". Les liens entre ces associations et le mouvement indépendantiste sont donc difficiles à démontrer.

Ces organisations préparent régulièrement des manifestations culturelles ou politiques pour sensibiliser l'opinion publique sur la question kurde, dans le but de faire pression sur les gouvernements européens. L'autre volet de leur activité consiste à récolter des fonds pour "soutenir la cause du peuple kurde". La police soupçonne parfois le recours au racket et au trafic de drogue pour financer la lutte armée – fin août, cinq personnes soupçonnées de vouloir assassiner un chef d'entreprise refusant de payer l'"impôt révolutionnaire" ont été arrêtées près de Marseille. "En Europe, je ne crois pas qu'il y ait beaucoup d'activités de type mafieux pour financer la branche armée du PKK. Ici, les associations font plutôt des 'visites aux familles' : elles se déplacent dans les foyers, échangent des nouvelles du pays... Dans la plupart des cas, les personnes donnent un certain pourcentage de leurs revenus, mais de façon volontaire", assure Olivier Grojean. "La transmission, au PKK, des fonds récoltés par des associations est clandestine mais est avérée, poursuit le politologue. En revanche, ⇨

⇒ elle est extrêmement difficile à prouver devant la justice."

"UN AMALGAME ETHNIQUE"

D'ailleurs dans les faits, très peu de Kurdes arrêtés dans le cadre d'opérations antiterroristes sont condamnés, faute de preuves. Dans le cas d'Adem Uzun, arrêté à Paris le 6 octobre, la police française croit avoir trouvé assez d'éléments permettant de démontrer des liens entre les branches politiques et logistiques du PKK. "Les autorités voudraient prouver que la branche politique du PKK a des activités liées à la guerre, comme des achats ou des livraisons d'armes, et donc assimilables à du terror-

isme ou du financement du terrorisme", poursuit Olivier Grojean. "Le problème, c'est qu'a priori, Adem Uzun n'est pas membre du PKK, même si le KNK est ouvertement pro-PKK sans en être une branche, et a évidemment des contacts avec les membres du parti."

Les autorités européennes feraient-elles l'amalgame entre le PKK et les associations luttant pour la reconnaissance du peuple kurde ? C'est notamment le cas en Allemagne, assure Olivier Grojean. "Dans leurs rapports, les services secrets allemands affirment qu'il existe 11 000 membres du PKK en Allemagne, alors que ce chiffre correspond en fait à l'ensemble des

adhérents aux associations kurdes, et à leurs sympathisants. En réalité, il n'y aurait qu'environ 150 membres clandestins du PKK en Allemagne, et une vingtaine en France". Pour Selma Ben Khelifa, avocate d'Adem Uzun basée en Belgique, la confusion des autorités françaises sur la question ne fait aucun doute. "Mon client est accusé d'être membre du PKK, ce qui est faux. Il existe un amalgame complet entre le KNK, la branche politique du mouvement kurde dont il fait partie, et la branche de la lutte armée, dont il conteste faire partie. Cela finit par devenir un amalgame ethnique : vous êtes kurde donc vous êtes forcément soupçonné de faire partie du PKK". ■

l'Humanité

18 octobre 2012

Syrie: un conflit qui peut embraser la région

Le médiateur de l'ONU, Lakhdar Brahimi, a mis en garde la communauté internationale et propose une trêve aux combats. La France dit aider les « zones libérées » mais ignore les Kurdes.

« CETTE CRISE ne peut pas rester confinée indéfiniment au territoire syrien. Soit elle est réglée, soit elle s'aggravera, débordera, et mettra (la région) à feu et à sang. » Ainsi s'exprime Lakhdar Brahimi, le médiateur international, qui effectue depuis une semaine une tournée régionale auprès des pays influents dans le dossier. À Téhéran, le médiateur a appelé à la mise en œuvre d'un cessez-le-feu à l'occasion de l'Aïd al Adha, une des fêtes musulmanes les plus sacrées, qui sera célébré du 26 au 28 octobre.

UNE « TENSION SECTAIRE »

Damas a fait part de sa volonté de discuter de cette proposition, à condition que les rebelles respectent la trêve, tandis que les insurgés ont réclamé la fin des bombardements en premier. Le porte-parole du



Lakhdar Brahimi avec Bachar al-Assad

ministère des Affaires étrangères, Jihad Makdissi, demandait cependant, en faisant allusion à la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite: « Vont-ils faire pression sur les groupes armés qu'ils hébergent, financent et arment, de façon qu'ils respectent le cessez-le-feu? » De son côté, le chef du Conseil national syrien (CNS), fortement soutenu par les Occidentaux, Abdel Basset Sayda, a déclaré que les rebelles ne font « que se défendre et il est normal qu'ils arrêtent les hostilités quand la machine de guerre du régime l'aura fait ».

La commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie, présidée par Paulo Pinheiro, s'est dite

très préoccupée par la présence de « centaines de militants étrangers, islamistes radicaux ou djihadistes », qui ne se battent pas pour la démocratie et la liberté. « Ils ont leur propre agenda » et risquent de radicaliser certains membres de l'opposition. La « tension sectaire » s'est également beaucoup aggravée, a constaté Paulo Pinheiro. Il a précisé que la commission a des raisons de croire que les forces gouvernementales et les groupes d'opposition auraient commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Pour ce diplomate onusien, « il n'y a pas de solution militaire et il faut impérativement trouver un règlement politique,

dans l'intérêt de toutes les victimes ».

RÉPRESSION DES KURDES

On en est loin. Sur le terrain, les combats ne faiblissent pas. Dans la province d'Idleb, l'armée régulière mène depuis dimanche une contre-attaque pour reprendre des positions clés, surtout la ville de Maaret al-Noomane située sur l'autoroute Damas-Alep et prise le 9 octobre. Mais l'attitude des grandes puissances pose des questions politiques, même si elles affirment ne s'occuper que d'humanitaire. La France a ainsi fourni une aide financière et médicale de 1,5 million d'euros depuis fin août à quinze comités civils syriens censés agir dans les zones « libérées » de Syrie (la charia y est maintenant enseignée dans les écoles!) et espère entraîner d'autres pays dans ces programmes. Mais, étrangement, le plan français néglige totalement les zones kurdes, pourtant elles aussi hors du contrôle de Damas. Est-ce pour laisser le champ libre à la Turquie, prête à intervenir pour empêcher toute autonomie kurde à ses portes, tout en continuant la répression contre les représentants et les populations kurdes sur son propre sol? On est en droit de le penser. ●

La situation en Syrie peut-elle entraîner la Turquie dans un conflit ?

Par Hélène Sallon

En s'imposant comme le chef de file de l'opposition internationale au régime syrien, la Turquie s'achemine-t-elle inexorablement vers un conflit avec son voisin ? Traditionnellement ennemis, les deux pays ont traversé plusieurs cycles de tensions depuis que la Turquie a rompu ses relations avec le régime de Bachar Al-Assad, en août 2011. Après une première crise diplomatique en juin, provoquée par l'attaque d'un avion turc par la Syrie, le mois d'octobre a vu une dangereuse escalade entre les deux pays.

Ankara a durci le ton face aux bombardements répétés des forces syriennes contre les insurgés réfugiés sur le territoire turc, qui ont causé la mort de cinq civils turcs le 3 octobre. Le lendemain, le Parlement turc donnait son feu vert à des

Ankara, d'un avion de ligne syrien transportant, selon les autorités turques, du "matériel de guerre" russe. Damas a démenti, mais Moscou a reconnu que cet avion transportait du "matériel pour des stations radar" tout à fait "légal". Les deux pays se sont réciproquement interdit leurs espaces aériens.

"LA MISE À L'ÉPREUVE DE LA TURQUIE"

"Les bombardements syriens sont vus comme des petites provocations destinées à mettre les autorités turques à l'épreuve. Damas veut leur montrer qu'elles ont fait le mauvais choix en soutenant l'opposition et qu'elle peut les provoquer sans que rien ne se passe car ni l'OTAN ni ses alliés ne s'engagent", analyse Jean Marcou, spécialiste de la Turquie à l'Institut d'études politiques de Grenoble. La Turquie s'est imposée comme le



Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, et le dirigeant syrien, Bachar Al-Assad, le 6 février 2011. | AFP

opérations militaires contre la Syrie, ouvrant la voie à une intervention unilatérale d'Ankara. Promettant des ripostes de plus en plus fermes, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a averti la Syrie de ne pas tester sa détermination à entrer en guerre. La crise s'est encore aggravée après l'interception, le 10 octobre, par

centre névralgique de l'opposition syrienne, accueillant tour à tour le Conseil national syrien (CNS), les Frères musulmans syriens – devenus ses nouveaux hôtes de marque –, ainsi que le commandement de l'Armée syrienne libre (ALS) jusqu'à son rapatriement en Syrie en septembre 2012. Si la nature réelle du sou-



Manifestation contre le régime syrien de Bachar Al-Assad à Istanbul (Turquie), le 25 novembre 2011. | REUTERS/MURAD SEZER

tien turc à l'opposition en termes logistique et matériel reste inconnue, "à l'évidence, pas mal d'armes circuleraient à partir de la Turquie, mais il est difficile de l'attester et de connaître la provenance de ces armes", explique Hamit Bozarslan, politologue spécialisé sur la Turquie à l'EHESS.

En appelant ouvertement à la chute du régime syrien, la Turquie a remis en cause plus d'une décennie d'alliance privilégiée avec Bachar Al-Assad. Elle a également sacrifié l'axe stratégique Ankara-Damas-Téhéran, développé dans le cadre de sa politique de bon voisinage, et opéré un retour vers ses alliances traditionnelles avec l'Occident et l'OTAN, dont elle est membre. Un revirement stratégique qui s'est imposé peu à peu. "Jusqu'en juillet 2011, Ankara a pensé que, fort de sa puissance régionale, il pourrait convaincre Bachar Al-Assad de faire des réformes. Il a vu son amour-propre blessé par cet échec", analyse Hamit Bozarslan.

Après être passé à côté des printemps tunisien et égyptien, puis avoir eu une attitude désastreuse en Libye, il était difficile pour le gouvernement islamiste modéré du Parti pour la justice et le développement (AKP) de continuer à soutenir le régime

syrien. "La Turquie a été érigée en modèle politique et économique par les nouveaux régimes en place. Soutenir les printemps arabes constituent une ouverture en ligne avec sa politique de bon voisinage et sa volonté d'expansion économique", explique Jean Marcou.

Les ripostes turques, et plus encore l'interception de l'avion russe le 10 octobre, traduisent "une tentative de reprise en main" de la situation par Ankara, estime Jean Marcou. Les Turcs ont voulu montrer aux Syriens qu'ils pouvaient les gêner et répondre à leurs provocations sans pour autant prendre de risques. Par ailleurs, "ils ont ainsi voulu exhiber le jeu de la Russie, le soutien qu'elle apporte au régime syrien, en dépit de la répression", analyse le politologue. La Turquie n'est pas convaincue du rôle de grande puissance médiatrice que prétend jouer la Russie dans le conflit syrien et entre les deux voisins. "La Turquie a l'impression que la Russie essaie de réduire la crise syrienne à une crise turco-syrienne", estime Jean Marcou. Cet incident pourrait envenimer les relations entre Ankara et Moscou, qui jouent selon Hamit Bozarslan une "diplomatie délicate" pour préserver leurs relations commerciales et

⇒ politiques.

"L'interception de l'avion était également un signal fort envoyé à la communauté internationale car les autorités turques accusent les Etats-Unis, l'Union européenne et l'ONU d'inertie. Elle veut apporter les preuves qu'il y a armement de la Syrie", ajoute Hamit Bozarslan. Le premier ministre turc a ainsi réclamé une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin aux blocages sur la crise syrienne dus au droit de veto utilisé par la Russie et la Chine, ainsi que la mise en place de l'instauration de zones d'exclusion aérienne en Syrie pour épargner les populations civiles.

Cette reprise en main a, aussi et



Ankara a intercepté, jeudi 11 octobre 2012, un avion de ligne syrien en provenance de Russie, après avoir reçu des informations selon lesquelles il transportait des armes et des munitions à son bord vers Damas. | AP/Burhan Ozbilici

surtout, des visées internes. "Tout ce qui peut montrer que la Russie et l'Iran soutiennent le régime de Bachar Al-Assad est un point positif vis-à-vis de l'opinion publique turque qui, selon les derniers sondages, ne soutient qu'à 18-19 % la politique de l'AKP sur la question syrienne", explique Hamit Bozarslan. L'évolution de la guerre et les incertitudes qui y sont liées, ainsi que l'afflux massif de réfugiés — estimés à plus de 100 000 par l'Agence turque de gestion des situations d'urgence —, horrifient l'opinion publique. Et particulièrement la communauté alevi, qui représente un cinquième de la population turque. "En majorité laïcs, ils sont inquiets de la lecture confessionnelle que le gouverne-

ment AKP fait du conflit et de ses répercussions en Turquie", explique Hamit Bozarslan. La politique de bon voisinage du ministre des affaires étrangères turc, Ahmed Davutoglu, a ainsi été critiquée en Turquie en ce qu'elle se traduit par une alliance systématique avec les forces sunnites au Moyen-Orient.

La question kurde est un autre point d'inquiétude pour la population turque, qui craint une nouvelle guerre avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) après l'échec en 2009 des négociations initiées par le pouvoir. Alors que les accrochages se multiplient entre le PKK et les autorités turques, "la question kurde fait l'objet de tous les fantasmes. On attribue des pou-

voirs surnaturels à l'Iran et à la Syrie dans le renforcement de la guérilla du PKK", analyse Hamit Bozarslan. Les autorités turques accusent la Syrie et l'Iran d'armer le PKK et craignent que la région kurde syrienne devienne une base arrière de la rébellion. La Turquie est ainsi convaincue que la Syrie a volontairement laissé se créer, à l'été 2012, un espace autonome kurde dans le nord du pays aux mains du Parti de l'union démocratique — PYD, historiquement voire organiquement proche du PKK.

LA GUERRE COMME ISSUE ?

Bien que les provocations se multiplient entre les deux parties, rien ne dit que la Turquie mettra ses menaces de guerre à



Des hommes sont rassemblés autour des corps des villageois kurdes tués par un raid de l'aviation turque à la frontière irakienne en décembre 2011. Des hommes sont rassemblés autour des corps des villageois kurdes tués par un raid de l'aviation turque à la frontière irakienne en décembre 2011. | REUTERS/STRINGER/TURKEY

exécution. Le conflit syrien, qui a évolué vers une guerre civile, est considéré comme un véritable borborygme pour la Turquie, qui a tiré les leçons de l'invasion américaine en Irak. "Tant qu'elle ne sera pas attaquée de manière sérieuse, la Turquie évitera de s'engager dans un conflit en Syrie. Or, la Syrie n'est pas en mesure d'initier une attaque frontale. La Turquie fait tout pour maintenir la situation sous son contrôle et éviter une dérive qui serait dangereuse, en partie parce que l'opinion publique turque y est opposée", estime Jean Marcou.

"Entrer dans une guerre avec le voisin syrien signifierait prendre de très gros risques par rapport à la Russie et à l'Iran", renchérit Hamit Bozarslan. "Même si aucune des parties ne peut se permettre une rupture ouverte, Ankara et Téhéran sont entrés en situation de guerre froide", estime-t-il. La participation de la Turquie au système de défense anti-missile de l'OTAN, le prestige qu'elle a acquis pendant les printemps arabes, ainsi que son alliance avec les forces sunnites de la région, ont mis à mal son alliance stratégique avec Téhéran.

La Turquie se retrouve ainsi dans une position délicate. La survie du régime de Bachar Al-Assad rend difficile la possibilité pour Ankara de jouer un véritable rôle de médiateur dans la crise. L'appel du premier ministre Erdogan, mardi, à

l'organisation de pourparlers à trois avec l'Iran et l'Egypte est à ce jour resté sans réponse. "La Turquie peut jouer un rôle de médiation mais davantage envers l'opposition syrienne pour une transition politique", explique Jean Marcou. Toutefois, l'enthousiasme avec lequel la Turquie aide l'opposition à préparer la transition politique a été mis à rude épreuve. "La Turquie est gênée par les difficultés de cette opposition, ses divisions et le décalage entre l'opposition de l'extérieur et celle sur le terrain", précise le politologue.

La Turquie est pour le moment loin d'avoir tiré son épingle du jeu dans le conflit syrien. "Depuis dix ans, elle se projette dans un imaginaire de puissance régionale mais c'est fini car elle est en conflit avec Israël, l'est aussi régulièrement avec les Etats-Unis et, de façon plus inquiétante aujourd'hui, avec l'Iran. La politique turque de grande puissance, pour des raisons indépendantes de sa volonté, arrive à ses limites", estime Hamit Bozarslan. ●

Hélène Sallon

Assez de dérobades, il faut intervenir en Syrie !

Collectif

Jacques Bérés, chirurgien de guerre ; Mario Bettati, professeur émérite de droit international ; André Glucksmann, philosophe ; Bernard Kouchner, ancien ministre ; Bernard-Henri Lévy, philosophe, directeur de la revue « La Règle du jeu », membre du conseil de surveillance du « Monde »

Le gang barbare des Assad et les extrémistes islamistes sont les ennemis de l'avenir démocratique de la Syrie. Ce sont les ennemis de la paix au Moyen-Orient. Ce sont nos ennemis. Lorsque la contestation a démarré à Deraa, en mars 2011, dans la foulée des « printemps arabes », nul n'aurait imaginé que, vingt mois plus tard, le régime baasiste en serait venu à massacrer près de 40 000 personnes, à en enlever, torturer ou faire disparaître des milliers d'autres, à faire donner les tanks et l'aviation contre son propre peuple.

Nul n'aurait imaginé non plus que la communauté internationale allait abandonner les populations syriennes aux mains de leurs bourreaux. Dès que la contestation s'est heurtée au feu des troupes de Bachar Al-Assad, les banderoles des manifestations, alors pacifiques, réclamèrent un soutien international. Lorsque l'armée et les miliciens chabbiha ont commencé à assassiner en masse, les opposants ont interpellé les consciences en demandant pourquoi l'on ne faisait pas pour la Syrie ce qui avait été fait pour la Libye.

Mais seul un terrible silence a répondu à cet appel. De sorte qu'au fil des mois, les révolutionnaires en sont venus à dénoncer d'abord l'indifférence, puis l'abandon, puis la trahison des nations et, finalement, ce qu'ils jugent comme une complicité, au moins passive, avec le régime. Pis, chez nombre de ceux qui risquent quotidiennement leur vie en affrontant la mafia au pouvoir à Damas, est en train de se répandre l'idée, vraie ou fausse peu importe, que les puissances occidentales préfèrent, tout compte fait, une Syrie livrée à la guerre civile et au chaos, et démembrée.

Ne nous étonnons pas que, dans ces conditions, dans la foulée de l'amertume engendrée par l'inqualifiable inertie des grands pays démocratiques, dans le climat de désespérance qui règne à Alep,

« Aider à la chute de la tyrannie en place sans encourager, pour autant, les aspirants tyrans de l'islamisme radical »

Homs et Deraa, l'islamisme radical, sous toutes ses formes, et parfois les plus terribles, ne cesse de gagner du terrain. La Syrie était une nation pluriconfessionnelle où l'islam sunnite modéré majoritaire s'accommodait des minorités – chrétiennes, alaouite, druze, ismaélite, turkmène ou chiite.

Dès que son pouvoir a été contesté, Bachar Al-Assad a entrepris de persuader l'opinion syrienne, ainsi que la communauté internationale, qu'il était confronté à des bandes de criminels et de terroristes islamistes. Histoire d'être plus convaincant il a fait sortir de prison les fous de Dieu syriens qu'il avait arrêtés à leur retour de djihad en Irak. Et, chez les Occidentaux, cette propagande a reçu, hélas, un certain écho et fourni un alibi supplémentaire à l'immobilisme. Dix-neuf mois, et 40 000 morts, plus tard, la prophétie s'est en partie autoréalisée.

Oui, il y a de plus en plus d'extrémistes dans l'opposition syrienne. Oui, il y a des djihadistes étrangers qui viennent renforcer les rangs des combattants. Oui, ils sont de plus en plus nombreux chaque semaine. Oui, ces quelques milliers de fanatiques, nationaux ou venus de l'extérieur, commettent des attentats-suicides qu'il faut condamner. Et oui encore, les insurgés se tournent d'autant plus volontiers vers le fondamentalisme que

seuls les pays sous régime islamiste leur fournissent une aide réelle – qu'elle soit humanitaire, financière ou militaire.

Mais non, mille fois non, nous ne pouvons pas en rester à ce constat navré. Non, mille fois non, nous ne devons pas, pour autant, nous laver les mains de la souffrance des civils syriens ni renoncer à soutenir les courants démocratiques qui luttent dans le pays.

Les gouvernements occidentaux refusent de livrer des armes à la révolution au prétexte qu'elles pourraient tomber entre de mauvaises mains ? Qu'ils prêtent plutôt l'oreille à ces chefs de katibas qui espèrent recevoir de l'équipement, non seulement pour combattre l'armée d'Assad, mais pour construire une force alternative aux fondamentalistes. Qu'ils écoutent le

me touche à ses armes chimiques. C'est, en d'autres termes, accorder à celui-ci le droit de tuer par tous autres moyens. C'est tracer une ligne rouge qui consent à des milliers, peut-être des dizaines de milliers, de victimes supplémentaires.

C'est sous-entendre que la communauté internationale ne serait fondée à bouger que dans le cas où le massacre des Syriens tournerait au chaos régional. Mais c'est aussi, qu'on y prenne garde, convenir qu'une intervention est possible, techniquement, militairement, possible. Alors ? Alors, il y a urgence. Urgence à empêcher que le scénario du pire ne se réalise. Urgence à casser la mécanique infernale qui est en train de se mettre en place. Urgence à briser la double mâchoire du piège qui ne laissera, un jour, d'autre choix aux femmes et aux hommes de Syrie que celui entre deux dictatures.

Assez de dérobades ! Assez de pusillanimité ! L'avenir démocratique de la Syrie requiert une aide décisive. Que ce soit en neutralisant l'aviation qui bombarde villes et villages, en fournissant les armes idoines aux courants démocratiques parmi les combattants, en apportant renfort et espoir aux Alaouites, y compris dans les sphères du pouvoir, qui veulent se débarrasser des criminels à la tête de l'Etat. C'est précisément quand on estime, comme nous, que la dictature des Assad est à juste titre condamnée et que le fondamentalisme islamiste constitue un danger majeur pour l'avenir du pays, que s'impose le devoir de protéger ; et, associé à ce devoir de protéger, non moins impératif que lui, le devoir de veiller à la sécurité de toutes les composantes, toutes les minorités constitutives du peuple syrien. L'enjeu dépasse la Syrie.

Il dépasse même le Moyen-Orient. Il s'agit, aussi, de redonner aux nations démocratiques un autre visage que celui de la veulerie : un visage humain, solidaire, généreux. Et il s'agit de rompre, comme cela se fit en Libye, l'engrenage hideux et fatal du prétendu « choc des civilisations ». Aider à la chute de la tyrannie en place sans encourager, pour autant, les aspirants tyrans de l'islamisme radical, c'est ce qu'attendent de nous les démocrates de Syrie et, au-delà de la Syrie, du monde.

Ne pas intervenir, tandis que s'accélère le massacre des innocents, c'est adresser, en revanche, le pire des messages et c'est renforcer,

Conseil national syriaque, qui veut la chute des gangsters au pouvoir mais demande de l'armement pour protéger sa communauté du totalitarisme islamiste.

N'ont-ils pas non plus entendu le message des révolutionnaires kurdes qui redoutent l'islam-nationalisme et récusent la menace hégémoniste que font planer le Parti des travailleurs du Kurdistan PKK et son relais syrien le PYD ? C'est à nous – Europe, Etats-Unis – que s'adressent tous ces ennemis de Bachar Al-Assad et des fanatiques islamistes...

Le Conseil de sécurité de l'ONU étant paralysé par les veto russe et chinois, n'importe quelle autre alliance est justifiée pour arrêter les rivières de sang qui coulent dans les villes syriennes. Vladimir Poutine, lui, n'a attendu aucun feu vert d'une quelconque instance pour fournir un appui en armes et munitions à son protégé syrien. Lequel reçoit aussi un soutien financier de l'Iran et de l'Irak, ainsi que le renfort en hommes du Hezbollah. La situation rappelle celle de l'Espagne de 1936, quand les démocraties se déshonoraient par leur neutralité, tandis que de leur côté Mussolini et Hitler apportaient une aide aux putschistes de Franco.

Ainsi toute instance de légitimité alternative est bonne à prendre dès lors qu'elle peut aider à sauver ce qui peut l'être des objectifs initiaux (chute de la dictature mafieuse, dignité, liberté...) de cette révolution qui se poursuit malgré les amoncellements de cadavres.

Au lieu de quoi l'OTAN, l'UE, la France, les Etats-Unis, s'évertuent à répéter qu'aucune intervention militaire n'est possible – sauf si...

Oui, c'est peut-être le plus révoltant : aucune intervention n'est pensable, nous disent-ils, sauf si le régi-

en particulier, le sentiment anti-occidental. L'honneur, l'humanité, mais aussi l'intérêt politique bien

compris, commandent engagement et fermeté. ■

REUTERS

Le Kurdistan irakien défie Bagdad en vendant du pétrole

Par Jessica Donati et Peg Mackey | Reuters – lun. 22 oct. 2012

LONDRES - Le Kurdistan irakien a fait un pas de plus vers son autonomie énergétique et financière en commençant à vendre du pétrole sur le marché international, au grand dam du gouvernement de Bagdad, soucieux d'asseoir son contrôle sur l'ensemble des ressources en or noir du pays.

Deux des plus importantes compagnies de trading au monde, Trafigura et Vitol, ont acheté du brut léger (condensat) irakien, malgré les mises en garde de Bagdad, qui considère ces transactions comme illégales.

Le pétrole a été transporté par camions-citernes jusqu'en Turquie, où il a été chargé au début du mois d'octobre.

En traitant avec ces deux groupes, les autorités du Kurdistan irakien ont placé le pouvoir central dans une position délicate.

L'Irak dépend en effet en partie de ces deux firmes pour ses importations de produits raffinés, comme l'essence et le gazole. Un changement de fournisseurs par Bagdad entraînerait inévitablement une hausse de ces produits pour le consommateur.

Le gouvernement irakien a bien tenté de faire pression sur les grandes compagnies pétrolières en leur signifiant que tout achat de pétrole kurde effectué sans son aval aurait des conséquences sur leurs contrats pétroliers dans le sud du pays.

Mais l'immense potentiel détecté au Kurdistan irakien semble peser plus lourd que toute menace aux yeux des grands acteurs du secteur.

BAGDAD EN CONFLIT AVEC EXXON

Le gouvernement irakien est en conflit avec Exxon, qui a conclu un accord commercial l'an dernier avec le Kurdistan et ouvert une brèche où se sont engouffrées d'autres compagnies comme Total, Chevron ou encore Gazprom.

Ces firmes ne cachent pas qu'elles sont plus intéressées par les accords de partage de production proposés par les autorités d'Arbil que par ceux conclus avec Bagdad, qui reposent sur un paiement fixe par baril extrait concédé aux entreprises par l'Irak.

Pour l'instant, les volumes traités avec le Kurdistan irakien n'ont rien à voir avec le montant des exportations sorties des puits du Sud.

Selon une source pétrolière kurde, les ventes de condensat devraient atteindre 12.000 barils par jour à la fin du mois d'octobre et augmenter régulièrement par la suite.

En attendant, les professionnels du secteur voient dans les champs pétrolifères kurdes un nouvel eldorado. "Ce flot promet d'être immense: du brut, du naphta, du GPL (gaz de pétrole liquéfié), du condensat. Bien sûr, tout cela est très politique", note un négociant du marché. ●

rfi

24 octobre 2012

Turquie : Ankara veut faire cesser la grève de la faim aux détenus kurdes

Par RFI, Avec notre correspondant à Istanbul, Jérôme Bastion

En Turquie, le ministre de la Justice a lancé un appel aux centaines de détenus kurdes en grève de la faim pour qu'ils renoncent à leur action. Selon le ministre, il y a actuellement environ 680 détenus, qui ont cessé de s'alimenter depuis la mi-septembre dans plus de 50 prisons turques.

En Turquie, ce jeudi 25 octobre, c'est le 44e jour de grève de la faim pour près de 700 kurdes. Cec sont parfois des élus, maires ou parlementaires, souvent des cadres du parti pour la Paix et la Démocratie, ou BDP, souvent aussi des prévenus poursuivis pour liens avec la rébellion, et enfin des avocats.

Ils sont mobilisés autour du sort du leader historique du parti des Travailleurs du Kurdistan, condamné à la prison à vie après

son arrestation en 1999. Hier, à la veille de la fête du sacrifice, le ministre de la Justice leur a rendu visite dans une prison.

Inattendue, car inhabituelle dans le cadre du perpétuel bras de fer entre gouvernement central et kurdes autonomistes, la visite en forme de main tendue du ministre de la Justice ne fera sans doute pas cesser immédiatement le mouvement de protestation qui grossissait depuis des semaines, mais il répond au moins à une des trois revendications des grévistes.

Sadullah Ergin a en effet souligné que bientôt les accusés kurdes auraient pleinement le droit de se défendre en leur langue maternelle devant les tribunaux ; tribunaux qui, comble et paradoxe, leur reprochent justement de se battre pour la reconnaissance de leurs droits culturels. Autre demande des grévistes : l'autorisation de la langue kurde dans tous les lieux publics ; une exigence qui paraît difficile à satisfaire, même si de grands progrès ont été réalisés dans cette



Le prisonnier Abdullah Öcalan, fondateur et symbole du PKK, est maintenu à l'isolement depuis 15 mois. AFP

direction ces dernières années.

Et enfin, le point sensible et central de ce mouvement, c'est le sort du prisonnier Öcalan, maintenu à l'isolement depuis quinze mois sans visite de ses avocats. Le ministre a promis une action gouvernementale prochaine « dans la mesure du possible ». Une attitude conciliante du ministre se disant « à l'écoute » des protestataires qui semble annoncer la reprise de pourparlers au plus haut niveau pour stopper la spirale guérilla-répression qui s'était emballée ces derniers mois. ○

A Kurdish Wedge Between Iraq, Turkey

By Joost Hiltermann

The mood in Erbil, Sulaymaniyah and Dohuk - the three largest cities in Iraqi Kurdistan - is newly buoyant these days, and with good reason. Iraq's Kurds, who occupy the semiautonomous region run by the Kurdistan Regional Government (KRG), have much to celebrate.

They enjoy relative peace and stability compared with the rest of the country, boast a moderately open society, and, over the past year, have received a whopping vote of confidence in their nascent economy from some of the world's largest oil companies, including ExxonMobil, Chevron, Total and Gazprom, all of which have signed exploration contracts with the KRG. Not only is Iraqi Kurdistan undergoing an unprecedented building boom, but its people are now articulating a once-unthinkable notion: that the day they will break free from the rest of Iraq is nigh.

As the Kurds press forward, they are growing increasingly estranged from the government of Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki; personal relations between Maliki and the Kurdish regional president, Massoud Barzani, have reached an all-time low, keeping them from resolving critical disputes over power, territory, and

resources. This past June, Barzani and other opponents of Maliki tried to oust the prime minister through a vote of no confidence, and although they failed to do so, their ambition remains very much alive.

The Kurds are victims of history, geography and, on the occasions they overreach, their own ambitions. For almost a century, they have struggled to free themselves from central control and to overcome their landlocked location. Today, a rapidly changing region is presenting them with new allies and fresh opportunities. Yet there is good reason to believe that the Kurds will have to defer their quest for statehood once again, at most trading Baghdad's suffocating embrace for a more amenable dependence on Turkey.

Although Ankara has long supported Iraq's territorial unity as a barrier against Iranian influence and as a check against secessionist impulses among its own Kurdish population, the government of Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has recently begun to shift strategies. Since 2008, it has forged a close economic bond with the KRG by opening its border and encouraging Turkish investments in the Kurdish region, and its relations with Baghdad have deteriorated due to Maliki's authoritarian turn and the growing perception in Ankara that Maliki is serving as a proxy for Iran.

The question is how far Turkish leaders will go -- whether they will be prepared to abandon their Plan A, reinforcing a unified Iraq, for Plan B, linking up with entities estranged from Baghdad, such as the Kurds and the largely Sunni provinces in northern Iraq, at the risk of breaking up Iraq. Already, the rhetoric in Ankara has changed. Officials no longer refer to Iraq's unity as a *sine qua non*; now, it is a "preference." And Erdogan is said to have promised Barzani that Turkish forces will protect the Kurdish region in the event of a military assault from Baghdad. Even if the unannounced visit that Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu made to the contested city of Kirkuk in August wasn't meant to signal support for the Kurds' territorial claims in Iraq, Baghdad's furious reaction showed that it was received that way.

Maliki has announced plans to establish a new military headquarters in Kirkuk, and there are other unsettling signs of the city's growing militarization. Barzani, for his part, is offering Turkey powerful incentives to turn away from Baghdad: a regular flow of more than one million barrels of oil a day through a set of direct pipelines now under construction, a stable Sunni Kurdish buffer on Turkey's southeastern border against Maliki's Shiite-dominated government and the

KRG's help in blocking Kurdish rebels from expanding into Kurdish areas of Syria.

For Turkey, however, the risks of throwing its support behind Iraq's Kurds would be enormous. A disintegrating Iraq would strengthen Iran's quest for regional dominance, and an independent Iraqi Kurdistan would further empower Turkey's own Kurdish minority. Turkish leaders face a serious dilemma. They cannot predict the outcome of the crisis in Syria or to what extent Kurds throughout the four countries they inhabit will be empowered by it. Yet Turkey urgently needs access to Iraq's energy resources, and as long as its relations with Baghdad remain in the doldrums, Ankara appears ready to buy oil directly from the Kurds without a green light from the Maliki government.

Such a move would help the Kurdish region gain more autonomy from Baghdad and give it leverage over Ankara. It will not, however, produce a state. In the end, the Kurds will remain stuck in Iraq, but more and more on their own terms. Given their troubled history, this is serious progress, and it offers a foundation on which to build something even better.

Joost R. Hiltermann is Deputy Program Director for the Middle East and North Africa at the International Crisis Group and Research Affiliate at the MIT Center for International Studies. This is a condensed version of an essay that will appear in the November-December issue of *Foreign Affairs*. ♦



Syrie: un Kurde torturé par des rebelles succombe à ses blessures

BEYROUTH, 29 oct 2012 (AFP)

UN KURDE TORTURÉ par des rebelles syriens dans la province d'Alep (nord) a succombé lundi à ses blessures, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), ajoutant que certains groupes de l'opposition avaient repris les méthodes répressives du régime.

"Khaled Bahjat Hamdu, un Kurde de 37 ans (...), est mort de blessures causées par les tortures qui lui ont été infligées alors qu'il était détenu par un groupe armé près du village de Hayan", a annoncé l'OSDH, basé au Royaume-Uni et s'appuyant sur un réseau de militants et de sources médicales civiles et militaires à travers la Syrie.

M. Hamdu avait été fait prisonnier en même temps que près de 200 autres Kurdes pendant des combats inédits entre rebelles et miliciens kurdes, qui ont fait une trentaine de morts.

Conduit à Hayan, au nord d'Alep, M. Hamdu "a été torturé avec des décharges électriques. Il faisait partie des 120 Kurdes libérés dimanche, mais il était si faible qu'il est mort le lendemain matin", a déclaré le chef de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

"Certains des groupes armés utilisent les méthodes répressives du régime", a-t-il dénoncé. "Nous ne devons pas rester silencieux face à cela".

Après les combats de vendredi, de nouveaux affrontements ont eu lieu entre des miliciens kurdes et des rebelles syriens dans le nord du pays, selon l'OSDH.

La minorité kurde (15% des 23 millions de Syriens) est hostile au régime de Bachar al-Assad, qui l'a réprimée, mais se méfie de l'opposition qu'elle juge peu encline à reconnaître sa spécificité.

Quelque 600.000 Kurdes vivent dans la région située au nord-est d'Alep, et la crainte est grande de voir les tensions communautaires s'envenimer dans les zones frontalières de la Turquie d'où l'armée s'est retirée.

"Dans les zones d'où les rebelles ont chassé l'armée, il y a un vide en matière de sécurité. Certains des combattants ne souhaitent pas du tout la démocratie. Ce sont juste des seigneurs de guerre qui profitent du chaos", a dénoncé M. Abdel Rahmane. □

Selma, capitale rebelle du djebel Akrad syrien



Reportage

Selma (Djebel Akrad, Syrie)
Envoyé spécial

C'est une ville d'hommes. Les femmes, les enfants, les vieux sont partis. A Selma, la « capitale » du djebel Akrad, il ne reste plus que des combattants de l'Armée syrienne libre (ASL), ou presque. Les portes battent au vent, les herbes folles poussent au milieu de la rue principale et le seul bruit est celui des motos pétaradantes, chargées d'hommes barbus armés de kalachnikovs.

Depuis sa chute aux mains de l'Armée syrienne libre (ASL), le 5 juin, Selma est devenue le quartier général des combattants du djebel Akrad, la « montagne kurde », qui, comme son nom ne l'indique pas, est peuplée depuis le XIII^e siècle d'Arabes sunnites. Peu à peu, les katibas, des groupes de 50 à 150 combattants constitués autour d'un chef local, ont afflué de toute la région côtière, encore sous contrôle gouvernemental, ou se sont formées sur place. Et les civils sont partis, épuisés par les bombardements, l'absence d'électricité et d'eau courante et le blocus gouvernemental, qui prive la région d'essence et de biens de première nécessité. Tout manque, tout est rationné, même la farine.

« Le président français a dit qu'il aiderait les zones libérées. Voilà, nous sommes libres ! Où est l'aide ? »

Rami Habib
directeur de l'hôpital

Tout est hors de prix. Selma ne compte donc plus que 75 familles et plusieurs milliers de combattants. Personne ne veut dire, ni même ne sait, exactement combien de combattants sont là.

Chaque katiba squatte un ou plusieurs appartements, si possible abrités de la ligne de crête à moins de 3 km au sud-ouest à vol d'oiseau, d'où les tanks gouvernementaux tirent régulièrement sur la ville à l'aveuglette. Des hélicoptères viennent régulièrement larguer des barils remplis de TNT et de chlore, dont l'explosion fait trembler le sol et résonner la vallée. L'un d'entre eux a détruit deux étages de l'immeuble dans lequel est installé le seul hôpital de campagne de Selma, qui compte quatre lits et une chambre d'opération sommaire.

Bien que régulièrement bombardée, Selma reste une base assez sûre pour l'ASL. Les routes de montagne qui y mènent sont tellement étroites qu'une colonne de blindés serait vite bloquée. Quant à envoyer des Mig, la frontière turque est trop proche pour manœuvrer sans la franchir.

L'homme le plus puissant de la ville ne porte pas d'armes. Médecin, Rami Habib dirige l'hôpital improvisé, installé dans un sous-sol pour plus de sécurité. Mince et soucieux comme un chat aux aguets, le médecin a quitté la Grande-Bretagne en décembre 2011, où il pratiquait depuis sept ans, à Leicester, pour venir servir la révolution. Son « bureau », une pièce couverte de tapis, ne désemplit pas de combattants venus faire soigner leurs blessés ou demander de la nourriture, dont il gère la distribution. Autant dire qu'il tient entre

ses mains la vie et la mort.

Le plus souvent, c'est la mort : « Je n'ai pas d'ambulance, pas de matériel de chirurgie, pas de machine pour anesthésier, pas d'ambulance pour évacuer les blessés, explique-t-il sans se départir de son calme. Tout ce que je peux faire, c'est stabiliser ceux qui ne sont pas mortellement blessés et les envoyer en Turquie sur un pick-up couvert de matelas. J'ai un générateur mais pas d'essence pour le faire fonctionner. A part les combattants, je traite 20 000 civils, des bébés, des vieillards, des femmes enceintes. Le président français a dit qu'il aiderait les zones libérées. Voilà, nous sommes libres ! Où est l'aide ? Tout ce que je reçois vient d'ONG françaises, britanniques, turques et syriennes... »

Un combattant vient l'interrompre pour lui demander la part de farine revenant à son groupe. Le docteur Habib consulte son registre : « Trente hommes, un demi-kilo par jour et par homme, je ne peux pas te donner plus que trois jours », puis il griffonne un mot sur la page arrachée d'un calendrier. Un colosse débarque, la poitrine barrée de charges : « C'est pour le groupe d'Abou Haytham. » Le médecin se renfrogne : « Quelqu'un de chez vous est déjà venu ce matin. Vous êtes combien, à la fin ? Je ne donne plus rien tant que vous ne me donnez pas la liste de vos hommes. » Le géant repart dépité. Le médecin soupire : « C'est compliqué de leur faire entendre raison. Chacun veut régler son problème au jour le jour. Moi, j'essaie de mettre en place un système. » Il évite soigneusement d'arbitrer entre les différents milices. « Je ne veux pas avoir de rôle militaire », explique le médecin.

Plus de 35 000 morts en dix-neuf mois, selon une ONG

Les violences en Syrie ont fait plus de 35 000 morts, en majorité des civils, depuis le début de la contestation contre le régime de Bachar Al-Assad en mars 2011, a estimé mercredi 24 octobre une ONG syrienne proche de l'opposition. Au moins 24 964 civils ont péri, a précisé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé en Grande-Bretagne, qui s'appuie sur un réseau de militants et de

médecins sur place. L'OSDH considère comme des civils ceux qui ont pris les armes contre les troupes du régime. Selon ce décompte, le nombre de soldats tués atteint 8 767 et celui des soldats déserteurs 12 766. Elle y ajoute 422 autres personnes tuées dont l'identité n'a pas pu être établie. Ce bilan ne comprend pas les personnes disparues en détention, ni les miliciens pro-régime (chabiha). - (AFP.)

C'est la tâche du général de brigade Ahmed Rahal, élu chef du conseil militaire pour la région côtière et le djebel. « Les divisions entre katibas ont causé des problèmes de financement et une concurrence pour l'approvisionnement en armes. Maintenant, nous essayons de nous unifier et de coordonner les opérations en mettant nos moyens en commun. » C'était le cas pour l'assaut contre le nid d'aigle de Burj Al-Qassab, début septembre, ou l'attaque du village de Bdama, puis la prise de la base militaire de Zaynieh, à l'est du djebel Akrad, tombée récemment aux mains de l'ASL. Mais il arrive encore qu'un chef rebelle parte la fleur au fusil, dans l'espoir de remporter une victoire qui rehaussera son prestige, lui ramènera des hommes et des armes de la part de riches donateurs basés à l'étranger. Abou Basir, le chef de la katiba Ezz ben Abdelsalam, s'est ainsi attaqué presque seul à Nabi Younes, une position de l'armée située sur une hauteur. Bilan : une vingtaine de « martyrs » et un « retrait tactique » synonyme de défaite.

Tout comme l'opposition politique, en pleine fragmentation, il y a désormais plusieurs directions militaires concurrentes à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie. Le général Rahal reconnaît que tous les révolutionnaires ne respectent pas son leadership : « Ce sont des civils, ils n'aiment pas recevoir des ordres militaires. Pour eux, tout soldat, même déserteur, a servi le régime », soupire-t-il.

Les combattants circulent à travers le pays avec une étonnante facilité : on trouve, à Selma, des unités venues de Hama, dans le centre du pays, qui impressionnent les autres par leur discipline et leur ancienneté. Ce qui manque le plus, ce sont les armes : une kalachnikov – le plus souvent importée en contrebande d'Irak – coûte 1 000 à 1 500 dollars, une balle près de 2 dollars. L'argent vient de la diaspora, d'hommes d'affaires ou de mystérieux bienfaiteurs du Golfe. Ici, la rébellion ne dispose pas d'armes lourdes. « Nous n'avons pas la chance de bénéficier de l'argent des hommes d'affaires d'Alep, comme nos frères de la région d'Idlib, hélas », regrette Abou Burhan, un commandant local.

Il y a plusieurs sortes de chefs

de katibas : des riches commerçants de la région de Lattaquié, des gradés ayant déserté. Certains groupes sont dirigés par de jeunes salafistes qui en imposent par leur courage et leur foi. Abou Sami est un gros propriétaire terrien de Majdal Kikhia. Sa mère est la descendante d'un agha, un féodal du temps de l'occupation ottomane. A défaut de faire le poids militairement, il offre le couvert à tous les

combattants qui passent devant chez lui. Ses trois filles cuisinent sans relâche, toujours souriantes et pomponnées comme des animatrices d'un jeu télévisé.

Entre deux opérations, les combattants se rendent visite, se font tatouer le nom de Dieu, de leur kati-ba ou de leur fiancée. Font des allers-retours entre la fontaine et le seul café du village. Les cigarettes semblent être la seule chose dont ils ne

peuvent pas se passer. Chacun est libre d'aller combattre ou pas. Régulièrement, ils bénéficient d'une permission pour aller visiter leur famille, quand elle est réfugiée en Turquie. Le bandana noir frappé de la chahada (la profession de foi musulmane) est devenu un must, sans qu'on sache toujours démêler entre l'effet d'imitation et une montée réelle d'extrémisme salafiste. « Il est évident que les Syriens, qui

ont été abandonnés à eux-mêmes depuis un an et demi face à un régime criminel, s'en remettent de plus en plus à Dieu », observe le docteur Habib. Le médecin note aussi avec inquiétude une montée du discours anti-alaouite, la confession du clan présidentiel, chez les jeunes combattants : « Je leur dis toujours : en Syrie, il n'y a que deux confessions, ceux qui sont avec le régime et ceux qui sont contre. » ■

LEWIS ROTH

Herald  Tribune | OCTOBER 29, 2012

Iraqi sects join Syrian battle on both sides

BAGHDAD

BY YASIR GHAZI AND TIM ARANGO

Militant Sunnis from Iraq have been heading to Syria to fight against President Bashar al-Assad for months. Now, Iraqi Shiites are joining the battle in increasing numbers, but on the government's side, transplanting the explosive Iraqi sectarian conflict to a civil war that is increasingly fueled by religious rivalry.

Some Iraqi Shiites are traveling to Tehran first, where the Iranian government, the chief regional ally of Syria, is flying them to Damascus, the Syrian capital. Others take tour buses from the Shiite holy city of Najaf, Iraq, on the pretext of making a pilgrimage to an important Shiite shrine in Damascus that for months has been protected by armed Iraqis. While the buses do carry pilgrims, Iraqi Shiite leaders say, they are also ferrying weapons, supplies and fighters to aid the Syrian government.

"Dozens of Iraqis are joining us, and our brigade is growing day by day," Ahmad al-Hassani, a 25-year-old Iraqi fighter, said by telephone from Damascus. He said that he had arrived in the capital two months ago, on a flight from Tehran.

The Iraqi Shiites are joining forces with Shiite fighters from Lebanon and Iran, driving Syria ever closer to becoming a regional sectarian battlefield.

Lebanon, which has 100,000 Syrian refugees, was pushed to the brink this month when a Sunni intelligence chief was assassinated in a bombing. Many Lebanese blamed the Syrian government and its allies for the attack. Jordan, sheltering about 180,000 refugees, has struggled to contain the violence on its border, which claimed the life of a Jordanian soldier in a firefight with extremists last week. Turkey, with about 100,000 refugees, has traded artillery fire with Syria since Syrian shelling killed five civilians near the border early this month.

Now Iraq, still haunted by its own sectarian carnage, has become increasingly entangled in the Syrian war. And Iran, which, like Iraq, is majority Shiite, appears to be playing a critical role in mobilizing Iraqis.

According to interviews with Shiite leaders in Baghdad, the Iraqi volunteers

are receiving weapons and supplies from the Syrian and Iranian governments, and Iran has organized travel for Iraqis willing to fight in Syria on the government's side.

Iran has also pressed the Iraqis to organize committees to recruit young fighters. Such committees have recently been formed in the Shiite heartland in southern Iraq and in Diyala, a religiously mixed province north of Baghdad.

Many Iraqi Shiites increasingly see the Syrian war — which pits the Sunni majority against a government dominated by Alawites, an offshoot of Shiite Islam — as a battle for the future of Shiite faith. This sectarian cast has been heightened by the influx of Sunni extremists aligned with Al Qaeda, who have joined the fight against the Syrian government much as they did in the last decade against the Shiite-led Iraqi government.

"Syria is now open to all fighters, and Al Qaeda is playing on the chords of sectarianism, which will spur reactions

Iran appears to be helping to mobilize Iraqis for Damascus.

from the Shiites, as happened in Iraq," said Ihsan al-Shammari, an analyst and professor at Baghdad University's College of Political Science.

Abu Mohamed, an official in Babil Province with the Sadrist Trend, a political party aligned with the populist Shiite cleric Moktada al-Sadr, said he had recently received an invitation from the Sadrists' leadership to a meeting in Najaf to discuss a pilgrimage to the shrine of Sayyida Zeinab, a holy Shiite site in Damascus. "We knew that this is not the real purpose because the situation is not suitable for such a visit," he said. "When we went to Najaf, they told us it's a call for fighting in Syria against the Salafis," ultraconservative Sunni Muslims.

A senior Sadrist official and former member of the Iraqi Parliament, speaking on condition of anonymity, said that convoys of buses from Najaf, ostensibly for pilgrims, were carrying weapons and fighters to Damascus.

Iran, which has been accused of sending arms and fighters to Syria, may have employed the same ruse. After the Syrian rebels detained 48 Iranians in Damascus in August, the Iranian government

said they were pilgrims, and expressed outrage that they had been kidnapped by the rebels. According to U.S. intelligence officials, at least some of the pilgrims were members of the elite Iranian Islamic Revolutionary Guards Corps.

Religious warriors, however, do not always make such distinctions. In Diyala Province, still a hotbed of Iraq's Sunni insurgency, Shiite leaders say they are seeking volunteers for a "combat regiment" to defend the Zeinab shrine against "the holders of extremist Salafi ideology backed by Gulf states," according to Abu Ali al-Moussawi, the head of a recruitment committee. He said that 70 men from Diyala had recently left to join the fight in Syria.

Abu Sajad, who moved to Damascus in 2008 and joined the fight after the rebellion began, said he and other Iraqi fighters were indeed fighting to protect the shrine. A former fighter in the Mahdi Army, Mr. Sadr's armed group in Iraq, he said he had been given weapons and supplies by the Syrian government.

But as the fight evolved, and Iraqis began to be killed and kidnapped, it reminded him too much of the Iraq he had left, and so he recently returned to his home in Basra. "I can tell that things are going to be crazy in Syria," he said. "It's a sectarian war, and it's even worse than the one we had here, which was between the militias and the political parties. In Syria, all of the people are involved."

Iraqi Shiites did not initially take sides in Syria. Many Shiites here despise Mr. Assad for his affiliation with the Baath Party, the party of Saddam Hussein, and the support he gave foreign Sunni fighters during the Iraq war.

But as the uprising became an armed rebellion that began to attract Sunni extremists, many Shiites came to see the war in existential terms. Devout Shiites in Iraq often describe the Syrian conflict as the beginning of the fulfillment of a Shiite prophecy that presages the end of time by predicting that an army, headed by a devil-like figure named Sufyani, will rise in Syria and then conquer Iraqi Shiites.

Tim Arango reported from Istanbul. Employees of The New York Times contributed reporting from Babil and Diyala Provinces in Iraq.



October 25, 2012

Turkish government asks Kurdish prisoners to end hunger strike

By Ivan Watson and Gul Tuysuz, CNN

Istanbul, Turkey (CNN) -- Turkey's government made an emotional plea Wednesday to hundreds of hunger-striking Kurdish prisoners -- some who haven't eaten in more than a month -- to end their protest.

Justice Minister Sadullah Ergin made the televised appeal Wednesday during a visit to Sincan prison in the Turkish capital.

"I am telling the prisoners and detainees who are on this action: On the eve of this holiday, for the sake of your own body, your own health, the people who love you and whom you love, stop this action," the minister said.

The holiday Ergin is referring to is the Islamic "Feast of the Sacrifice" or Kurban Bayrami, which will be observed in Turkey starting Thursday. It's the celebration that marks the end of Hajj, the annual Muslim pilgrimage to the holy city of Mecca.

The justice minister said at least 680 prisoners are currently on a hunger strike in prisons across the country, but Turkey's Human Rights Association, which closely follows the country's long-simmering Kurdish conflict, said 715 inmates are striking in 48 prisons. Some of the protesters have been without food for 43 days, and there are fears about their deteriorating condition.

"Their health is in bad condition," said Gonul Sonbahar, a member of the Human Rights Association's Prison Commission, in a phone interview with CNN.

"Some of their symptoms include vertigo, trouble walking, violent headaches, bruising on fingers and eyes, nausea, nose bleeds, trouble swallowing water, blood in stool," she added.

Sonbahar said the protesters had three main demands: the release of imprisoned Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, the right to Kurdish language education and the use of Kurdish in Turkish courts.

Ocalan is one of the founders of the Kurdistan Workers Party, or PKK, which has waged a 30-



Supporters of the Peace and Democracy Party stage a protest in Istanbul to show solidarity with hundreds of prisoners conducting hunger strikes.

year guerrilla war against the Turkish state. Though he has been in a Turkish prison on an island in the Marmara Sea since his capture in 1999, PKK fighters have continued their war against the Turkish government.

Throughout the long conflict, which has claimed more than 30,000 lives, the PKK has modified its goals from demanding a separate Kurdish state to fighting for the expansion of Kurdish cultural and linguistic rights, as well as the release of Ocalan.

For decades, the Turkish state discriminated against the Kurds, Turkey's largest ethnic minority, which now makes up roughly 20% of the population. The Kurdish language was banned, and Kurds were long referred to as "mountain Turks."

During Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's 10 years in power, the government has made historic outreaches to the long-oppressed population, an effort that included secret talks with PKK leaders in 2005.

Erdogan's Justice and Development Party, or AKP, also made a number of overtures toward the Kurds, relaxing bans on Kurdish language education, appearing to apologize for past discriminatory policies and launching a state Kurdish-language TV station.

But PKK-related violence has spiked recently, reaching death tolls unseen in more than 13 years, according to a report published by the International Crisis Group, a non-profit

conflict mediation organization.

The ICG argues Turkey's arrest and detention of more than 7,000 Kurdish activists over the past several years has contributed to the radicalization of some.

Erdogan "actually did more for the Kurds than anyone up until now," said Hugh Pope, senior Turkey analyst with the ICG, in a CNN interview last month. "(But) when a wave of massive arrests of legitimate Kurdish politicians began, that's when I think young people especially lost hope and the PKK's arguments for the legitimacy of armed struggle became persuasive to them."

In his appearance before journalists at Sincan prison, Ergin tried to draw attention to previous reform efforts.

"There has been progress in Turkey for a long time on expanding democratic rights," the justice minister said, adding that the government had made a pledge to try to allow the use of Kurdish language in Turkish courts.

Ergin did not address the demand for Ocalan's release.

Sonbahar of the Human Rights Association told CNN the hunger-striking prisoners were determined to continue their protest, even if it results in illness or worse.

"This is a perpetual and irrevocable hunger strike," she said.

□ □ □



Turquie: neuf morts dans des combats entre forces turques et rebelles kurdes

ANKARA, 29 octobre 2012 (AFP)

UN POLICIER ET HUIT REBELLES KURDES ont été tués dimanche dans des combats distincts dans le sud-est de la Turquie, a rapporté lundi l'agence Anatolie, citant les autorités locales.

Dans la province de Sirnak, près de la frontière avec l'Irak et la Syrie, des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont lancé dimanche en fin d'après-midi des attaques simultanées contre les forces de sécurité en cinq

endroits différents, tuant un policier, a précisé le bureau du gouverneur dans un communiqué.

Puis l'armée turque, épaulée par les forces aériennes, a lancé une opération contre les rebelles kurdes dans cette même province de Sirnak, dans le district de Beytussebab, tuant huit d'entre eux, selon le texte.

Environ 45.000 personnes ont trouvé la mort depuis que le PKK a pris les armes en 1984 pour l'autonomie du sud-est de la Turquie, où les Kurdes sont majoritaires. □

The War for Free Kurdistan

**Can Syria's Kurds take advantage of the civil war to form their own government?
Or are they too busy starting their own civil war?**

BY LOVEDAY MORRIS

DERIK, Syria — The speaker at a youth rally in this small city tucked into the far northeast of Syria's Kurdish region has a sinister message for his audience.

"If you want to be free you must first shoot the traitor ... after that you must fight the enemy," he bellows over the assembled crowd, some of whom appear no older than five or six years old. The "traitors" he refers to are fellow Kurds.

Deep in the Kurdish heartland of the Al Hasaka region, this city of around 30,000 people sits amid some of the country's most valuable oil reserves. Nodding pumpjacks dot the plains around the town, but residents complain they've been able to reap none of the benefits of the rich resources under the soil, instead toiling in the cotton and wheat fields that stretch out to the rugged Turkish mountains in the north, and the Iraqi border in the south. Traditionally one of the bastions of opposition to Baath Party rule, the Kurds, who make up around 10 percent of the Syrian population, have long been marginalized. But in the streets of Derik, where agricultural workers from the surrounding villages mix with the city's burgeoning middle classes, there is an air of excitement -- though one tinged with trepidation.

As President Bashar al-Assad's forces are struggling to contain a bloody 19-month uprising, the Kurds in the country's northeast have largely been left to their own devices. The Assad regime still remains a presence in Derik, and its loyalists can be seen holed up in the intelligence building in the center of the city -- but they do not come out or react to the presence of foreign journalists. A freshly painted sign in the main square displays new name, in the formerly banned Kurdish language. "Azadi (Freedom) Square," it reads.

However, as the Kurds seize their opportunity to put in place the building blocks of autonomy -- and cultural centers blossom and new courts and local councils open -- there are fears that political infighting could shatter the fragile calm.

Hassan Kojar, the speaker at the gathering, is affiliated with the Democratic Union Party (PYD), a Syrian Kurdish party linked to the Kurdistan Workers' Party (PKK), the separatist militia which has been fighting an invigorated campaign against Ankara in recent months.

"There are some traitors among the Kurds speaking ill of Ocalan, but speaking ill of Ocalan is speaking ill of all the Kurds," he continues.



A large flag above him bears the face of the PKK's incarcerated founder, Abdullah Ocalan, whose image can be seen hanging from the walls of most public buildings in Derik, which also goes by its Arabic name al-Malikiyah. PKK graffiti can be seen scrawled the walls near the city's main square.

Rival Kurdish parties complain that the PYD is holding a tight grip on power, not allowing them to participate in new institutions or hang the red, green, and white flag emblazoned with a yellow sun that is used in Iraqi Kurdistan. Instead, a yellow, red, and green striped flag preferred by the PYD, flies above local buildings.

The internal disputes are threatening to derail efforts to build the foundations of an autonomous region in the northeast of Syria. Local officials refrain from talking of independence, instead stressing they want federalism or autonomy, but what is clear is that they are determined to run things here themselves, racing to put in place the means to protect and govern before the state's or the opposition's attention turns to this resource rich region.

However, for neighboring Turkey, the dominance of a party linked to its bitter adversary, is provocation -- and a development that could spark further conflagration of the Syrian civil war outside the country's borders.

At Derik's newly opened Mala Gel, or People's House, set up to arbitrate in local disputes, 20 of the 30 council members belong to the PYD, according to one council member. The party also runs the new local police station and town checkpoints, which are manned by armed civilian volunteers.

"They are controlling everything now with weapons," says Mohammed Ismail, a grey-haired, bespectacled politician and leader of the Kurdish Democratic Party. A photograph of him meeting Massoud Barzani, the president of Iraqi Kurdistan, sits in pride of place in his living room. Ismail complains that members of his group have suffered harassment and been detained.

Lacking their own political figurehead, most Syrian Kurds look to either the PKK's

Ocalan in Turkey, or Barzani in Iraq, for leadership. With its links to the PKK, which has in the past found common cause with the Assad regime and now once again has its interests aligned in a mutual hostility toward Turkey, rumors have flown that the PYD has made common cause with the Syrian regime. In the Barzani camp are a slew of more traditional political parties that attract the Kurdish intellectuals and, like the Iraqi Kurdish president, have more favorable relations with Turkey and the United States.

It's difficult to assess which of the two broad factions has the most support. From a cramped workshop in central Derik, a young artist named Serbest Cacan sells wooden key rings etched with the faces of the two political leaders. He says they are equally popular. "This one nobody buys," he says, pulling out another bearing the face of President Assad.

Why the Assad regime has left the Kurdish region alone remains unclear, but it may be a move to avoid opening up another front in the civil war or a gambit to rile Turkey, which has expressed concern about the dominance of a PKK offshoot in the area. The PKK, deemed a terrorist organization by the European Union and United States, has in the past found a common cause with Assad, with Ocalan previously spending a decade in exile in Syria, a history that has spurred rumors that its Syrian offshoot has cut a deal with the regime. As Turkey becomes Assad's enemy number one, their interests fall into line once more, whether or not a formal agreement has been struck, a claim the PYD's leader Saleh Muslim Mohammed vehemently denies.

"This regime has tortured us and killed us and should be gone," says the rotund moustachioed politician, speaking from his far star hotel room in neighboring Iraqi Kurdistan. He points to clashes that took place in Kurdish towns and villages on July 19, when YPG forces launched a coordinated attack on Assad troops, as proof that there was no coordination with the Syrian government.

One person in Derik died in the fighting. Nazir Younes Ramadan, a 55-year old man who spent 11 years in regime jails -- including the notorious Tadmour prison -- says that when he heard the YPG was launching an attack on the eight government soldiers stationed in his village of Dirka Barave, about 12 miles outside Derik, he took his gun and rushed to join them.

"Because it's near the border everyone has guns. At first we said that we don't want to fight, just arrest them, but the Army started to shoot," he explains, pulling down the collar of his shirt to show the bullet

➔ wound to his collar bone that kept him in a hospital for two months. "We could have killed all of them but we let them go free."

The PYD's Mohammed also refutes the allegation that his party is preventing other parties participating, making the case that his faction is the only one sufficiently organized to run things. At checkpoints "there should be three of them and three of us, but some of them don't have people to send and then they say the PYD is not letting them share," he says, adding that civilians just volunteer themselves, and are not paid salaries.

At a dusty shack next to a checkpoint on the edge of Derik, Sadoon Omar, an image conscious 20-year old student, is on his shift at the post. "We are just civilian security, we want to protect the city," he says, readjusting the blue keffiyeh around his neck. Though he says he is not a member of the PYD and is not paid by the group, his Kalashnikov was provided by the local asayis ("security") station in Derik, which is run by the PYD.

Omar said he received no training other than briefly being shown how to shoot his gun, and other guards at town checkpoints appeared equally poorly trained and armed. But that doesn't mean the Kurds can't hold their own among Syria's many armed factions: They are also protected by a secretive paramilitary group called the Popular Protection Units, known by its Kurdish initials YPG.

Though the PYD denies that it has any armed wing, the YPG -- whose men now man the borders with Turkey and Iraqi Kurdistan -- is often described as such. "They are all the same," claims Ismail.

The force, which Mohammed says num-

bers around 1,500 fighters, appears well armed. At the border, the men drive trucks mounted with duska machine guns, their faces obscured by keffiyehs. A recently released video filmed by a PYD-affiliated channel shows hundreds lined up in a clearing in the woods; the film switches to slow motion as the men run past the camera, AK-47s in hand. Fighters vow protect the Kurds and their territory and their new institutions.

Now that the PYD and the YPG have won the upper hand in Syria's Kurdish regions, they show no sign of letting potential rivals gain a foothold. They have been accused of blocking a force of Syrian Kurdish army defectors trained in camps across the border in Iraqi Kurdistan from returning back to Syria, where Barzani had said he hoped they could be used as a defensive force. The return of the 650 trained fighters allied with Barzani could weaken the PYD's grip on the Kurdish territories.

"We refused them entry because basically we have a popular militia here, and if anyone wishes to protect the Kurdish areas, they should join us," an unnamed YPG commander told the Kurdish English language newspaper Rudaw. "We cannot accept any other armed forces outside the YPG, if we did, then the Kurdish areas will become a battlefield."

There have been efforts to forge unity between the PYD and other Kurdish factions. In July, Barzani called the quarreling parties to the Iraqi city of Erbil to sign a power sharing agreement. The result was the Kurdish Supreme Council, which attempted to balance power between the PYD and other Kurdish Syrian parties.

On the ground, however, tensions bet-

ween the groups remains high. In Derik, hundreds of Kurds loyal to the PYD's rivals take to the streets to call for the regime's ouster on Wednesday rather than the traditional Friday, when the PYD holds its protest. Unlike on Fridays, at the Wednesday protest there is not an Ocalan poster in sight, and the traditional golden-sunbed flag is waved by the crowds who chant in support of Barzani's peshmerga, rather than the protection units.

With fighting raging across Syria, however, the Kurds' only hope of securing their interests is to put aside their differences in the face of a shared enemy. Most Kurdish factions are not only suspicious of Assad, but also the Free Syrian Army, which they distrust due its historical ties to Turkey. Daham Ali, a member of Derik's Mala Gel council, explains that the Kurds want to be a third power in Syria. "First the state, second the Free Syrian Army, and thirdly the Kurds. We are not with the state or the Free Syrian Army."

At the youth rally, however, unanimity is hard to come by. Kojar's tirade against "traitors" continues, not only covering those in opposition to Ocalan, but also those in contact with the rebels and the regime.

"There are some Kurdish traitors who are in contact with the Free Syrian Army and have asked them to come to this area," he says. "There are some traitors in our movement who have been in contact with the government. The FSA, they aren't Kurds, and they'd sell out all of Kurdistan for five Syrian pounds. Our sons are here to protect the Kurds. They are from Derik, and Qamishli and Efrin, and they are in their thousands." □



Turquie: Öcalan sollicité par les élus kurdes pour faire cesser les grèves de la faim

ANKARA, 26 octobre 2012 (AFP)

LES DIRIGEANTS du principal parti pro-kurde de Turquie ont annoncé vendredi leur volonté de rencontrer le chef rebelle kurde emprisonné, Abdullah Öcalan, afin de solliciter son intervention pour que les détenus kurdes en grève de la faim, renoncent à leur action.

"Nous demandons (aux autorités) de nous laisser aller sur Imrali", l'île-prison du nord-ouest de la Turquie où est incarcéré depuis 1999 le leader historique de la rébellion kurde, a déclaré à la presse Selahattin Demirtas, le co-président du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), une formation qui occupe une vingtaine de sièges au Parlement turc (sur 550).

M. Demirtas a souligné que si lui et l'autre co-président du BDP, Mme Gülten Kisanak, obtenaient une autorisation, "un important pas sera franchi" pour l'arrêt des grèves de la faim, observés depuis 46 jours par environ 700 détenus.

Des élus, maires ou parlementaires, souvent des cadres du BDP, mais aussi des prévenus poursuivis pour liens avec la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) refusent de se nourrir.

Interrogé par l'AFP, le ministère turc de la Justice n'a pas souhaité commenter la demande d'une visite d'Öcalan mais une source proche du gouvernement a affirmé que "les autorités gouvernementales mettent tout en oeuvre pour faire cesser le mouvement", assurant qu'aucun des grévistes n'est actuellement en danger de mort.

Ces derniers sont mobilisés autour du sort d'Öcalan, dont ils demandent la libération.

Mercredi, à la veille de la fête musulmane du sacrifice, le ministre de la Justice, Sadullah Ergin, a rendu une visite inattendue à des grévistes incarcérés dans une prison d'Ankara, et les a appelés à mettre fin à leur mouvement.

"Pour le bien de votre corps, de votre santé, de vos familles qui pensent à vous: renoncez à cette action", a déclaré le ministre.

Le ministre a affirmé que le gouvernement islamo-conservateur était à l'écoute des grévistes, et souligné que bientôt les accusés kurdes pourraient avoir le droit de se défendre dans leur langue maternelle devant les tribunaux, l'une des revendications des grévistes.

Il n'a cependant rien promis quant à leur autre revendication portant sur l'autorisation de la langue kurde dans tous les lieux publics, une demande difficile à satisfaire, même si d'importants progrès ont été réalisés ces dix dernières années en faveur des droits culturels des Kurdes.

Les protestataires réclament aussi une amélioration des conditions carcérales d'Öcalan, condamné à vie et soumis à d'importantes restrictions.

La grève lancée à la mi-septembre par quelque dizaines de prisonniers du PKK s'est étendue à travers la Turquie.

Selon les organisations de défense des droits de l'Homme, l'état de santé des prisonniers se détériore rapidement. □

TURQUIE

Erdogan s'énerve

L'interception d'un avion de ligne syrien en provenance de Moscou ravive la tension entre Ankara et Damas

Qu'y avait-il dans la soute de l'Airbus 320 de Syrian Air qui a été arraisonné par les chasseurs de l'aviation turque, la semaine dernière à Ankara ? Rien de répréhensible à en croire Moscou et Damas, les deux capitales entre lesquelles l'avion de ligne effectuait la liaison. « Une cargaison illégale en violation avec les règlements internationaux », selon le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu. La Turquie, a-t-il expliqué, avait reçu un renseignement indiquant une livraison de matériel « non civil » : des

munitions et des appareils électroniques russes envoyés au régime d'Assad, a précisé le Premier ministre Erdogan. Ce ne serait pas la première fois que la Turquie intercepte une livraison d'armes. Mais les précédentes provenaient plutôt d'Iran.

La Russie a vivement protesté. D'abord contre l'arrestation pendant plusieurs heures de 17 de ses ressortissants qui se trouvaient dans l'avion, parmi la trentaine de passagers. Pour Moscou, qui continue de soutenir le pouvoir syrien, l'Airbus transportait tout à fait légalement des pièces de

radar, et rien ne justifiait une telle démonstration de force susceptible de brouiller les liens russo-turcs. Coïncidence ? Quelques heures à peine avant l'incident, la visite de Vladimir Poutine à Ankara, prévue le 14 octobre, avait été reportée... au mois de décembre. La Syrie, de son côté, a dénoncé l'« attitude hostile » de la Turquie et un acte de « piraterie aérienne », alléguant que l'équipage avait été « agressé » par les forces turques. Les rapports entre Ankara et Damas sont devenus exécrables depuis une série d'échanges de tirs par-dessus leur frontière commune. Les provocations se succèdent, et les deux pays ont interdit l'un à l'autre le survol des avions de ligne. L'Assemblée nationale turque a donné son feu vert aux opérations militaires chez son voisin méridional, une option qu'Ankara se refuse à utiliser... « pour le moment ». **LAURE MARCHAND**

TURQUIE

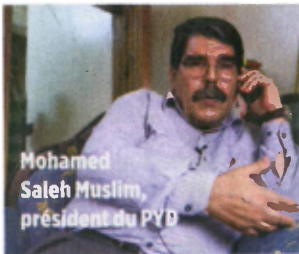
Le faux pas de Paris

Le Premier ministre turc, Recep Erdogan, accuse les Européens de complaisance à l'égard du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, pourtant inscrit sur la liste de l'UE des organisations terroristes. « Les Occidentaux ne veulent

pas que nous réglions ce problème, a-t-il lancé le 27 septembre. Je le dis clairement, l'Allemagne ne nous aide pas, la France ne nous aide pas. » En fait, il en veut surtout aux autorités françaises d'avoir



Des blindés turcs ont pris position à la frontière syrienne en octobre 2012.



permis, trois jours plus tôt, au président du Parti de l'Union démocratique (PYD), Mohamed Saleh Muslim, de tenir une conférence de presse à l'hôtel Marriott à Paris. Le PYD est la vitrine

syrienne du PKK. Sur le terrain, ses miliciens appuient le régime de Bachar al-Assad, notamment dans le nord de la Syrie.

REUTERS

Neuf morts dans des accrochages avec le PKK en Turquie

20 octobre 2012 - (Reuters) Seyhmus Cakan

DIYARBAKIR, Turquie/ Six membres des forces de sécurité turques et trois combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués dans la nuit de vendredi à samedi dans une série d'accrochages dans l'est de la Turquie, a-t-on appris auprès des autorités.

Dans la province d'Hakkari, qui jouxte l'Irak et l'Irak, trois policiers des forces spéciales et trois peshmergas kurdes ont trouvé la mort dans une fusillade le long d'un axe routier.

Dans la province de Bitlis, au nord-ouest d'Hakkari, ce sont trois agents communaux kurdes soutenus par l'Etat qui ont été tués lors d'un accrochage avec des rebelles du PKK à une trentaine de kilomètres de la capitale provinciale, Bitlis.

Le PKK, classé sur les listes des organisations terroristes en Turquie, aux Etats-Unis et dans l'Union européenne, a pris les armes en 1984.

Les affrontements avec les forces turques se sont accentués depuis cet été, une évolution que le gouvernement turc lie à la situation de guerre civile en Syrie. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, accuse le président syrien Bachar al Assad d'armer les séparatistes kurdes. ●

Grèves de la faim dans les prisons

Guillaume Perrier
istanbul.blog.lemonde.fr

Des prisonniers politiques kurdes mènent une grève de la faim collective dans les prisons turques depuis maintenant 46 jours. Ce mouvement a d'abord rencontré l'indifférence avant de commencer à intéresser médias et responsables politiques ces derniers jours. Après un mois et demi, la santé des grévistes se fait plus précaire. L'Association des Droits de l'Homme (IHD) rapporte des violences et des maltraitements contre ces prisonniers.

Selon le parti pro-kurde BDP (parti pour la Paix et la Démocratie), 776 prisonniers sont en grève de la faim dans 58 prisons du pays. 63 d'entre eux l'ont entamée le 12 septembre (date anniversaire du coup d'Etat de 1980) et 79 la semaine suivante. Parmi les grévistes plus récents figurent deux députés, Faysal Sariyildiz et Gülseren Yildirim, élus aux législatives de 2011 mais interdits de siéger pour leur implication présumée dans l'organisation KCK, l'administration parallèle kurde, ainsi que le maire de Van, Bekir Kaya.

Mercredi, à la veille de la fête musulmane du sacrifice, le ministre de la Justice, Sadullah Ergin, a rendu une visite inattendue à des grévistes incarcérés dans une prison d'Ankara, et les a appelés à mettre fin à leur mouvement.

"Pour le bien de votre corps, de votre santé, de vos familles qui pensent à vous: renoncez à cette action", a déclaré le ministre. Le gouvernement est sous pression.

Les militants kurdes réclament le droit à l'éducation en langue kurde ainsi que le droit d'utiliser cette langue dans les tribunaux. A chaque audience du procès politique du KCK, ouvert depuis 2009, les avocats des accusés réclament ce droit d'une défense dans la langue maternelle des accusés. Le ministre de la Justice a déclaré que le gouvernement envisageait une telle réforme.

L'autre revendication concerne, comme souvent, le leader du PKK, Abdullah Öcalan, emprisonné sur l'île d'Imrali depuis 1999. Son sort provoque régulièrement manifestations et violences. Après être resté plus de 200 jours isolé sans pouvoir recevoir de visites, "Apo" a pu rencontrer son frère et ses avocats. Les grévistes de la faim réclament la fin de son confinement. "Nous demandons de pouvoir nous rendre à Imrali", a réclamé vendredi le co-président du BDP, Salahettin Demirtas.

Cette grève illustre aussi l'impasse dans laquelle la "question kurde" se trouve aujourd'hui. Un rapport très complet réalisé par l'International Crisis Group et paru en septembre donne une idée de l'état du conflit.

"Depuis 30 ans, tous les moyens politiques ont été épuisés sans



Les députés du parti pro-kurde BDP, solidaires des grévistes de la faim.

succès. L'AKP continue sa politique d'assimilation et de déni de l'identité kurde", estime Asiye Kolçak, une responsable du BDP à Istanbul qui estime à 8.000 le nombre de prisonniers politiques kurdes en Turquie. Le premier ministre Erdogan a laissé entendre que son gouvernement était prêt à reprendre les négociations entamées en 2010 à Oslo avec le PKK. Le conflit qui oppose l'armée turque à la guérilla et qui a fait plus de 45.000 morts depuis 1984, connaît une phase extrêmement violente depuis les élections législatives de juin 2011 et l'attaque de Silvan menée le 14 juillet 2011 par le PKK, considérée comme un tournant.

Les grèves de la faim collectives sont une vieille pratique de la gauche révolutionnaire turque (et kurde) et ont fait 134 morts entre 1996 et 2007, dans des mouve-

ments de protestation contre l'isolement carcéral. Des centaines d'autres détenus ont gardé des séquelles. La grève de la faim, explique Metin Bakkalci, président de la fondation de droits de l'homme TIHV, est "un cri lorsque tous les autres moyens d'expression sont coupés".

Cet hiver, un mouvement similaire avait été observé par 400 prisonniers le 15 février, jour anniversaire de l'arrestation d'Abdullah Öcalan. En 2000, l'Etat turc avait brutalement mis fin à l'une de ces "jeûnes de la mort", suivi par des centaines de prisonniers dans une vingtaine de prisons dont celle d'Ümraniye, à Istanbul. Lancée par des militants d'extrême gauche, la grève de la faim avait été brisée par cette opération cyniquement baptisée "retour à la vie" (hayata dönüş). ■

REUTERS

Clashes between Turkish army, Kurdish militants kill nine

DIYARBAKIR, Turkey - October 15, 2012 -(Reuters)

A TURKISH civilian was killed along with six Kurdish militants and two members of the security forces in separate incidents on Monday as violence continued to flare in Turkey's troubled southeast, security sources said.

Most of the deaths occurred in Hakkari province, a mountainous region which shares borders with Iraq and Iran, when gun battles kil-

led the villager, six members of the Kurdistan Workers Party (PKK) and one soldier in a helicopter-backed raid of a PKK camp, the sources said.

In Mardin province, further west, remote-controlled explosives were detonated, killing a police officer and wounding three others as their vehicle passed, security officials said.

The PKK, considered a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union, has carried out a spate of attacks on military targets in the past few months, stepping up a 28-year-old insurgency.

Fighting between the army and the PKK intensified over the summer, a development which Ankara sees as linked to the chaos in neighboring Syria. Prime Minister Tayyip Erdogan has accused Syria's President Bashar al-Assad of arming the PKK militants. □

Inside Turkey's Kurdish insurgency: No sex, no swearing, no Quran

By Roy Gutman

McClatchy Washington Bureau

ISTANBUL — Volunteers who join the Kurdish insurgency against Turkey must abandon Islamic religious practice and must forego “emotional ties” to anyone outside the group, as well as swear words and sex, or face trial and prison, according to a Syrian-born Kurd who defected from the group to Turkey over the summer.

The 21-year-old defector, who surrendered in June, brought with him not only a tale of life inside the Kurdistan Workers' Party — known by its Kurdish initials as the PKK — but also detailed information about a planned attack inside Turkey that helped Turkish authorities beat back the PKK offensive.

McClatchy Newspapers obtained a copy of a 19-page Turkish-language account of his debriefing, which was dated July 4 and was not marked classified. The debriefing contained his name, but McClatchy is identifying him only by his initials, R.S., to protect family members who might still be in territory held by the PKK's Syrian affiliate.

The PKK has been waging a war against Turkey for three decades, demanding the creation of a Kurdish state in southern Turkey. Thousands of Turks have been killed by PKK actions, and the United States and the European Union have branded it a terrorist organization.

The defector's disclosures helped avert the PKK capture of Semdinli, a mainly Kurdish town of 19,000 in southeast Turkey, officials there said in August. The PKK was routed instead, losing more than 100 fighters. But the PKK offensive continues, with at least 112 Turks and 325 separatists killed between July and mid-October, and casualties mounting daily on both sides.

The defector revealed that 250 to 300 insurgents were being mustered to attack Semdinli, the weapons they carried, where landmines would be planted and even the tactics for evading surveillance by Israeli-manufactured Heron drones.

He also disclosed a fact of strategic significance: Part of the staging for the Semdinli operation took place at Sehidan, a PKK base inside Iran, where he had also been stationed, a sign of a tacit, though possibly passive, role by Iran in the PKK's assault against Turkey.

“Because Turkish planes and artillery cannot strike Iranian soil, the (PKK) organization moves freely on Iranian soil,” R.S. told Turkish authorities. “We do not interfere in Iran, and they do not attempt to provide enforcement against us.”

Kurds also inhabit portions of Iraq, where they've established an autonomous regional government in three provinces that operates largely independently of the central government in Baghdad; and portions of Syria, where a PKK affiliate now controls much of northeast Syria with the apparent acquiescence of the besieged government of Syrian President Bashar Assad.

R.S. portrayed the PKK as anti-Islamic. Performing daily prayers, fasting and reading the Quran are among the offenses that could land a recruit in prison, he told Turkish authorities. Instead, fighters were told that the religion of Kurds is Zoroastrianism, one of the world's most ancient religions, and they should worship fire. There are said to be fewer than 200,000 Zoroastrians today, mostly in Iran and India.

Other offenses that could land a recruit in jail were forging an emotional relationship outside the organization, sexual relations, carrying an electronic device or disobeying orders. PKK members held for spying or sexual relations “are tortured in prison,” and those who sold weapons or have spied “are sentenced to death ... by firing squad.” Civilians who disobey PKK orders are kidnapped and detained in prison, then either executed or released after payment of a fine, he said.

The defector also provided Turkish authorities the noms de guerre, hometowns and deployments of more than 100 PKK recruits and officers he'd trained with. They included 74 Kurds from Turkey, 13 from Syria, five from Iran, two from Iraq and a scattering from as far afield as Kyrgyzstan.

PKK recruitment of Syrian Kurds had risen dramatically by late 2011 as that country's civil war intensified, and they were the largest source of new blood in the PKK, outnumbering Turkish Kurds more than 2-to-1, R.S. said.

R.S. indicated he was unhappy with the apparent cooperation among the PKK, its Syrian affiliate, the People's Council of Syrian Kurdistan, and the Assad government in Damascus. “The oppression Kurds experienced in Syria for years is clear to see,” he said. “However, the PKK is not carrying out

any attacks against the Syrian government in the face of this oppression.” If Syria's Kurds “stand up to the Bashar Assad regime instead of submitting, the Assad regime cannot survive,” he told his interrogators.

He contrasted the PKK's view of Assad with its assault on Turkey. In comments that could be seen as self-serving for a newly arrived defector, he said the PKK “ignores the rights accorded to the Kurdish people by the Turkish state and carried out all its attacks against Turkey.”

One of the PKK's biggest worries, R.S. said, is the unmanned Heron drones that Turkey deploys to spot insurgents, using cameras by day and thermal monitors by night, he said.

On the eve of the offensive, the organization banned the use of radios, to prevent the drones from tracking their movements, and all communications were to be written on notepaper and encoded. Standard issue for fighters included lined umbrellas that enable insurgents “to move freely without being detected by drones and military positions.” The PKK also distributed raincoats, he said.

“Raincoats stop thermal cameras from detecting body heat so long as they are kept dry ... and at least two inches from the body,” R.S. said. At the first sound of a drone, “we run to shelters. Those who are outside hide motionless under a rock or tree.”

There were other revelations: the PKK since 2006 has maintained an “Immortals Battalion” of about 200 within its special forces whose mission is to carry out “sensational attacks in city centers during critical periods” to create fear and “diminish the citizens' trust in the state.” Its members are “unwell,” are trained “constantly” in ideology and explosives, and are told they should sacrifice themselves for Kurdistan. “I know they say that when the time comes, they would blow themselves up,” R.S. said

Like many recruits, R.S. joined the PKK in part to get away from family problems — some analysts say this is the primary reason young men, and women, take to the hills. He signed up in Damascus in the summer of 2010, and after a week of indoctrination, returned to his hometown in northeastern Syria for one night. Along with two couriers, he boarded a raft on the Tigris River and traveled to Iraq.

The first major formation he encountered was a female ➤

» brigade consisting of 40 to 45 women, but then he was taken to a new recruit training center in the Gare district of Iraqi Kurdistan. After training in three locations for about a year, he was stationed in Sehidan in northern Iran.

R.S. did not say exactly what led him to defect, but it may have been partly personal. During training, he had befriended a young Turkish Kurd, who also had joined in mid-2010, but commanders would not allow them to be

deployed together. The two young men had been deployed to Sehidan in May and were on guard duty when they decided to leave.

Fully aware that a major attack was being prepared on the town of Semdinli, they walked for three days and arrived on the outskirts of the town. There, they expected police or soldiers to capture them, "however we encountered no police or soldiers at this time." So they walked to the headquarters of the mili-

tary police and surrendered.

Under Turkey's "law of effective remorse," defectors who have not committed acts of violence will not be charged with membership in a terrorist organization. If they committed violent acts, the sentence can be reduced by as much as three-quarters. Just what happened to R.S. is not known. ●

theguardian

27 October 2012

Syrian rebels and Kurdish militiamen clash in Aleppo

Eid truce broken again with at least 22 thought dead after alleged incursion by Syrian rebels into neutral Kurdish districts

At least 22 people were killed in clashes between Syrian rebels and Kurdish militia men in Aleppo, Syria's largest city.

The fighting broke out despite a truce brokered in honour of the Muslim festival Eid al-Adha, which was also broken in other areas of Syria with sporadic bombings and clashes.

The clashes occurred after rebels pushed into largely Kurdish and Christian areas that have remained relatively quiet during the three-month battle for the city.

Kurds say the rebels had pledged to stay out of their districts. Kurdish groups have for the most part tried to steer a middle course in the conflict between the rebels and the regime of President Bashar al-Assad. Some figures have allied with the rebels, others with Assad, while others have remained neutral.

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights said 19 rebels and three Kurdish gunmen were killed in the clash that lasted several hours, the group said. A Kurdish official put the death toll at 10 Kurds, but had no figures for the rebels.

Mohieddine Sheik Ali, head of the Kurdish Yekiti party, told the Associated Press that the clashes broke out after rebels entered Ashrafiyah, violating "a gentlemen's agreement" not to go into Kurdish areas in Aleppo.



He said there are 100,000 Kurds in Ashrafiyah and many in the nearby Sheik Maksoud area. Sheik Ali said tens of thousands of Arabs have also fled to these districts from the violence across Aleppo.

"Disagreements between our brothers in the [rebel] Free Syrian Army and the Kurdish Popular Defence Units" led to the clashes, he said.

In other violence, the Observatory and the Local Co-ordination Committees reported shelling and shooting on Saturday, mostly in Aleppo, the eastern region of Deir el-Zour, Daraa to the south and suburbs of the capital, Damascus.

Syria mediator Lakhdar Brahimi, the UN-Arab League envoy, mediated a four-day ceasefire that began on Friday to mark

the Eid festival.

"The ceasefire collapsed nearly three hours after it went into effect," said Rami Abdul-Rahman, who heads the observatory. "The only difference is that the fighting is less widespread and the regime has not been using its air force since the ceasefire began."

State-run Syrian TV also reported on Saturday that rebels violated the ceasefire by detonating a car bomb outside an Assyrian Christian church in the eastern city of Deir el-Zour, near the border with Iraq.

The violence came a day after car bombs and clashes left more than 100 dead. ■

Syrie : Au moins 30 morts dans des combats inédits entre Kurdes et rebelles

BEYROUTH, (AFP) — Des affrontements inédits entre miliciens kurdes et rebelles anti-régime à Alep, dans le nord de la Syrie, ont fait 30 morts et 200 prisonniers, a rapporté samedi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Ces affrontements dans lesquels rebelles et kurdes ont vu la main du régime viennent se greffer à un conflit entre armée et groupes rebelles et fragilisent encore davantage un pays miné par 19 mois de violences.

Les heurts sans précédent ont éclaté vendredi entre des rebelles et des membres du Parti de l'Union démocratique kurde (PYD), la branche syrienne du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, kurde turc) dans le quartier à majorité kurde d'Achrafiyé.

Ce secteur du nord d'Alep, contrôlé par le PYD, avait été relativement épargné par les violences qui ont éclaté le 20 juillet dans la métropole, mais sa position sur une hauteur de la ville est stratégique.

Selon des habitants, quelque 200 rebelles se sont infiltrés à Achrafiyé, et les membres des comités populaires kurdes

postés à des barrages ont tenté de les repousser, provoquant les affrontements.

"Trente personnes -arabes et kurdes- sont mortes dans les combats, dont 22 combattants des deux camps", a annoncé l'OSDH, une organisation basée en Grande-Bretagne qui s'appuie sur un réseau de militants et de sources médicales civiles et militaires à travers la Syrie.

Plus de 200 personnes ont ensuite été capturées, pour la plupart des Kurdes aux mains des rebelles mais aussi une vingtaine de rebelles pris par le PYD, selon la même source.

La minorité kurde (15% des 23 millions de Syriens) est hostile au régime de Bachar al-Assad, qui l'a réprimée, mais est méfiante envers l'opposition qu'elle juge peu encline à reconnaître sa spécificité.

Cet été, l'armée s'est retirée de certaines zones kurdes, en particulier du quartier d'Achrafiyé et de plusieurs villes le long de la frontière turque, laissant une grande autonomie aux autorités kurdes qui permettent aux rebelles d'y pénétrer sans armes et en civil.

Massoud Akko, journaliste syrien et figure du militantisme kurde, a réaffirmé samedi son opposition à la présence de l'Armée syrienne libre (ASL, rebelles) dans les zones kurdes, tout en redoutant que le régime "cherche à créer des conflits entre les Syriens".

Dans un communiqué, le PYD a fait porter la responsabilité des combats autant sur les rebelles que sur le régime, expliquant que durant les deux jours ayant précédé les combats, l'armée avait tiré des obus sur le quartier d'Achrafiyé.

"Nous avons choisi de rester neutres, et nous ne prendrons pas partie dans une guerre qui n'apportera que souffrance et destruction à notre pays", a répété le parti dans un communiqué.

Un groupe rebelle a assuré que les affrontements avaient été le résultat d'un malentendu: "Nos frères kurdes sont des camarades au sein de notre nation. Le problème (...) a été le résultat d'un malentendu dû à une manigance du régime", a assuré la "brigade des Hommes libres de Syrie". ♦



28 octobre 2012

En Syrie, les Kurdes d'Alep impliqués malgré eux dans le conflit

Par RFI, De notre correspondant à Istanbul, Jérôme Bastion

Une grande manifestation doit se tenir ce dimanche 28 octobre à Kamishli, principale ville du Kurdistan autonome syrien, en hommage aux 20 victimes civiles des attaques qui ont visé le quartier kurde d'Achrafiyeh, au nord d'Alep : attaque des forces gouvernementales, d'abord, puis - et c'est plus surprenant - d'un groupe appartenant à l'Armée syrienne libre, qui s'est soldée hier par une riposte meurtrière. La population kurde, qui tente de rester en marge du conflit, est sous le choc.

Plus sans doute que partout ailleurs en Syrie, c'est dans le grand quartier d'Achrafiyeh à majorité kurde, jusque-là épargné par la guerre, que la trêve a fait long feu. Pour la toute première fois depuis le début du conflit, l'armée loyaliste y avait d'abord fait une incursion violente, tuant une quinzaine de personnes.



Alep, le 18 octobre 2012. Face au drapeau de l'Armée syrienne libre, le drapeau de la milice kurde à l'entrée du quartier Achrafiyeh (au dernier plan), resté jusque-là en-dehors des violences. Jérôme Bastion / RFI

Le lendemain, c'est un groupe se disant appartenir à l'Armée syrienne libre qui a fait cinq victimes en tirant sur des manifestants rassemblés pour leur demander de quitter ce quartier calme qu'ils tentaient d'investir.

La riposte des Kurdes a fait 19 morts dans les rangs des assaillants, ainsi qu'un grand nombre de prisonniers alors que d'importants lots d'armes et des véhicules ont été saisis.

Dans un communiqué, l'Unité de défense populaire, la milice kurde, dit avoir utilisé son droit à la légitime défense et prévient qu'Achrafiyeh, comme le quartier voisin de Shah Maksoud, sont et resteront sous son contrôle exclusif. Mais tout indique que ces quartiers jusque-là neutres auront du mal à rester à l'écart de la confrontation entre armée régulière et rébellion, ce qui accroît le risque d'une guerre civile généralisée. ○

A Alep, les tensions communautaires couvent

REPORTAGE : L'ASL, qui est déjà divisée et sous-équipée, ne peut pas se permettre d'ouvrir un nouveau front avec les Kurdes.

Par Jennie MATTHEW | AFP

LE COMBATTANT kurde de l'Armée syrienne libre tue l'ennui en jouant avec sa kalachnikov : quand un de ses camarades sunnites se met à hurler « Allah Akbar » en écho à une rafale d'explosions venues du front à Alep, il hausse les épaules avec lassitude. « Du calme, du calme, il ne t'entend pas », lui lance-t-il, assis dans une rue du quartier de Boustane el-Bacha, dans le nord de la ville, où il contrôle l'identité des civils traversant le front qui divise Alep, secouée par des combats depuis plus de trois mois.

De l'endroit où il se trouve, il peut voir le barrage tenu par les membres d'une milice kurde – qui contrôlent certains secteurs de la métropole du nord du pays – conspués par la plupart de ses camarades de l'ASL, principale force d'opposition armée, très majoritairement arabe et sunnite. Mais si ce combattant kurde et ses camarades sunnites affirment être frères d'armes dans leur combat contre le président syrien Bachar el-Assad, ils divergent quant à ce que sera la nouvelle Syrie. « Il faut un gouvernement islamiste », estime Moutassim, 20 ans, la barbe clairsemée et les cheveux couverts d'une calotte de prière en crochet, avant de lancer un sonore « Allah Akbar ». Son camarade kurde, qui souhaite rester anonyme, a choisi le camp de l'ASL mais pas pour devenir un « moujahid ». Il rejette avec

véhémence l'idée d'un gouvernement islamiste, réclamant « un gouvernement pour tout le monde ».

Vendredi, des heurts ont éclaté non loin de là entre l'ASL et des miliciens kurdes, qui ont fait 30 morts. Ces combats dans le quartier d'Achrafiyé sont les plus violents à avoir opposé des Kurdes à des rebelles armés en près de 20 mois de conflit. Ils ont débuté le lendemain de l'arrivée de troupes rebelles dans ce quartier mixte, contrôlé par les miliciens du parti de l'Union démocratique kurde (PYD). Le PYD, branche syrienne du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, kurde turc), mouvement laïque de gauche, affirme être neutre. Les tensions sont vives entre le PYD, accusé de faire le jeu du régime, et les rebelles vus par les Kurdes comme ayant une feuille de route islamiste.

Mais l'ASL, qui est déjà divisée et sous-équipée, ne peut pas se permettre d'ouvrir un nouveau front avec les Kurdes, quelles que soient les récriminations de sa base. Un commandant de la brigade al-Tawhid, principale unité de l'ASL à Alep, estime que « ce type de problème ne doit pas se reproduire, car cela rendrait les choses très compliquées ».

Qualifiant les Kurdes de « frères », il avertit néanmoins que cela pourrait changer « une fois le régime tombé ». « S'ils ne changent pas, une fois que nous en aurons fini avec l'armée d'Assad, nous nous attaquerons » aux partisans du PKK, lance-t-il. Mais pour Peter Harling, ana-

lyste au sein de l'International Crisis Group, il s'agit avant tout de rhétorique, d'autant que la chute d'Assad est loin d'être acquise.

« LES CHRÉTIENS NE SONT PAS LIÉS AU PAYS »

Dans la ville multiethnique d'Alep, qui fut le poumon économique de Syrie et un creuset où une multitude de communautés ont vécu en paix durant des décennies, les dissensions couvent. Les rebelles affirment représenter tous les Syriens, mais peu de combattants chrétiens, chiites et alaouites sont visibles dans leurs rangs à Alep. Les secteurs contrôlés par l'ASL sont des quartiers sunnites conservateurs, où les femmes sont couvertes de la tête aux pieds.

Face au point de contrôle de l'ASL à Boustane el-Bacha, une maison pour personnes âgées arméniennes chrétiennes, très endommagée, a été évacuée. Quand on leur demande ce qui changerait dans une Syrie sans Assad, de nombreux combattants à Alep souhaitent un gouvernement islamique et l'application de la charia.

Abou Mahar, qui affirme contrôler 200 combattants rebelles, accuse le régime de jouer les communautés les unes contre les autres – tout en affirmant que les chrétiens ne sont pas de vrais Syriens. « Les chrétiens ne sont pas liés au pays, déclare-t-il dans un gymnase transformé en QG rebelle ailleurs à Alep. Si quelque chose arrive en Syrie, ils prendront tous la fuite. »

M. Harling souligne cependant que les relations entre rebelles et chrétiens restent correctes. « Cela pourrait être bien pire. Ce n'est pas une guerre confessionnelle ouverte, (la Syrie) n'est pas encore le Liban. Cela pourrait le devenir, mais je pense que les deux sociétés sont très différentes », a-t-il déclaré. ♦



Combats entre les rebelles arabes et les Kurdes: un autre front en Syrie

AZAZ (Syrie), 30 octobre 2012 (AFP)

MOHAMMED HAFAR A ÉTÉ TUÉ par balle alors qu'il tentait de porter secours à son frère Faysal, mortellement blessé dans des combats entre rebelles arabes et milices kurdes dans le nord de la Syrie, près de la frontière turque.

Quatre rebelles ont péri dans ces affrontements, les deuxièmes en quarante-huit heures, près du village kurde de Yazı Bah, selon des combattants rebelles rencontrés dans leur bastion d'Azaz.

Des combattants en treillis armés de kalachnikovs se sont rassemblés devant la maison des Hafar, ils ont porté le corps de Mohammed à travers des rues jonchées d'ordures jusqu'au cimetière.

Dans le cortège, des blessés sur des béquilles ont tenu à rendre un dernier hommage au défunt.

Parmi eux, Fahad, 20 ans, blessé, selon lui, dans les combats contre les forces gouvernementales dans la ville d'Alep (nord).

"L'ennemi est à présent le PKK (milice kurde), ce sont les chiens d'Assad", (Bachar al-Assad) le président syrien, marmonne-t-il en colère, affalé dans une chaise en plastique devant la maison des Hafar. "Quand ils nous tuent, on les tue".

Abou Sabri acquiesce. "Nous allons les punir. Je ne dis pas qu'on va le faire maintenant, mais bientôt, vous verrez", menace cet homme de 28 ans.

Les tensions se sont aggravées entre le PYD --branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (rebelles kurdes turcs, gauche laïque), que les rebelles accusent d'être des laquais du régime-- et les insurgés sunnites qui souvent affirment vouloir un régime islamiste.

Des combats entre Arabes et Kurdes ont éclaté vendredi à Alep =>

⇒ faisant 30 morts.

Abou Chaabane, 50 ans, qui tient un magasin de sièges-auto et connaissait Mohammed Hafar depuis toujours, est dévasté: "Il était comme un fils pour moi".

Comme la plupart des habitants, il dit ne jamais avoir eu de problème avec les Kurdes avec lesquels ils cohabitaient. A la question de savoir ce qui a changé, il répond l'ignorer et préfère ne pas en parler.

Depuis le début de la guerre, les Kurdes ont cherché à rester à l'écart du conflit dans le nord de la Syrie.

Selon les Kurdes, ils ont ainsi interdit aux rebelles d'entrer armés dans la ville d'Afrine et conclu un accord avec les autorités pour le départ des forces gouvernementales.

Les troupes se sont retirées mais un poste des forces de sécurité demeure avec un portrait du président Assad accroché à la façade.

Pour les jusqu'au-boutistes de l'ASL, les membres du PYD ne sont rien d'autre que des sbires du régime, armés et payés pour tenir les rebelles à distance. Des guides arabes accompagnant l'AFP disent ne plus se sentir en sécurité dans les villages kurdes.

Peter Harling, analyste de l'International Crisis Group estime que le PYD

a réussi à exploiter le conflit, créant des frictions avec l'opposition armée, particulièrement dans la zone clé de la frontière turque.

"Il y a beaucoup de tensions entre les groupes armés de l'opposition à propos des routes de transit des armes. Le fait que plusieurs des postes frontaliers sont contrôlés par les Kurdes a provoqué aussi des tensions avec les Kurdes", explique-t-il.

Selon l'analyste, le PYD veut rester neutre dans le conflit, mais il est déterminé à profiter de la situation quel que soit le résultat.

Quelque 600.000 Kurdes vivent dans la région située au nord-est d'Alep, et la crainte est grande de voir les tensions communautaires s'envenimer dans les zones frontalières de la Turquie d'où l'armée s'est retirée.

La minorité kurde (15% des 23 millions de Syriens) est hostile au régime de Bachar al-Assad, qui l'a réprimée, mais se méfie de l'opposition qu'elle juge peu encline à reconnaître sa spécificité.

"Dans les zones d'où les rebelles ont chassé l'armée, il y a un vide en matière de sécurité. Certains des combattants ne souhaitent pas du tout la démocratie. Ce sont juste des seigneurs de guerre qui profitent du chaos", a dénoncé le président de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane. □



Édition N° 3898 du 30 octobre 2012

La Syrie aura le choix entre la peste et le choléra



Une importante procession a suivi le corps de Mohamad Hafar, un Kurde décédé dans un échange de tirs entre l'ASL et les militants Kurdes. En s'entretenant, l'opposition fragilise encore sa position et ses chances de renverser le régime de Bachar El Assad

velles vagues de violence. Aujourd'hui déjà, bien qu'œuvrant dans un même objectif, quelques échanges de tir font écho, entre rebelles kurdes, islamistes et chrétiens. L'Armée Syrienne libre (ASL), bien qu'ayant admis quelques (très) rares Kurdes en son sein, prévient d'ores et déjà que leur fraternisation ne durera pas au-delà des combats. Leur principale divergence concerne la feuille de route de la «Syrie d'après Bachar». Les uns (ASL) veulent un Etat islamiste appliquant la Charia, les autres (Kurdes), rêvent d'un «gouvernement pour tous», tandis que d'autres encore (les Chrétiens) sont accusés de lâcheté, voire de non appartenance à la partie. Ceux qui ont choisi la neutralité, comme le PYD (branche syrienne du parti turc des travailleurs du Kurdistan), sont accusés de faire l'affaire du régime. Ainsi, la situation actuelle ne laisse prévoir, a priori, que deux scénarii possibles: une Syrie sous la dictature, ou une Syrie en guerre civile.

Entre temps, le non respect de la trêve a fait 270 morts, dont 120 civils, 74 rebelles, et 79 membres de l'armée officielle, selon les chiffres avancés par l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. Le régime de Damas et ses opposants se rejettent la responsabilité du «premier tir». L'aviation syrienne a mené ses raids les plus violents depuis son entrée en action, et les rebelles n'ont pas lâché leurs armes pendant les «festivités» de la plus importante fête religieuse musulmane, Aid Al Adha. ■

Rime AIT EL HAJ

- Un avenir tiraillé entre la dictature d'Assad et la guerre civile

- Le non respect de la trêve souligne les divergences de l'opposition

- Le régime et les rebelles se rejettent la responsabilité des 270 morts

L'UNE des principales causes de l'échec du cessez-le-feu entre les belligérants dans le conflit syrien est la même qui fait craindre le pire, dans le cas hypothétique d'un arrêt du massacre ; En 20 mois de combats, l'opposition n'a pas réussi à unir ses forces contre son ennemi commun. Cela augurait déjà d'un non res-

pect de la trêve pour laquelle Lakhdar Brahimi, envoyé des Nations unies et de la Ligue arabe, a pourtant bataillé. L'émissaire de la paix n'a pu obtenir l'accord de principe de tous les groupes rebelles, certains d'entre eux ayant, d'entrée de jeu, rejeté la proposition. Et ce n'est là que la partie visible de l'iceberg.

Ainsi, que Bachar El Assad tombe ou pas, l'avenir de la Syrie reste très équivoque. Si l'actuel président arrive à mater la rébellion, sa «dictature» sera consacrée, et le mutisme déjà pesant de la communauté internationale se fera encore plus assourdissant face à ce que le peuple pourra subir. Si Bachar tombe, les pronostics ne seront malheureusement pas plus festifs. La grande ligne de séparation entre les différents groupes de l'opposition pourra engranger de nou-

Kurdish Autonomous Region No-Go - U.S.

By Shirzad Shikhani

Erbil, Asharq Al-Awsat – A Kurdish leader, speaking to Asharq Al-Awsat on the condition of anonymity, revealed that the US administration has informed Kurdistan Region President Massoud Barzani that the US and Turkey will not support any efforts, on his part, to announce an independent Kurdish state.

He added “Washington informed Barzani of its support for dialogue with Baghdad, and recommended that he – along with Iraqi political leaders – seek to overcome this crisis and normalize relations between the Iraqi and Kurdish political forces in order to protect the democratic experience in Iraq.”

The source told Asharq Al-Awsat that “approximately two weeks ago the US administration

informed Barzani not to rely on American and Turkish support in his quest to secede from Iraq or take steps towards the formation of an independent Kurdish state. The US said that Barzani should not rely on the support of America and Turkey to move towards this option, for America supports reconciliation and normalization efforts, and Kurdish participation in the political process in Iraq, rather than any steps whose objective is secession from Iraq.”

The Kurdish leader also expressed his fear regarding Ankara’s position towards the Kurdistan Region. He said “Turkey is ignoring the humanitarian issue surrounding the Kurdish issue; this is a case involving a population of 20 million whose humanitarian and national rights are being violated by the Turkish state. Therefore I do not think that Turkey will come

out today to support an issue such as the formation of the Kurdish state and secession from Iraq.”

He added “Turkey has had a very strong relationship with Iraq over the past decades, and its interests are more in line with the Iraqi state than the Kurdistan Region, therefore I fear our Kurdish people in the Kurdistan Region being subject to another regional conspiracy along the lines of the conspiracy perpetuated by the Shah of Iran in 1975 when he reconciled with the Saddam Hussein regime..with the objective of suppressing the Kurdish revolution led by late Mullah Mustafa Barzani.”

The Kurdish leader, who spoke to Asharq Al-Awsat on the condition of anonymity, asserted “I believe that the same scenario is on the verge of being repeated, therefore I warn the Kurdistan Region

presidency against making the same historic mistake, particularly following America’s retreat from supporting any move towards secession from Iraq.”

Earlier this year, Kurdistan Region President Barzani demanded that Iraq’s Shiite leaders agree on power sharing with their political enemies or else the Kurds would consider breaking away from Baghdad. Speaking in April, President Barzani called for Baghdad to agree a power sharing deal before September, threatening that the Kurdistan Region could seek to secede from Iraq. Speaking to the Associated Press [AP], he said “what threatens the unity of Iraq is dictatorship and authoritarian rule. If Iraq heads towards a democratic state, then there will be no trouble. But if Iraq heads towards a dictatorial state, then we will not be able to live with dictatorship.” ♦

la Syrie s'enfoncé dans ses guerres

Mohammed Larbi

Que peut-il bien se cacher derrière ce sourire qui ne le quitte jamais ou très rarement ? Pour avoir connu pratiquement tous les types de conflits, Lakhdar Brahimi donne effectivement cette impression. Non pas qu’il ne peut avoir d’émotions, mais il est arrivé à les contrôler afin de mieux transmettre ses impressions. De se faire comprendre. Tout ce qu’il a dit sur le conflit syrien s’est avéré fondé. Quant au fait qu’il soit entendu, cela est une autre question qui renvoie à la nature même de ce conflit, passé par différents stades jusqu’à devenir une guerre civile. Il l’a fait au début de cet été, alors qu’il était tout juste pressenti pour succéder au poste de médiateur international à Kofi Annan, et puis tout au long de son périple et des contacts avec les parties en conflit en Syrie ainsi que les Etats que l’on dit engagés de quelque manière que ce soit, ou tout juste ayant de l’influence. Jusque-là sceptique, M.

Brahimi est devenu foncièrement pessimiste depuis l’échec de la trêve à laquelle il avait appelé, laquelle pourtant avait été acceptée aussi bien par le régime syrien que par la rébellion. Aussi disait-il à ce sujet à Moscou le 29 octobre 2012, à l’issue des consultations avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, que «la crise en Syrie est très très dangereuse, la situation est mauvaise et empire». S’agissant de la crise comme on l’appelle, lui a décidé de lui donner un nom. «Si ce n’est pas une guerre civile, je ne sais pas ce que c’est», a-t-il déclaré alors, en voulant pour preuve la réalité du terrain. L’élément nouveau et certainement le plus dangereux pour la Syrie, ce sont ces affrontements, jusque-là limités, entre communautés.

Ce qui a fait dire à un analyste qu’il n’y a pas encore de guerre confessionnelle et que la Syrie n’est pas le Liban. Sauf que la précaution paraît bien dérisoire et trahit même une réelle préoccupation. Effectivement, les uns et les

autres se battent pour des portions de territoire ou des positions avec, de part et d’autre, une très forte méfiance. Que sera en effet l’après-Assad que beaucoup désormais voient comme une certitude, mais lointaine ?

Que seront les rapports entre les différentes communautés, une question qui revient avec insistance depuis que les affrontements opposent ces dernières également ? A l’image de ces zones déjà délimitées en dehors, bien entendu, de celles contrôlées par l’Armée syrienne de libération (ASL).

Comme ces barrages érigés à l’entrée de certaines zones et tenus par les membres d’une milice kurde – qui contrôlent certains secteurs d’Aleppo, la métropole du nord du pays – et non par l’ASL, principale force d’opposition armée, très majoritairement arabe et sunnite même si les uns et les autres affirment être frères d’armes dans leur combat contre le président syrien. Les différentes communautés ont fini par développer un sentiment de suspicion et même de méfiance

les uns vis-à-vis des autres.

Les conséquences sont visibles, elles sont même terribles. Des heurts opposent, à une fréquence devenue inquiétante, éléments de l’ASL et miliciens kurdes.

Le ton monte, surtout que les accusations sont sans nuance. Les miliciens du parti de l’Union démocratique kurde (PYD) sont ainsi accusés de faire le jeu du régime, tandis que les rebelles sont vus par les Kurdes comme ayant une feuille de route islamiste. Le mode opératoire rappelle aussi ce qui s’est passé en Irak voisin, où chaque partie veut chasser l’autre ou la soumettre à sa propre domination.

Ce sont précisément ces attentats ciblant des quartiers ethniquement homogènes comme s’il s’agissait d’impliquer ceux qui croient à la neutralité ou tout simplement pousser au pourrissement. Tout le monde contre tout le monde. Ce sera alors la fin d’une révolte. Le danger est grand de voir la Syrie sombrer dans une spirale d’où il lui sera difficile de sortir. ♦

Obama administration works to launch new Syrian opposition council

By Josh Rogin

S yrian opposition leaders of all stripes will convene in Qatar next week to form a new leadership body to subsume the opposition Syrian National Council, which is widely viewed as ineffective, consumed by infighting, and little respected on the ground, The Cable has learned.

The State Department has been heavily involved in crafting the new council as part of its effort oust Syrian President Bashar al-Assad and build a more viable and unified opposition. In September, for instance, Secretary of State Hillary Clinton met with a group of Syrian activists who were flown in to New York for a high-level meeting that has not been reported until now.

During the third and final presidential debate, Republican nominee Mitt Romney criticized President Barack Obama's Syria policy as a failure to show "leadership" in laying the groundwork for the post-Assad era and called for "a form of council that can take the lead in Syria."

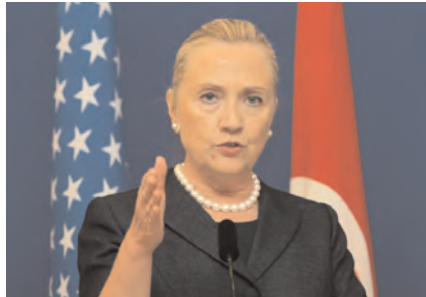
In fact, over the last several months, according to U.S. officials and Syrian opposition figures, the State Department has worked to broaden its contacts inside the country, meeting with military commanders and representatives of local governance councils in a bid to bypass the fractious SNC.

Many in the SNC are accordingly frustrated with the level of support they've gotten in Washington. "The Obama administration is trying to systematically undermine the SNC. It's very unfortunate," one SNC leader said told The Cable.

But U.S. officials are equally frustrated with an SNC they say has failed to attract broad support, particularly from the Alawite and Kurdish minorities. The new council is an attempt to change that dynamic. Dozens of Syrian leaders will meet in the Qatari capital, Doha, on Nov. 3 and hope to announce the new council as the legitimate representative of all the major Syrian opposition factions on Nov. 7, one day after the U.S. presidential election.

The Obama administration sees the new council as a potential interim government that could negotiate with both the international community and - down the line - perhaps also the Syrian regime. The SNC will have a minority stake in the new body, but some opposition leaders are still skeptical that the effort will succeed.

The Qatar meeting will include dozens of opposition leaders from inside Syria, including from the provincial revolutionary councils, the local "coordination com-



mittees" of activists, and select people from the newly established local administrative councils.

"We call it a proto-parliament. One could also think of it as a continental congress," a senior administration official told The Cable.

U.S. officials and opposition leaders are calling the initiative the "Riad Seif plan," named after the former Syrian parliamentarian and dissident who was imprisoned after he signed the Damascus Declaration on respect for Syrians' human rights in 2005. He was released in 2011, beaten up by a Shabiha gang in November 2011, and finally allowed to leave Syria in June 2012.

Seif is central to the formation of the new council and is seen as a figure with broad credibility with both the internal and external Syrian opposition.

"We have to get [the internal opposition] to bless the new political leadership structure they're setting up and not only do we have to get them to bless the structure, but they have to get the names on it," the official said, noting that the exact structure of the council will be determined in Qatar, not before.

"We need to be clear: This is what the Americans support, and if you want to work with us you are going to work with this plan and you're going to do this now," the official said. "We aren't going to waste anymore time. The situation is worsening. We need to do this now."

Secretary Clinton's personal involvement came when she met with select members of the 80-member "Friends of Syria" group in New York, which included internal opposition figures and several foreign ministers from the Friends of Syria "core group" of 22 countries.

"The New York meeting was designed to tee up the idea that there has to be a new political structure, not just the SNC," the official said.

Two SNC leaders attended the meeting along with four representatives of the internal opposition, although only one

such leader actually came from inside Syria. Of the other three, one traveled from Sweden, one from Jordan, and one from Kuwait. They all spoke briefly and then left the room while the foreign ministers discussed the road ahead.

"We wanted more [from inside Syria] but we couldn't get them out. The other people were chosen by people from the inside," the official said.

Even bringing that individual from within Syria proved to be a major undertaking, however, because he didn't have a passport. It took high-level intervention between the State Department and the Department of Homeland Security. The Syrian caught his flight to New York for the meeting -- but only at the last minute.

The U.S. government will be represented at the Nov. 7 Qatar meeting by Ambassador to Syria Robert Ford, who has been dealing with various opposition groups and weighing in on the composition of the new council, a senior administration official said. For example, Ford pressed for the council to have 50 members in order to include 20 representatives of the internal opposition alongside 15 members of the SNC and 15 other representatives of various Syrian opposition organizations.

The idea is also to create an eight- to 10-member executive body -- made up of technocrats who are not on the new council -- that would be able to work directly with foreign governments on a day-to-day basis on practical items such as the delivery and direction of humanitarian assistance.

"We could finally have an interface to say 'The needs of this place are greater than the needs of people in that place, so please direct assistance here or there,'" the official said.

The U.S. government is coordinating with governments in Europe and the region to forge consensus on the way ahead with the political opposition inside Syria and outside, the official added.

The Turkish government has been wary of the new effort because it has been heavily invested in the SNC, and the new council intentionally puts the SNC in a minority position.

But Washington's relationship with the SNC has been deteriorating for several months, officials said, and the administration believes the Turks will ultimately come around to embrace the new body.

The mutual recriminations between the Obama administration and the SNC reached a tipping point over the late spring and summer, when two official visits by the SNC to Washington were canceled, ■■■

■■■ one in May and one in July. The May meeting was canceled by the U.S. side because the administration wanted the SNC to visit Moscow first -- a visit that didn't go well, the official said. The July meeting was scuttled by the SNC itself.

But the SNC isn't going away. The group's leaders will hold their own meeting in Qatar on Nov. 3 to establish a new 15-member executive council and potentially a new president.

Other Syrian activists warn that the new council is far from a sure thing.

One external opposition activist with ties to military leaders inside Syria told The Cable there's a risk the Doha meeting could be only the latest example of the opposition's failure to coalesce around a common vision and plan for a post-Assad Syria.

"Right now, the opposition groups are

very vague and there's no agreement on who's representing who and what and where," this opposition activist said. "Right now there is a lot of risk that this will be another failed approach that will not achieve anything."

But the Obama administration's efforts go beyond the attempt to stand up the new council.

Although members of Ford's staff have been in communication with representatives of the opposition Free Syrian Army for some time, in July, Ford made his first in-person contact with the FSA during a visit to Cairo. A special conference call was arranged earlier this month between Ford and several FSA commanders, the official confirmed.

The Obama administration is well aware of the growing influence of opposition military commanders and the effort by Islamist extremists, including groups lin-

ked to al Qaeda, to gain influence over the direction of Syria's burgeoning civil war.

"There's a rising presence of Islamist extremists. So we need to help these [military council leaders], the majority of them are secular, relatively moderate, and not pursuing an overly vicious agenda," the official said.

But the Obama administration remains reluctant to directly provide weapons to the FSA and has all but ruled out committing U.S. military assets to the fight, despite the hopes of many Syrian opposition figures that the Nov. 6 election will mark an inflection point.

"We are providing to the political opposition all kinds of assistance and we're going to ramp that up, as the secretary has said," the official said. "I don't think there's going to be a big change after the election."

TODAYS ZAMAN

31 October 2012

Is Öcalan the right actor to solve the Kurdish problem?

Columnists

EMRE USLU

e.uslu@todayszaman.com



As the Kurdish prisoners' hunger strike problem dominates domestic politics, many political observers point out that Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan would be the number one avenue to utilize in order to solve not only the hunger strike problem, but also the Kurdish question.

Perhaps the state bureaucracy too thinks that using Öcalan is the right avenue for solving this problem. Is he? Those who think that Öcalan is the right person to talk to about the Kurdish question assume Öcalan plays a critical role: the unquestionable leader of the PKK.

However, those who really think that Öcalan is the only leader of the PKK are wrong. Yes Öcalan is a leader (not "the leader") of the PKK. This does not mean that the PKK always listens to whatever Öcalan says. Since 2005 the PKK is run by the Kurdistan Communities Union (KCK) executive committee, and Öcalan has only one voice on that committee.

The right definition of Öcalan's position would be that of a spokesman for the KCK executive committee. This is because he has major influence over the Kurdish masses. The executive committee gave him this role to easily mobilize the masses around the PKK's plans and projects. Instead of giving orders, Öcalan shares the decisions that are taken by the committee, through which Öcalan effectively circulates their decisions to the people.

The internal rivalry that took place back in 2004 placed limitations on Öcalan's powers over the PKK, back then there were two rival groups in the PKK. One was arguing that it is not the time to resume the conflict, while the other was arguing the opposite. The

latter accused Öcalan's brother Mehmet Öcalan of taking the side of the group who did not want to resume the fight one more time. Abdullah Öcalan told his lawyers that he is going to punish Cemil Bayik and Duran Kalkan, who wanted to resume the fight. He accused the two of attempting to control the PKK. Because of this rivalry Öcalan came up with the solution to establish an executive committee so that he would continue to exert his influence through the executive committee. Since then Öcalan has not been the ultimate leader of the PKK.

Another example that shows his leadership claim is nothing but an empty maneuver to continue his influence over the PKK is the Silvan attack back in 2011. Despite his obvious order to maintain the ceasefire the PKK once again resumed fighting.

If Öcalan is a spokesman of the PKK, would he really be the right person to talk to about the Kurdish question? I don't think so. If Öcalan is only an effective spokesman for the PKK why then does he pretend to be the leader of and claim that he is the only person that can stop the PKK?

The answer is easy. Öcalan wants to regain the leadership of the PKK. He wants to regain his unquestionable leadership by convincing the state of his importance in the process. Öcalan is well aware of the fact that he cannot convince the PKK's executive committee before he convinces the state to give certain rights. In order for Öcalan to regain his leadership he needs to show the committee that the state takes him seriously and therefore he would be the right person to solve the problem.

At the same time Öcalan tells the state that he is the right person to play negotiator between the state and the committee. Öcalan, on a few occasions has told the state that "in order for me to play my role in stopping the PKK violence, the state must give me resources to convince the PKK.

Some analysts interpret this statement as Öcalan's attempt to get out of prison. However, I read it differently. Öcalan is sincere about this; in order for him to regain his leadership position he needs to gain some negotiating rights and tools to control the PKK. Yet this does not mean that he would be able to reassume his ultimate leadership position. There is also no guarantee that once he is equipped with the tools to ascend to his old leadership position that he would want to convince the PKK to lay down its arms, and even if he did want this that he would be able to convince the PKK leadership. ●

Time to get tough on Iraq

The U.S. must hold the Maliki government to account for abusing its power and helping Assad.

Nussaibah Younis

CAMBRIDGE, MASSACHUSETTS The next president of the United States must fundamentally reassess America's broken relationship with Iraq.

Under two American presidents now, the regime of Prime Minister Nouri al-Maliki has operated in an atmosphere of immunity while the United States government focused on pacifying Iraq and finding its way to leave. Fearful of how criticisms of Iraq reflect on American policy, and now resolutely opposing any re-entangle-

ment in Iraqi affairs, Washington's approach has been simply to look the other way while Iraq runs roughshod over America's strategic interests in the region.

The current clash of interests is over Syria. It is both right and in the interests of the United States that Bashar al-Assad's brutal reign there comes to an end. And at the very least, the United States should be able to prevent its own allies from aiding the transfer of arms to the Assad regime.

An intelligence report cited by Reuters last month said that Iraq has been allowing Iran to funnel "personnel and tens of tons of weapons" through Iraqi airspace and into Syria "on almost a daily basis." And according to The New York Times, buses carrying pil-

grims to a Shi'ite shrine in Syria are reported to have also carried weapons, supplies and fighters to aid the Assad regime.

Of course the Obama administration is beseeching Iraq to give up this practice, but the response should have been ferocious. There ought to have been an unequivocal condemnation of Iraq's behavior and a demand for the Iraqis to desist immediately or to face the loss of their country's friendship with the United States. That would include losing the \$1.7 billion of American aid now destined for Iraq and an end to arms dealings with the United States.

By enabling the rearming of the Assad regime, the Maliki government is responsible for prolonging a conflict that has already exacted a devastating human toll, destabilized Lebanon and is threatening to draw in Turkey and Jordan.

Iraq could have helped more. The pressure Iran has sustained over its nuclear program is destabilizing its economy, and Iran cannot afford to alienate its next-door neighbor. So if Iraq had seriously objected to such uses of its airspace, it is difficult to imagine that Iran would not have complied.

And although signs of rising Iranian

influence in Iraqi politics were evident almost immediately after the fall of Saddam Hussein, pan-Shi'ite solidarity is not the only thought that animates the country. Iraqi nationalism is there too, often expressing itself in virulent anti-Iranian rhetoric. Mr. Maliki's government may be happy to play the sectarian card when it suits him, but he is ultimately driven by a single-minded commitment to ensuring the survival of his own regime.

With that in mind, Mr. Maliki is not making an irrational choice in allowing assistance for the Assad regime next door. He is supporting an Iranian regime that brokered his own return to

Maliki is presiding over a disintegration of Iraq's representative political system. The U.S. is doing nothing about it.

power, while also guarding against the possibility that the rise of a Sunni government in Syria could reignite the Iraqi civil war. So it is up to the United States to change Mr. Maliki's calculations to bring them in line with American interests.

To do that, the next American president needs to increase the costs to Iraq of pursuing its current activities. He can, and should, threaten imminent financial sanction and public humiliation of the Maliki government.

Even apart from the Syrian crisis, the United States should be getting tough

on the Maliki regime to prevent Iraq's descent into authoritarianism. Although Mr. Maliki's first term had its successes, including the "Charge of the Knights" attack against Shi'ite militias in Basra in 2008, the prime minister has become increasingly consumed by his own dictatorial ambitions.

And a number of his actions have heightened sectarian tensions in Iraq. He cut a deal with the extremist Shi'ite party led by Moktada al-Sadr. He reneged on a promise to meaningfully include the Sunni-dominated Iraqiya list in government. He presided over

what's being seen as a witch hunt against leading Sunni politicians, culminating in the sentencing to death in absentia of Iraq's vice president, Tariq al-Hashemi.

In addition, Mr. Maliki's government is plagued by incompetence, corruption and a contempt for human rights; ordinary citizens are fast losing confidence in the power of the democratic system. Prime Minister Maliki has further undermined Iraq's independent institutions, such as the electoral commission and the Iraqi central bank, by bringing them under his direct custodianship.

And, most dangerously of all, he is concentrating power over Iraq's entire security apparatus in his hands by refusing to appoint permanent ministers to lead the Ministry of Defense, Ministry of Interior and National Security Council.

Mr. Maliki is, in short, presiding over a disintegration of Iraq's representative political system, and the United States is doing nothing about it.

In 2011, in his speech marking the end of the Iraq War, President Obama promised to "help Iraqis strengthen institutions that are just, representative and accountable." The United States only stands to gain by honoring that promise, and it has many options at its disposal that do not require an extensive re-entanglement in Iraqi affairs. The United States has the power to discredit the Maliki regime on the world stage. In addition to restricting aid, it could bolster its support for legitimate Iraqi opposition parties.

By whatever methods, the next American president must start holding Prime Minister Maliki's government to account for its appalling abuse of power inside Iraq and for its morally bankrupt role in enabling the rearming of Bashar al-Assad next door.

NUSSAIBAH YOUNIS is an International Security Program Fellow at Harvard Kennedy School's Belfer Center specializing in contemporary Iraqi foreign policy.



N°43 - SEPTEMBRE 2012

l'essentiel

DES RELATIONS INTERNATIONALES

**DOSSIER SPÉCIAL
KURDISTAN IRAKIEN**

FRANCE

ÉDUCATION

CE QUI CHANGE EN 2012

PAR CHARLOTTE LE BRUN

INTERNATIONAL

LE ROYAUME-UNI

NE QUITTERA PAS

L'UNION EUROPÉENNE

PAR PHILIPPE MOREAU DEFARGES

ÉLECTION AUX ÉTATS-UNIS

QUEL BILAN POUR BARACK OBAMA ?

PAR MARIE FOREST



MASSOUD BARZANI

PRÉSIDENT DE LA RÉGION AUTONOME DU KURDISTAN IRAKIEN

UN DÉMOCRATE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA PAIX

**KURDISTAN IRAKIEN,
UNE RÉGION EN
PLEINE MUTATION**

**UNE DYNAMIQUE
ÉCONOMIQUE DE
CROISSANCE**

**UNE NATION
SUR LA VOIE DE
L'AUTODÉTERMINATION**

**ERBIL,
UNE MÉTROPOLE AUX
MULTIPLES FACETTES**



Entretien avec le président Massoud Barzani

Le président Massoud Barzani ne manie pas la langue de bois. Sans doute son passé de chef militaire et de peshmerga a-t-il façonné son goût pour l'action directe. Mais il sait aussi faire preuve d'une grande diplomatie politique. Jamais dans l'histoire du peuple kurde, les conditions n'ont été aussi favorables pour l'émergence d'un État indépendant, mais, dit-il, « *si ce droit naturel est le vœu de notre peuple, l'autodétermination ne pourra advenir que dans le respect de la paix et du dialogue* ».

PROPOS RECUEILLIS PAR DIMITRI FRIEDMAN ET PIERRE LE BELLER

L'Essentiel des relations internationales : Quelle a été l'ampleur de la répression contre le peuple kurde d'Irak ?

Massoud Barzani : La répression contre le peuple kurde est ancienne mais s'est accélérée après la Première Guerre mondiale. Elle est devenue systématique. Elle a gravi plusieurs paliers pour atteindre des sommets d'horreur sous Saddam Hussein lors de ce qu'on a appelé les campagnes militaires « Anfal ». Les chiffres couramment admis par la communauté internationale sont de 182 000 morts. Rien que dans le bombardement chimique de Halabja, on dénombre 5 000 morts, 4 000 morts dans les bombardements chimiques dans le reste du Kurdistan, 50 000 martyrs peshmergas tombés lors de la lutte contre le régime et 200 000 blessés.

En tant que dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), vous avez passé un accord électoral en 2004 avec l'autre grand parti, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), auquel appartient le président de la République d'Irak Jalal Talabani, lui-même kurde. Quelles conséquences politiques ont entraîné cet accord ?

Nous croyons très fortement en la coexistence et la coopération entre les forces

kurdes. Nous avons connu une guerre civile – entre nos deux partis –, mais c'est le passé et nous l'avons laissé derrière nous. Pour assurer la défense du Kurdistan autonome, la coopération entre le PDK et l'UPK est essentielle. L'un des points les plus importants de cet accord est que, tout en gardant l'identité propre à chaque parti, nous parlons d'une seule voix, celle du peuple kurde. Le bilan que nous pouvons tirer, vous le voyez partout : nous connaissons actuellement un boom économique, la construction est en plein essor et la sécurité est assurée.

Et sur le plan du fonctionnement des institutions et de la démocratie, quel bilan tirez-vous depuis votre élection par le Parlement en 2006 ?

Nous en sommes encore au début. Il nous reste beaucoup à faire et nous admettons que nous sommes neufs en matière de gouvernance. Nous sommes en train de construire nos institutions en adéquation avec la Constitution et d'instaurer une différence très claire entre les grands pouvoirs : Parlement, cours de justice, gouvernement. Nous avons aussi l'objectif de garantir les libertés individuelles. Nous sommes fiers de ce que nous n'avons aucun prisonnier politique au Kurdistan.

Nous encourageons l'émergence d'organisations représentatives au sein de la société civile. Il y a actuellement 1 300 organisations non gouvernementales, ce qui est un nombre important dans un pays aussi petit que le nôtre.

Selon vous, quelle est la différence entre l'élection de 2006 – où le président Barzani fut élu par le Parlement (NDLR) – et l'élection présidentielle kurde de juillet 2009 ?

Entre ces deux élections, il n'y a aucun changement dans les attributions du pouvoir du président. Cela est d'ailleurs stipulé dans notre loi constitutionnelle. Quand on m'a demandé de me présenter à la présidence, j'ai dit au Parlement et aux partis que si je devais être élu au suffrage universel, alors j'étais d'accord, mais si je devais être élu par le Parlement, j'estimais qu'un autre pouvait se présenter à ma place. J'avais besoin de savoir exactement l'intensité de l'adhésion du peuple, pas seulement celle des parlementaires. Je voulais connaître le pourcentage des partisans et des adversaires à mon élection. Les membres du Parlement qui votent pour vous sont parfois tenus par des obligations qui les embarrassent, pas le peuple. J'avais besoin de cette légitimité.

Dossier spécial Kurdistan irakien

Quelles mesures prenez-vous pour que les jeunes générations qui sont une composante essentielle de la société civile accèdent au niveau de vie et aux standards culturels des pays développés ?

Notre société est très jeune : 59 % de la population a moins de 25 ans. C'est pourquoi nous avons le devoir de les éduquer et de leur offrir des opportunités pour vivre une vie meilleure dans le futur. Car ils sont l'avenir du Kurdistan. Nous avons aujourd'hui 17 universités, l'éducation y est totalement gratuite. Chaque année, grâce aux fonds gouvernementaux, plusieurs étudiants kurdes peuvent partir étudier dans les universités à l'étranger. Jusqu'à présent, 5 000 jeunes ont pu bénéficier de cette bourse. Certains sont d'ailleurs en France. Nous avons un système de financement et de petits prêts pour les jeunes qui veulent créer leur propre entreprise. Une fois qu'ils ont obtenu leur diplôme, les étudiants reçoivent une allocation jusqu'à ce qu'ils trouvent un travail. Nous veillons à ce que les étudiants se dirigent vers le secteur privé et sommes attentifs à ce que

leurs salaires soient alignés sur ceux de la fonction publique.

Récemment, un problème a surgi à propos de l'exploitation pétrolière entre vous et le gouvernement central irakien. M. Hussein Chahristani, ministre du Pétrole à Bagdad, a réagi plutôt durement à la signature de contrats séparés entre le groupe Total – qui a acquis 35 % de la licence d'exploitation du groupe Marathon Oil – et le gouvernement du Kurdistan autonome. Où en est votre relation avec le gouvernement de la République fédérale d'Irak ?

Nous n'avons pas outrepassé nos prérogatives inscrites dans la Constitution. Il y a un principe inscrit dans la Constitution irakienne qui stipule que les ressources pétrolières et d'hydrocarbures appartiennent à chaque Irakien. Ce principe fait l'objet d'un large consensus. En février 2007 nous avons donné notre accord pour un projet commun sur les hydrocarbures. Une annexe de ce projet prévoit que si le texte n'était pas adopté par le Parlement en mai 2007, les deux parties auraient le

droit de signer des contrats. Le gouvernement d'Irak devait faire entériner cet accord par le Parlement, mais depuis ces cinq années, il ne l'a pas fait. L'autre argument selon lequel ce que nous faisons n'est pas constitutionnel, ou en accord avec la loi, ou n'est pas en notre pouvoir, est irréaliste. Il est illogique de penser qu'Exxon Mobil, Gazprom, Chevron ou Total iraient s'installer dans un endroit litigieux (*le Kurdistan, NDLR*) où ils n'ont pas le droit d'exploiter. Il est de notoriété publique que la politique pétrolière au Kurdistan est une réussite. Le ministre responsable de la politique pétrolière en Irak, au contraire, a failli dans son travail. Tout ce qu'il démontre, c'est son hostilité envers les Kurdes. Il ferait mieux de s'occuper de la fourniture en électricité de l'Irak.

Les points de divergence avec le gouvernement central se multiplient. Vous appelez régulièrement l'Irak à respecter l'article 140 (référendum sur le rattachement de Kirkouk au Kurdistan) de la Constitution. Quelle est la situation actuelle ?

Un des éléments les plus importants qui nous a décidés à rester et à travailler à l'intérieur de l'Irak est justement cet article de la Constitution irakienne. En acceptant cet article, nous n'avons aucun doute sur la vocation du Kurdistan à rester autonome dans le cadre de la loi. Nous avons cru et nous croyons encore que cet article peut être mis en œuvre avec le soutien international. Nous pensons et pensons toujours que la région de Kirkouk doit être réintégrée dans le Kurdistan. Cet article implique la normalisation, le recensement des populations et le référendum. Nous n'avons jamais prétendu que nous imposerions nos propres solutions pour l'application de cet article. Les gens de la région de Kirkouk doivent pouvoir décider de leur sort par référendum. Mais les Irakiens, malheureusement, n'ont pas fait grand-chose pour l'application de cet article. Ils tergiversent. Nous pensons que l'application de cet article est également dans l'intérêt de l'Irak.

On assiste actuellement à un renforcement identitaire des Kurdes de Syrie, dont certains se sont réfugiés au Kur-



DR.



distan autonome pour fuir les combats. Croyez-vous qu'une solution à l'irakienne soit applicable en Syrie ? Seriez-vous favorable à plus ou moins long terme à la réunification des deux entités kurdes ?

La situation des Kurdes syriens est différente, car ils étaient même privés de la citoyenneté. Ils n'étaient pas traités comme des citoyens de ce pays. Et le processus d'arabisation a commencé beaucoup plus tôt, au début des années soixante. Dans ce pays, beaucoup d'enfants étaient obligés d'aller à l'école arabe. Chaque partie du peuple kurde a ses spécificités. Les solutions pour chaque partie des zones où vivent les Kurdes sont différentes. Elles doivent être en accord avec les réalités des pays où ils vivent. Nous ne pouvons pas exporter notre modèle irakien en Syrie, ni ailleurs. Mais il doit y avoir un cadre qui donne aux Kurdes de Syrie les mêmes droits qu'ils ont acquis en Irak. Nous les aidons à avoir un discours politique ordonné et unique sans leur imposer de solutions. En ce qui concerne la réunification du Kurdistan syrien avec le Kurdistan autonome d'Irak, ce n'est pas dans

notre agenda aujourd'hui. Mais dans le futur, nous ne savons pas. C'est le droit de chaque nation de vouloir se réunifier. Un droit naturel, qui ne peut s'exercer que par des moyens pacifiques et dans le dialogue.

Est-ce que vous entraînez des combattants kurdes syriens ?

Il y a environ 10 000 à 15 000 réfugiés kurdes de Syrie au Kurdistan. Beaucoup sont des jeunes hommes. Il est vrai que certains d'entre eux ont été entraînés. Ils n'ont pas été entraînés à l'attaque, mais à la défense. Les régions où ils habitent n'ont aucun système de défense, et ils doivent être en mesure de les préserver du chaos.

Le 2 août dernier, le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu, est venu au Kurdistan irakien. Comment conciliez-vous votre solidarité avec les Kurdes de ce pays et la réconciliation et la coopération croissante avec Ankara ? Quelle est votre position en ce qui concerne le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène une guérilla terroriste chez votre voisin ?

Nous n'avons jamais souhaité voir la situa-

tion avec la Turquie se détériorer jusqu'à atteindre un point critique. Mais auparavant, pendant des années, la politique turque était à la limite de la provocation à notre égard : intimidations, actions de guerre... Nous n'acceptons pas ce langage de qui que ce soit. Ce n'était pas notre politique, mais la leur. Mais il y a eu un revirement spectaculaire dans le discours de la Turquie. Quand le Premier ministre turc Recep Erdogan est allé à Diyarbakir et a déclaré qu'il était vrai que la Turquie avait un problème avec les Kurdes de ce pays, que ce « problème kurde » devait trouver une solution pacifique, pour moi cela a été un changement dans la bonne direction. En mars 2011, le Premier ministre est venu à Erbil, et a déclaré que l'ère où les droits des Kurdes étaient déniés était terminée. D'un point de vue économique, nos relations ont connu un essor important, et nous avons l'occasion d'approfondir encore plus cette collaboration.

En ce qui concerne le dossier kurde en Turquie, nous soutenons les droits des Kurdes dans ce pays. Mais nous croyons que le tournant opéré dans la politique turque peut être utilisé pour franchir une étape supé-

Dossier spécial Kurdistan irakien

rière dans la reconnaissance de ces droits. La stratégie de combat du PKK n'est plus nécessaire. Nous ne l'acceptons pas et ne la supportons pas. Nous sommes contre cette guerre et cette violence. Il y a une opportunité pour les membres kurdes du Parlement turc de peser sur le dossier. La protestation peut se transformer en une démonstration pacifique dans les rues des villes, au Parlement, ou ailleurs. Il n'y a pas besoin de la violence. Nous avons dit aux responsables politiques kurdes qu'il fallait qu'ils résolvent le problème par des voies pacifiques.

Quelle est votre position sur la poursuite du programme nucléaire lancé par l'Iran?

L'Iran est un pays important dans la région. Nous avons une longue frontière en commun. Nous entretenons des relations normales avec ce pays. Mais ça ne veut pas dire pour autant que nous soyons d'accord avec lui. En ce qui concerne leur programme atomique, nous souhaiterions qu'il n'y ait pas de programme, ni en Iran, ni ailleurs. Nous ne savons pas en quoi consiste exactement ce programme. Par ailleurs, nous ne connaissons pas leur capacité à maîtriser un tel programme et tout le monde sait depuis Tchernobyl que le moindre problème technique peut mener à une catastrophe régionale. Et nous savons comme tout le monde qu'un tel programme est de nature à engendrer une guerre.

Vous êtes allé à la Maison-Blanche en avril dernier. Que vous êtes-vous dit avec le président Obama ?

J'ai rencontré le président Obama et le vice-président Biden. L'objet principal de cet entretien était la situation en Irak et au Kurdistan, et notre relation avec les USA. Il était important pour nous de connaître leur position sur la situation, s'ils nous soutenaient, et quelle était leur position à l'égard de tel ou tel politicien. Ils nous ont confirmé qu'ils soutenaient tout le processus politique en Irak et l'application de la Constitution. Ils nous ont confirmé leur engagement pour le développement du Kurdistan autonome. Bien sûr nous avons évoqué notre différend avec le Premier ministre al-Maliki sur les problèmes de Kirkouk. Le président Obama a réaffirmé qu'il voulait que nous trouvions une solution dans le cadre de l'article 140 et de la Constitution, et que la tension retombe entre les deux parties. Il

demande la désescalade. Nous avons réaffirmé que nous n'avons rien entrepris qui ne soit pas conforme à cette Constitution et que notre différend ne portait pas sur ce point. Comme vous le savez, le président Obama a déjà envoyé un émissaire [Tony Blinken, conseiller national de sécurité du vice-président Joe Biden, NDLR] pour faire avancer le dossier. Mais la solution ne peut être qu'une « solution à l'irakienne ».

En ce qui concerne le problème de Kirkouk, il ne peut y avoir de possibilité pour qui que ce soit d'imposer une solution, ni par nous, ni par quelqu'un d'autre. L'article 140 sur ce point est très clair. Enfreindre cette règle, ce serait ouvrir la voie à d'autres possibilités. Toutes les options seraient alors sur la table.

Quelles sont vos relations avec le président François Hollande ?

Comme vous le savez, le président François Mitterrand et sa femme Danielle nous ont beaucoup soutenus, notamment au moment de l'instauration par l'ONU de la zone d'exclusion en 1991 (résolution n° 688). Les relations entre nos deux pays étaient à ce moment extraordinairement positives. À l'époque du président Chirac, nos relations n'étaient pas directes. Nous étions plutôt en contact avec certains de ses ministres, comme le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy. Avec le président Hollande que j'ai rencontré quatre ou cinq fois quand il dirigeait le Parti socialiste, j'ai d'excellentes relations personnelles. J'aimerais venir en France. Ce pays est l'un des tous premiers auquel je porte attention. Nous entendons approfondir cette relation. En 2010, j'ai rencontré le président Sarkozy en France en compagnie de mon très bon ami Bernard Kouchner. Pour moi, c'est une relation émotionnelle.

Comment jugez-vous la politique étrangère russe dans la région et le blocage que ce pays impose avec la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU en ce qui concerne la Syrie ?

Historiquement il y a toujours eu une entente entre la Russie et la Chine contre les pays occidentaux sur certains dossiers. Ce sont des écoles de pensée diplomatique très différentes et il y a une lutte d'influence internationale entre ces pays. Je ne peux vous dire quelle école a raison ou quelle autre a

tort. Mais de notre point de vue, nous pensons que les gens vivant dans notre région peuvent être victimes de cette lutte.

La loi sur l'investissement étranger pour favoriser l'établissement de grands groupes dans le pays est-elle la même que celle qui a été votée à Bagdad ?

Nous avons une loi sur l'investissement très importante à cet égard, extrêmement favorable aux investisseurs étrangers. Beaucoup de grandes sociétés internationales sont intéressées par les avantages que nous offrons. Certaines ont sauté le pas et d'autres vont bientôt suivre, car nous connaissons un développement économique remarquable. C'est une loi qui est différente de celle de Bagdad.

Jusqu'où seriez-vous prêt à aller si le gouvernement central d'Irak ne respecte pas les accords constitutionnels passés entre la région autonome du Kurdistan et le pouvoir central ?

Si nous constatons que la Constitution est violée ou est vidée de son sens ou n'est pas appliquée, nous estimerons que nous ne pouvons pas vivre sous ce système. Nous ne pouvons pas vivre sous un régime dictatorial en Irak !

Ces dernières années ont été dans la région celles des « printemps arabes ». Par la suite, à l'occasion de ces événements, on a assisté à la montée de groupes salafistes et islamistes qui ont déstabilisé ces pays. Sachant que la présence américaine en Irak ne sera pas éternelle, quelle sorte d'armée voyez-vous pour le futur au Kurdistan de manière à défendre le pays contre des groupes terroristes ou une menace extérieure ?

Notre philosophie et notre doctrine stratégique sont basées sur la défense. Nous n'attaquerons jamais qui que ce soit. Jamais. Selon la Constitution irakienne, nous avons le droit d'avoir notre propre armée de défense. Nous avons entraîné nos peshmergas à devenir les éléments de cette nouvelle garde. Ils sont préparés à toute éventualité dans le futur.

Si vous deviez formuler un vœu pour l'avenir du Kurdistan, quel serait-il ? Autonomie ? prospérité ? indépendance ? Tout à la fois (rires). □

Dossier spécial Kurdistan irakien

À la découverte du joyau du Moyen-Orient



La Région autonome du Kurdistan irakien donne au peuple kurde une première expérience d'auto-administration dans un contexte diplomatique explosif. Vingt ans après le retrait de l'administration et de l'armée irakiennes, le pays s'affirme en tant qu'acteur régional et international, offrant un modèle atypique de construction d'un quasi-État dans un environnement géopolitique complexe. Pour les Kurdes d'Irak, l'autonomie du GRK vient couronner un long processus d'oppression et de luttes pour leur autodétermination menées depuis plusieurs siècles.

PAR PIERRE LE BELLER



Dans cette zone stratégique majeure, « château d'eau » du Proche et du Moyen-Orient, dont le sous-sol regorge d'or noir, la question de l'existence d'un « Kurdistan culturel » – s'étendant des monts Taurus en Anatolie au mont Zagros en Iran sur plus de 300 000 km² – a impliqué durant l'histoire de ce territoire au cœur de « l'Orient compliqué » l'ensemble des grandes puissances de la planète, dans une logique baroque d'alliances et de contre-alliances de circonstances avec les différentes factions kurdes.

UNE IDENTITÉ DE FRONTIÈRE

Le nom « Kurdistan » désigne aujourd'hui officiellement deux subdivisions administratives d'États de la région : le *Kordestan* en Iran, et la *Région autonome du Kurdistan* en Irak. L'État turc, qui refuse la reconnaissance du peuple kurde en tant que minorité culturelle au nom de l'unité du peuple turc, ne fait pas usage des termes « Kurdistan » ou « Kurdes » pour désigner les territoires et les populations kurdo-phones de Turquie, leur préférant l'appellation « Turcs des Montagnes ». En Syrie, la reconnaissance d'une identité kurde a longtemps été un tabou du régime baasiste (par ailleurs allié de l'Union patriotique du Kurdistan [UPK] en Irak), mais on observe depuis le début de la révolte contre Bachar el-Assad fleurir de nombreux drapeaux kurdes jusqu'alors interdits de cité. En outre, les routes qui mènent au Kurdistan syrien sont régulièrement barrées par des *check points* établis par les militants kurdes. En juin 2012, le Conseil national syrien a par ailleurs nommé à sa tête Abdulbasset Sieda, un Kurde, afin de réaffirmer l'unité de l'opposition.

Historiquement, les Kurdes ont été désignés sous plusieurs appellations, depuis l'Antiquité la plus reculée. Une tablette sumérienne du III^e millénaire avant notre ère évoque ainsi la « *terre des Kar-da* » dans les monts septentrionaux, et l'historien grec Xénophon mentionna au IV^e siècle avant J.-C. la fuite vers les montagnes au Nord de la Mésopotamie de la tribu des « *Kardouchi* ». Pour plusieurs linguistes ou historiens, il s'agirait ici de premières mentions du nom « Kurde » dans l'histoire de la région.

La première occurrence du terme « Kurdistan » est moins sujette à caution et remonte au règne du sultan seldjoukide de Transoxiane et du Khorasan, Ahmad Sanjar, qui créa une subdivision de son territoire portant le nom de « Terre des Kurdes ». Cette utilisation du terme précède de quelques années l'épopée du plus illustre Kurde de l'histoire, Salah ed-Din, le tombeur des royaumes francs, qui reprit Jérusalem aux croisés en 1187. Fondateur de la dynastie des Ayyoubides, Saladin figure parmi les personnages les plus éminents de l'histoire de l'Islam, vénéré par les mouvances religieuses et par le nationalisme panarabe laïc. Cependant, son identité kurde demeure, dans la geste de son époque, un élément relativement accessoire, au profit de son héritage en tant que libérateur et unificateur des croyants.

Après l'invasion mongole à la fin du XIII^e siècle, le territoire du Kurdistan fut marqué par l'émergence de plusieurs principautés et émirats kurdes indépendants, notamment celui fondé par Bawa Ardalan au XIV^e siècle dans la région de Sharazor, au sud-est du Kurdistan irakien.

Le *Sharafnama*, un recueil de textes épiques rédigés par le poète Sharaf al-Din Bitlisi à la fin du XVI^e siècle, retrace l'histoire de ces principautés kurdes et fait figure de première œuvre littéraire rédigée en langue kurde. *A posteriori*, le texte sera repris comme un symbole de l'indépendance et de la soif séculaire de liberté des Kurdes par la mouvance nationaliste au XX^e siècle.

Car dès le milieu du XVI^e siècle, la région fut marquée par une domination sans merci des deux puissances émergentes, l'empire perse des Safavides et l'empire turc des Ottomans, qui ouvrit plusieurs périodes récurrentes de rébellions. Dans les deux cas, afin de vaincre la prégnance du particularisme kurde dans les régions montagneuses, Safavides et Ottomans pratiquèrent à grande échelle une politique de déportation des populations kurdes, vers le Baloutchistan ou le Khorasan pour les premiers, l'Anatolie occidentale et les Balkans pour les seconds, disséminant les zones de peuplement kurde de l'Europe méridionale aux contreforts de l'Hindu Kush.

À la fin 1991, les téléspectateurs du monde entier découvraient sur leurs écrans des colonnes de réfugiés dans les montagnes à la frontière entre l'Irak et la Turquie. Au lendemain de la deuxième guerre du Golfe, les malheurs des Kurdes d'Irak s'invitaient pour la première fois dans les consciences occidentales et posaient la question de l'identité et de l'avenir du peuple kurde, écartelé entre quatre États. Vingt ans plus tard, l'autonomie du Kurdistan irakien offre une voie nouvelle pour les Kurdes dans une région en profonde mutation.

Dossier spécial Kurdistan irakien



Le cheikh Mahmoud Barzandji fut le premier chantre de la cause des Kurdes au lendemain de la Première Guerre mondiale, et roi auto-proclamé du Kurdistan.

À la fin du XIX^e siècle, alors que l'empire ottoman était déchiré en Europe par l'émergence des micronationalismes balkaniques et des velléités d'autonomie des zones arabophones, la question kurde devint pour la Sublime Porte une cause supplémentaire de préoccupations. En 1880, la révolte du cheikh OubeydAllah exprima pour la première fois une conscience proto-nationale kurde. Le cheikh confia alors à un missionnaire chrétien : « *La nation kurde, qui représente plus de 500 000 familles, est un peuple à part. Nous voulons gérer nous-mêmes nos affaires, comme les autres nations.* »

L'idée de l'existence d'une « nation kurde » a ainsi servi de catalyseur à la revendication d'un État kurde dès le lendemain de la Première Guerre mondiale et de la défaite ottomane. Les négociations qui aboutirent au traité de Sèvres de 1920 débouchèrent sur la volonté des puissances européennes de reconnaître la création d'un État kurde indépendant, qui se matérialisa entre 1922 et 1924 par un éphémère

royaume du Kurdistan proclamé par le cheikh Mahmoud Barzandji. La résistance des Turcs emmenés par Mustafa Kemal laissa les dispositions du traité de Sèvres lettre morte et le traité de Lausanne conclu en 1924 abandonna l'idée d'un Kurdistan indépendant.

Soutenues par le Royaume-Uni, des factions kurdes déclarèrent cependant en 1927 l'indépendance de la République kurde d'Ararat, à l'est de l'Anatolie, qui fut définitivement démantelée par les kémalistes trois ans plus tard.

Ces premières expériences d'États kurdes autoproclamés et écrasés dans l'indifférence de la Société des Nations ouvrirent pour le peuple kurde un long cycle de répressions et de revendications sécessionnistes en Turquie et dans les États de la région, sans qu'une cohérence organisationnelle ou une communauté d'intérêts ne se dégage réellement.

De fait, la longue marche du peuple kurde vers l'autodétermination témoigne de la difficulté de définition d'une nation

kurde homogène. Pour le chercheur Philippe Boulanger, les Kurdes ne forment pas à proprement parler une nation, au sens classique du terme, « *parce que celle-ci est un rapport entre l'individu et le collectif et que, dans le cas kurde, la tribu se glisse entre la dimension nationale et l'échelle individuelle* ». Pour ce spécialiste de la question kurde et des thèmes identitaires, l'idée d'un militantisme irrédentiste pan-kurde dans l'ensemble des zones peuplées par des Kurdes est une idée fautive. Il note que « *le poids du groupe chez les Kurdes empêche l'émergence d'une adhésion collective des individus qui la composent* », considérant l'idée de nation kurde plutôt le fait d'intellectuels kurdes ou de membres de la diaspora en Europe que des groupes militants locaux. Comme le rappelle le président Barzani, « *les solutions pour chaque pays où vivent des Kurdes sont différentes* » (cf. interview).

De fait, le peuple kurde se distingue *a priori* par sa grande diversité linguistique et par son identité de frontière, le plaçant en interface permanente entre mondes turc, arabe et perse, dessinant ainsi une conscience d'appartenance collective à degrés variables, mais marquée par une forte solidarité clanique. Par ailleurs, l'histoire des mouvances armées du Kurdistan, en Turquie, en Iran ou en Irak, révèle l'existence quasi systématique de rivalités tribales et de guerres intestines entre les groupes paramilitaires, et l'absence fréquente de revendication claire à l'auto-détermination.

CULTURE REBELLE

Sur le territoire qui constitue aujourd'hui la région autonome du Kurdistan irakien et à ses marches, la fin de la domination ottomane se manifesta dans un premier temps par la question du statut de la région de Mossoul, dont la population était majoritairement kurde, mais dont la Turquie et le Royaume-Uni se disputaient le contrôle en raison de l'abondance de ses ressources en pétrole.

Les populations kurdes du Nord de l'Irak rejetèrent en 1921 le référendum sur la monarchie malgré les engagements de Bagdad et de Londres d'accorder au Kurdistan irakien une large autonomie. Durant la décennie qui suivit la fin de la Première Guerre mondiale, la région fut marquée



par de multiples révoltes contre l'autorité conjointe de Londres et Bagdad, notamment celles de 1919 et 1923, menées par le cheikh Mahmoud Barzandji et appuyées par les Turcs.

En 1925, la question du statut de Mossoul fut portée devant la Cour internationale de justice, qui trancha le litige en rattachant le territoire à l'Irak sous mandat britannique. Cet arbitrage scinda pour la première fois les Kurdes de l'empire ottoman entre deux États aux ambitions antagonistes. Indirectement, il permit à l'Iran sous influence soviétique de s'immiscer habilement dans les affaires de ses voisins turcs et arabes.

En 1931, quelques années après l'échec des révoltes du cheikh Mahmoud, un chef tribal du clan de Barzan, le cheikh Ahmed Barzani, se souleva contre les Britanniques avant d'être contraint à l'exil. Son frère, Mustafa Barzani, se rapprocha alors de l'Iran sous influence soviétique et fomenta une nouvelle révolte en 1943, soutenue par les officiers kurdes de l'armée irakienne.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Mustafa Barzani et ses partisans regagnèrent le Kurdistan iranien où ils s'organisèrent politiquement en Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), sur le modèle du groupe éponyme iranien. Le 22 janvier 1946, les partisans du PDK soutenus par l'URSS proclamèrent depuis la ville de Mahabad la création de la République du Kurdistan. Le retrait de Staline d'Iran condamna à la ruine la République de Mahabad, dont l'existence formelle ne dura que 330 jours avant d'être écrasée par les armées du shah.

Au terme d'une épique « Longue marche », Mustafa Barzani et ses compagnons d'armes gagnèrent le Kurdistan turc en juin 1947, avant de se réfugier en Arménie soviétique. L'exil de Mustafa Barzani en Union soviétique dura onze ans, le temps nécessaire pour former ses combattants et ses cadres dirigeants, tisser des réseaux et se forger une réputation internationale. Le coup d'État du 14 juillet 1958 à Bagdad offrit à Barzani et aux hommes du PDK l'opportunité de retourner sur leurs terres.

DISCORDE DANS LA MOUVANCE KURDE

Le régime instauré par le colonel Abdul Karim Qasim, soutenu par Moscou et



Le général Mustafa Barzani, le héros légendaire de la cause kurde au XX^e siècle. Il est le père de Massoud Barzani.

les communistes irakiens, eut dans un premier temps une attitude favorable vis-à-vis de la mouvance kurde. Mustafa Barzani fut ainsi invité par le nouveau maître de Bagdad à rentrer en Irak et le PDK fut légalisé dès 1960.

Pourtant, l'année suivante, insatisfaits des garanties offertes par le régime, Barzani et le PDK reprirent la lutte armée et lancèrent la grande « Révolte du 11 septembre 1961 » qui contribua à affaiblir le pouvoir de Qasim à Bagdad. Le 8 février 1963, celui-ci fut renversé par un coup d'État, dont les artisans négocièrent avec Barzani une trêve en échange d'un règlement politique du dossier kurde. En 1964, le PDK accepta de suspendre la lutte armée, décision qui entraîna une scission majeure parmi la mouvance kurde irakienne. Soutenu par les services secrets iraniens, un groupe dissident du PDK constitué autour d'Ibrahim Ahmed et de son beau-fils Jalal Talabani s'opposa à la politique d'apaisement de Barzani et en appela à un renversement du leadership kurde. Isolés politiquement,

les partisans d'Ahmed et Talabani offrirent alors leurs services à Bagdad et jouèrent le rôle de troupes supplétives de l'armée irakienne contre les maquis du PDK. Cette « trahison de 1966 » restera pendant longtemps attachée à la personne de Jalal Talabani, surnommé « Djash 66 » par les partisans de Barzani.

À partir de cette période, et singulièrement après le coup d'État de 1968 mené par le parti Baas, l'opposition entre Mustafa Barzani et Jalal Talabani déstructura profondément la mouvance armée, notamment après la création en 1976 à Damas de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), conçue comme groupe concurrent du PDK. Dès lors, les alliances et contre-alliances conclues entre les pershmergas kurdes et les États de la région refléteront l'opposition radicale entre le PDK de Mustafa Barzani – dont la direction échut à son fils Massoud à sa mort en 1979 – et l'UPK de Jalal Talabani.

La prise du pouvoir des Baasistes à Bagdad modifia sensiblement la donne au

Dossier spécial Kurdistan irakien

Kurdistan irakien. Le nouvel homme fort du régime, Saddam Hussein, s'engagea dans un premier temps dans vers la reconnaissance d'une autonomie du Kurdistan, en négociant un accord en quinze points entériné par une Déclaration conjointe des leaders kurdes et du dirigeant baasiste le 11 mars 1970. La période fut marquée par une normalisation des activités du PDK, qui ouvrit des bureaux à Bagdad et publia un journal en langue kurde, mais aussi par la duplicité manifeste de Saddam Hussein vis-à-vis de la mouvance militante.

À la fin de l'année 1973, un attentat suicide commandité par Saddam Hussein souffla le QG du PDK à Bagdad, en présence de Mustafa Barzani, la cible principale des conjurés. Quelques mois plus tard,

l'appareil dirigeant et les cadres militaires du PDK se replièrent vers les montagnes du Kurdistan pour préparer la riposte. Ce sera la « Révolution kurde » de 1974, soutenue activement par l'Iran, qui fournit aux peshmegas armes et conseils militaires précieux. Devant l'impasse militaire, le secrétaire d'État américain Henry Kissinger favorisa un rapprochement entre Bagdad et Téhéran, afin de damner le pion aux Kurdes du PDK considérés par Washington être à la solde de Moscou.

Les accords d'Alger, conclus le 6 mars 1975 par le shah et Saddam Hussein, condamnèrent la révolution kurde en la privant de son soutien logistique. Quelques jours plus tard, Barzani ordonna le repli de ses troupes vers le Kurdistan iranien,

alors que plusieurs dizaines de milliers de Kurdes restés en Irak étaient déportés vers le Sud par Saddam Hussein entre 1975 et 1976.

L'OPPRESSION EN HÉRITAGE

En septembre 1980, la situation régionale fut bouleversée par le déclenchement de la guerre entre l'Irak et l'Iran, qui rendit caducs les accords d'Alger et provoqua une des plus importantes tragédies de l'histoire du peuple kurde.

Entre 1980 et 1988, l'Irak de Saddam Hussein – soutenu par les pays occidentaux, le bloc soviétique et les monarchies pétrolières du Golfe – déclencha sa machine de guerre contre le voisin iranien, essayant de résoudre au passage la question kurde en perpétrant des crimes d'une ampleur extrême.

Suspectés de sympathies pro-iraniennes, les Kurdes de confession chiite furent les premiers à subir la volonté génocidaire de Saddam Hussein. L'ensemble des Irakiens « d'ascendance safavide » furent expulsés vers l'Iran et 7 000 Kurdes feyli furent massacrés dès 1980. On estime à près de 30 000 les victimes de ces premières exactions contre les chiites du Kurdistan. Trois ans plus tard, tous les Kurdes originaires de la vallée de Barzan, le fief des Barzani, furent déclarés indésirables par Saddam Hussein et près de 8 000 membres du clan furent exécutés par les services de sécurité irakiens. Les villages du Kurdistan irakien furent systématiquement incendiés et vidés de leur population, déportée vers des « zones de concentration ».

En 1987, alors que l'affrontement avec l'Iran devenait incertain, Saddam Hussein confia la zone Nord de l'Irak à son cousin Ali Hassan al-Madjid, lui laissant carte blanche pour mater la rébellion kurde. Le Kurdistan fut déclaré zone interdite et l'armée irakienne reçut l'ordre d'éliminer toute sorte de vie – humaine ou animale – dans les régions montagneuses hors des zones de concentration. Près de 200 000 Kurdes réussirent à se réfugier en Turquie ou en Iran avant que l'opération Al-Anfal ne soit déclenchée. Au terme de celle-ci, de 100 000 à 180 000 civils – femmes, enfants, vieillards – furent tués par l'appareil répressif irakien. Le bombardement de la ville d'Halabja du 16 au 19 mars 1988 marque l'apogée de ce déchaînement de

Massacre d'Halabja.





Un combattant peshmerga dans les montagnes du Kurdistan.

violences et l'épisode le plus traumatisant de l'histoire du peuple kurde. Pour la première fois, le dirigeant d'un État ordonna l'emploi d'armes chimiques contre la population de son propre pays, décision qui contribua à dégrader considérablement l'image internationale de Saddam Hussein.

Les réactions internationales furent rares au lendemain du massacre d'Halabja. *A posteriori*, ce crime fut cependant largement utilisé par Washington pour convaincre la communauté internationale de la dangerosité du régime de Saddam Hussein, notamment au moment de la deuxième guerre du Golfe en 1991 et de l'invasion américaine de 2003.

Lors de l'offensive de l'opération Tempête du désert en 1991, le président George Herbert Bush appela ainsi à l'insurrection les opposants à Saddam Hussein, notamment les Kurdes considérés comme les premières victimes du tyran. Se croyant formellement soutenues par Washington, les factions du PDK et de l'UPK lancèrent en mars des offensives contre les troupes ira-

kiennes stationnées au Nord, tandis que les groupes armés chiïtes se soulevaient dans le Sud. Ces deux rébellions contre un régime à l'agonie furent cependant matées par l'appareil répressif baasiste qui profita du cessez-le-feu conclu avec la coalition internationale le 27 février. La répression et les bombardements massifs que subit le Kurdistan à partir de la mi-mars jetèrent sur les routes les survivants des massacres d'Anfal, qui se massèrent à la frontière irako-turque sous les objectifs des caméras de la presse internationale. Les images des réfugiés mobilisèrent pour la première fois l'opinion publique internationale sur le sort des minorités kurdes de la région et provoquèrent une vague de sympathie sans précédent en Europe et aux États-Unis. L'action de groupes de pression et de personnalités soutenant la cause des Kurdes – comme l'épouse du président français Danielle Mitterrand – contribua à internationaliser la question du Kurdistan irakien, dont le Conseil de sécurité des Nations unies se saisit début avril 1991. La résolution 688 reconnaissant « les

souffrances de la population kurde d'Irak » permit ainsi d'établir une « zone de sécurité » et une « zone d'exclusion aérienne » dans le Nord de l'Irak, et de poser les bases d'une autonomie extrêmement étendue de la région.

Le 24 octobre, à la surprise générale, Saddam Hussein ordonna le retrait total et définitif des militaires et des fonctionnaires irakiens des principales zones du Kurdistan.

Le Kurdistan allait connaître les difficultés d'un pays enclavé et encerclé de voisins plus ou moins hostiles, couplées aux affres d'une guerre civile sans merci, de 1994 à 1998. Mais 20 ans après le retrait des troupes de Saddam Hussein, le Kurdistan apparaît aujourd'hui comme un îlot de stabilité dans l'océan infernal irakien. Pour les Kurdes et les minorités ethniques et confessionnelles, cet « autre Irak », formé dans la plus improbable improvisation, fait désormais office de vitrine de la paix et de la tolérance du Moyen-Orient, et pour les investisseurs internationaux de véritable terre d'opportunités. □

Dossier spécial Kurdistan irakien



Massoud Barzani, une vie au service du Kurdistan

Le président du gouvernement régional du Kurdistan incarne par ses origines familiales et son parcours personnel la lutte continue des Kurdes pour leur autonomie. Vingt ans après le début de l'autonomie kurde en Irak, Massoud Barzani préside au destin d'une zone marquée par de grandes avancées économiques et sociales et par une tolérance ethnique et religieuse hors du commun.

PAR PIERRE LE BELLER



Les origines de Massoud Barzani sont indissociables du clan de la vallée de Barzan, une des zones les plus belles du Kurdistan irakien. C'est dans les paysages grandioses de cette région montagneuse que s'est écrite depuis plusieurs siècles la légende du clan des Barzani et de la lutte pour l'autonomie du Kurdistan.

L'influence déterminante de la famille et du clan Barzani sur la région débuta durant les premières années du XIX^e siècle, lorsque Tajaddin, un chef tribal de Barzan, adhéra à la tariqa naqshbandiyya, une des principales confréries soufies du rite chafite dominant au Kurdistan. En liant le destin de sa tribu avec la tariqa, le clan de Barzan commença à jouir d'une grande autorité morale et politique sur les populations de la région, et enregistra au début du XX^e siècle le ralliement formel de plusieurs tribus des montagnes (Dolmari, Mizouri, Cherouani, Baroji et Nizari notamment). Cette expansion de l'influence du clan permit aux Barzani de progressivement s'ériger en chantres de l'autonomie du Kurdistan, souvent contre l'avis des mollahs de la tariqa.

En 1914, le cheikh Abd al-Salam, l'oncle de Massoud Barzani qui mena une série de révoltes contre la Sublime Porte, fut convoqué à Mossoul pour négocier un cessez-le-feu avec les envoyés du sultan en pleins préparatifs de la Première Guerre mondiale. Le piège se referma sur la délégation des Barzani et le cheikh Abd al-Salam et ses hommes furent pendus en place publique. Ahmed, le frère cadet du cheikh, rallia les tribus kurdes et organisa une série de révoltes dans le Kurdistan irakien après la fin de la Première Guerre mondiale, scellant la dislocation de l'empire ottoman.

La région se souleva en 1919, 1922, 1931 et 1932 sous l'autorité du cheikh Mahmoud Barzandji, monarque autoproclamé du Royaume du Kurdistan, et du cheikh Ahmed Barzani. Lorsque celui-ci fut défait et contraint à l'exil par les Anglo-Irakiens, ce fut au tour du benjamin de la fratrie, le mollah Mustafa, de reprendre la direction du clan.

Durant un demi-siècle, le père de Massoud Barzani incarnera ainsi la résistance du peuple kurde, bien au-delà des frontières actuelles de l'Irak. Il transformera le clan en une force politique moderne et ses parti-

sans en combattants aguerris et déterminés. Diplomate hors-pair, Mustafa Barzani réussira à nouer des alliances avec les grandes puissances régionales et planétaires et permettra à ses peshmergas de tenir tête à des armées modernes. Aujourd'hui, c'est avec une fierté non feinte que Massoud Barzani poursuit les ambitions des anciens leaders du clan de Barzan.

AU NOM DU PÈRE

Durant les longues décennies de lutte pour l'autonomie du Kurdistan, les Kurdes ne connurent que de très rares épisodes d'embryon d'État administré par des Kurdes. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les éphémères républiques du Kurdistan en Anatolie (République d'Ararat) et en Union soviétique (Kurdistan Uyezd et Kurdistan Okrug), ou le Royaume du Kurdistan de Mahmoud Barzandji en Irak, n'eurent en effet qu'une existence théorique et ne disposèrent ni du temps ni des moyens de se doter d'institutions viables.

Massoud Barzani est pourtant né dans un Kurdistan indépendant, une anomalie historique permise par le contexte de l'après-Seconde Guerre mondiale ; une République kurde dont son père – promu général – était devenu la principale autorité militaire. Cette République de Mahabad, où naquit le président du Gouvernement

régional du Kurdistan (GRK), fut en effet créée en janvier 1946 par Mustafa Barzani et Qazi Muhammad, le fondateur du premier Parti démocratique kurde en Iran, avec l'appui de Joseph Staline.

Signe du destin, la date de naissance de Massoud Barzani, dans ce Kurdistan indépendant codirigé par son père et Qazi Muhammad, coïncide avec la création du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui devint à partir de ce moment le fer de lance de la mouvance politique du Kurdistan irakien. À la mort du général Barzani en 1979, la direction du PDK revint, presque naturellement, à son fils Massoud, alors âgé 33 ans, assisté de son frère aîné Idris.

Le jeune Massoud Barzani hérita alors de la formation politique de son père et de la lutte nationale des Kurdes d'Irak pour leur autonomie, en guise de patrimoine familial à promouvoir et défendre. Son père et ses illustres oncles léguèrent également au jeune homme formé au cœur du PDK le charisme et les talents politiques et diplomatiques des leaders du clan Barzani, ainsi que le rêve séculaire de constituer un Kurdistan libre. Il hérita aussi de plusieurs inimitiés au sein l'armée kurde, notamment celle qui opposa durant plus de 30 ans les partisans du PDK à ceux de l'UPK de Jalal Talabani, l'actuel président de la République irakienne.

Massoud Barzani, avec son frère Idris Barzani (décédé en 1987) et leur père Mustafa Barzani, représentés sur un tapis dans le bazar d'Erbil.



Dossier spécial Kurdistan irakien



Massoud Barzani avec Danielle Mitterrand le 4 octobre 2002 à Erbil.

FACE À LA FOLIE MEURTRIÈRE DE SADDAM HUSSEIN

Lorsque Massoud Barzani prend les rênes du PDK, les situations régionale et internationale apparaissent extrêmement délicates pour les Kurdes. L'URSS, la puissance protectrice du mouvement kurde, s'apprête à envahir l'Afghanistan, brisant ainsi la politique de détente entre l'Est et l'Ouest menée durant la décennie précédente. Au Moyen-Orient, l'entente entre Bagdad et Téhéran a, depuis la conclusion des accords d'Alger de 1975, condamné au silence les velléités autonomistes des Kurdes d'Irak et d'Iran. Le PDK subit alors de plein fouet la répression conjointe de Saddam Hussein et du shah, marquée par des arrestations nombreuses dans les rangs des dirigeants kurdes et par des déportations massives de populations kurdes vers le Sud de

l'Irak et l'Est de l'Iran.

Dans le même temps, la création en 1976 de l'UPK de tendance plus socialiste constitua pour le PDK une concurrence importante dans la direction et la représentativité du mouvement national du Kurdistan irakien auprès des grandes puissances et du bloc des non-alignés.

La situation changea brutalement au lendemain de la Révolution islamique en Iran et du déclenchement de la première guerre du Golfe entre l'Irak baasiste et l'Iran théocratique. La guerre Iran-Irak ouvrit pour les Kurdes des deux pays une période de discorde et de tragédies, dont la plus importante fut sans conteste le gavage de la population d'Halabja en 1988.

Durant le conflit, l'UPK se rapprocha de Téhéran, facilitant les incursions iraniennes au Kurdistan irakien, allant parfois jusqu'à jouer le rôle de supplétifs contre

des groupes armés du Kurdistan iranien alliés à Bagdad. En mai 1987, Massoud Barzani et Jalal Talabani se retrouvèrent pour annoncer la constitution du Front du Kurdistan, une alliance formelle entre le PDK, l'UPK et plusieurs groupes armés kurdes contre le régime de Saddam Hussein. Avant que ne soit déclenchée l'opération Anfal, les deux groupes contrôlaient ainsi la majorité du Kurdistan irakien.

Après les massacres perpétrés contre les Kurdes irakiens, Massoud Barzani se souleva contre la folie meurtrière de Saddam et conduisit ses peshmergas vers de nouveaux champs de bataille. A Xwa Kurk, ils firent subir à l'armée et aux forces spéciales irakiennes une sévère défaite de juillet à août 1988. Le souvenir de cette bataille historique est aujourd'hui célébré chaque année au Kurdistan.

Le soulèvement des Kurdes d'Irak au lendemain de l'opération Tempête du désert constitua cependant un dernier chapitre de la longue litanie des séditions du peuple de Massoud Barzani durant le XX^e siècle. La répression féroce de Saddam Hussein contre l'insurrection des Kurdes au Nord et des chiïtes au Sud durant le printemps 1991 convainquit les États-Unis et leurs alliés d'appuyer la création d'une zone de sécurité et d'une zone d'exclusion aérienne, qui permit au Kurdistan irakien de se libérer de fait de l'autorité tyrannique de Bagdad.

AMITIÉS À PARIS ET À WASHINGTON

Pour Massoud Barzani, cette période fut l'occasion de nouer des amitiés sincères et durables à Washington et à Paris, notamment avec Danielle Mitterrand qui devint le principal porte-voix des Kurdes d'Irak à l'étranger. L'épouse du chef de l'État français, qui se mobilisa pour la cause des Kurdes irakiens au moment de l'Anfal, se saisit en 1991 de la question des réfugiés kurdes pour convaincre son mari et ses homologues des grandes puissances de protéger le Kurdistan. Au lendemain du décès de Danielle Mitterrand en 2012, le président Barzani lui rendit un vibrant hommage en saluant la mémoire de l'ancienne Première dame française : « *Pour la première fois en Europe, les Kurdes sentirent qu'il y avait quelqu'un de compatissant et de parole, avec des sentiments de*



haute valeur et un soutien, qui informa et fit prendre conscience des douleurs et des malheurs de ce peuple », déclara Massoud Barzani le 14 juillet dernier à Erbil. Lors de sa première rencontre avec François Mitterrand en 1992, il avait reçu la confiance suivante du président français : « *Au peuple du Kurdistan, dites qu'ils ont un ami en France, et tant que je serai à cette place, je vous soutiendrai avec la nation française.* » Aux Nations unies, la question des réfugiés kurdes irakiens fut portée devant le Conseil de sécurité par la France en avril 1991, initiative qui déboucha sur l'adoption de la résolution 688.

À cette époque, Massoud Barzani trouva également en George Herbert Bush un soutien déterminant pour la cause kurde, sans lequel l'opération Provide Comfort n'aurait pu avoir lieu. L'amitié de Massoud Barzani avec le président américain, nouée au début des années 1990, joua également un rôle primordial lorsque le fils de ce dernier lança l'opération Iraqi Freedom en 2003, en s'appuyant au Kurdistan sur les forces des peshmergas pour sécuriser la zone Nord.

AVEC LES HONNEURS D'UN CHEF D'ÉTAT

Mais avant de profiter du désenclavement considérable provoqué par l'invasion américaine de l'Irak en 2003, le Kurdistan dut subir plusieurs années de détresse et de discordes. La guerre civile, qui déchira le pays de 1994 à 1998, ébranla profondément la société kurde. Mais elle ne remit pas en cause les institutions garantissant l'autonomie aux zones qui constituent la Région autonome du Kurdistan. Elle ne se solda pas non plus par une intervention étrangère qui aurait pu ruiner pour longtemps tout espoir d'un Kurdistan auto-administré. À l'issue de ce conflit, Massoud Barzani et Jalal Talabani conclurent une paix des braves pour porter leur pays vers des lendemains meilleurs. La réconciliation des deux chantres de la cause kurde inaugura pour le Kurdistan irakien une période d'accalmie politique et de reconstruction économique.

Sur le plan politique, la paix permit un renforcement des institutions démocratiques et libérales mises en place dès 1992 et la région devint progressivement un refuge pour les minorités assyro-chal-

déennes et turcomanes du Nord de l'Irak.

L'intervention américaine en Irak au printemps 2003 et le renversement de Saddam Hussein par les troupes de George W. Bush constitua pour Massoud Barzani et l'ensemble des mouvements prokurdes une sorte de « divine surprise », qui permit à la région autonome de se désenclaver, d'asseoir son existence juridique et de renforcer ses réseaux diplomatiques. Le Kurdistan n'eut ainsi à subir ni l'instabilité et le chaos que l'invasion américaine provoqua dans le reste de l'Irak, ni les effets destructeurs du collapse de l'État irakien qui suivit le renversement de Saddam Hussein. Dans la foulée de l'intervention de George W. Bush, Massoud Barzani participa au Conseil intérimaire de gouvernement irakien, instance dont il exerça la présidence en 2004. En juin de l'année suivante, le Parlement de la Région autonome du Kurdistan le porta à la présidence du GRK et il fut reçu en fin d'année à la Maison-Blanche, au 10 Downing Street, au Palazzo Chigi et au Vatican avec les honneurs d'un chef d'État. Confirmé en 2009 par une élection présidentielle au suffrage universel direct, Massoud Barzani a engagé une série de grands chantiers économiques, politiques et sociaux afin de faire de la Région autonome du Kurdistan un exemple de stabilité et de dynamisme.

LE KURDISTAN PRÊT POUR L'AUTODÉTERMINATION

Au lendemain de son élection par le peuple du Kurdistan, le président Barzani fixa de nouvelles priorités pour son mandat, notamment celles de désenclaver la Région autonome, intensifier les partenariats étrangers et diversifier l'économie du pays, non sans défier ouvertement l'autorité de Bagdad et du Premier ministre irakien Nouri al-Maliki. D'autant que la question du statut des zones contestées autour de Kirkouk, toujours en suspens, empoisonne les relations entre Erbil et Bagdad dans un contexte de controverses aiguës sur la conclusion de contrats pétroliers entre le GRK et des majors étrangers opérant déjà en Irak. Profitant du dynamisme et de l'attractivité de la Région autonome, le président Barzani entend ainsi soutenir le développement d'infrastructures et de partenariats afin de se libérer encore davantage de la tutelle de Bagdad.

La crise entre la région fédérée et le gouvernement fédéral de Bagdad s'est ouverte à partir de 2008 en raison d'importantes tensions entre les troupes irakiennes et les peshmergas dans la région de Khanaqin. Dans cette partie d'échecs grandeur nature entre Bagdad et Erbil, un changement radical de cap diplomatique a été amorcé, matérialisée par l'éclosion d'une alliance stratégique entre Erbil et Ankara. La Turquie – qui espère profiter des ressources et du potentiel économique du Kurdistan irakien, tout en damnant le pion au PKK dont certaines bases arrière sont situées sur le territoire de la Région autonome – est ainsi devenue en quelques années le premier partenaire commercial du GRK, et un soutien de poids dans le bras de fer engagé entre le président Barzani et le Premier ministre irakien al-Maliki.

Fin juillet 2012, le président Barzani a rappelé à son peuple et à l'ensemble des Irakiens : « *Je me sens investi de la responsabilité de protéger les intérêts du Kurdistan, de l'Irak et du processus démocratique. Je me sens également responsable de la protection de la liberté et de l'intégrité des citoyens du Kurdistan, et je suis fier de ce devoir, en espérant que chacun d'entre nous utilise son énergie et son pouvoir pour accompagner notre nation sur le chemin de la paix, la stabilité, la liberté, et une vie meilleure.* » À l'occasion d'un entretien avec la chaîne qatarie Al-Jazeera, le président du GRK ajouta que la question de l'indépendance du Kurdistan était « *un droit naturel du peuple* », considérant que l'autodétermination du Kurdistan demeurerait une issue possible en cas de persistance de désaccords profonds avec Bagdad.

Désireux de « *préserver l'indépendance du Kurdistan dans le cadre de l'Irak* », le président Barzani semble prêt à franchir un Rubicon dont son père et ses oncles n'ont jamais pu approcher les rives. Inspiré par la reconnaissance récente de nouveaux États comme le Kosovo ou le Soudan du Sud, il a récemment déclaré : « *Au cours de la dernière décennie, des changements majeurs ont eu lieu dans le monde, offrant à de nombreux peuples leur liberté... Je ne serais pas étonné de voir quelque chose de similaire dans notre région !* » ■

Dossier spécial Kurdistan irakien



Kurdistan et Irak : L'arme au pied

© AFP - SAFIN HAMED

Depuis les débuts de l'intervention américaine (2002-2003), la situation a bien changé entre le Kurdistan et l'Irak. Le premier jouit d'une autonomie considérable et est devenu un acteur essentiel de la vie politique du second. À en juger par les symboles de sa représentation, le Kurdistan n'a jamais été aussi prêt de réaliser l'un des rêves les plus anciens du peuple kurde : l'indépendance.

PAR DIMITRI FRIEDMAN

Un vieux proverbe kurde dit : « *en marchant à quatre pattes, on ne pourra jamais conquérir Bagdad* ». Bien sûr ce n'est qu'un dicton, pas une métaphore politique. D'ailleurs, depuis que la région autonome du Kurdistan s'est relevée, Bagdad n'est toujours pas conquise, et les Kurdes n'ont certainement pas l'intention de le faire. Les rapports entre la capitale politique de l'Irak et le Kurdistan n'ont jamais été un lit de rose : on garde en mé-

moire les 183 000 morts de la répression de Saddam Hussein. En finir avec l'identité kurde... Pour primordial qu'apparaisait ce but idéologique meurtrier, l'objectif économique était encore plus évident : il fallait vider le Kurdistan de toute la population non arabe, pour pouvoir arabiser des richesses nationales. L'attitude de Bagdad vis-à-vis de sa population kurde était bien celle d'un colonisateur. À la suite de la deuxième guerre du Golfe en 1991, les peshmergas se soulevèrent.

Cette révolte fut réprimée et entraîna l'exode de deux millions de personnes. L'ONU adopta la résolution 688 instaurant une zone de protection. Tous les éléments d'une sécession étaient réunis.

DE LA PERSÉCUTION À LA RECONNAISSANCE

En Irak, les Kurdes, deuxième plus grande communauté du pays (18 % de la population), ont un poids démographique non négligeable. La zone auto-



nome qu'ils contrôlent a presque un statut d'indépendance de fait, avec les attributs régaliens d'un pays « normal », parmi lesquels la langue – le kurde, parlé par la majorité de la population –, l'hymne et le drapeau nationaux, et les institutions. En 2005, l'armée kurde, composée des fameux peshmergas qui furent le fer de lance de la résistance face à Saddam Hussein, a acquis le même statut que l'armée irakienne, avec un nombre de soldats identique. Le *nation building* en gestation devait comporter l'incorporation d'une partie de ces effectifs kurdes sous contrôle du commandement de l'armée irakienne, mais il est resté lettre morte. Pourchassés, menacés d'anéantissement dans les années 1980, privés de leurs droits et de leur richesse, empêchés de se développer, les Kurdes ont réussi un retournement de situation spectaculaire concrétisé au milieu des années 2000 par l'élection au poste de président de Jalal Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

L'on pourrait croire au vu de ces résultats politiques et des performances économiques spectaculaires du Kurdistan autonome que tout va pour le mieux, mais ce serait une erreur de penser que la jeune nation est définitivement établie. D'abord parce que les Arabes – en particulier sunnites – n'ont pas définitivement accepté la partition de fait du pays et son évolution vers une fédération. Ensuite parce que les revendications territoriales kurdes, qui sont légitimes au regard de l'histoire, touchent un point sensible : la gestion des ressources pétrolières. À plusieurs reprises on a frôlé l'incident, comme par exemple dans le Nord-Est de l'Irak, où le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) et les peshmergas contrôlent désormais la région de Sinjar, peuplée de Kurdes. Même si cette région est partie intégrante du Kurdistan historique, elle n'était pas incluse dans la zone autonome instaurée par la résolution 688, ce que met en avant l'actuel Premier ministre chiite du gouvernement central Nouri al-Maliki. Un affrontement entre l'armée irakienne et les peshmergas dans la région en 2008 a même été évité grâce à son habileté diplomatique et à celle de Massoud Barzani.

KIRKOUK, VÉRITABLE POMME DE DISCORDE

Hemin Hawrami, directeur du bureau des relations extérieures du PDK et proche collaborateur du président Barzani, explique : « *L'Irak est une construction artificielle construite par les Britanniques. [...] Les Kurdes ont été rattachés à cette construction sans qu'on leur demande leur avis. Depuis l'indépendance, les Kurdes n'ont jamais été traités comme des citoyens à part entière.* »

L'une des principales revendications des Kurdes porte sur leur participation aux institutions de l'État central. Toujours selon Hemin Hawrami, si les Kurdes sont un peu représentés dans les institutions telles que le Parlement ou à la tête du pays – qui reste un poste honorifique –, ils sont absents des rouages intermédiaires de l'État et de l'administration, ce qui vide la coopération de tout sens. Peu ou pas de Kurdes dans l'*establishment* financier, les affaires étrangères ou les forces armées.

En novembre 2010, un accord connu sous le nom d'Erbil Agreement a été signé entre le Kurdistan et l'Irak. « *Il prévoyait [...] la répartition de l'exploitation des ressources pétrolières, le reclassement des peshmergas... mais rien de tout cela n'a été mis en œuvre à ce jour.* » Pour Hemin Hawrami, la situation oblige à un choix. Le gouvernement Kurde a acquis la certitude que Nouri al-Maliki rejette l'application de la Constitution. « *Sa lecture négative des accords passés affecte le consensus qui nous lie à Bagdad. Cela fait six ans qu'il tergiverse. [...] Même s'il y a des élections démocratiques, il n'y a pas de culture démocratique et pas de place pour le fédéralisme.* »

Aure exemple cité par le responsable des relations extérieures du PDK : « *Il n'y a que 3 % des effectifs de l'armée irakienne qui soient kurdes. Certes le chef d'état-major M. Babaker Zebari est kurde, mais il n'a aucun pouvoir. [...] Depuis les élections de mars 2010, ce gouvernement n'a toujours pas de ministre de la Défense ni de ministre de l'Intérieur ! M. al-Maliki détient les deux portefeuilles et se comporte comme le chef de l'armée.* »

Selon Hemin Hawrami, tout sépare le Kurdistan de l'Irak, des relations extérieures (par exemple, le Kurdistan a pris partie pour le Conseil national syrien) à la question des ressources. La situation de la ville de Kirkouk, dont la région représente à elle seule 13 % des réserves pétrolières de l'Irak, est de ce point de vue exemplaire. Du temps de Saddam Hussein, les Kurdes en avaient été chassés. Le GRK a favorisé leur retour. Cette ville est aujourd'hui un carrefour cosmopolite, peuplé de Kurdes, mais aussi d'Arabes, de Turkmènes et de chrétiens assyriens. La Constitution a prévu l'organisation d'un référendum qui déciderait de l'avenir de la cité, mais il a été reporté plusieurs fois en raison des violences intercommunautaires. L'on touche avec la revendication kurde sur Kirkouk au levier essentiel de la politique de développement et de prospérité du Kurdistan autonome. Deux conceptions s'affrontent : celle du président Barzani, qui a mis en place une politique de signature de contrats de recherche et d'exploitation avec de grosses sociétés étrangères, notamment Total, et celle du Premier ministre du gouvernement central irakien. Massoud Barzani pense que le pétrole et le gaz, comme il est stipulé dans la Constitution, appartiennent à tous les Irakiens. La Constitution donne clairement autorité aux différentes régions et provinces pour exploiter les nouveaux champs pétroliers. Massoud Barzani veut que les revenus des ressources pétrolières de toutes origines soient équitablement redistribués à tous les Irakiens: Nouri al-Maliki voudrait qu'ils soient attribués à un organisme centralisé disposant des pleins pouvoirs sur le pétrole, dépendant du ministère du Pétrole à Bagdad, contrairement aux articles 111 et 112 de la Constitution.

On est loin d'une solution. « *Nous négocions actuellement avec l'Alliance nationale irakienne (parti d'obédience chiite, pro-iranien, qui a investi Nouri al-Maliki pour le poste de Premier ministre, NDLR). Ils demandent des amendements à l'application des accords passés et présenteront leur feuille de route au début septembre.* » Autant de litiges pourraient bien mettre plus tôt que prévu sur la table référendaire la question de l'indépendance. ■



Le Kurdistan irakien, sur la voie de l'autodétermination

Depuis 20 ans, la « question kurde » figure parmi les problématiques les plus commentées et les plus controversées du droit international moderne. Avec la constitution en 1992 d'une Région autonome du Kurdistan irakien s'étant progressivement dotée des attributs d'un État souverain, une portion du peuple kurde a pu accéder à une indépendance *de facto*, sans exercer formellement son droit à l'autodétermination. Cette situation juridique et politique inédite, qui s'imposa par des circonstances dramatiques et le contexte politique et diplomatique de la deuxième guerre du Golfe, pose aux juristes et aux diplomates une série de problèmes concrets qui pourraient faire évoluer la perception des notions classiques de droit international et ouvrir la voie à une indépendance réelle.

PAR PIERRE LE BELLER



Quel étudiant en droit international ou en science politique peut aujourd'hui légitimement ignorer la question du Kurdistan ? L'abondance de problématiques nouvelles suscitées par la situation politique et diplomatique de la Région autonome du Kurdistan en Irak, ou bien par la controverse autour de la reconnaissance de l'identité kurde en Turquie, ont fait de la « question kurde » un sujet majeur des formations internationalistes durant les deux dernières décennies.

De fait, la problématique du Kurdistan a contribué à bouleverser les principales notions du droit international et à offrir une clé de lecture originale des questions identitaires au Proche et au Moyen-Orient.

Depuis plus d'un siècle, le droit international et la pratique diplomatique avaient en effet imposé le modèle de l'État-nation unitaire et souverain comme unique acteur des relations internationales. Selon la théorie du droit des gens, chaque État est considéré comme une entité indivisible et souveraine et chaque groupe national – ou peuple – comme ayant vocation à accéder au statut d'État s'il en manifeste la volonté. C'est ce que l'on appelle classiquement le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », qui fut la pierre angulaire du mouvement de décolonisation dans la seconde partie du XX^e siècle. Ce droit des peuples à l'autodétermination a permis notamment de mettre hors la loi le principe de domination coloniale, caractérisé par une autorité coercitive et une séparation physique entre la « métropole » et le territoire colonisé.

La perception du droit à l'autodétermination évolua cependant fortement au début des années 1990, notamment à partir de la dislocation de l'URSS, ayant permis à 12 nouveaux États d'accéder au statut de souveraineté sans référendum formel d'autodétermination. Au cours de la même période, l'émergence de nouvelles revendications à l'autodétermination sur des considérations identitaires en Europe centrale et méridionale conduisit à la dislocation d'un État binational (la Tchécoslovaquie) et de l'unique exemple européen d'un État fédéral multinational (la Yougoslavie).

La décennie 1990 fut également marquée par la fin de l'apartheid en Afrique du

Sud, dont la problématique rompait avec les principes de la domination coloniale classique, ainsi que par la reconnaissance de plusieurs nouveaux États sur la planète (Érythrée, Timor Oriental, etc.).

D'une certaine manière, la cause kurde, qui « s'internationalisa » au début des années 1990 en Irak, concentre aujourd'hui l'ensemble des questions les plus épineuses du droit international et de la géopolitique contemporains.

L'EXCEPTION IRAKIENNE

Les Kurdes sont, depuis le début du XX^e siècle, le plus important groupe « ethnique » ou « national » au monde à être privé d'un État propre. La question kurde met ainsi en jeu la demande classique d'un peuple de son droit à l'autodétermination dans un contexte géopolitique éminemment complexe, à la croisée des chemins entre les trois cultures dominantes du Proche et du Moyen-Orient : turque, arabe et perse. Elle induit des particularités culturelles et identitaires difficilement intelligibles dans une tradition dominée par une solidarité clanique et tribale. Enfin, le problème kurde implique, depuis la dislocation de l'empire ottoman, des acteurs régionaux aux intérêts continuellement contradictoires : la Turquie (où vivent près de 15 millions de Kurdes), l'Iran (dont la population kurde disséminée entre la frontière irakienne et l'extrême Nord-Est s'élève à près de 7 millions d'individus), l'Irak (où les 6 millions de Kurdes repré-

sentent près de 20 % de la population du pays) et la Syrie (où vivent 2 millions de Kurdes).

Comme le soulignent les autorités du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), une éventuelle autodétermination du Kurdistan irakien ne concerne ni l'ensemble des Kurdes de la sous-région, ni exclusivement des groupes ethniques kurdes.

L'évolution récente de la Région autonome du Kurdistan irakien pose de nouveau la question de l'accès des Kurdes au statut d'État, mais aussi celle de la mise en œuvre du droit à l'autodétermination des populations non kurdes. De fait, la société de la Région autonome – composée majoritairement de Kurdes sunnites, cohabitant avec d'autres communautés confessionnelles ou ethniques (Arabes sunnites et chiites, chrétiens chaldéens, Assyriens et Syriaques, Yézidis, Turcomans sunnites, etc.) – présente des caractéristiques qui dépassent le simple droit des Kurdes à l'autodétermination. Elle ne concerne qu'une minorité des Kurdes de la sous-région, dans une société multiculturelle au sein de laquelle les aspirations politiques peuvent diverger selon l'appartenance communautaire.

Vingt ans après les débuts de « l'exception irakienne » sur le dossier kurde, il apparaît cependant clairement qu'une large majorité de Kurdistanis – issus de l'ensemble des communautés de la Région autonome – soutient résolument le mouve-



Dossier spécial Kurdistan irakien



© AFP - TIM SLOAN

Le président Massoud Barzani avec la secrétaire d'États des États-Unis Hillary Clinton le 26 janvier 2010 à Washington.

ment vers l'émancipation vis-à-vis de la tutelle de Bagdad.

Les échanges peu amènes entre Erbil et Bagdad depuis 2009 – notamment au sujet des contrats pétroliers et de la tenue du référendum sur le statut des « zones contestées » – ont ainsi permis à l'ensemble de la société kurdistanie de se souder derrière les philippiques du président Barzani contre le pouvoir de Bagdad.

L'AUTODÉTERMINATION, UN « DROIT NATUREL »

Depuis le début 2012, le président ne manque pas une occasion pour rappeler que le droit à l'autodétermination est « *un droit naturel des peuples, dans la paix et le dialogue* ». Le propos est juste et habile, car Massoud Barzani sait bien que l'ensemble des communautés présentes au Kurdistan ont eu à subir, durant l'histoire ancienne ou récente, une autorité tyrannique de la part de Bagdad, et se délectent pour la plupart de ce renversement des perspectives historiques.

Officiellement, aucune feuille de route vers l'émancipation n'est prévue à Erbil, mais on peut deviner entre les lignes des discours officiels que le chemin est déjà bien entamé.

Le président Barzani et son entourage sont cependant bien conscients qu'il serait suicidaire pour la cause du Kurdistan de brûler les étapes et de forcer le pas vers l'indépendance. Le président du GRK sait

que le sens de l'histoire validera nécessairement une autodétermination du Kurdistan irakien, à condition qu'elle soit raisonnée et élaborée avec calme et patience.

La cause est légitime, ne serait-ce qu'en raison des siècles d'oppression subis par les Kurdes et les minorités du Kurdistan. La reconnaissance des crimes de Saddam Hussein à l'encontre des Kurdes et des Turcomans du Kurdistan, ainsi que les persécutions endurées par les chrétiens et les Yézidis durant la domination du Baas, figurent parmi les causes objectives de légitimation du mouvement d'émancipation, plaidant pour une reconnaissance internationale large d'un Kurdistan indépendant.

Du point de vue juridique, la voie vers la qualification de « génocide » de la campagne al-Anfal s'est déjà ouverte hors du Kurdistan, sans que les autorités d'Erbil n'aient eu à s'en mêler. En 2005, un tribunal néerlandais condamna ainsi un ressortissant batave pour la fourniture de composants chimiques ayant servi aux bombardements de Halabja en 1987, qualifiant l'attaque d'acte de « génocide ». Le massacre de la population de la ville-martyre fut également reconnu officiellement comme un acte de génocide en 2010 par la Haute cour pénale irakienne. La même année, le Parlement canadien vota une motion qualifiant l'attaque de « crime contre l'humanité ».

De fait, la reconnaissance internationale des crimes de Saddam Hussein à

l'encontre des populations du Kurdistan constitue désormais pour le pouvoir d'Erbil un élément important dans l'argumentation visant à légitimer un éventuel exercice du droit à l'autodétermination.

Parallèlement, accusant fréquemment le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki de vouloir revenir à une concentration des pouvoirs comme à l'époque de Saddam Hussein, le président Barzani répète à l'envi que les populations du Kurdistan « *n'accepteront jamais un pouvoir dictatorial en Irak* ».

Si la question symbolique de la reconnaissance des crimes de Saddam Hussein évolue relativement favorablement, les éléments les plus cruciaux du processus demeurent cependant toujours incertains.

KIRKOUK, OU LE NŒUD GORDIEN

Le statut des « zones contestées » autour de Kirkouk, visées par l'article 140 de la Constitution irakienne, demeure le nœud gordien du dilemme kurdistanien. La Constitution de 2005 prévoyait qu'un recensement et un référendum devaient avoir lieu « *à Kirkouk et dans les autres zones contestées* » avant le 31 décembre 2007, afin de déterminer si les populations avaient la volonté d'être rattachées à l'autorité du GRK. Près de cinq ans après la date butoir fixée par la Constitution, aucun recensement n'a encore été ordonné par Bagdad, ni le commencement d'organisation d'un référendum envisagé. Bagdad traîne des pieds et Erbil s'impatiente.

Pour le président Barzani, « *la solution au problème de Kirkouk réside dans l'article 140 et la tenue d'un référendum ; si Bagdad veut résoudre la question, ils savent ce qu'il leur reste à faire... sinon, toutes les options sont sur la table* ». Sur les pas d'Alexandre, Massoud Barzani semble aiguiser patiemment sa lame, afin de trancher ce nœud juridique et politique au moment le plus opportun.

Les immenses enjeux stratégiques que recèle aujourd'hui la problématique de Kirkouk ne sont pas sans rappeler le dilemme du statut du vilayet ottoman de Mossoul au lendemain de la Première Guerre mondiale. Juridiquement, cette question ne fut en réalité jamais réglée, pas même au moment du bref statut du Kurdistan arraché par Mustafa Barzani à Saddam Hussein au début des années 1970. Entre-



temps, les Kurdes – et le président Barzani le premier – ont su apprendre la patience et à savoir se relever après les désillusions, les trahisons et les reniements les plus cinglants.

SUBIR TRAHISONS ET RENIEMENTS

En 1920 – il y a bientôt un siècle –, un Kurdistan souverain fut ainsi promis aux Kurdes à l'issue de la conférence de Sèvres. Depuis cette époque, on sait au Kurdistan que les traités qui y sont signés sont aussi fragiles que les objets en porcelaine qui sortent des fameuses manufactures de Sèvres.

En 1923, trois ans après la signature du traité de Sèvres – et 64 ans avant que Saddam Hussein n'ordonne le gazage de la population de Halabja –, la Royal Air Force lâchait déjà au-dessus du Kurdistan des bombes chimiques pour briser l'espoir légitime de création d'un Kurdistan indépendant. Soutenant cette initiative, Winston Churchill eut cette formule pour le moins hasardeuse : « *Je ne comprends pas cette délicatesse exagérée à propos de l'utilisation du gaz. [...] Je suis fortement en faveur de l'usage de gaz empoisonnés contre des tribus non civilisées.* »

Durant le demi-siècle que dura son épopée, le général Mustafa Barzani dut lui aussi subir les trahisons et les reniements de ses proches et de ses alliés. Son fils, aujourd'hui aux manettes à Erbil, le sait mieux que quiconque. Lui qui grandit loin de son père réfugié en URSS, ne put reconnaître le légendaire général lorsqu'il rentra au pays après 11 ans d'exil. Depuis lors, le rêve de reconstituer un Kurdistan indépendant anime chaque instant de la vie du président Barzani.

En 1946, l'année de naissance de Massoud Barzani, son père fut en effet trahi par Staline, qui retira son soutien à la République de Mahabad et livra le petit État kurde à la répression féroce du shah. Près de 30 ans plus tard, la trahison vint de l'Ouest, lorsque Henry Kissinger abandonna les Kurdes irakiens aux griffes de Saddam Hussein, reniant les promesses faites au général Barzani de soutenir les revendications d'autonomie portées par le père du président du GRK.

À partir de 1979 et jusqu'à aujourd'hui, Massoud Barzani a connu à son tour son



Le président Massoud Barzani avec l'ancien président français Nicolas Sarkozy à l'Élysée le 15 juin 2010.

lot d'amères expériences. Il se souvient cependant que la France fut un des rares pays à avoir toujours été fidèle à la cause des Kurdes. Le président du GRK évoque avec nostalgie une relation « *extraordinaire* » avec les époux Mitterrand grâce à laquelle la cause du Kurdistan put considérablement avancer internationalement au début des années 1990. En 1993, le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas lui confia que « *la cause kurde [était] une cause sacrée pour la France* ».

AVANT DE FRANCHIR LE RUBICON...

Après des années de relations informelles et glaciales durant les deux mandats de Jacques Chirac peu sensible à la question kurde, des ponts importants ont été à nouveau jetés entre Paris et Erbil sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, notamment lorsque Bernard Kouchner occupa le Quai d'Orsay. En 2010, le président Barzani fut ainsi reçu à Paris, pour la première fois officiellement en tant que dirigeant du GRK.

Avec le retour d'un socialiste à l'Élysée, le président de la Région autonome espère trouver en France un nouveau soutien de poids pour le règlement des dossiers les plus épineux. Massoud Barzani et François Hollande se connaissent bien et se sont déjà rencontrés plusieurs fois lorsque le président français occupait le poste de premier secrétaire du Parti socialiste, forma-

tion politique toujours bienveillante avec la question kurde.

Avant de franchir le Rubicon, les autorités du GRK savent qu'elles auront besoin d'appuis de poids et d'amis fiables, afin que le mouvement vers l'autodétermination soit soutenu le plus largement possible. Et, fortes de cette amitié, elles souhaitent plus que tout que la France occupe le devant de la scène dans ce processus.

En position de force vis-à-vis de Bagdad, Massoud Barzani a su tirer les leçons du passé et sait qu'il ne faut pas préjuger d'un rapport de force avant de livrer bataille : « *Même si ton ennemi n'est qu'une fourmi, tant qu'il est ton ennemi, tu ne dois pas t'endormir* », dit un proverbe kurde. Si Erbil ne voit plus aujourd'hui en Bagdad un ennemi, le président Barzani sait cependant que la voie vers l'autodétermination est semée d'embûches et que rien ne se réalise de bon dans un esprit revanchard. Massoud Barzani demeure un combattant, même s'il a depuis longtemps déposé les armes. Et s'il cède parfois au confort d'un complet-veston pour ses visites à l'étranger ou ses rencontres avec les décideurs économiques, il semble toujours plus à l'aise dans son costume de peshmerga sans grade et coiffé du keffieh aux couleurs du clan de Barzan.

À en juger par les cernes qui se dessinent sous ses yeux, on devine que le fils du général Barzani n'a pas l'intention de s'endormir en si bon chemin. ■

Dossier spécial Kurdistan irakien

Le Kurdistan s'invite au banquet régional

Les relations du Kurdistan avec ses voisins ont souvent été un casse-tête. Avec la crise syrienne, un nouveau front s'ouvre pour la réalisation des ambitions kurdes. Un saut dans l'inconnu ?

PAR DIMITRI FRIEDMAN



Le Président Massoud Barzani avec le Premier ministre Turc Recep Tayyip Erdogan à Istanbul le 19 avril 2012.

Il y a une part d'incertitude dans tout processus de *nation building*. Mais avec la situation actuelle des Kurdes à la fois au Kurdistan autonome d'Irak et en Syrie, on peut parler d'un cas d'école. Voilà un pays non encore porté sur les fonds baptismaux, confronté à une relation difficile avec le pouvoir central à Bagdad, que d'autres candidats aspirent déjà à rejoindre. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Priorité des priorités selon Hemin Hawrami, chef du bureau des Relations

extérieures du Parti démocratique Kurde (PDK), « la protection du peuple kurde de tout conflit au Moyen-Orient ». Traduisez que dans la hiérarchie complexe des problèmes qu'a à affronter la Région autonome du Kurdistan, tout se tient, mais derrière les relations avec Bagdad, le dossier syrien vient certainement en tête et la Turquie est proche. Une fois admises les précautions de langage des dirigeants kurdes, toutes ayant trait à la souveraineté nationale qui est l'apanage d'Erbil et

non d'autres grandes capitales, force est de constater, selon Hemin Hawrami, que « la situation en Syrie est préoccupante. D'abord, il y a 2 millions de Kurdes dans ce pays ; tout développement négatif ou positif aura forcément des retombées sur notre propre situation. Ensuite, si la Syrie devient un État sans gouvernement, ou en faillite, en proie à une guerre civile permanente avec des poches de résistance ici ou là, ce sera automatiquement le terreau propice à l'installation d'organisations terroristes liées à Al-Qaïda. De 2003 à maintenant, nous avons beaucoup souffert par la faute du régime syrien qui a autorisé le passage à partir de son territoire de combattants étrangers vers l'Irak. Notre priorité en ce qui concerne le dossier syrien est de soutenir le Conseil national syrien (CNS). Abdel Basset Sayda [président du CNS depuis juin 2012, lui-même d'origine kurde, NDLR] est venu en juillet 2012 au Kurdistan et a rencontré le président Barzani. »

Cette visite ainsi que d'autres comme la réunion à Erbil de 200 hommes politiques kurdes de tous pays (fin janvier 2012) sur l'invitation du président Barzani, montre s'il le fallait que le Kurdistan est attaché à l'identité kurde et à la résolution pacifique des conflits auxquels sont confrontés les différentes parties du peuple kurde dans les pays voisins. Les buts de cette conférence tels qu'ils ont été définis par son président, Ali Shindin, étaient de discuter de la question kurde en Syrie, de la relation avec l'opposition syrienne et de l'instauration des droits des Kurdes en



Syrie. Lors de cette conférence, le président Barzani a cru bon, toujours selon un principe de précaution diplomatique, de rappeler que la Région du Kurdistan ne souhaitait pas interférer dans les affaires des Kurdes de Syrie, mais qu'elle offrait une aide et un soutien à leurs décisions. Ce genre de circonspection pour ne pas froisser la Turquie n'est pas inutile quand l'on sait que le Conseil national des Kurdes de Syrie (CNKS) regroupe des partis kurdes syriens dont au moins un (le Parti de l'union démocratique, PYD) est proche des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le *timing* des rencontres entre dirigeants de la région montre que l'agenda se resserre autour du problème kurde. Le 2 août 2012, à Erbil, le Président Barzani a rencontré le ministre turc des affaires étrangères, Ahmet Davoğlu. Selon le communiqué final de cette entrevue, « toute tentative pour exploiter le vide du pouvoir en Syrie par un groupe ou une organisation violente serait considérée comme une menace commune, à laquelle il faut faire obstacle conjointement ». Cette mise en garde s'adresse aussi bien aux groupes terroristes liés à Al-Qaïda qu'aux rebelles kurdes de Turquie. Elle intervient d'ailleurs peu de temps après que le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan ait accusé le régime de Bachar al-Assad d'avoir confié plusieurs zones du Nord de la Syrie au PKK, dans le but de nuire à la Turquie. Recep Tayyip Erdoğan a averti pouvoir aller jusqu'à une intervention turque dans la région Nord de Syrie contre les deux partis kurdes (le PKK et son allié syrien le PYD).

Ainsi, les liens entre les Kurdes d'Irak et les Kurdes de Syrie se sont renforcés à la faveur de la guerre civile. Le président Barzani a tout fait pour fédérer ces derniers avec une ligne politique claire, et ils sont conscients du danger d'éclatement qui les menace et qui menace la Syrie. Abdul Hakim Bachar a plusieurs fois répété que le CNKS, dont il est le leader, ne demande rien d'autre que la reconnaissance du peuple kurde dans la Constitution syrienne, l'annulation des lois et décrets racistes et discriminatoires à l'encontre des Kurdes, le droit à l'autodétermination mais dans l'unité de la Syrie. Presque un copié-collé de la solution « irakienne ».



Hemin Hawrami, directeur du bureau des Relations extérieures du PDK.

LA TURQUIE, NOUVEL ALLIÉ ?

Chaque partie du peuple kurde possède sa spécificité et la solution à son existence doit être propre au pays dont elle est une composante, aime à rappeler le président Barzani. La hantise de la protection des frontières du Kurdistan autonome n'est pas sans rappeler quelques précédents qui ont pesé sur les relations avec d'autres voisins, comme l'installation par le PKK (qui mène une lutte armée et terroriste en Turquie) de bases arrière au Nord du pays, et les fréquentes interventions de l'armée turque en territoire kurde. La dernière en date, en octobre 2011, faisait suite à la mort de 24 soldats turcs pendant leur sommeil et avait mobilisé 10 000 hommes. Elle avait été menée avec l'accord des autorités irakiennes et kurdes.

Depuis leurs différentes rencontres en 2012, Massoud Barzani et Recep Tayyip Erdoğan ont opéré un retournement spectaculaire de situation et fait émerger une nouvelle alliance. Il faut dire qu'en la matière, les relations commerciales avaient ouvert le chemin. « Sur les 2 300 entreprises étrangères installées au Kurdistan, plus de 1 500 sont turques. Notre relation avec la Turquie doit être séparée du problème kurde dans ce pays », a affirmé le président de la Région autonome du Kurdistan.

Pour pallier au déficit de livraison de produits pétroliers par le gouvernement

central, le Kurdistan fait raffiner en Turquie une partie de son pétrole brut avant de le réimporter, provoquant la colère de Bagdad. La Turquie devient donc un allié prépondérant du Kurdistan, qui a pris plus que ses distances avec les rebelles du PKK. Objecte-t-on que le parti kurde de Turquie possède encore des bases arrière dans le Nord de l'Irak que Hemin Hawrami répond : « Il y a plus de combattants du PKK de l'autre côté de la frontière que du nôtre. Les montagnes des deux côtés de la frontière sont très difficiles d'accès, peu peuplées et ne sont pas sous notre contrôle. Cela fait 30 ans qu'ils y sont installés. Notre position est très claire, nous n'avons jamais, jamais, soutenu ou approuvé le combat du PKK et nous avons condamné les actions violentes ou les opérations militaires qui ont touché des populations civiles et innocentes. Ce dossier ne peut être résolu ni par la poursuite d'actions militaires ou d'opérations de sécurité, ni par la lutte armée et violente. Il y a une opportunité en Turquie, pour des démonstrations pacifiques, un travail au Parlement ou des campagnes médiatiques fortes et pour la négociation autour de la cause Kurde. La Lutte armée du PKK affecte négativement le développement du dossier kurde en Turquie. » Pour assurer son saut dans l'inconnu, le Kurdistan semble avoir choisi la Turquie comme principal partenaire commercial et comme allié. ■

Dossier spécial Kurdistan irakien

Économie : une région en plein essor

En juin 2009, le Kurdistan irakien exportait ses premiers barils de brut vers les marchés internationaux via l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan. Un mois avant l'élection présidentielle, le pays atteignait une étape importante sur la voie de son désenclavement territorial et de son décollage économique.

PAR PIERRE LE BELLER

A en juger par l'intensité de l'activité immobilière et par l'abondance des étals des bazars et centres commerciaux d'Erbil, le Kurdistan se porte bien. Il est même en plein boom, revêtant des allures de « bébé Tigre » des montagnes du Moyen-Orient.

En quelques années, grâce au bol d'air frais apporté à l'économie du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) par la manne pétrolière, le Kurdistan irakien est en effet devenu une des zones les plus dynamiques de la planète. Le pays a ainsi enregistré un taux de croissance de 8 % en 2011 et table pour 2012 sur une hausse de son PIB de près de 12 %. Selon les experts de la Banque mondiale, une telle performance au cours de cette année hisserait la Région autonome au rang de deuxième économie à croissance la plus rapide au monde après la Mongolie. À Erbil, les investissements directs étrangers explosent, transformant le Kurdistan en locomotive des économies irakienne et sous-régionale.

Le contraste apparaît saisissant entre le dynamisme et l'extraordinaire attractivité du Kurdistan, et la situation qui prévaut dans le reste de l'Irak – ou dans les pays voisins méridionaux – marqué par une forte insécurité matérielle et juridique.

Le GRK bénéficiant d'une grande stabilité et d'une situation sécuritaire excellente, les autorités du pays ont anticipé le bouleversement de l'accès du Kurdis-



Le « Family Mall » à Erbil, ouvert en 2010.

Pierre Le Beller



tan aux marchés pétroliers mondiaux, et adopté dès 2006 une série de mesures incitatives visant à attirer de nouveaux investisseurs. Afin d'éviter de s'engager à terme dans une économie de rente pétrolière, le GRK a engagé une stratégie de diversification rapide de la structure économique du pays en s'appuyant sur ses principaux avantages comparatifs et en résolvant progressivement les obstacles au développement.

UN CLIMAT DES AFFAIRES FAVORABLE

Le Kurdistan présente une particularité totalement insolite, si on le compare aux pays dont les économies sont similaires, qui tient à son statut de Région autonome, c'est-à-dire de « non-État ». Une cinquantaine d'institutions bancaires s'y sont implantées au cours des dernières années sans que le Kurdistan ait pour autant un véritable système financier intégré. Herish Muharam Mohammed, le président du Bureau des investissements (BDI) du GRK, se souvient de l'époque récente où les transactions pour les projets les plus importants devaient se faire en échangeant des sacs bourrés de billets de banque, faute d'un traitement national de paiement. Avec l'amélioration de la situation sécuritaire et juridique à Bagdad, les transactions électroniques peuvent désormais se faire à partir du Kurdistan, mais l'absence d'un système financier propre handicape quelque peu l'économie de la Région autonome. « Selon la Constitution irakienne, la politique financière et monétaire doit être élaborée à Bagdad, rappelle Herish Muharam Mohammed. Cela induit que le Kurdistan ne dispose pas non plus d'un système d'assurances propres, et ne peut pas devenir membre d'une organisation financière internationale. » Tous ces handicaps ont poussé les autorités à adopter une législation favorable aux investisseurs, afin de compenser ces faiblesses insolites pour un pays en plein essor économique, mais enchaîné au boulet irakien.

Le Code des investissements, promulgué en 2006, ainsi que les nouvelles réglementations sur les hydrocarbures adoptées en 2007 ont inauguré un grand chantier législatif visant à remanier profondément le droit des affaires et faire de

la Région autonome une zone particulièrement attractive aux yeux des investisseurs étrangers. En menant dans le même temps une habile campagne de communication visant à promouvoir la stabilité et la tolérance de cet « autre Irak » auprès des pays occidentaux et des pays émergents, le GRK a conféré au Kurdistan le statut de nouvel eldorado pour les Investissements directs à l'étranger (IDE), présentant un climat des affaires extrêmement favorable aux opérateurs étrangers (cf. encadré).

Le Code des investissements autorise ainsi la propriété privée des terres et des entreprises – à l'exception des zones recelant des minerais ou des hydrocarbures – et assure une série d'avantages juridiques et fiscaux taillés sur mesure pour les opérateurs étrangers. La suprématie de la loi du GRK sur la loi irakienne – garantie par la Constitution fédérale – offre une sécurité et une sûreté juridiques et matérielles incomparables avec la situation qui prévaut dans le reste de l'Irak. Le droit du Kurdistan prévoit le rapatriement total des profits et une exemption fiscale de dix ans pour les revenus tirés des projets d'investissements, ainsi qu'une série de mesures visant à faciliter la vie des entreprises et des ressortissants étrangers.

À la faveur de ce droit des affaires extrêmement *business oriented*, la Région autonome a subi une série de transformations radicales, dont chaque visiteur peut observer les effets en arrivant à Erbil ou Souleimaniyeh.

La capitale, déjà surnommée la « nouvelle Dubaï » pour le dynamisme du secteur de la construction qui modifie à vue d'œil son paysage urbain, se taille de fait la part du lion dans le développement du Kurdistan irakien. Les magasins de luxe se disputent les faveurs des habitants ou des visiteurs venus de tout le Moyen-Orient pour profiter du climat des affaires et de la douceur de vivre. Effet secondaire de cet extraordinaire dynamisme économique, le secteur immobilier a littéralement explosé dans la région d'Erbil où de nouveaux pavillons sortent de terre à un rythme effréné, repoussant les limites de l'urbanisation de cette ville, réputée être la plus anciennement peuplée au monde. Alors que les terrains s'échangeaient encore pour une bouchée de pain il y a moins de dix ans, le prix des maisons

individuelles en banlieue d'Erbil dépasse désormais le million de dollars, créant une tension sans précédent sur le marché immobilier local.

De fait, les opportunités dans la Région autonome apparaissent presque infinies tant le Kurdistan revient de loin. « *Virtuellement, tout était à faire et à construire dans ce pays ; depuis les infrastructures de base jusqu'aux secteurs les plus sophistiqués* », confie le président du BDI.

Avant l'intervention américaine en Irak en 2003, le pays – soumis comme le reste de l'Irak à un embargo international particulièrement rigide – vivait sous perfusion dans une économie de subsistance. Il est passé en quelques années à une économie d'abondance, grâce notamment à l'arrivée massive de capitaux étrangers, au premier rang desquels les investissements turcs se sont illustrés dans la plupart des secteurs.

Mohammed Shukri, économiste membre de la Commission des réformes du GRK en charge de la révision du Code des investissements, souligne que « *lorsque le premier texte a été adopté en 2006, il n'y avait strictement aucun investisseur au Kurdistan* ». Avec son collègue juriste Sabah Umid et une quinzaine d'experts, Mohammed Shukri a été chargé de réadapter le Code des investissements à la situation actuelle. Tous notent que « *l'adoption de mesures extrêmement libérales et favorables aux sociétés étrangères a permis de renverser la situation et de résoudre progressivement les problèmes les plus criants de l'économie du pays, notamment en matière d'infrastructures* ». Et de poursuivre : « *Aujourd'hui, la situation impose que nous réorientons ces mesures davantage dans l'intérêt du GRK.* »

LES VOIES DE LA DIVERSIFICATION

Beaucoup de choses ont été réalisées au cours des dernières années, mais il reste encore énormément à faire pour doter le Kurdistan irakien des infrastructures matérielles et humaines et des superstructures économiques nécessaires à une émergence harmonieuse. La réflexion et l'extension des réseaux électriques et hydrauliques, la construction

Dossier spécial Kurdistan irakien



Pierre Le Bailly

Le secteur de la construction connaît une envolée sans précédent dans les grandes villes du Kurdistan.

de nouveaux axes routiers et de voies de desserte de la production pétrolière et gazière, figurent parmi les priorités du GRK. De la même manière, l'appui aux secteurs non pétroliers est une des clés de la réussite économique de la Région autonome.

Les autorités locales souhaitent notamment faire du Kurdistan – qui fut jadis le grenier à blé de l'Irak – une des zones agricoles et pastorales majeures du Moyen-

Orient. Le développement de cultures céréalières (blé, orge, etc.), rizicoles, maraîchères, ainsi que le soutien au secteur cotonnier et aux élevages ovin, bovin et aviaire sont également des priorités.

Les efforts en matière d'infrastructures et de développement du secteur industriel non pétrolier conditionnent la réussite de la transition économique de la Région autonome. Le secteur textile, l'industrie chimique, la maroquinerie et

les matériaux de construction ne sont pas en reste, au même titre que l'industrie métallurgique, les télécommunications et l'agroalimentaire.

Les autorités locales ont aussi fait du tourisme un des axes stratégiques de développement. Alors que le Kurdistan attire d'ores et déjà un flot croissant de visiteurs venus du Moyen-Orient et des régions alentour, le GRK soutient la promotion du tourisme en s'appuyant sur sa stabilité et la diversité de ses paysages. À terme, le Kurdistan irakien espère devenir une destination-phare du tourisme d'affaires, grâce à l'émergence d'un secteur hôtelier de haut standing dans ses deux principales villes, mais aussi du tourisme de loisirs et d'excursions. Séduits par la beauté de l'arrière-pays et du *Kurdish way of life*, plusieurs centaines d'Européens adeptes du trekking et de la randonnée convergent déjà depuis quelques années vers le Kurdistan. Grâce à l'ouverture de ses nouveaux aéroports internationaux – à Souleimaniyeh, inauguré en 2005, et Duhok, achevé en mai 2012 – et à la réfection de l'aéroport d'Erbil terminée en 2010, le Kurdistan est désormais accessible directement, sans passer par Bagdad, depuis l'Europe, la Turquie, le Proche-Orient et la péninsule arabique.

RÉFORMES LIBÉRALES

Avec son dynamisme économique exceptionnel, le Kurdistan irakien s'est engagé dans une série de réformes afin d'accompagner une transition extrêmement rapide et d'éviter qu'un fossé ne se creuse au sein de la société. Dès 1992, le GRK avait opté pour une législation libérale, tranchant considérablement avec les pratiques commerciales en cours dans l'Irak de Saddam Hussein. Les années d'instabilité et de guerre, ainsi que l'embargo frappant le pays jusqu'en 2003, ont empêché durant une décennie à ces mesures de porter leurs fruits, mais les autorités ont décidé de confirmer cette orientation dès le lendemain de l'intervention américaine.

La stratégie de relèvement de l'économie du Kurdistan s'est orientée en 2006 vers la restauration des infrastructures matérielles du pays ravagées par la guerre ou souffrant d'un état de délabrement avancé. La production d'électricité s'est considérablement améliorée en quelques années grâce à la construction de plu-



sieurs centrales à pétrole et hydroélectriques. Alors qu'en 2008, la ville d'Erbil ne bénéficiait que de six heures d'électricité par jour, l'augmentation des capacités permet aujourd'hui à la capitale d'être alimentée près de 20 heures par jour, malgré l'accroissement effréné du nombre d'habitants et de projets de construction particulièrement gourmands en énergie.

Herish Muharam Mohammed explique : « *La question du modèle de développement à suivre pour le Kurdistan s'est posée en 2006 et nous avons considéré que le pays devait poursuivre son propre modèle.* » Il considère cependant que l'inspiration suivie par les autorités du GRK vient de plusieurs États dont la structure économique ou les problématiques sociales se rapprochent de celles du Kurdistan. « *Nous ne sommes pas adeptes du copier-coller ; cependant, la réussite économique de pays comme Dubaï, la Malaisie, Singapour, l'Arabie saoudite ou certains États européens doit nous inspirer pour notre propre développement.* » Les exemples d'ex-États soviétiques comme la Géorgie ou le Kazakhstan sont également décortiqués par les experts du BDI et les autorités kurdistanaises pour tracer une voie de développement harmonieux pour le pays.



Herish Muharam Mohammed, le président du Bureau des investissements du GRK.

En quelques années, le Kurdistan est passé d'une zone économiquement et humainement sinistrée à un extraordinaire catalyseur du développement régional. Pour que la *success story* soit complète, il reste au pays à se doter des instruments d'un décollage politique, économique et social vertueux.

« *Transparence, démocratie et progrès social* » : pour Sabah Umid, le GRK regarde déjà vers l'avenir, afin qu'à terme « *tous les habitants du pays puissent enfin vivre dans la liberté* ».

Une émancipation qui se veut avant tout économique et sociale, mais non sans arrière-pensée politique. ■

LES MESURES POUR ATTIRER LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS

La loi sur les investissements de 2006 prévoit une série de mesures exceptionnelles pour faire de la Région autonome une zone favorable aux IDE :

- Droit exclusif de propriété sur les terrains pour les investisseurs étrangers, ainsi que plusieurs rabais pour l'acquisition de parcelles destinées à des projets d'investissements.
- Rapatriement total des profits tirés des projets d'investissements.
- Exemption fiscale de dix ans à partir de la date de début d'activité productive ou de services.
- Exemption de l'importation des pièces détachées pouvant aller jusqu'à 15 % du coût du projet.
- Exemption fiscale sur les biens d'équipement et les biens meubles pour les hôtels, les hôpitaux, les universités, les écoles et les institutions touristiques.
- Autorisation d'employer des travailleurs étrangers lorsque la main-d'œuvre irakienne n'est pas disponible ; possibilité pour les travailleurs étrangers de rapatrier leurs revenus.
- Exemption de droits de douane, de taxes et de brevets d'importation pour les véhicules, équipements, instruments, etc., durant deux ans, sous réserve d'autorisation par le président de la Commission des investissements.
- Égalité de droit entre les investisseurs et les capitaux étrangers et nationaux.
- Le GRK garantit la fourniture des services (eau, électricité, routes, télécommunications, etc.) jusqu'à la limite géographique du projet.
- Exemption de cinq ans sur les matières premières destinées à la production.
- Incitation supplémentaire sous la forme de primes pour les projets localisés dans des « zones moins développées » et pour les joint-ventures conclues entre des sociétés étrangères et kurdes.
- Autorisation de souscrire une assurance étrangère ou locale pour tout projet d'investissements.
- Suprématie du droit du Kurdistan sur le droit irakien garantie par l'article 115 de la Constitution irakienne.

Dossier spécial Kurdistan irakien

Les enjeux pétroliers

Depuis les débuts de l'exploitation des premiers gisements d'hydrocarbures en 2009, le Kurdistan irakien se retrouve au cœur des enjeux stratégiques du Moyen-Orient, offrant aux majors internationales une nouvelle zone d'expansion.

Véritable moteur de l'économie de la Région autonome, le secteur pétrolier suscite les convoitises étrangères et enflamme les relations entre Erbil et Bagdad.

PAR PIERRE LE BELLER

En 2008, quelques tensions entre les Peshmergas du GRK et les militaires de l'armée irakienne dans les environs de la ville de Khannaqin ont ouvert une phase de dégradation progressive des relations entre Erbil et Bagdad, à la fois sur les dossiers politiques (le statut de Kirkouk et des zones contestées) et sur les questions sécuritaires ou économiques. Depuis le printemps 2012, si l'on en croit les experts de l'International Crisis Group, on est passé d'une situation tendue à une escalade faisant penser à « *un conflit bouillonnant montant lentement en température* ».

Le 1^{er} avril dernier, en réponse à un arrêt des paiements des dividendes pétroliers dus par Bagdad depuis mai 2011, les autorités d'Erbil ont décidé de suspendre la livraison d'hydrocarbures exploités sur le territoire du GRK via l'oléoduc national irakien qui alimente les marchés mondiaux.

Alors que le président Barzani et le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki s'échangent régulièrement des amabilités par médias interposés, le torchon brûle entre le gouvernement fédéral de Bagdad et la Région autonome affirmant ses velléités d'émancipation. Au cours de l'été, la signature de contrats d'exploration accordés par les autorités d'Erbil à quatre compagnies étrangères sans l'aval de Bagdad a envenimé encore davantage une situation déjà délicate.

Les compagnies concernées, Exxon-Mobil, Chevron, Total et Gazprom, ont

immédiatement été sanctionnées par le ministre de l'Énergie irakien Hussein al-Chahristani, qui les a sommées une à une de renoncer aux contrats signés avec Erbil sous peine d'être contraintes de quitter l'Irak.

Depuis, le GRK et le gouvernement fédéral se renvoient la balle, s'accusant mutuellement d'avoir violé la Constitution irakienne. Sur ce point, la controverse semble intarissable tant la norme suprême est équivoque dans ses articles relatifs à l'exploitation des matières premières.

CONTROVERSE JURIDIQUE

L'article 111 de la Constitution de 2005 dispose ainsi que « *le pétrole et le gaz appartiennent à tout le peuple d'Irak, dans toutes les régions et gouvernorats* ». L'article suivant précise que « *le gouvernement fédéral – avec les gouvernorats et les régions productrices – prend les mesures de gestion du pétrole et du gaz extraits des champs actuels* ». En se fondant sur cette dernière formule, le gouvernement de la Région autonome considère que le texte constitutionnel se réfère strictement aux gisements exploités au moment de son adoption en 2005, c'est-à-dire concrètement aucun. En 2008, les autorités du GRK ont obtenu l'appui du professeur James R. Crawford de l'université de Cambridge, grand pontife des questions d'arbitrage et de délimitations territoriales.

Examinant la question de la validité de la loi du GRK sur les hydrocarbures adoptée en 2007 sans l'aval de Bagdad, le pro-

fesseur Crawford a estimé que le texte était en accord avec la Constitution irakienne, concluant son rapport ainsi : « *Les contrats existants établis depuis 1992 par les autorités du GRK pour l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures sont valides à moins que ne soit démontré un conflit avec la Constitution.* »

L'avis favorable du professeur Crawford a permis aux autorités d'Erbil d'aller de l'avant dans la conclusion de nouveaux contrats. Dès 2004, le GRK avait paraphé avec la société norvégienne DNO un permis d'exploration du gisement de Tawke au nord de Dohuk. La société Gulf Keystone, enregistrée aux Bahamas, a quant à elle obtenu un accord de partage de production en novembre 2007 sur deux gisements, et sur deux nouveaux champs deux ans plus tard. À partir de la publication de l'avis du professeur Crawford, les incertitudes concernant la sûreté juridique des contrats passés avec le GRK ont été progressivement levées, permettant au processus de s'accélérer. En 2009, les autorités de la Région autonome ont ainsi signé avec les Turcs de Genel Energy un accord de partage de production sur le champ de Chia Surkh à proximité de Kifri, à l'extrême Sud-Est du Kurdistan, avant que les grandes majors ne manifestent à leur tour un intérêt croissant.

UN POTENTIEL EXTRAORDINAIRE

Depuis le début de la controverse Barzani/al-Maliki, les majors internationales n'ont donc pas été rebutées par les menaces de boycott de Bagdad. Exxon-



Mobil a été la première à franchir le pas en octobre 2011, en obtenant un permis d'exploration sur six champs pétroliers au Kurdistan, avant d'être imitée par Chevron en juillet 2012, et par Total et Gazprom le mois suivant.

Pour le président Barzani, l'afflux des grandes compagnies internationales vers la Région autonome démontre bien que « le Kurdistan est dans son bon droit sur le dossier et respectueux de la Constitution ». Profitant d'une situation sécuritaire et juridique plus favorable que dans le reste de l'Irak, les quatre majors comptent mettre à profit l'immense potentiel pétrolier et gazier du Kurdistan, notamment grâce au désenclavement offert par le rapprochement entre Erbil et Ankara opéré à partir de 2010.

Par ricochet, le pipeline Kirkouk-Ceyhan, qui alimente les marchés internationaux en brut irakien, se retrouve au cœur de la dispute entre le gouvernement fédéral irakien et sa région fédérée frondeuse. Ce faisant, le dossier pétrolier constitue à plusieurs niveaux le nœud du problème de l'autodétermination, en conditionnant les capacités de production pétrolière du Kurdistan au règlement politique de la question du statut de Kirkouk.

Fortes de leur bonne entente avec la Turquie – et sans attendre le règlement du statut de Kirkouk et des zones contestées –, les autorités du GRK ambitionnent d'ouvrir un nouveau couloir logistique vers Ceyhan, par la réfection et la réouverture d'un pipeline entre le Kurdistan et la Turquie fermé depuis 1991.

En 2009, le Kurdistan a exporté vers Ceyhan une moyenne de 90 000 barils/jour. Ce chiffre a été porté à 300 000 b/j en 2012, et à l'horizon 2015, le GRK espère être en mesure de porter le volume de production de pétrole à un million de b/j.

Selon plusieurs experts, le potentiel de production pétrolière du Kurdistan d'ici la fin de la décennie pourrait atteindre deux millions de b/j, ce qui placerait le pays à un volume de production comparable à celui d'un État comme l'Algérie.

Quel que soit l'issue ou l'agenda pour le règlement du statut de Kirkouk, le potentiel pétrolier et gazier du Kurdistan constitue pour les autorités du GRK



Cette carte a été adaptée par l'International Crisis Group à partir d'une carte rendue disponible par le gouvernement américain. C'est une version modifiée d'une carte similaire qui apparaît dans le n° du rapport du Crisis Group sur le Moyen-Orient, l'Irak et les Kurdes : « Trouble Along the Trigger Line » (tensions sur la nouvelle frontière dite « Trigger Line ») (8 juillet 2009). Des limites des concessions de pétrole et les opérateurs majeurs ayant des contrats avec le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) ont été ajoutés en avril 2012. La localisation de tous les éléments est approximative.

l'atout économique majeur sur lequel se fonde la stratégie de développement économique du Kurdistan. Une exploitation rationnelle et durable pourrait permettre au pays de se hisser rapidement parmi les puissances émergentes sur le marché des hydrocarbures. Ce faisant, les autorités comptent appuyer leurs politiques de redressement des secteurs non pétroliers stratégiques sur les recettes tirées de l'exploitation des hydrocarbures.

La loi sur les hydrocarbures de 2007, extrêmement favorable aux investisseurs non irakiens, doit faire l'objet prochainement d'une réforme qui suscite les interrogations des opérateurs étrangers. Cette incertitude sur la nature des nou-

velles réglementations explique pour partie la précipitation des quatre majors, désireuses de signer des accords avec Erbil durant l'été, avant que le contenu de la réforme ne soit dévoilé et qu'un texte ne soit soumis au Parlement.

Au moment où s'ouvraient les jeux Olympiques, le signal de départ d'une course de vitesse et d'endurance était donné au Nord de l'Irak. Après que la flamme olympique se soit éteinte à Londres, cette course se poursuit dans les hauteurs du Moyen-Orient. Elle sera longue et pleine de surprises, avec à la clé rien de moins pour Erbil que les moyens matériels de l'émancipation du Kurdistan. □

Dossier spécial Kurdistan irakien



L'éclosion d'une nation

Après des décennies de persécutions tous azimuts, les minorités de la Région autonome se joignent aux Kurdes pour soutenir la cause de l'autodétermination du Kurdistan. En bénéficiant de la politique de tolérance religieuse et communautaire du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), la majorité des communautés du Kurdistan irakien se range désormais derrière l'objectif d'émancipation, pour le bénéfice de tous.

PAR PIERRE LE BELLER

La scène se passe au milieu de nulle part. De la terre retournée, des pelleuses, et tout autour un terrain vague, d'où surgira prochainement un quartier-champignon tel qu'il en pousse par dizaines à Erbil ces

dernières années.

Dans l'église flambant neuve de la toute nouvelle communauté Sainte-Marie d'Erbil, M^{gr} Nicodemus Daoud fait les cent pas pour que tout soit prêt à temps. Le dimanche suivant, il y prononcera la pre-

mière messe de rite syriaque orthodoxe à Erbil en tant qu'archevêque de Mossoul et des environs.

Dans la capitale du GRK, la communauté orthodoxe syriaque est historiquement relativement limitée si on la



compare à celles des autres chrétiens assyriens, chaldéens ou arméniens. Elle s'est pourtant considérablement accrue au cours des dernières années, à mesure que s'accélérait l'exode des chrétiens des autres régions d'Irak. Avant de retourner exercer son ministère en Irak, M^{gr} Daoud a sillonné le monde au cours de la dernière décennie à la rencontre des communautés syriaques orthodoxes éparpillées sur la planète. De la Syrie à l'Allemagne et de la Grèce à l'Australie, en passant par la Suède, le jeune métropolitain a parcouru le vaste monde pour ressouder une communauté meurtrie par les violences subies et par la douleur de l'exil. Depuis 2003, l'exode de l'ensemble des communautés chrétiennes d'Irak a pris un rythme effréné, au gré des exactions et des massacres perpétrés contre les fidèles du Christ. « En 2003, il y avait un million et demi de chrétiens en Irak, murmure M^{gr} Daoud. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que 500 000. En Europe ou en Australie, mes interlocuteurs s'excusaient presque de cette situation, comme s'ils étaient eux-mêmes responsables des exactions qui ont fait fuir les chrétiens d'Irak. »

Depuis qu'il est rentré dans son pays, M^{gr} Daoud fait des allers-retours quotidiens entre Mossoul, le siège de son archevêché, et la Région autonome du Kurdistan, où le nombre de ses ouailles est en forte progression. Mieux que quiconque, il a pu observer le fossé qui sépare les deux côtés de la « ligne verte » en ce qui concerne les conditions de vie des communautés chrétiennes. « Au Kurdistan, la communauté syriaque orthodoxe a trouvé un climat incomparable avec le reste de l'Irak. Les Kurdes ont littéralement ouvert leur cœur et leur maison aux chrétiens pour qu'ils se sentent chez eux. » La communauté Sainte-Marie s'est ainsi vu octroyer à titre gratuit par le GRK 5 500 m² de terres, ainsi que des crédits pour que soient construits un centre communautaire et des écoles. Le Premier ministre Nechirvan Barzani a assuré personnellement à M^{gr} Daoud le soutien des autorités du GRK à une implantation durable de la communauté sur son territoire. Après des années d'errance, le métropolitain n'en croyait pas ses oreilles... Le Kurdistan, la terre promise pour les chrétiens d'Orient persécutés ? Pourquoi pas, en fin de compte !

COMMUNAUTÉS AUTONOMES

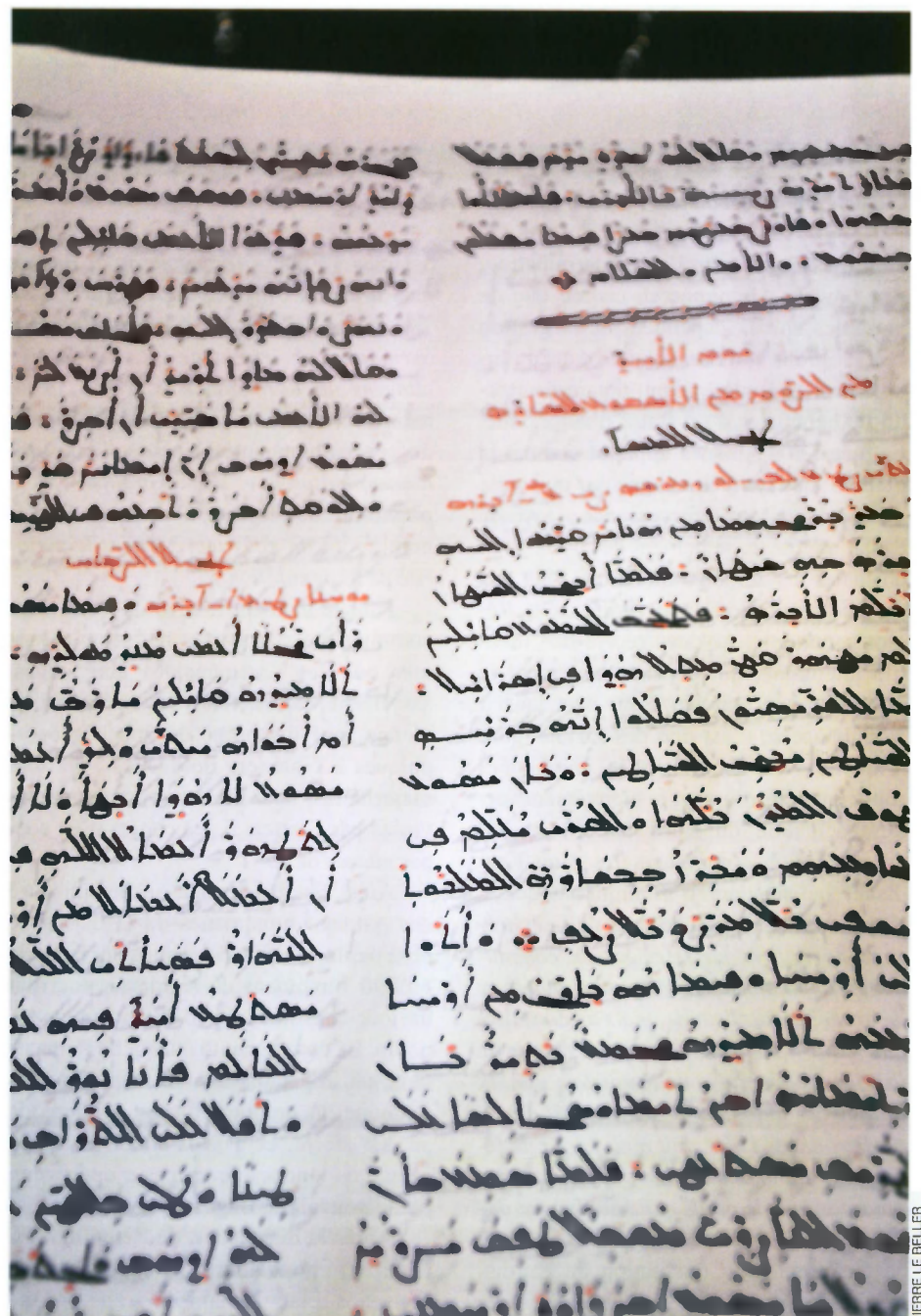
Pour Ano Jawhar Abdulmaseeh, journaliste chrétien de la chaîne de télévision KTV, il ne fait pas de doute que les autorités du GRK ont tout fait pour que les communautés non kurdes de la Région autonome se sentent chez elles. Attablé devant un double expresso dans un bistro branché d'Ankawa, le quartier historique des chrétiens d'Erbil, le journaliste précise que « la complicité et l'amitié entre les Kurdes et les communautés chrétiennes est ancienne

et [...] ne s'est jamais démentie ».

De fait, comme le rappelle Ano Jawhar Abdulmaseeh, lorsque le général Barzani se réfugia en URSS à partir de 1947, 75 peshmergas chrétiens l'accompagnaient. Selon la légende, il leur promit alors que les chrétiens auraient toujours une place au Kurdistan, et qu'ils bénéficieraient des mêmes droits – voire même de plus de droits – que les autres citoyens dans un Kurdistan indépendant.

Alors que le Kurdistan irakien s'ache-

Une Bible syriaque en néo-Araméen.



PIERRE LE BELLER

Dossier spécial Kurdistan irakien



L'Église Saint Joseph dans le quartier d'Ankawa.

mine pas à pas vers l'autodétermination, Ano Jawhar Abdulmaseeh estime que de multiples enjeux dépendent de la gestion des questions communautaires dans un futur Kurdistan indépendant, notamment celui de bénéficier d'un statut d'autonomie. Le quartier d'Ankawa apparaît comme le premier du pays à être gagné par une sorte d'impatience, d'effervescence joyeuse dans l'attente du règlement des principaux obstacles à l'autodétermination. Plus que toute autre portion du territoire de la Région autonome, Ankawa recèle une identité totemique, qui dépasse largement le particularisme chrétien. Pour Ano Jawhar Abdulmaseeh, c'est une des raisons pour lesquelles les communautés chrétiennes soutiennent résolument le mouvement vers l'émancipation du Kurdistan. Selon lui, une évolution communautaire d'un Kurdistan indépendant n'impliquerait aucun risque de libanisation du pays : « *Les chrétiens ne veulent pas s'ériger en communautés autonomes pour se mettre en marge de la société kurdistanie, mais au contraire pour y participer pleinement. L'exemple de la communauté juive du Kurdistan, dont la totalité des individus a gagné Israël à partir des années 1950, doit nous servir de leçon. Et l'autonomie est un moyen efficace pour garantir le poids et la survivance des communautés dans le pays.* »

Le projet de Constitution du Kurdistan irakien dispose ainsi dans son article

5 alinéa 1^{er} que « *le peuple de la Région du Kurdistan est composé de Kurdes, de Turcomans, d'Arabes, d'Assyro-Chaldéo-Syriaques, d'Arméniens et des autres citoyens du Kurdistan* ». L'article 35 du même texte garantit par ailleurs à chacune de ces communautés leurs « *droits ethniques, culturels et administratifs* », et la possibilité de disposer d'un statut d'autonomie « *là où elles représentent la majorité de la population* ».

Pour le moment le rêve de s'ériger en communauté autonome ne semble animer que les communautés chrétiennes, assyrienne, chaldéenne, syriaque ou arménienne, qui disposent de zones géographiques à l'intérieur desquelles elles sont majoritaires. Pour les autres communautés visées par l'article 5, les choses n'en sont pas encore là.

Ainsi, Jaudat Nadjar, ancien ministre des Affaires turcomanes du GRK, ne se pose pas la question de savoir si les quelque 60 000 Turcomans du Kurdistan pourront un jour constituer une communauté autonome. La communauté à laquelle il appartient est implantée dans la région depuis l'époque du premier sultanat seldjoukide au XI^e siècle, et a subi durant le siècle écoulé de longues décennies d'oppression par le pouvoir de Bagdad.

Après la dislocation de l'empire ottoman, les populations turcophones des nouveaux États à majorité arabe ont été

l'objet de plusieurs vagues de répression, notamment en Syrie et en Irak. En Irak, les affrontements entre communautés kurdes et turcomanes ont également été légion durant XX^e siècle, souvent alimentés par le pouvoir de Bagdad souhaitant diviser les populations du Nord du pays pour mieux régner et les soumettre chacune à un processus d'arabisation. « *Le temps des affrontements entre Kurdes et Turcomans est très lointain* », tempère Jaudat Nadjar, qui observe depuis plusieurs années l'évolution des questions communautaires d'un œil attentif. « *On a coutume de dire que les Kurdes et les Turcomans forment deux âmes au sein d'un même corps*, note-t-il, le regard malicieux. *Comme les Kurdes, les Turcomans ont été victimes des pires atrocités durant les années de domination de l'Irak par le parti Baas, et les peshmergas ont toujours compté dans leurs rangs de nombreux combattants turcomans.* » Il rappelle qu'en 1970, le général Barzani leur fit la même promesse qu'à leurs frères d'armes chrétiens : leur garantir la dignité, des droits et libertés, et la reconnaissance de leur identité dans un Kurdistan indépendant.

Naturellement, Jaudat Nadjar soutient le mouvement vers l'autodétermination du Kurdistan : « *L'identité irakienne ne représente plus grand-chose pour les Turcomans aujourd'hui tant notre communauté a souffert de l'autorité de Bagdad.* » Posant fièrement devant un drapeau du Kurdistan et intarissable sur les légendes communes des Kurdes et des Turcomans, Jaudat Nadjar n'a pas daigné faire de place à un drapeau irakien dans son bureau. « *Le drapeau irakien représente pour nous un passé fait de malheurs ; à l'inverse, le drapeau du Kurdistan symbolise un avenir dans lequel nous croyons.* »

« UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ »

« *Le Kurdistan offre sans équivoque un modèle juste pour le développement d'une société harmonieuse au Moyen-Orient.* » Fumant cigarette sur cigarette dans le hall de l'hôtel Rotana d'Erbil, l'homme a le verbe haut mais le regard nimbé de regrets. Dire cela ne l'enchant pas, mais c'est devenu pour lui une évidence. L'argumentation est posée et le ton sagement jaugé, mais Mithal al-Alusi n'est pas du genre à mâcher ses mots ou à distribuer des com-



pliments à ses adversaires politiques. Ce député au Parlement irakien, originaire de la région de Ramadi au cœur du « triangle sunnite », est le chef de file du Parti de la nation irakienne. Cette petite formation laïque qu'il a créée en 2004 et dont il est l'unique député est viscéralement attachée à l'intégrité territoriale de l'Irak.

Empreint de nationalisme arabe, Mithal al-Alusi rompit avec le parti Baas en 1976 et fut condamné à mort la même année par Saddam Hussein. Il se souvient aujourd'hui qu'il comprit à ce moment-là que « la politique de Saddam Hussein était exclusivement dirigée vers les Arabes mais pas vers les Irakiens en tant que groupe national constitué d'Arabes et d'autres communautés ». Et de poursuivre : « Je peux comprendre que des citoyens d'autres États arabes aient eu de l'affection pour lui, car en fin de compte, il travaillait plus pour eux que pour les citoyens irakiens non arabes. » Réfugié en Allemagne durant deux décennies, Mithal al-Alusi fut membre du Congrès national irakien, une plate-forme d'opposants au parti Baas en exil, créé en 1992 et dirigé par Ahmed Chalabi.

En 2003, il se réjouit de la chute du régime de Saddam Hussein, mais s'éloigna

rapidement du sulfureux D' Chalabi.

De retour en Irak, Mithal al-Alusi collabora étroitement avec l'actuel Premier ministre Nouri al-Maliki, « sunnites, chiïtes, laïcs, religieux, arabes, kurdes, turcomans, etc., tous main dans la main afin de redresser l'Irak et d'initier un nouveau départ », se souvient-il.

Pourtant, dans le contexte actuel de crise politique aiguë à Bagdad, le député nationaliste ne tarit pas d'éloges sur l'exemple offert par la Région autonome du Kurdistan. « Lorsque le régime de Saddam a été renversé, l'Irak, en tant que nation, a dû faire face à la question de la diversité de sa population ; nous, Irakiens, sommes arabes (sunnites ou chiïtes), kurdes, chrétiens, yézidis, etc. Le pays est marqué par une grande diversité et pour l'instant, les partis politiques à Bagdad n'ont pas voulu ou pas su faire émerger une nouvelle identité irakienne, transcendant ces diversités. » À regret, Mithal al-Alusi doit admettre qu'« au Kurdistan en revanche, le problème des minorités a été traité de front ; même si l'on peut ne pas être tout à fait d'accord avec la méthode employée, les autorités d'Erbil ont su impulser un nouvel élan à une société elle aussi très diverse ». Cet iconoclaste de la

classe politique bagdadie n'a pas peur d'affirmer que « les autorités du GRK sont en train de bâtir une nouvelle société, fondée sur une économie moderne et un véritable État de droit, offrant un horizon dégagé à sa population quelle que soit son origine ethnique ou sa confession religieuse. Dans le même temps, à Bagdad, le pouvoir est en train de passer exclusivement aux mains des chiïtes et des partis religieux, qui n'ont pas la moindre idée de ce que sont les droits de l'homme, la démocratie ou l'État de droit. » Depuis quelques années, le député a l'étrange sentiment qu'à Bagdad, les yeux sont rivés vers le passé et les rêves grotesques de nouveaux califats ou dictatures, « alors qu'à Erbil on regarde vers l'avenir ».

Comme Mithal al-Alusi, de nombreux Irakiens ont rêvé depuis la chute de Saddam Hussein de voir émerger une nouvelle identité nationale irakienne, débarrassée des scories du nationalisme exclusivement orienté vers les Arabes. À mesure que l'Irak continue de s'enfoncer dans le chaos et que le pouvoir à Bagdad est accaparé par les adversaires de la coexistence communautaire, le Kurdistan trace son sillon, offrant au monde l'observation de l'écllosion d'une nouvelle nation. ■

...ET LES AUTRES, À LA RECHERCHE DES YÉZIDIS

Il est au Kurdistan une communauté qui n'est pas mentionnée directement par l'article 5 de la Constitution. De toutes les ultraminorités aux rites et aux modes de vie mystérieux (Mandéens, Shabaks, Mhallamis, etc.), la communauté des Yézidis apparaît à la fois comme la plus importante en nombre et la plus énigmatique par les légendes qu'elle suscite.

Comme les Zoroastriens, les Yézidis vénèrent le feu ; ils pratiquent, comme les musulmans, l'ascèse et la prière, comme les chrétiens, le baptême, et comme les juifs, la circoncision. De ce syncrétisme ancien, dont les racines puisent dans la cosmologie kurde préislamique et préchrétienne, on sait peu de chose en Occident... des « on dit » essentiellement. Et en Irak, « on dit » beaucoup de choses sur les Yézidis, mais il est extrêmement difficile de les rencontrer, encore plus de saisir profondément leur identité. Au vu de leur histoire, on peut comprendre qu'ils préfèrent se faire discrets... car ils ont eux aussi subi beaucoup de persécutions à cause de leurs rites et de leurs traditions, pour le moins peu orthodoxes.

Le profane retiendra surtout des « on dit » que les Yézidis, peuple de ruraux et de nomades, adorent Satan, parce qu'ils ont estimé un beau jour qu'il était inutile d'adorer un Dieu miséricordieux qui pardonne à tout va. La réalité est plus complexe... on le dit ! On dit aussi qu'en réalité, les Yézidis considèrent qu'avant de créer le premier homme, Dieu a créé sept anges qui furent les premiers habitants du jardin d'Éden. Lorsqu'Adam fut créé à partir d'un amas de glaise, six de ces anges se prosternèrent devant le nouveau patron. Un manquait à l'appel, Tawuse Melek, l'ange-paon, qui se souvint que Dieu avait ordonné aux anges de ne se prosterner que devant Lui-même. Il faut croire que même au Paradis terrestre la loyauté ne paie pas, car on dit que Dieu déchu l'ange-paon pour cet affront. Les Yézidis furent plus miséricordieux et vénèrent depuis Tawuse Melek, que les chrétiens et les musulmans ont rapidement assimilé à Satan, un autre ange déchu... Il a été difficile aux Yézidis de se détacher de cette image qui justifia que ces « adorateurs de Satan » soient joliment massacrés par presque tous les pouvoirs qui se sont établis en Mésopotamie depuis des temps immémoriaux. Et même en cherchant bien, dans les coins et les recoins d'Erbil, la nouvelle ville-paon qui refuse de se prosterner devant Bagdad, pas le moindre indice sur leur présence... Mais comme disent à voix basse les habitants du cru, à la fois amusés et curieux qu'on puisse rechercher ces enfants de Satan, « ils sont là, mais personne ne les voit vraiment... à moins qu'ils n'aient envie d'être vus ».

Dossier spécial Kurdistan irakien

Une société civile ouverte à l'information

Meilleurs indicateurs de l'éclosion de la société civile, les journalistes témoignent ici de l'exercice de leur métier et du droit à l'information. Mais le sujet qui les intéresse le plus reste... l'indépendance.

PAR DIMITRI FRIEDMAN

Disons pour faire bref que les quatre journalistes qui nous font face sont représentatifs de toutes les opinions et minorités au Kurdistan. Si Azad H. Sheik Younis, président du Syndicat des journalistes, se revendique de droite, les trois autres se disent plutôt à gauche. Musulmans, chrétiens, ils ont en commun de regarder la réalité de leur pays avec la passion critique qui sied à leur métier, sans jamais oublier la situation délicate des populations kurdes dans la région.

« Il ne faut pas imaginer que les clivages politiques dans ce pays soient comme en Occident entre la gauche et la droite. Ce qui nous rapproche ou nous sépare, ce serait plutôt la question de l'indépendance ou des rapports avec le gouvernement central d'Irak. Mais ce qui clive le plus, ce serait plutôt l'appartenance à la mouvance laïque ou à celle de l'islam », selon le dirigeant du Syndicat qui regroupe 7 000 membres de la presse écrite et radiotélévisée. Ce Syndicat – affilié à la Fédération internationale des journalistes (IFJ) qui regroupe des journalistes dans plus de 100 pays – a été créé en 1998. Nos quatre interlocuteurs admettent donc ne représenter aucun parti mais plutôt leur media, et, dans un même élan... eux-mêmes. Le Syndicat dont ils font partie est ouvert à toutes les minorités. « En tant que journalistes, nous fonctionnons sur un mode parfaitement démocratique, explique le président, et le gouvernement encourage

cela. Nous sommes totalement libres de dire, de filmer et d'écrire ce qu'on veut à condition de rester dans les limites de la décence et de l'absence de diffamation. Ce droit nous est garanti par la loi n° 35 votée en 2007. De plus, l'accès à Internet est totalement libre et beaucoup de jeunes sont désormais reliés aux grands médias internationaux. Une véritable culture de l'information est en train de naître dans notre pays. »

Il suffit de leur poser la question sensible des relations entre le Kurdistan autonome et le gouvernement irakien pour réaliser à quel point les clivages évoqués plus haut sont dérisoires par rapport à ce qui touche à l'identité politique même du pays. « Il y a bien sûr une différence entre ce que je pourrais vous dire en tant que président du Syndicat et en tant que personne, poursuit Azad H. Sheik. Mais s'il y a un point sur lequel ma fonction et ma personnalité coïncident, c'est bien celui-là. Je rejette l'absence de démocratie [en Irak, NDLR] et les ingérences [de l'Irak au Kurdistan, NDLR]. Je suis pour l'autodétermination. »

Shwan Daudi, rédacteur en chef de *Hawal Weekly*, intervient : « Je suis de Kirkouk, une ville qui est au cœur de l'opposition entre nos deux gouvernements. Je crois que l'une des plus grandes erreurs des États-Unis, c'est leur retrait d'Irak sans avoir résolu les principaux problèmes. Après la chute de Saddam Hussein, les Kurdes et les chiïtes sont revenus dans le jeu politique. L'opposition entre le Kurdistan et l'Irak

avait été mise entre parenthèses pendant des années, sa solution renvoyée à plus tard, mais aujourd'hui elle revient sur le devant de la scène. Notamment autour de la dispute sur la région de Kirkouk et de l'exploitation des ressources pétrolières. L'article 140 de la Constitution irakienne n'est toujours pas appliqué et l'application de cet article est une exigence de tous les citoyens, ici, au Kurdistan. C'est ce qui nous rapproche tous par-delà nos différences. Nous sommes coincés entre la sphère d'influence de l'Irak et celle de la Turquie, et les choses bougent très vite. Je ne crois pas que nous pourrions différer longtemps les décisions importantes. Une idée fait son chemin ici : le retour d'une partie des forces américaines au Kurdistan. »

Dans la même veine, Jamal Khailani de TV Esta, appartenant à une antique communauté chrétienne, rappelle que « l'Irak est une construction artificielle dans laquelle le poids démographique des Kurdes a nettement augmenté. Les chrétiens ne cessent de diminuer en nombre dans tout l'Irak. Il n'y a pas de place pour les minorités en Irak. Le droit à l'indépendance est un droit naturel, et pourra fournir aux communautés chrétiennes réfugiées ici toute la protection nécessaire. »

« Nous sommes tous de cultures différentes, mais ce qui nous rapproche, c'est ce droit d'avoir notre propre pays », conclut le quatrième interlocuteur, Aked Murad, du journal *Bahra* (Lumière), lié à la communauté assyrienne.



Azad Sheik Younis, président du Syndicat des journalistes ; Shwan Daudi, rédacteur en chef de *Hawai weekly* ; Jamal Khailani de TV Esta ; Aked Murad, du quotidien *Bahra* (Lumière), journal bi-lingue (kurde et araméen) lié à la communauté assyrienne.

UNE DÉMOCRATIE EN VOIE DE S’AFFIRMER

Il ne faudrait pas croire que tout est parfait dans le monde du journalisme au Kurdistan. Et c’est normal dans une démocratie qui cherche à s’affirmer en dépit des difficultés extérieures et de la pression de groupes radicaux à l’intérieur du pays.

L’autre point sur lequel nos journalistes sont unanimes, c’est celui de la liberté de la presse, mais dans le respect des différences et des susceptibilités. Tout se passe comme si la situation du Kurdistan futur réclamait de ne pas trop prêter le flanc aux critiques de ses ennemis. Shwan Daudi, l’un de nos interlocuteurs, a par exemple été condamné en

novembre 2008 à un mois de prison par la cour de la ville de Souleymania pour un article jugé diffamatoire sur les cours de justice, article datant... de 2004. Une décision dénoncée par l’IFJ qui y a vu un déni de justice, alors que la loi sur les médias qui venait d’être votée par l’Assemblée nationale kurde bannissait les peines d’emprisonnement pour des délits imputés aux journalistes dans l’exercice de leur fonction. Un autre cas plus récent a agité le monde des médias kurdes. Hemn Ari, rédacteur en chef du magazine *Chirpa* (Murmures), a été placé en garde à vue le 7 mai 2012 en raison d’un article repris d’un post sur Facebook jugé insultant envers l’is-

lam. Et ce, non en vertu de la loi kurde n° 35, mais d’une loi... irakienne. Les groupes islamistes radicaux ont violemment manifesté. On touche là un clivage comme il en existe dans toutes les sociétés. Dans le même temps, un additif à la loi n° 35 – stipulant que toute personne critiquant ou caricaturant une religion quelle qu’elle soit encourt dix ans de prison – était présenté devant le Parlement. Cet additif n’a pas fait l’unanimité, les cercles laïques s’y opposant, et, malgré la pression islamiste, le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) n’a pas cédé et a demandé la libération de Hemn Ari. Grâce à cette intervention, le journaliste a été libéré sept jours plus tard. ■

Dossier spécial Kurdistan irakien



Erbil : la capitale se conjugue au futur

L'antique cité où se sont succédé les plus grandes civilisations est résolument tournée vers l'avenir. Ses plans de développement visent à faire de la ville un nouveau Dubaï.

PAR DIMITRI FRIEDMAN

Malgré 1,5 million d'habitants (le district inclus), cette ville aérée par d'immenses parcs ne donne pas le tournis, comme bien des cités de la région où les dédales de ruelles bousculent vite les schémas à angle droit qu'abrite tout cerveau occidental. Non, ce qui frappe d'entrée quand on arrive à Erbil, c'est la forêt de grues qui se dressent dans toutes les directions. La ville qui abrita les Sumériens, habitée sans discontinuer depuis 7 000 ans, située près du champ de bataille où Alexandre défait Darius « s'enorgueillit de son passé mais regarde résolument vers l'avenir » selon le président de la municipi-

palité, Ali Rashid Khoshnaw, qui ajoute : « *Ce que nous voulons, c'est faire de notre cité la future plateforme industrielle de la région.* »

La municipalité, premier propriétaire foncier, est à la pointe de la stratégie d'investissement qui transforme rapidement la ville. « *On encourage les investisseurs à venir ici. Je suis président de la municipalité mais aussi membre du Board of Investment. Le Premier ministre Nechirvan Idris Barzani [neveu du président, NDLR] a fixé la priorité au développement industriel. Nous avons donc dressé un master plan pour abriter une zone industrielle de 25 hectares sur la route de Kirkouk à 12 kilomètres du centre d'Erbil.* »

Cette future zone abritera des usines, des raffineries, un centre d'affaires et un centre médical hospitalier universitaire dont la vocation sera d'accueillir les patients de tout le Moyen-Orient. Un tourisme de santé en quelque sorte... Le *master plan* a été confié à un cabinet de consultants en ingénierie et architecture, la société libanaise Khatib & Alami Company, qui a conçu entre autres la Dubai Jewel Tower. « *La volonté affichée de Khatib & Alami est de reproduire à Erbil le schéma de développement de Dragon City [immeuble à Dubaï, abritant un gigantesque mall, NDLR], un gratte-ciel de cent étages qui serait en quelque sorte le flagship de la zone. Sur ce projet de construction de buil-*



ding qui abritera un grand centre international de conventions, les Saoudiens et les Chinois travaillent en pool. Pour l'électricité, c'est le groupe coréen LG qui a la maîtrise d'œuvre », poursuit Ali Rashid Khoshnaw.

Malgré ces urbanisation et industrialisation à marche forcée, l'environnement n'est pas menacé. La zone a été déclarée *green area* et le président de la municipalité, ancien directeur du département Agricola Water Ressource, y veille. « Notre ville est une ville où il fait bon vivre, une capitale intellectuelle avec des parcs ombragés. Nous ne voulons pas endommager cela. Notre consultant est un spécialiste de tous les systèmes environnementaux liés à l'exploitation de l'eau. »

En ville même, une autre société, l'allemand Setec, s'est taillé la part du lion pour le *master plan* sur la gestion de l'eau et des égouts. Tous ces projets mettent en œuvre des compétences de techniciens et ingénieurs kurdes souvent formés par l'European Technology and Training Center (ETTC), une ONG d'obédiences allemande et suédoise installée à Erbil.

Force est de constater que sur tous ces projets, à part Lafarge en sous-traitance, les entreprises françaises ne sont pas très présentes.

DES PÉRIPHÉRIQUES POUR LA VILLE CIRCULAIRE

Quand on regarde un plan d'Erbil, on remarque immédiatement que la ville s'est édifiée autour de l'antique citadelle, à la manière d'un cercle qui s'élargit au fur et à mesure qu'elle s'étend. « Quand j'étais jeune, raconte Ali Rashid Khoshnaw, il y avait une voiture pour toute la famille élargie. Maintenant il y en a deux par couple et les stations-service poussent comme des champignons. » Pour contrer les problèmes que ce développement commence à poser au niveau de la circulation, la municipalité a mis en chantier toute une série d'infrastructures, d'autoroutes périphériques concentriques reliées entre elles par des échangeurs. Ces projets sont gérés par de grands groupes de travaux publics coréens. Le plus petit de ces programmes porte sur 18 millions de dollars, le plus grand, l'autoroute 120, sur 90 millions. Une série de tunnels sont en construction sur la route qui mène au mont Birmam où se trouve la station de



Ali Rashid Khoshnaw, président de la municipalité d'Erbil.

Salaheddine, dont la maîtrise d'œuvre a été confiée à la 77 Company, une société turque en joint-venture avec un groupe kurde. « Les Turcs, en matière de travaux publics, ont à la fois des coûts proches des nôtres et une technologie digne des pays occidentaux. De plus, ils sont présents chez nous depuis le début et, comme dit le dicton : *who start the first will be the winner.* »

On ne compte plus les avantages qui font de cette ville une destination à la fois touristique et d'affaires. L'aéroport international est considéré comme la porte d'entrée la plus sûre de toute la région. Les initiatives culturelles se multiplient, souvent initiés par la France (Centre culturel français d'Erbil et Consulat général de France), comme, fin 2009, ce festival de cinéma en plein air dans le Minare Park où un écran géant gonflable a été dressé devant 4 000 chaises. Les 8 000 spectateurs, qui pour la plupart découvraient un écran pour la première fois, ont pu assister à la projection de *Largo Winch* et du *Cinquième élément*. Le gouverneur d'Erbil et le ministre de la Culture du GRK ont exprimé le souhait d'acquérir le matériel pour pérenniser l'évènement. De tels projets se multiplient, comme la Fête de la musique introduite au Kurdistan par le consul général de France pour éveiller la jeunesse à un autre aspect de la consommation culturelle occidentale.

Mais les indices les plus sûrs de développement tous azimuts restent encore ceux du *mass-market* : « Les boîtiers Wi-Fi sont légion. On en compte parfois un par pièce. Nous jetions 500 tonnes d'ordures ménagères par jour il y a deux ans, maintenant nous en sommes à 2 000 ! Les écoles privées – créées par un groupe turc – ont proliféré. Chaque quartier en a deux ou trois. Les cours vont de la maternelle à l'université. Maintenant, il y a même une université américaine à Sulaymania et une université britannique à Erbil. Il y a désormais 12 grands centres commerciaux où la jeunesse se bouscule. Nous allons réaliser en quelques années ce que Dubaï a mis dix ans à faire, de l'aveu même d'amis émiratis qui sont venus me voir. La différence, leur ai-je dit, c'est que nous faisons travailler nos compatriotes ! Nous créons des besoins. Nos standards culturels, notre way of life, sont désormais alignés sur les vôtres. Même mon garde du corps se connecte sur Facebook », conclut Ali Rashid Khoshnaw en riant. L'électronique, la connectique font désormais partie de l'antique paysage de la ville. On ne fait même plus attention à la foule de gens qui reproduisent ces gestes familiers, mobiles en mains, ou penchés sur des tablettes numériques dans les lieux publics. Aujourd'hui Erbil s'est mise à l'heure du village planétaire. ■

DIMITRI FRIEDMAN

Dossier spécial Kurdistan irakien



Cap sur le tourisme !

Un des bons indicateurs de la stabilité et de la sécurité d'un pays est le nombre de touristes accueillis chaque année. L'industrie du tourisme n'est pas en reste dans les projets du Kurdistan, et est l'une des options de son développement à venir.

PAR DIMITRI FRIEDMAN

Deux faits suffisent à montrer que le Kurdistan est devenu une destination régionale. D'abord pour la fin du Ramadan (19 août 2012), le pays a reçu 262 000 touristes alors que sa capacité d'accueil est de 200 000 lits. Pour l'occasion, de grandes tentes ont été dressées dans les parcs de la ville d'Erbil et les locations de chambres et de maisons ont été prises d'assaut. Les trois quarts de ces touristes qui venaient fêter l'Aïd el-Fitr sont arrivés du Sud de l'Irak, mais aussi des pays

arabes et même de Turquie (7 000 personnes) et d'Iran (6 000 personnes). Leur but : jouir d'une ambiance de liberté totale. On raconte qu'à cette occasion, les magasins vendant de l'alcool dans le quartier chrétien d'Ankawa n'ont pas désempilé. On peut se promener dans les rues d'Erbil, la ville des roses, avec de l'alcool ; même caché dans un sac en papier, la chose est impensable à Bagdad. Une anecdote qui montre la volonté du Kurdistan de développer le tourisme est le concert qui a été donné par des chanteurs iraniens interdits

dans leur pays, pour le nouvel an perse et kurde, la fête de Newroz, en mars 2012. L'évènement a réuni 30 000 Iraniens dans un parc d'Erbil. Alcool et musique, tout ça vous a un parfum de démocratie immédiatement perceptible dans une région encore dominée par le rigorisme religieux.

Un autre chiffre résume bien cet essor. Il y avait 70 hôtels en 2007, il y en a aujourd'hui 423 ! Un vrai boom pour ce pays qui s'ouvre au reste du monde : trois à quatre établissements voient le jour chaque mois. Et le tourisme d'affaires n'est pas



en reste. Les hôtels de grandes chaînes comme Marriott ou Kempinski sont bâtis et devraient ouvrir très prochainement. Le Marriott projette déjà le lancement d'un second palace. Le Sheraton est prévu pour 2015, le Hilton pour 2016. Il y a déjà dix hôtels cinq étoiles dans la ville. Les *business travellers*, de plus en plus nombreux dans la ville, n'ont que l'embarras du choix.

En 2011, le pays a accueilli 1 712 000 touristes (941 000 rien que pour les six premiers mois de 2012) et projette de porter ce nombre à 2 millions d'ici 2020, où le pourcentage de l'industrie touristique dans le PIB devrait avoisiner les 17 %. Le secteur pourrait atteindre les 22 % de croissance dans les prochaines années. Rien que pour 2013, la capacité d'accueil sera portée à 300 000 lits. Il y a actuellement un aéroport à Erbil et un autre à Sulaymania. Un autre est en projet à Dohuk. Quinze compagnies aériennes étrangères desservent la capitale. Signe des temps, les *shoppings malls* se sont multipliées dans la ville et sont envahies par une jeunesse – où toutes les minorités sont représentées – attirée par les grandes marques occidentales ; et les restaurants ne désespèrent pas.

Malauwy Jabar Wahab, chef du bureau du Tourisme, explique : « *L'une des raisons pour lesquelles nous nous concentrons sur cette industrie est que nous voulons diversifier les ressources du Kurdistan, et en même temps développer tous les services liés au tourisme et générer ainsi des emplois. Nous voulons multiplier les produits touristiques, relier la région au reste du monde, la désenclaver, voilà notre philosophie. Par la même occasion, nous voulons mettre en valeur notre patrimoine national et nos sites archéologiques. Pour cela, nous avons deux axes stratégiques : la communication et l'e-tourisme. Nous sommes au début du développement touristique mais les équipements sont déjà en place.* »

UN PATRIMOINE RICHE ET ÉMOUVANT

Le ministre des Municipalités et du Tourisme, Dilshad Shahab Haji, précise : « *Nous ne cherchons pas à développer seulement le tourisme de loisir ou d'affaires, mais aussi le tourisme culturel. Nous sommes fiers de notre patrimoine, de*



Le ministre des Municipalités et du Tourisme, Dilshad Shahab Haji.

nos sites archéologiques – dont certains remontent au Neandertal comme les caves de Shanidar –, de nos tombeaux de saints – comme Waso Rahman qui est révééré à la fois par les chrétiens et les musulmans –, des lieux de la civilisation zoroastrienne, de nos églises, de nos mosquées, des différentes civilisations comme celle de Sumer ou de nos ancêtres (les Mèdes) qui se sont succédé dans notre pays, bref, de tout ce qui fait que le Kurdistan est un pays qui a une âme qui s'épanouit dans la diversité. »

L'un des atouts pour le développement du tourisme au Kurdistan est qu'à la différence de Bagdad, la sécurité est une priorité. Nulle part on ne voit de convois militaires, de gardes armés, de milices quadrillant les quartiers populaires. Le dernier attentat remonte à 2007. Tous ces éléments ont permis l'émergence de grands projets touristiques comme celui de la province de Dohuk, un havre de paix où le barrage permet de construire un centre de loisirs, ou encore des monts de Safeen, où le *master plan* d'un grand complexe touristique au sommet d'une montagne est achevé. Sur ces projets, les grosses compagnies kurdes de taille internationale, Hiwa group (qui a déjà construit des hôpitaux, un hôtel cinq étoiles, des *shoppings centers*, des stations-service au Kurdistan) et Rekan group (construction, finance, télécoms), sont maîtres d'œuvre.

Un des gros morceaux de cet engouement culturel est incontestablement la citadelle d'Erbil – supposée être la plus

ancienne du monde (7 000 ans) et habitée sans interruption depuis ce temps –, qui fait partie de la liste des 100 sites les plus menacés établie par le Fonds mondial pour les monuments (WMF). « *Du fait des vicissitudes de la guerre et de la répression, nous n'avons pas pu nous atteler au problème de la restauration et de la conservation de ce monument unique*, poursuit le ministre. *Nous avons aujourd'hui un master plan pour mettre en œuvre sa réparation.* »

La citadelle, dont les murailles sont bâties sur un plan incliné de presque 45°, a résisté à presque toutes les invasions. Elle est construite en ellipse sur dix hectares au sommet d'un tell, et la ville d'Erbil s'ordonne selon le même schéma directeur autour d'elle. À l'intérieur, 330 maisons traditionnelles en briques de couleur ocre (ayant un intérêt architectural avéré), trois mosquées, un hammam, des tombeaux, s'enchevêtrent dans un labyrinthe de ruelles donnant un sentiment quasi ésotérique au visiteur. Pour préserver ce patrimoine unique au monde, le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) a mis sur pied en 2007 une commission pour la restauration de la citadelle. L'Unesco devrait rapidement classer cette citadelle héritage historique mondial, et plus tard l'inscrire au Patrimoine mondial de l'humanité. Cette initiative n'est pas uniquement une mesure conservatoire. C'est aussi une question d'image internationale pour la ville d'Erbil. ■